

## Bon début pour M. Gandhi

C'est un véritable « discours du trône » radiotélévisé qu'a prononcé M. Rajiv Gandhi lundi 12 novembre, après avoir pris - symboliquement - possession du bureau de sa mère. Un discours soulignant la volonté du nouveau et jeune premier ministre - il n'a qu'une quarantaine d'années - de poursuivre l'œuvre de Nehru et d'Indira Gandhi, tout en lui apportant quelques touches personnelles.

Dans ses précédentes interventions, depuis l'assassinat d'Indira Gandhi, puis en formant un gouvernement qui reconstruit la totalité des ministères du précédent cabinet, M. Rajiv Gandhi avait déjà montré qu'il n'entendait pas, du moins pour le moment, se départir de la politique de sa mère.

Aussi bien s'est-il engagé à bâtir l'Inde du vingt et unième siècle, à maintenir et développer le système d'économie mixte (alors qu'un penchant pour le secteur privé lui est attribué), à combattre la pauvreté, à continuer de moderniser les forces armées et à poursuivre la politique étrangère du pays, qui restera, a-t-il précisé, « démocratique, séculaire, socialiste et non aligné ».

Fidèle aussi à l'attitude qu'observait Indira Gandhi, il a déclaré que l'Inde continuerait sa politique de coopération et d'amitié avec l'URSS mais aussi avec les États-Unis. Il s'était cependant montré légèrement plus chaleureux dans le message qu'il avait adressé récemment à M. Tchernomsky à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre que dans celui qu'il a envoyé au président Reagan pour sa réélection.

Ce discours-programme exhaustif et précis a marqué le coup d'envoi de la campagne pour les élections législatives fixées au 24 décembre, sauf au Pendjab et en Assam, en raison de la tension qui y règne. L'impression de flottement qu'avait laissée le nouveau premier ministre dans les heures qui suivirent l'assassinat d'Indira Gandhi a été rapidement dissipée.

Le message de plusieurs responsables des services de sécurité, les poursuites contre des militants du Congrès (I) - I pour Indira - le parti gouvernemental, coupables d'avoir prêté main-forte aux assaillants hindous dans les récentes tueries de sikhs, l'indemnisation des familles des victimes, ont fait bonne impression, même s'ils ne suffiraient pas pour autant à rétablir l'harmonie entre les deux communautés.

L'accession lundi de M. Rajiv Gandhi aux fonctions de président du parti du Congrès (I) ne constitue pas non plus une surprise dans la mesure où elle aurait dû avoir lieu... avant sa nomination au poste de premier ministre. Reste que, après avoir été élu ainsi à l'unanimité par les instances dirigeantes de la formation gouvernementale, le voilà désormais pourvu de toutes les prérogatives qui étaient celles de sa mère. Ainsi dispose-t-il des pleins pouvoirs pour distribuer les investitures pour les prochaines élections et, le cas échéant, renvoyer quelque peu le personnel politique congressiste.

En remplissant tout de suite le vide laissé par la disparition de celle qui faisait figure pour beaucoup d'Indiens de « mère » et était porteuse d'espérance, M. Rajiv Gandhi a montré, avec calme et dignité, que la « succession » pouvait être assurée. C'est presque un lieu commun de dire qu'il affronte des problèmes - celui du Pendjab n'est pas réglé - démesurés. Mais l'opposition, qui avait amorcé une démarche unitaire avant la mort d'Indira Gandhi et dont M. Rajiv Gandhi dit aujourd'hui qu'elle « tente d'affaiblir le pays par ses excès », ne se trouve guère en position, pour le moment, de menacer son autorité.

## La tension s'aggrave entre le Nicaragua et les États-Unis

### La crainte d'une intervention américaine s'accroît à Managua

De notre envoyé spécial

Alors que la guerre des nerfs se poursuit entre Washington et Managua, les autorités sandinistes ont encore renforcé l'état d'alerte des forces armées et de la population. En Amérique centrale, les observateurs n'excluent plus l'éventualité d'une opération aérienne « coup de poing » des États-Unis contre certaines installations militaires nicaraguayennes.

San-José-de-Costa-Rica. - Les États-Unis n'ont pas l'intention, du moins à court terme, d'envahir le Nicaragua, mais ils sont résolus à bombarder immédiatement les installations militaires sandinistes s'ils obtiennent la preuve que ce pays détient des armes soviétiques « offensives ». En outre, les États-Unis vont accroître leur assistance militaire et financière, directe et indirecte, aux organisations armées antisandinistes, et plus particulièrement à la FDN (Force Démocratique Nicaraguayenne, basée au Honduras) qui a déjà intensifié ses actions au sud et au sud-est du Nicaragua depuis la mi-octobre.

Ce choix de Washington est présenté de manière confidentielle mais insistante par les responsables militaires des États-Unis dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Il reflète, dans les grandes lignes, les vues actuelles du Pentagone sur la crise ouverte entre le Nicaragua et les États-Unis par la livraison de matériel militaire soviétique. Et l'on fait observer dans les milieux politiques d'Amérique centrale que cette option peut être rapidement modifiée en faveur d'une décision plus dure.

En principe, donc, pas d'opération du type Grenade à court terme, mais éventuellement une attaque aérienne brutale et rapide pour endommager le potentiel militaire nicaraguayen, et tout particulièrement la piste pas encore tout à fait terminée de Punta-Hueta (au nord de Managua), longue de trois mille mètres et capable de recevoir des appareils très modernes tels que des Mig-21 (modernes pour l'Amérique centrale, car le chasseur bombardier Mig-21 est d'abord un avion d'interception et n'est évidemment pas le nez plus vite de l'arsenal soviétique).

« C'est inacceptable ». Telle est la formule employée par les responsables américains, déjà cités, à propos de la livraison de matériel sovié-

que. Ils ajoutent : « D'une manière ou d'une autre, nous allons réagir... ». Ils estiment aussi que l'arrivée dans les ports nicaraguayens de plusieurs cargos soviétiques ou de pays de l'Est, chargés de munitions et d'armes, « offensives » ou « défensives », pour le Nicaragua sandiniste a été délibérément planifiée par les dirigeants de Moscou afin de coïncider avec la réélection de Reagan à la présidence.

MARCEL NIEDERGAANG.  
(Lire la suite page 5.)

### Accord à Bruxelles : les dépenses de l'Europe verte seront strictement limitées

LIRE PAGE 39 L'ARTICLE DE PHILIPPE LEMAITRE

## Nouvelle offensive contre la Mafia en Sicile

### Les dernières arrestations ébranlent la puissance financière de l'organisation

De notre envoyé spécial

Palermo. - Quelque chose est en train de changer dans cette ville, bastion depuis des années de la criminalité organisée : pour la première fois, des points névralgiques du réseau de pouvoir politico-mafioso construit sur la Mafia ont été touchés, et le système paraît sérieusement ébranlé.

Deux hommes ont été arrêtés le lundi 12 novembre pour association à caractère mafioso : les deux cousins Ignazio et Nino Salvo, fermiers généraux de la Sicile, levants les impôts au nom de l'État, mais dont

tout donne à penser qu'ils régissent un empire financier aux ramifications plus qu'obscures.

Ces arrestations surviennent après celle de l'ex-maire de Palermo, Vito Ciancimino, et tout le monde à Palermo est désormais convaincu que ce n'est qu'un début, que d'autres têtes vont tomber. Des noms circulent, et derrière ces personnages, considérés il y a quelques mois encore comme des « intouchables », se profilent les figures de leurs protecteurs à Rome.

Jamais la magistrature n'avait frappé si haut : les personnages arrêtés au cours de ces dix derniers jours étaient les grands « patrons » de la Sicile. Cet assaut de la magistrature de Palermo, au cœur d'une capitale qu'on croyait inexpugnable, est sans précédent.

PHILIPPE PONS.  
(Lire la suite page 4.)

## Violences : la réponse du pouvoir

### Appel au civisme et au sang-froid

« La France a peur », titre le Figaro. Admettons que les Français soient saisis, un peu plus aujourd'hui qu'hier, d'un sentiment d'insécurité déjà latent.

M. François Mitterrand en a mesuré le risque, en tout cas, puisqu'il a pris l'initiative d'apparaître à la télévision - au sortir de la morgue de Paris - pour tenter d'apaiser les tensions provoquées par une conjonction de meurtres localisés (neuf vieilles dames assassinées en un peu plus d'un mois à Paris, dont six dans le dix-huitième arrondissement), de meurtres racistes (deux ouvriers turcs abattus à Châteaubriant en Loire-Atlantique parce qu'ils avaient le tort d'être étrangers) et d'un conflit social qui s'achève dans le sang (un ouvrier tué à Epône, dans les Yvelines).

Cette conjonction et les passions qu'elle souève ont montré, une nouvelle fois, combien il est périlleux de vouloir à tout prix faire de la politique autour de faits divers.

JEAN-YVES LHOMEAU  
et EDWY PLENEL  
(Lire la suite page 15.)

## L'Afrique à la dérive

par ANDRÉ FONTAINE

Il y aurait une thèse à écrire sur la relation entre certains bouleversements politiques et les catastrophes naturelles. Pour s'en tenir à l'époque récente, les inondations de 1970, qui avaient fait 200 000 morts, expliquent pour une bonne part les émeutes d'octobre, l'année suivante, l'indépendance du Bangladesh. La chute de la monarchie afghane est la conséquence directe de la sévère famine de 1972. Celle de 1973, en Éthiopie, qui a coûté la vie à 100 000 personnes au moins, a porté le coup fatal à un régime impérial usé jusqu'à la corde.

Le séisme de 1972, et surtout la manière dont le futur dictateur Somoza a tranquillement empêché les fonds internationaux de reconstruire la capitale, ont contribué de façon notable à la victoire des sandinistes. On pourrait multiplier les exemples : la misère devient rapidement insupportable lorsque la pénurie - ou la surabondance - de l'eau, notamment, vient en décupler soudain l'impact.

Cette évidence devrait pousser chacun à s'alarmer de la désolation

où s'enfoncent actuellement l'Afrique subsaharienne, seule partie du monde où la population (+2,9 % par an depuis 1970) croît plus vite que la production de nourriture (+1,5 % seulement). De 1960 à 1980, dans le continent noir, le taux d'autosuffisance alimentaire est tombé de 98 à 86 %. Les importations de céréales ont atteint, en 1980, 20 millions de tonnes, à quoi il faut ajouter 1,5 million reçues au titre d'aides diverses (1).

Moyennant quoi les membres du FIDA, le Fonds international de développement agricole, financé à la fois par l'OCDE et par l'OPEP, n'ont pas d'essence, le mois dernier, sur la répartition des contributions pour l'année à venir. Outre en effet que le Nigeria, frappé de plein fouet par la baisse des cours du pétrole, comme l'Iran et l'Irak, épuisé par une guerre interminable, ont cessé de cotiser au FIDA, les pays de l'OPEP invoquent la diminution de leurs exportations pour réduire leur

apport d'un tiers (2). États-Unis, RFA et Japon ont fait savoir que si une telle réduction était acceptée, elle devrait s'appliquer également aux pays de l'OCDE. On en est là, avec une nouvelle rencontre en perspective pour décembre. Le projet de budget des Communautés européennes prévoit lui aussi, comme on sait, une révision en baisse de l'aide alimentaire.

Même s'il y a beaucoup à dire sur la façon dont l'aide, dans trop de cas, est utilisée, un tel comportement, alors que dans nos pays tant de gens crèvent de trop manger ou de trop boire et que l'on ne sait que faire des surplus agricoles, relève du délit de non-assistance à personnes en danger.

(Lire la suite page 7.)

(1) Thomas W. Stephens, *Africa and the Food Strategy Experiment*. Document du Conseil mondial pour l'alimentation des Nations unies, mai 1984.

(2) Voir la Lettre d'Afrique du 30 octobre 1984.

## AU JOUR LE JOUR

### Contexte

Un journal sûr a publié, lundi, un entretien avec M. Le Pen pris il y a plusieurs semaines et dans lequel il parle de l'immigration : « Je ne permettrai pas, de quelque façon que ce soit, que la France soit ruinée. Nous sommes prêts à recourir aux armes, à la guerre s'il le faut, afin d'empêcher cette éventualité ».

Le leader du Front national proteste contre cette publication au lendemain de l'assassinat de trois Turcs, en France. Ses propos, ajoutés, ont été reproduits - hors de leur contexte - Très juste : il faut toujours situer les propos de M. Le Pen dans leur contexte. Ses démentis aussi.

BRUNO FRAPPAT.

## MORT DE CHESTER HIMES

### « Écrire, c'est ma couleur... »

L'écrivain américain Chester Himes est mort, le lundi 12 novembre, à l'âge de soixante-cinq ans. Il avait depuis de très nombreuses années une maladie qui l'avait rendu impotent et il s'était retiré avec son épouse, en Espagne, dans la région d'Alicante.

Quand il arriva en Europe, en 1953, Chester Himes avait déjà derrière lui une carrière bien remplie. Il était né le 29 juillet 1909 dans une respectable famille de la bourgeoisie noire de Jefferson City (Missouri). Des problèmes d'adolescence et le désir de compenser le handicap physique dû à un accident l'amenèrent à vouloir devenir un « cold » au lieu de poursuivre ses études médicales. Toujours est-il qu'il se retrouva au pénitencier en 1928, condamné à vingt ans pour vol à main armée. C'est là, stimulé par la lecture de Dashiell Hammett, qu'il se mit à écrire des nouvelles inspirées de l'univers carcéral, lequel servit également de cadre à son roman, *Qu'on lui jette la première pierre* (1953).

Libéré sur parole pour bonne conduite au bout de sept ans, Himes dut, en pleine crise économique, se contenter d'emplois subalternes et mal payés. Il émigra au WPA, travailla dans les usines d'armement de la côte ouest pendant la seconde guerre mondiale. Son premier roman, *Si l'homme (1945)*, brosse de la société américaine un panorama accusateur, soulignant la quasi-impossibilité pour l'homme noir de gagner dignement sa vie - situation qui allait conduire à l'échec le premier mariage de Himes. En 1947, il plaça tous ses espoirs d'écrivain dans la *Croisade de Los Gordin*, qui dénonçait les préférences de la bourgeoisie de couleur aussi bien que le racisme établi jusque dans les syndicats et les partis de gauche. L'accueil fut si défavorable qu'il l'incita à quitter les États-Unis, persuadé que ce pays ne laisserait pas sa chance à plus d'un écrivain noir à la fois - or Richard Wright s'était déjà imposé.

MICHEL FABRE.

(Lire la suite page 20.)

## Jean-Paul ARON Les Modernes

« Le journal d'une époque (1945-1984), avec nos modes intellectuelles et leurs pseudo-événements »

Raphaël Smith / Le Monde

« Un texte éclatant de verve »

Angelo Rinaldi / L'Express

GALLIMARD nrf

### 2. L'euphorie sous perfusion

Lire le premier des deux articles de JEAN BAU-DRILLARD : « L'usage de la représentation »

### 13. Le brouillard des idées

Lire la suite de notre série : « Contorsions idéologiques dans un tunnel économique », par PHILIPPE LABARDE

### 35-38. « Un seul Monde »

Le dialogue Nord-Sud 10 ans après



## commentaires

Le Monde

INVITÉ

Pour le sociologue Jean Baudrillard, la gauche est appelée à gérer une « crise d'indifférence » dont l'envers est l'euphorie factice de la société de communication

## Présomption d'innocence

La presse et la justice n'ont rien à gagner à une confusion des genres. Les magistrats doivent résister à tout prix aux sirènes de la notoriété, au plaisir de se montrer à la télévision, et les journalistes ne sont pas des procureurs. A l'oublier, à sortir ainsi de leur rôle, ils se nuisent mutuellement. Les magistrats, parce que la notoriété soudaine exerce la séduction. Les journalistes, parce que, à traquer les suspects, ils finissent par manquer d'objectivité.

L'enquête sur l'assassinat de Grégory Villemin et l'inculpation de deux médecins à Poitiers auraient exigé, au regard de ces principes, davantage de sang-froid. De la part de la presse d'abord, que rien n'oblige à tirer des conclusions définitives d'un communiqué du parquet, comme à Poitiers, ou des confidences de gendarmes, comme dans les Vosges. Non que ceux-ci les aient lancés sur de fausses pistes, encore que cela reste à démontrer ; mais la réputation d'un homme exige qu'on fasse la part des choses. Les avocats de M. Bernard Laroche - inculpé pour l'assassinat de Grégory Villemin - et des deux médecins, s'y emploient aujourd'hui, ajoutant sans doute à la confusion, mais faisant - qui sait ? - progresser la vérité. Ce n'est pas parce que, dans la première phase de l'enquête, les suspects sont privés de défenseurs que la presse doit ignorer ce qui plaide en leur faveur.

Les journalistes n'ont pourtant pas tous les torts. Dans les Vosges, la justice a les siens, même si elle tient vraiment le coupable. Coupable ou non, M. Bernard Laroche est en droit de reprocher au juge d'instruction ses déclarations publiques, voire de réclamer son désaisissement. On pense au juge Pascal et au tintamarre qui accompagne l'affaire de Brusy-en-Artois.

Ce tintamarre est inévitable. La concurrence entre journaux et le devoir d'informer mettent fatalement à mal le secret de l'instruction, auquel, contrairement à une idée répandue, les journalistes ne sont pas tenus - seules le sont les personnes qui « concourent à la procédure ». Mais cela n'autorise ni les magistrats ni les journalistes à désigner hâtivement des présumés coupables.

Dire cela, ce n'est pas inviter la presse et la justice à se taire, mais les inciter à prendre l'une et l'autre leurs responsabilités. Car, au-delà de leur mission respective, elles tendent au même objectif, la vérité, et doivent respecter le même principe, souvent mis à mal, la présomption d'innocence.

BERTRAND LE GENDRE.

## L'euphorie sous perfusion

## I. - L'usure de la représentation

« Le nouveau pessimisme résulte du fait que les choses vont de mieux en mieux. »

J'AVAIS fait, contre toute vraisemblance, le pari que la gauche n'arriverait pas au pouvoir, mais ne voulait pas du pouvoir. Par fond sur la stratégie négative du Parti communiste, celle du com de la gauche à l'ombre propice de la droite. La gauche est enfin venue au pouvoir en 1981, en dépit du PC, qui ne s'est rallié à l'opération que pour le compromettre et en hâter la fin, mais surtout grâce à l'effondrement du PC. Maintenant qu'elle y est, et malgré tous les signes contraires, je fais, contre toute évidence encore, l'hypothèse qu'elle va y rester... Une surprise ! Mais que peut-il y avoir d'intéressant aujourd'hui sinon la surprise ? Et si l'est vrai que, en termes de représentativité, la gauche est aujourd'hui balayée, il n'est pas sûr qu'elle ne garde pas toutes ses chances dans la seule tâche qui reste celle de la classe politique : gérer la fin de la représentation.

Il est passionnant de savoir si la gauche, par exemple, peut se maintenir par pure et simple inertie, non parce qu'elle retrouverait quelque crédit politique ou symbolique, mais parce qu'elle se trouverait être la meilleure gestionnaire de la crise de l'imaginaire politique : elle réchaufferait les fruits d'une situation où enfin toute imagination d'une différence réelle entre la droite et la gauche aurait disparu des esprits. Ce qui fut vrai pour les esprits de mai 68 est aujourd'hui vrai confusément pour tous. Et c'est cette indifférence profonde - l'usure définitive de la représentation (dans tous les sens du terme d'ailleurs : la représentation théâtrale est morte elle aussi, de même que le principe de toute représentation philosophique de l'objet) - c'est cette indifférence de base qui rend l'échec d'écologie, la gauche n'a pas intérêt à rassembler les passions ni l'esprit public. Quand elle l'a fait, depuis 1981, apparaît à la parole, à la participation, elle s'est heurtée au

site spectaculaire. « Et comme vous en votant à gauche ! » « La droite prétend être là pour vingt ans : payez-vous la gauche ! » (c'est ce qui s'est passé en 1981), et pour quoi pas : « La gauche a tout raté : qu'elle reste au pouvoir ! » (1988-1989 ?).

Comme le comte de Valmont voulait, en surprenant Cécile dans son lit, et sans aucune disposition amoureuse, vérifier le pur effet de la surprise, l'aimerais-je, dans cette autre « liaison dangereuse » qui est celle de la gauche avec le pouvoir, le pur effet de l'inertie en politique. Celle-ci jouerait, historiquement plutôt que la droite, mais il n'est pas sûr que le jeu ne se retourne pas dès lors que l'histoire n'y est plus. La gauche était appelée à mobiliser les énergies et à tirer les marrons du feu pour la droite. Mais s'il n'y a plus de marrons à tirer du feu, si la crise, comme on dit, est définitive, non seulement la crise économique (celle-là est déjà une sorte d'assurance-vie pour la gauche : plus ça ira mal, plus elle assurera ses responsabilités), mais aussi la crise politique, la crise d'indifférence, alors la gauche a bien des chances d'être condamnée à rester au pouvoir pour gérer cette crise permanente.

Dans ce sens, l'inertie est payante pour elle, comme la surprise pour Valmont. Contrairement à ses principes de mobilisation sociale et morale (mais a-t-elle encore conscience de ses propres principes ?), sa seule chance est dans la routine de la crise, la routine d'un social toujours menacé mais peu mouvementé, où la droite n'arrive pas à se constituer en opposition (seule la gauche a vocation à l'opposition, la droite n'y est qu'une gauche contrainte). Bref, en termes de stratégie, et non d'idéologie, la gauche n'a pas intérêt à rassembler les passions ni l'esprit public. Quand elle l'a fait, depuis 1981, apparaît à la parole, à la participation, elle s'est heurtée au

même brouillage des déterminations est intervenu entre représentants et représentés que dans tous les fonctionnements si bien avant : voyez la pédagogie, voyez le savoir, voyez les relations de pouvoir, les relations parentales, etc., nul ne peut plus que la souveraineté transmise de la base vers le sommet, pas plus que la parole ou le sens ne partent d'un point pour être décodés à l'arrivée. Il y a brouillage des distances respectives, abolition des pôles respectifs qui permettaient le fonctionnement d'un espace de la représentation, qui laissent place à une scène de l'action et de la représentation politique. Cela est perdu et tout le monde le sait, car ce n'est pas une question d'idéologie ni de philosophie morale : c'est l'accélération des flux qui a brisé les circuits, la comme ailleurs - et aucune crédibilité politique ne relie plus la masse des citoyens à leurs « représentants », pas plus qu'aucune crédibilité statistique ne relie l'opinion des gens à leur apparence dans les sondages.

Mieux : les gens n'ont littéralement plus d'opinion, comme ils n'ont littéralement plus de volonté politique : elles sont devenues aléatoires, et ne font plus que répondre à la sollicitation et au mouvement artificiel des sondages et des consultations électorales, devenues inopérables et permanentes par la force des choses, celle de forcer l'altérité à signifier quand même quelque chose. « La formule politique de base de toutes ces variations obéit désormais à une chimie trop instable pour se fixer autrement que le temps éphémère de déposer de temps à autre un bulletin de vote, opération du rasta beaucoup plus mystérieuse, beaucoup moins rationnelle qu'on veut bien le faire croire. » (Michel Kajman, *Le Monde*, 23 août 1984).

A la limite, ces épisodes consultatifs seraient comme les flashs publicitaires ponctuels, comme à la télévision, le film de la vie quotidienne. Ce n'est plus une machine de représentation, c'est une machine de simulation. Non pas de manipulation : il ne faut pas croire que le citoyen soit désarmé devant les pouvoirs, aliéné par les médias, dépossédé de sa volonté - ça, c'est la vieille analyse que le pouvoir lui-même utilise pour entretenir la fiction de l'aliénation politique ; il aimerait bien croire à son monopole sur les médias, l'information et les consciences. Simplement, les gens sont en simulation de citoyenneté, et le pouvoir, lui, est en simulation de pouvoir. Ainsi, ça peut continuer éternellement.

JEAN BAUDRILLARD.

Prochain article :

LE SOURIRE DU CHEF

## COURRIER

## Le coup de pied de l'âne

Il est assez étrange que la « vocation pluraliste » du *Monde* affirmée en post-scriptum de la profession de mauvaise foi de M. Georges Mattéi, écrivain, ait fait une place aussi large à un article (?) d'un tel niveau de provocation (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre).

Comment, en effet, dénier aux pieds-noirs le droit de s'émouvoir du voyage de M. Cheysson à Alger le 1<sup>er</sup> novembre tout en reconnaissant ce même droit au peuple algérien ? C'est oublier que la communauté rapatriée fut, et reste devant l'histoire, une composante de ce peuple et que les Algériens d'aujourd'hui ne la renient nullement comme telle, à en juger par la manière dont ils

reçoivent ses membres au commun pays natal, où se multiplient, depuis quelques années, des pèlerinages qui font plus pour la réconciliation que les visites d'hommes d'Etat.

On peut reprocher à mes compatriotes un certain monolithisme dans leur façon de juger les événements dont ils ont été victimes. Mais comment leur en vouloir d'avoir, avec l'âge, mal à l'Algérie à chaque changement de saison, ou presque. 19 mars, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> novembre, cela fait beaucoup de douleurs de mémoire. Ce n'était déjà pas très charitable de la part de M. Cheysson de les chauffer comme il l'a fait. Que dire, alors, du coup de pied de l'âne de M. Georges Mattéi, écrivain !

JEAN BRUA (Nice)

## Amnesty International et les objecteurs de conscience

Dans un article paru dans *le Monde* du samedi 27 octobre 1984, M. Nicolas Beau prend à son compte la position de M. Hertz, ministre de la défense, contre l'attitude d'Amnesty International au sujet des objecteurs de conscience dont certains continuent à faire l'objet de poursuites pénales en France. Notons tout d'abord qu'Amnesty International considère comme très positive la loi du 8 juillet 1983 qui a élargi les possibilités d'obtention du statut d'objecteur de conscience.

Les points suivants séparent cependant Amnesty International des autorités françaises :

1) Conformément aux règles votées par le Conseil International du mouvement en 1980, Amnesty International adopte comme priorités d'opinion des objecteurs de conscience qui refusent un service de remplacement dont le caractère est nettement punitif. C'est le cas en France où le service de remplacement est de vingt-quatre mois au lieu de douze.

2) Amnesty International estime que l'appel au service militaire devrait avoir la possibilité de demander le statut d'objecteur de conscience à tout moment, y compris pendant son service actif et sa disponibilité. C'est le cas de Robert Lencar, condamné à un an de prison, décrit dans le Rapport annuel.

3) Enfin Amnesty International est préoccupée par le traitement réservé à certains objecteurs qui font l'objet de condamnations répétées.

Telle est la situation de Michel Springuax, pacifiste et objecteur, dont le cas est décrit dans le Rapport annuel 1984 qui a été condamné à trois reprises.

CHANTAL DESORMEAUX, Section française d'Amnesty International (Paris)

## Une glande à langage ?

Un article de M<sup>me</sup> EscOFFIER-Lambiotte, paru dans *le Monde* du samedi 20 octobre, nous apprend que le vent venu des Etats-Unis souffle décidément dans le sens de l'histoire. Ainsi, grâce aux travaux du docteur Geschwind, posséderions-nous enfin la preuve irréfutable que le cerveau fonctionne comme une glande à langage, dépendant de la quantité d'hormones sexuelles masculines apparues dans le sang du fœtus ! Il n'est définitivement question que de grosseur : la zone du langage de l'hémisphère gauche du cerveau se pèse et se mesure.

Les centimètres carrés ne sont pas extensibles. Ils transforment la vie en destin : destin du sexe - les femmes, évidemment, à qui il ne reste sans doute plus qu'à suppléer le manque de grosseur par la grossesse - destin des enfants - dont on apprend que la surface hémisphérique est proportionnelle à la quantité d'intelligence dont ils sont capables dans leur appréhension du langage. Le langage ne serait autre que le résultat d'une facette du destin génétique et sexuel ; il est curieux, soit dit en passant, de retrouver du sexe là où on l'attend le moins ! Cette affirmation serait simplement risible si elle ne se faisait au nom de la vérité dite scientifique.

La pensée molle dont elle résulte procède, ici comme ailleurs, par un effet de sidération : des poids et des mesures, voilà ce qui nous manquait. Nous attendions maintenant que le docteur Geschwind prouve que le cerveau des Noirs, par exemple, est un peu dur à la migration... cellulaire ! Sans doute la base des mathématiques, censée compenser ce manque de surface vitale, s'est-elle chez eux mise en boule - musicale ! Chacun sait qu'ils sont doués pour ça ! La dyslexie, décidément, va nous permettre de donner enfin nos mesures à l'intelligence culturelle. C'est une affaire de gens - que dis-je, d'hormones !

Sur quels critères le docteur Geschwind s'est-il fondé pour définir cette « tare congénitale » ? pulsaire, mais bien, les rats de laboratoire lui apportent son quota de preuves dites scientifiques ? Les rats dyslexiques sont-ils également meilleurs en mathématiques ? Combien de cerveaux de non-dyslexiques a-t-il de la même manière débités en tranches, à fin de comparaison, afin de voir si les zones dites « de langage » sont-elles plus ou moins développées ?

D'ISI BELLER (Paris)

VENIR DE PARIS

**JEAN BERNARD**  
de l'Académie française

**l'enfant le sang et l'espoir**

BUCHET/CHASTEL

**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23 PARIS  
Tél. MONDIPAR 456572 F  
Tél. : 246-72-73

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferey.

**ABONNEMENTS**

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	341 F	625 F	859 F	1080 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1245 F	1819 F	2340 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG	381 F	685 F	979 F	1248 F
PAYS-BAS	IL - SUISSE, TUNISIE	454 F	836 F	1197 F	1536 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (avis de versement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (pour semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sous pli cacheté et à nous l'adresser. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'urgence.

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie : 3 DA ; Maroc : 420 dr ; Tunisie : 200 m. ; Allemagne : 1,70 DM ; Autriche : 17 sch. ; Belgique : 28 fr. ; Canada : 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire : 300 F CFA ; Danemark : 7,50 kr. ; Espagne : 110 pes. ; E.U. : 1 \$ ; Grèce : 85 p. ; Italie : 275 P. ; Libye : 0,350 \$ ; Luxembourg : 28 L. ; Norvège : 2,00 kr. ; Pays-Bas : 1,75 fl. ; Portugal : 85 esc. ; Suède : 300 F CFA ; Suisse : 2,75 fr. ; Thaïlande : 1,50 \$ ; Yougoslavie : 110 din.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037



EUROPE

Yougoslavie

Le procès des six intellectuels à Belgrade

Le procès des six contestataires yougoslaves est entré, lundi 12 novembre, dans sa deuxième semaine. Il suscite un vif intérêt dans l'opinion publique, et la salle des audiences est régulièrement archicomble, nous indique notre correspondant Paul Vankovitch. Les trois premiers jours ont été consacrés à une bataille de procédure jamais vue en Yougoslavie dans ce genre de procès.

Lundi, au deuxième jour, M. Mile, a affirmé avoir reçu des menaces de mort de la part de l'un des chefs des services de la sécurité d'Etat, M. Ranko Savic. Ce dernier aurait averti l'accusé qu'il serait « tef comme l'est Jovan Barovic » (un avocat mort dans un accident de voiture inexplicable). Le fils de Jovan Barovic, Nikola Barovic, avocat lui aussi et qui assure la défense de l'un des prévenus, a alors demandé au procureur d'ordonner une instruction contre le policier. Dans les milieux des juges, on ajoute que ce même policier a procédé à l'interrogatoire de Radomir Radovic, autre contestataire retrouvé mort peu après, à la suite d'un suicide selon les résultats de l'enquête.

M. Mile a aussi évoqué ses rapports avec M. Milovan Djilas, l'ancien compagnon de Tito entré en dissidence en 1954, en affirmant qu'il était impossible de vouloir écrire l'histoire de la révolution yougo-slave, comme il s'est attaché à le faire, en ignorant Djilas, victime selon lui d'une campagne de discrimination.

Dans le tribunal que nous publions ci-dessous, Milovan Djilas prend position sur ce procès où il se trouve indirectement impliqué.

Tribune internationale

Je suis mille fois plus coupable

par MILOVAN DJILAS

D'APRÈS la procédure respectée jusqu'à ce jour, le procès sera correct dans la forme et même d'un niveau exceptionnellement élevé pour le système juridique yougoslave. C'est le fruit du vif intérêt manifesté par l'opinion publique et des appels adressés aux autorités yougoslaves — pas seulement du monde extérieur, mais aussi de l'intérieur même du pays et avant tout de l'intelligentsia belgradoise.

Cependant, malgré ce côté formaliste, on peut dire d'avance que ce procès restera dans les annales comme un édifice illégal et antijuridique imaginé et mis en place en fonction des besoins bien évidents de la fraction prédominante dans l'appareil du pouvoir — celle des « durs », des tristesses. Ne subsisteront pour finir qu'absurdité et violence.

Une telle issue ne pourrait être évitée que si au dernier moment le bon sens et la tolérance l'emportaient chez les autorités — ce qui est bien peu vraisemblable.

Quand tout cela a-t-il commencé ? Il est impossible de répondre avec précision. Mais c'est le résultat des efforts fournis par le pouvoir pour étouffer les courants démocratiques d'une partie de l'intelligentsia — surtout celle de Belgrade, — courants apparus au grand jour après la mort de Tito. Le mécontentement s'est plus largement exprimé à propos de l'emprisonnement du poète Gojko Djogo pour des poèmes dans lesquels le regard porté sur des bureaucrates du parti avait été découvert à des situations au présent défilant.

Mais le prétexte à ce régime de comptes a été l'opposition à la signature d'un traité de réconciliation qui fut le 20 avril 1984 dans l'appartement de Dragomir Djilo et au cours de laquelle j'ai moi-même tenu une conférence sur les problèmes nationaux en Yougoslavie. La police a fait irruption et a arrêté les vingt-huit personnes présentes. Elle était bien sûr au courant de cette réunion, que l'on n'avait d'ailleurs pas cachée, et son plan était sans doute de s'emparer aussi des autres intellectuels de tendance critique les plus en vue. Mais la plupart d'entre eux, pour diverses raisons, ne vinrent pas, et le régime de comptes définitif ne réussit qu'à moitié. Comme ce demi-échec repart dans le monde l'écho d'une véritable bombe, le lendemain même, la plupart étaient relâchés.

Les « auteurs du plan » ne voulaient pas en rester là — ils pensaient que le bon sens serait compris comme une défaite. Ils ne furent pas satisfaits par la mort tragique et inexplicable de Radomir Radovic. Ce refus de pactiser avec le bon sens tenait aussi au fait que le ministre de l'intérieur était Stane Dolanc, depuis de longues années secrétaire du comité central du Parti communiste yougoslave, particulièrement dévoué à son appareil. A la veille de l'arrestation des vingt-huit, il avait tenu une réunion avec les services de sécurité de Belgrade. La libération d'une grande partie des prisonniers, et surtout le classement éventuel de l'affaire, mettaient donc en question son prestige et les intentions des « durs ».

Intimidation

Les diverses péripéties qui ont suivi montrent bien de quoi il s'agit : intimider, réprimer les pensées démocratiques (ou, plus exactement, différentes des pensées officielles) qui se sont faites particulièrement vives après la mort de Tito et l'éclatement dans tout le régime d'une crise dont les hautes instances du gouvernement ne voient pas la fin.

Mais ce procès fait à des citoyens parce qu'ils pensent différemment a aussi une autre signification : de cette façon, à travers des innocents, on réprime et on intimide le courant le plus modéré, le plus raisonnable, le plus tolérant et le plus ancien aux réformes dans le Parti communiste au pouvoir. Si la crise dure et s'aggrave, les durs, les « néostalinistes » et les tristesses deviendront encore plus enragés et plus brutaux. C'est pour cela que se succèdent les déclarations accablantes des plus hauts fonctionnaires, qui influencent la décision du tribunal de façon transparente et directe.

Aussi le procès qui se déroule actuellement à Belgrade est-il significatif pour la Yougoslavie, et pas seulement pour elle, et cela pour deux raisons : 1) la justice fera-t-elle ou non la preuve de son indépendance ? 2) le mouvement antidémocratique, aussi fatal au développement intérieur qu'à la position de la Yougoslavie dans le monde, va-t-il ou non être freiné ?

On ne peut pas non plus éviter la question : qui sont les accusés et sont-ils coupables ?

Les accusés sont connus dans les milieux intellectuels, surtout à Belgrade, pour leurs dispositions critiques, et tous sont à la fois modestes, pauvres et pourvus d'une sérieuse instruction. Leurs opinions diffèrent, elles vont des idées gauchistes de 68 aux idées démocratiques et socialistes.

Et l'acte d'accusation ? Si ce n'était pas tragique, ce serait risible ! C'est résumé tout le grotesque de la justice, du pouvoir et de l'inculpation. L'acte d'accusation invoque comme « preuves » de l'existence d'une organisation subversive que les accusés se réunissaient tous les quinze jours, qu'ils avaient d'avance déterminé un thème de discussion et que le président de séance était le propriétaire de l'appartement dans lequel se tenait la réunion. C'est cela qu'il faut appeler organisation subversive et illégale !

On pourrait trouver aujourd'hui en Yougoslavie beaucoup de telles « organisations » et surtout un bon nombre de semblables « coupables ».

J'en suis un moi-même. Cent fois, mille fois plus coupable encore que n'importe lequel d'entre eux, ou que tous ensemble. Si je ne suis pas à leur côté sur le banc des accusés, ce n'est ni une fuite ni un mérite de ma part. J'ai honte pour mon pays et pour mon passé — je ne pensais vraiment pas que quarante ans après la révolution et la « déclaration de la Constitution » on rendrait ainsi la justice. Dans la mesure où par mon passé révolutionnaire, j'ai contribué à cet état de choses, que tous, et en premier lieu les accusés, considèrent et prennent ce texte comme l'expression de ma solidarité et de mon regret.

(1) Le Monde a publié des extraits de l'acte d'accusation dans son édition datée 11-12 novembre.

URSS

A LA SUITE DES MAUVAISES RÉCOLTES DE COTON

De nombreux dirigeants ont été limogés en Ouzbékistan

De notre correspondant

Moscou. — Les ministres et les hauts responsables du parti en Ouzbékistan semblent avoir les mêmes propriétés que le coton, la richesse principale de cette République soviétique d'Asie centrale : ils disparaissent sans crier gare. Les deux phénomènes sont d'ailleurs liés : c'est parce que d'énormes quantités de coton se sont évaporées entre la récolte et la transformation en produit utilisable par l'industrie que les têtes des responsables locaux ne cessent de tomber depuis un an.

La Pravda a récemment rendu compte de la séance plénière du comité central du PC ouzbek. Cet article, exceptionnellement sévère, montre que la situation ne s'est guère améliorée depuis que le comité central a été réorganisé : de nombreux cadres d'Ouzbékistan ont été publiquement dénoncés une première fois en juin dernier (Le Monde du 29 juin). Le quotidien du parti évoque à nouveau des « phénomènes négatifs » tels que « les faux en écritures, la spéculation, la corruption, la dilapidation des biens de l'Etat socialiste, les vols et le trafic d'influence ».

La Pravda affirme que « dans plusieurs secteurs », la production a été inférieure au cours des neuf premiers mois de cette année à celle de la période correspondante de 1983. Les ministres de l'industrie légère, M. Kourbanov, des légumes et des fruits, M. Abdoulav, et de l'industrie des matériaux de construction, M. Isakov, ont été verbalement critiqués. « C'est la question du parti, ce qui laisse mal augurer de l'avenir des dirigeants ».

Une liste impressionnante

La liste des personnalités sanctionnées depuis un an est impressionnante. Tout a commencé, en fait, en octobre 1983 avec la mort de Chiraf Rachidov, premier secrétaire du parti en Ouzbékistan et membre suppléant du bureau politique. Selon une rumeur persistante, ce dernier, qui jouissait de la faveur de Brejnev, aurait couvert pendant des années le « gonflement » des statistiques et, confronté à une inspection, aurait été victime d'une crise cardiaque.

Les limogements n'ont pas cessé depuis. Le plus important a été, en juillet, celui du ministre de l'industrie du coton, M. Ousmanov, pour incapacité et corruption. Ce dernier a été exclu du parti en octobre. Deux de ses adjoints, dont son premier vice-ministre, ont subi le même sort.

Au total, en un an, quinze premiers secrétaires d'arrondissement (responsables locaux du parti), soit environ un sur dix pour l'ensemble de la République, ont perdu leur poste. Cinq premiers secrétaires de région, mais un seul deuxième secrétaire, ont été limogés. Cette précision est intéressante parce que les premiers secrétaires à tous les échelons sont ouzbeks, tandis que les numéros deux sont presque toujours russes. On aurait voulu établir une « fausse fenêtre » pour montrer que ces derniers n'étaient pas épargnés qu'on ne s'y serait pas fait autrement. Le président du comité exécutif (maire) de Boukhara, M. Sultanov, ainsi que les premiers secrétaires des villes de Namagan et Djizak sont également passés à la trappe.

« Pas de tonne fictive »

Il faut mentionner encore, parmi les victimes de cette purge massive et rampante, un vice-ministre de la construction, un vice-ministre de l'éducation et le président du comité d'Etat pour l'édition, qui était aussi président de l'Union des journalistes ouzbeks. On peut y ajouter M. Mouratdjiev, ministre des finances, qui avait pris sa retraite apparentement normalement en avril 1983, mais qui a été exclu du comité central ouzbek en juin dernier. Enfin, les malheurs d'un ministre de l'ordre public et de l'intérieur, déjà rétrogradé en 1979 à un poste subalterne, se sont encore aggravés cette année puisque celui-ci a perdu successivement...

Tchécoslovaquie

LE CHEF DU KGB EN VISITE D'AMITIÉ - A PRAGUE : M. Victor Tchekhov, chef du KGB (comité d'Etat pour la sécurité) et membre suppléant du bureau politique, a quitté lundi 12 novembre Moscou pour une « visite d'amitié » en Tchécoslovaquie, a annoncé l'agence Tass sans autre précision. — (Reuters.)

ment, en janvier, sa place au comité central et, en juin, son siège au « parlement » local.

Les causes de cette épurée ne sont pas nouvelles. Le trafic d'influence et la falsification des statistiques ne sont d'ailleurs pas l'apanage de l'Ouzbékistan. M. Tchernenko, pourtant héritier de Brejnev, assez laxiste en la matière, entend-il montrer qu'il poursuit la campagne contre la corruption lancée par Andropov ? Les « phénomènes négatifs » avaient probablement atteint un niveau qui menaçait le rôle du parti en Ouzbékistan, et surtout ils ont eu une conséquence directe sur le commerce extérieur soviétique. L'URSS, jadis grand exportateur de

ce produit payable en devises fortes, n'a plus vendu une seule balle de coton à l'étranger depuis juillet 1983. Elle a même dû en acheter une petite quantité aux Etats-Unis pour respecter ses contrats de livraison aux pays du COMECON.

La récolte totale de coton, dont l'Ouzbékistan fournit normalement les deux tiers, est passée entre 1980 et 1983 de 9,9 à 9,2 millions de tonnes. La campagne 1982-1983 a été paradoxale en Ouzbékistan. Les statistiques officielles font état d'une récolte de coton brut presque conforme à la moyenne habituelle, avec 5,9 millions de tonnes. Il semble que le coton ait été cueilli mouillé et stocké dans de mauvaises conditions et qu'une grande partie se

soit détériorée, ce qui expliquerait l'écart considérable entre les chiffres de la cueillette du produit brut (graines comprises) et les fournitures de fibre aux usines textiles, de même que l'absence d'exportation. Les officiels ont sans doute voulu cacher l'ampleur du désastre. « Des six millions de tonnes que doit dériver la République cette année, aucune ne doit être fictive », a déclaré, en juin, M. Salimov, le président du Soviet suprême d'Ouzbékistan.

Le nouveau premier secrétaire du parti, M. Ousmanhodjiev, est épargné par les critiques. Il est au contraire présenté comme l'artisan d'un certain redressement. Il sera jugé sur pièces quand la récolte s'achèvera dans quelques semaines.

DOMINIQUE DHOMBRES.



«Ce qui fait le prix du Tchekhov de Troyat, c'est que le biographe fasse partie des romanciers vivants qui ont le mieux assimilé, au point de l'appliquer comme historien, l'enseignement de l'auteur de La Mouette : montrer du dehors, suggérer en creux, ne jamais donner son point de vue, sa morale, laisser au lecteur ou au spectateur la plus grande marge possible de rêve et de réflexion.»

Bertrand Poirot-Delpech - Le Monde.

«Quel plaisir de lire ce beau livre. La biographie d'Henri Troyat nous dépeint, avec sa chaude intelligence, l'existence du cher Tchekhov, de l'écrivain acharné, du médecin humanitaire, du malade refusant sa maladie, du mari tardif, de l'auteur encombré de son succès.»

André Brincourt - Le Figaro.

«Henri Troyat a composé sa biographie comme on étale une patience : il ne retourne pas les cartes avant que la partie soit achevée... cela s'appelle une réussite.»

Jean-Louis Ezine - Le Nouvel Observateur.

«Troyat, ici, se fait lire avec la plus extrême attention... Les qualités de finesse, de discrétion et d'humanité qui caractérisent Tchekhov ont déteint sur lui... une vague d'applaudissements. Troyat la mérite à son tour.»

Angelo Rinaldi - L'Express.

«Troyat a réussi ce miracle des bonnes biographies : donner une vie à ceux qui ont l'impression d'en avoir été privés.»

Jean-Marie Rouart - Le Quotidien de Paris.

«... un véritable enchantement, une fascination de chaque moment.»

Françoise Ducloux - Elle.

«La découverte d'un enchanteur...»

Jean-Pierre Elkabbach - Europe 1.

Grandes Biographies Flammarion



## EUROPE

### Italie

## Offensive sans précédent contre la Mafia

(Suite de la première page.)

Il fait l'effet d'un coup de fouet sur la population palermitaine, et la sort d'une longue résignation.

Lentement, la « culture de la peur » recule, des brèches s'ouvrent dans l'omertà (la loi du silence), la « révolte des consciences » s'accomplit. Jamais, par exemple, on n'avait vu, dans cette Sicile animée d'une traditionnelle défiance à l'égard des institutions, près de 20 000 manifestants défilant comme le 26 octobre dernier devant le palais de justice de Palerme pour exprimer leur solidarité envers les magistrats.

Chacun a le sentiment que, désormais, une mécanique est en marche qu'il sera difficile d'arrêter : les uns rentrent la tête, espérant que le tourbillon les épargnera, les autres retiennent leur souffle, se demandant quelle sera la vague de retour. Des menaces ont été adressées à Florence à la famille du juge Capomonte, chef de la section instruction du tribunal de Palerme, dont le prédécesseur, M. Chini, a été assassiné par la Mafia il y a un peu plus d'un an.

### Des remous politiques

« La lutte contre la Mafia est à un tournant, mais il faut être patient : nous arriverons jusqu'au bout », nous dit l'un des jeunes magistrats les plus directement menacés, dans son bureau-bunker du palais de justice. La dizaine de collègues qui travaillent avec lui sont tous déterminés à aller, effectivement, jusqu'au bout.

Mais ils savent que l'opération va provoquer des remous politiques. S'ils frappent plus haut, ils s'exposent à une réaction « corporatiste », et les enquêtes risquent de s'enliser dans les méandres du jeu politique — phénomène trop souvent vérifié pour les grands scandales en Italie. « Il est difficile de penser qu'une partie de la classe politique accepte de gâcher de cœur de se suicider », dit l'un de nos interlocuteurs.

Les magistrats n'en sont pas moins arrivés à une sorte de point de non-retour, car ils ont fait sauter une série de mécanismes de sécurité de la Mafia. « Outre les preuves, les indices en notre possession, nous avons désormais une idée beaucoup plus précise non seulement de l'organisation criminelle elle-même, mais aussi du système politico-affairiste qui s'y est greffé, dont les ramifications s'étendent bien au-delà de la Sicile et qui bénéficient de patronages au plus haut niveau », dit un magistrat.

Avec l'arrestation des cousins Salvo, c'est à l'un des plus grands empires économiques et financiers de la Sicile que s'attaque la justice. Les juges sont convaincus que cet empire comprend aussi une dizaine de sociétés dont émergent des personnages connus du ministère de l'intérieur pour opérer dans le recyclage de l'argent et de la drogue, ce qui ferait de ces sociétés une articulation entre le monde économique et le crime organisé. Les écoutes téléphoniques, les déclarations de Buscetta, le parrain qui s'est récemment décidé à parler, les numéros de téléphone particuliers des Salvo figurent dans les carnets d'adresses des mafiosi, les liens avec Michele Greco, le « pape » de la Mafia palermitaine, incitent les magistrats à penser que les cousins avaient des liens étroits avec les clans.

Étonnants personnages et mystérieuse sages que la leur. Ils sont nés à Salerno, un petit village de la région de Trapani, de familles notoirement mafieuses. Comme Vito Cianci-

mino, ils ont milité dans les rangs de la démocratie chrétienne. Leur fortune, ils la doivent au mariage de Nino avec la fille de Luigi Corleo, l'un des « fermiers généraux » de la Sicile.

Ce système, en vigueur dans toute l'Italie, et généralement géré par des banques, va permettre aux Salvo de construire leur fortune : l'assemblée régionale où ils ont leurs amis leur concède en effet une commission énorme (10%) sur les montants des sommes qu'ils prélèvent. Les Salvo fondent rapidement une puissance économique colossale, que, dès 1976, certains membres de la commission antimafia trouvent suspecte. L'année précédente, le beau-père de Nino avait été enlevé. Les ravisseurs demandaient une rançon de 20 milliards de lire (100 millions de francs). On ne le retrouvera jamais. Mais, quelques jours après l'enlèvement, sept truands étaient assés-

siés : selon la police, ils étaient parmi les responsables de l'enlèvement et ont été punis.

En 1982, jugeant que le prélèvement des impôts n'est plus une affaire rentable, les Salvo renouent à leur contrat avec l'administration régionale : mais obtiennent en échange de l'utilisation de leur équipement une rente annuelle de 8 milliards de lire.

Élegant et affable, arpentant les couloirs du palais de justice juste avant d'être entendu par les juges, Ignazio Salvo se défendait en accusant les partis (« que nous avons tous financés ») et se disait victime d'une persécution des communistes. Les cousins Salvo pensaient encore qu'ils ne risquaient qu'une assignation à résidence hors de la Sicile. Les magistrats sont en fait allés plus vite et plus loin.

PHILIPPE PONS.

### Finlande

## Les risques de scission au sein du Parti communiste inquiètent Moscou

De notre correspondant

Stockholm. — Les divisions du Parti communiste finlandais s'accroissent, et une scission paraît difficilement évitable après la dernière réunion du comité central fin octobre et le nouvel échec enregistré aux élections communales des 21 et 22 octobre. Avec 13,9 % des voix, le Parti a réalisé le plus mauvais score de son histoire. Depuis quinze ans, deux courants s'opposent violemment : la minorité orthodoxe, fidèle à Moscou, même la vie dure à la tendance majoritaire favorable à une ligne indépendante.

Lors du XX<sup>e</sup> congrès, qui s'est tenu au mois de juin dernier à Helsinki, les eurocommunistes avaient fait main basse sur la totalité des postes des organes dirigeants et écarté les staliniens ainsi que les partisans de la « troisième voie », qui s'efforçaient de trouver un compromis et bénéficiaient dans ce contexte de l'appui des frondeurs. Cette prise de pouvoir par MM. Arvo Aalto et Aarno Ala-murto, élus respectivement président et secrétaire général du PC-finlandais, indiquait que la majorité était décidée à régler ses comptes avec une bonne fois pour toutes avec le courant minoritaire, qui refuse de se conformer à la ligne officielle du Parti.

Sans vouloir intervenir directement dans un débat « qui concerne les camarades finlandais », Moscou a fait savoir clairement qu'une scission, qui affaiblirait le mouvement communiste nordique, n'est pas admissible.

### Mise en garde

En visite à Helsinki le mois dernier, M. Grégory Romanov, membre du bureau politique, a remis aux dirigeants des différentes tendances du PC finlandais une lettre du parti frère, qui constitue une mise en garde et une critique sévère du comportement de l'actuelle direction. L'URSS rappelle qu'au cours des discussions qui se sont déroulées au mois d'avril entre les deux PC, les participants finlandais n'avaient promis d'adhérer à l'unité de leur parti. « Mais, est-il dit dans la lettre, nos espérances ne sont pas réalisées et les assurances données par certains camarades finlandais n'étaient apparemment pas sincères. »

Le comité central a décidé de convoquer un congrès extraordinaire avant mars 1985. Ce congrès est réclamé depuis plusieurs mois par le courant minoritaire qui contrôle huit des dix-sept districts régionaux du parti et espère renforcer sa position. Mais M. Aalto a déjà prévu la contre-attaque en donnant le feu vert aux militants de la majorité pour créer des organisations régionales parallèles qui seront représentées au « congrès de la dernière chance », à moins que le courant orthodoxe ne s'engage à respecter la ligne officielle du parti, ce qui est pratiquement exclu. M. Aalto n'a pas l'intention de faire des concessions. Il met la minorité au pied du mur, et la possibilité d'un schisme définitif n'a jamais été aussi grande.

ALAIN DEBOVE.

### LOUIS VUITTON

MAISON FONDÉE EN 1854

Marque française déposée le 1 avril 1979  
En renouvellement depuis le 21 mars 1985  
Marque internationale du 22 juillet 1969

Arrêt Cour de Paris 10 janvier 1984

Deux présentations : une contrefaçon et une imitation.  
La Cour condamne PORCELLI et pour contrefaçon et imitation de marque ; dépréciation du pouvoir attractif des marques notoire ; vulgarisation, dommages-intérêts, interdiction, destruction sous astreinte.

Arrêt 1<sup>re</sup> Chambre Cour de Lyon 16 février 1983. La Cour condamne les S<sup>rs</sup> HARMONIE TRICOLAINE et POLYBAG pour sacs d'emballage en polyéthylène remis gratuitement à la clientèle de vêtements (couleurs gris et blanc), contrefaçon de marque, interdiction sous astreinte, confiscation, dommages-intérêts.

P.C.C. René Blaustein Avocat à la Cour.

### Espagne

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EN ESPAGNE. — M. Li Xiannian a entamé, le lundi 12 novembre, une visite officielle de quatre jours en Espagne, au cours de laquelle il s'entretiendra notamment avec le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. M. Li Xiannian se rendra ensuite au Portugal et à Malte. La Chine populaire répond ainsi (avec un retard de six ans lié à la longue vacance du poste de chef d'Etat) à la visite réalisée en juin 1978 à Pékin par les souverains espagnols.

La visite de M. Li Xiannian présente un caractère essentiellement économique. L'ouverture récente de Pékin à la technologie et au capital étrangers suscite un grand intérêt en Espagne. Le niveau des relations commerciales entre les deux pays reste modeste, les échanges portant essentiellement sur les matières premières et les produits agricoles. — (Corresp.)

## AMÉRIQUES

## La tension s'aggrave

La presse soviétique fait preuve d'une relative retenue

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques ne sont pas prêts à mourir pour le Nicaragua. Cette conclusion s'impose à la lecture des commentaires, au demeurant assez courts, parus ces derniers jours dans la presse. Cette relative maigreur éditoriale fait d'ailleurs contraste avec le flot d'informations « factuelles » relayées par Tass. Chaque discours des dirigeants sandinistes, chaque décision prise par Managua pour mieux assurer le défilé et chaque « révélation » de la presse nord-américaine concernant d'éventuels préparatifs d'attaque par le Pentagone est abondamment cité.

On chercherait en vain la promesse d'une aide soviétique en cas d'agression. Le niveau de l'émotion est d'autre part assez bas. Les invectives les plus vives contre les « plans anti-sandinistes » de Washington sont mis dans la bouche de personnalités sandinistes, voire d'Américains hostiles à la politique de M. Reagan. L'insistance sur la volonté et la capacité des Nicaraguayens à se défendre eux-mêmes est un signe de plus que Moscou n'est pas décidé à aller trop loin. « En face des provocations impérialistes, le peuple nicaraguayen fait preuve de sa réserve et de son stoïcisme », écrit significativement la *Pravda* ce mardi 13 novembre.

Le quotidien du parti, dans le commentaire le plus étoffé paru jusqu'ici sur la situation en Amérique centrale, a recours à une expression qui montre bien les limites de l'engagement de Moscou au côté de Managua. « Les hommes de bonne volonté de tous les coins de la planète déclarent leur solidarité entière avec le peuple courageux du pays de Sandino », affirme la *Pravda*.

« Les hommes de bonne volonté » et non les gouvernements. Les citoyens soviétiques, pour leur part, ne se sont pas mis à écrire « spontanément » aux journaux afin de manifester leur indignation, comme il est de coutume pour les campagnes de grande ampleur. Le Nicaragua est présent quotidiennement, aussi bien dans les pages inférieures des journaux qu'à la fin des actualités télévisées, mais rien n'est fait pour persuader les Soviétiques que cette affaire les concerne directement.

La *Pravda*, en particulier, adopte un profil bas à propos des livraisons d'armes soviétiques dans les ports nicaraguayens. « La machine de provocation marche à plein rendement. On fait un battage incroyable autour des bateaux étrangers qui effectuent leurs habituels trans-

ports de marchandises. Les mensonges de Washington sur des livraisons d'armes soviétiques Mig ont crevé comme des bulles de savon », affirme le quotidien du parti.

L'aide militaire soviétique n'est jamais mentionnée directement. Elle est seulement suggérée par la répétition rituelle de la phrase selon laquelle « le gouvernement du Nicaragua n'a pas l'intention de se priver de son droit souverain d'acheter les armes indispensables à la défense du pays ». La réserve soviétique peut s'expliquer par une analyse des rapports de forces dans la région. L'URSS n'a pas les moyens de s'opposer effectivement à une éventuelle intervention américaine. Elle n'a pas la logistique nécessaire, en particulier en ce qui concerne les transports. Les soldats soviétiques présents à Cuba ne sont nullement comparables à ceux de la « force de déploiement rapide » américaine.

L'isthme américain est une de ces zones exotiques et injustes où l'URSS ne se sent guère à l'aise et où elle profite d'événements plus qu'elle ne les provoque. Tout autre est évidemment l'attitude à l'égard de Cuba, membre de la « communauté socialiste » et objet de soins coûteux depuis plus de vingt ans.

D. Dh.

### Etats-Unis

UN DOCUMENT DES EVÊQUES CATHOLIQUES

## Il faut garantir à chacun « un minimum de dignité humaine dans la sphère économique »

Washington. — La conférence annuelle des évêques catholiques, réunie depuis le lundi 12 novembre et jusqu'au jeudi 15 à Washington, a commencé la discussion d'un projet de lettre pastorale sur la justice économique, préparé par un groupe de cinq évêques, sous la direction de l'archevêque de Milwaukee, Mgr Rombert Weekland.

Intitulé : « L'enseignement catholique et l'économie américaine », ce document de 136 pages, dont l'élaboration avait été décidée en 1980, se prononce, en se fondant sur l'expérience de la démocratie politique américaine, pour une démocratie économique et la « création d'un ordre qui garantisse les conditions minimales de la dignité humaine pour chaque personne dans la sphère de l'économie ».

Critiquant, indirectement mais clairement, le gouvernement républicain, le texte des évêques recommande des mesures allant concrètement à l'encontre de la philosophie politique et économique du président Reagan. C'est dire qu'il provoque déjà des remous au sein de la communauté des croyants et au-delà.

La distribution des revenus et des richesses aux Etats-Unis est si inéquitable qu'elle viole les normes minimales de la justice, soulignent les évêques en précisant qu'« en 1982, 20 % des Américains les plus riches ont reçu plus de revenus que les 70 % de citoyens se situant au niveau inférieur de l'échelle sociale ». Et le document ajoute : « Cette inégalité dans notre société, et encore plus dans le monde, est

### Correspondance

moralement inacceptable. Il est honteux que 35 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de la pauvreté et que d'autres millions le dépassent tout juste. Les évêques recommandent un changement du système fiscal pour « alléger la fardeau des pauvres », une révision des programmes d'assistance « entièrement inadéquats », bref, ils suggèrent une plus grande intervention du gouvernement tout à fait contraire au credo des républicains qui veulent justement réduire le rôle de l'Etat.

Toutefois, les évêques, rejetant « une concentration excessive des pouvoirs des gouvernements », recommandent une coopération entre les secteurs public et privé. Ils déplorent les discriminations affectant les minorités et les femmes et, souhaitent un changement de législation pour renforcer les droits des syndicats qu'il faut protéger, disent-ils, contre ceux « qui veulent les briser ou les intimider ». Enfin, ils se prononcent pour l'extension des expériences de participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Tous ces suggestions et conceptions sont évidemment considérées comme de lourdes hérésies par le gouvernement républicain.

### Critiques de la politique envers le tiers-monde

Les critiques les plus sévères de la hiérarchie concernent la politique américaine envers le tiers-monde. Les évêques déplorent que l'aide américaine aux pays en voie de développement soit déterminée en fonction des intérêts militaires des Etats-Unis et non pas en considérant seulement les besoins économiques fondamentaux de ces Etats. Les investissements privés sont utiles, reconnaissent les évêques, mais ils peuvent aussi « créer ou maintenir une situation de dépendance et menacer ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique ».

Ce document, qui ne saurait être considéré comme définitif, sera vraisemblablement amendé d'ici son adoption à la fin de l'année pro-

chaine. Néanmoins, il confirme bien l'activisme de la hiérarchie catholique, que la lettre pastorale sur la guerre nucléaire avait déjà mis en évidence en mars dernier.

Cet activisme est contesté par ceux des catholiques qui estiment que l'Eglise doit se tenir à l'écart des problèmes politiques et économiques. Mais, même les éléments les plus conservateurs, comme l'archevêque O'Connor, de New-York, acceptent comme normal que l'Eglise définisse ses positions. Il est légitime, disent-ils, que l'Eglise catholique, qui a cessé d'être celle des pauvres immigrés, préoccupée essentiellement d'afficher son loyalisme au point de ne pas critiquer le gouvernement, assume un rôle plus grand dans la vie publique. Aujourd'hui, les deux cent quatre-vingt-dix évêques à la tête de cinquante-deux millions de catholiques — le groupe le plus important de l'électorat « religieux » — entendent avoir leur mot à dire, tout comme les églises protestantes, sur les grands problèmes de l'heure.

Sans doute Vatican II a-t-il accéléré une évolution au sein de la hiérarchie catholique, jadis pilier du conservatisme social, et qui, aujourd'hui, rejoint sur bien des points la position des démocrates libéraux. Mais cette évolution provoque des réactions hostiles. Ainsi, la semaine passée, un groupe d'hommes d'affaires catholiques, parmi lesquels un secrétaire au Trésor, M. W. Simon, et l'ancien secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, a publié un document contestant les thèses de la hiérarchie et célébrant les mérites du capitalisme et de l'économie de marché, qui, disent-ils, assurent la croissance économique et permettent d'aider « les pauvres et les chômeurs ».

Du côté des démocrates, on regrette que les évêques aient, à dessein, ajourné, après le scrutin présidentiel, la publication d'un document qui aurait compensé l'intransigente position prise par la hiérarchie sur l'avortement, accompagné de critiques à peine voilées de M<sup>re</sup> Ferraro, la partenaire de M. Mondale dans la course à la présidence.

HENRI PRIERE.

## ASIE

### Afghanistan

## Plusieurs centaines de résistants prisonniers auraient été massacrés

Selon des sources diplomatiques occidentales à New-Delhi, les troupes soviétiques ont massacré le mois dernier plus de quatre cents combattants résistants afghans à Hezarat, au nord-ouest de Kaboul.

Les images, indiquant les mêmes sources, étaient retranchées dans un fort cercle par les troupes soviétiques et gouvernementales afghanes. Ils avaient été se rendre jusqu'à s'être trouvés à court de munitions. Ils ont alors été décapités, et des officiers soviétiques ont donné l'ordre de les enterrer, ont précité les diplomates.

Ces derniers ont indiqué que le massacre avait eu lieu il y a quatre semaines environ, sans pouvoir en donner la date exacte.

L'agence officielle afghane Rastkhbar annonce d'autre part que plus de cent « éléments contre-révolutionnaires » ont été tués ces derniers jours dans une autre région, la province de Takhar, et que quatre chefs rebelles ont été capturés.

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR A :

**HEC-ESCP** 2<sup>e</sup> Année

ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION  
ENSEIGNEMENTS COMPLÈTS

6 Novembre 1984 au 4 Mai 1985  
7 Janvier au 4 Mai 1985

AUBER, 16 av. Léon-Henry 75016 Paris  
Tél. 224.10.72 +  
TOLUAC, 83 av. d'Alsace 75013 Paris  
Tél. 585.59.35 +



# AMÉRIQUES

## entre les Etats-Unis et le Nicaragua

(Suite de la première page.)

Les cargos, dont le premier est arrivé le 6 novembre à Corinto, ont quitté les ports de la mer Noire depuis plusieurs semaines et transitent par le cap Horn, au sud du continent américain, afin d'éviter le canal de Panama, où un « contrôle » est toujours possible.

En attendant, les « signaux » militaires à l'adresse des dirigeants sandinistes se multiplient. Les vols d'observation américains au-dessus du territoire nicaraguayen sont quotidiens. Le dimanche 11 novembre, le SR-71, l'Oiseau noir, a accru le rythme de ses passages à haute altitude (27 000 mètres), provoquant un bang supersonique, destiné selon les sandinistes « à effrayer la population ». Les fréquences américaines, normalement affectées à la surveillance des eaux du golfe de Fonseca (lieu de passage supposé du trafic d'armes à destination de la guérilla salvadorienne), croisent en permanence au large de Corinto. D'importantes manœuvres aéronavales américaines doivent avoir lieu prochainement le long des côtes pacifique et atlantique de l'Amérique centrale. Le Pentagone a démenti samedi que des unités de la 82<sup>e</sup> division aéroportée des Etats-Unis, basées à Fort Bragg, en Caroline du Nord, aient été envoyées d'urgence « vers le sud ». Mais dimanche des sources américaines ont fait état, en Honduras, de l'arrivée de troupes de la 82<sup>e</sup> division à la base américaine de Palmerola, quartier général des forces américaines dans ce pays frontalier du Nicaragua. Et un porte-parole du haut commandement américain dans la zone du canal de Panama (Southern Command) a admis, dimanche, que la 19<sup>e</sup> brigade d'infanterie aéroportée (la meilleure unité de choc américaine parmi celles qui sont basées dans la zone du canal) était « en état d'alerte » dans la perspective de manœuvres qui auraient normalement dû avoir lieu « au début de 1985 ».

### Nouvelle « crise des fusées » ?

Alors que certains diplomates continuent d'affirmer que la présence de Mig 21 au Nicaragua déclencherait automatiquement une riposte militaire américaine, d'autres, relayés par des militaires, déclarent que des Mig 21 « ont été aperçus tous que des appareils d'interception », mais que, en revanche, « les hélicoptères armés M 24 (équivalents des Gumbels américains, de la guerre du Vietnam) sont hautement déstabilisateurs pour la région centre-américaine ». On laisse donc entendre que la présence, confirmée, au Nicaragua d'hélicoptères de fabrication soviétique M 24 pourrait « provoquer une riposte américaine », telle qu'elle est déjà envisagée pour les Mig 21. Certains responsables américains ont déjà franchi un pas de plus en affirmant que les Nicaraguayens possédaient effectivement « ce type d'appareil de combat qui vole à 350 kilomètres/heure environ » et pourrait « représenter une menace très grave pour les groupes de la Contra opérant au Nicaragua ». Un diplomate a ajouté que le M 24 est un « grave danger pour le Costa-Rica » puisqu'il « pourrait faire l'aller et retour Managua-San José sans ravitaillement ».

Si la « pression » américaine sur le Nicaragua se renforce, les « preuves » décisives de la présence dans ce pays de matériel militaire soviétique « offensif » n'ont pas encore été fournies. Même les partisans américains les plus résolus d'une action immédiate et brutale des Etats-Unis au Nicaragua admettent, en privé, qu'ils ne savent « pas

encore » ce que contiennent exactement les caisses déchargées la semaine dernière par un cargo soviétique dans le port de Corinto. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir suivi ce navire depuis qu'il a engagé sa longue marche d'approche en direction de la côte pacifique du Nicaragua. Ce cargo — et ceux qui le suivent — ont été photographiés à « très basse altitude » par des appareils américains d'observation. Quand aux installations militaires sandinistes, elles sont parfaitement connues, dans leurs moindres détails, des responsables nord-américains, tout particulièrement cette fameuse piste de Punta-Hueta.

La semaine dernière, à l'issue de sa visite le long de la frontière entre le Costa-Rica et le Nicaragua, le général Gorman, commandant en chef du Southern Command de la zone

Le Nicaragua a une armée nombreuse et assez bien équipée, des milices envoyées en première ligne contre les « contras », des unités spéciales du ministère de l'intérieur et des bataillons d'élite de lutte anti-guérilla. En tout, près de 150.000 hommes pour les forces régulières. Le Nicaragua est également armé, c'est un fait. Il possède des chars soviétiques T-54 et T-55, de l'artillerie lourde, des organes de Staline (les fameuses Kalachnikovs, récemment utilisés par l'armée sandiniste contre un groupe de contras dans le nord du pays). Il utilise des hélicoptères de fabrication soviétique M 8, des appareils de transport que l'on voit voler au-dessus des collines et des montagnes dans les départements du Nord. Mais personne n'a encore pu apporter la preuve que

Les sandinistes ne peuvent pas attendre beaucoup de Cuba dans les circonstances présentes. M. Fidel Castro a sans doute affirmé, le 11 novembre, que les milliers de « coopérants » cubains présents au Nicaragua « feraient leur devoir jusqu'au bout dans la défense du pays » (les dirigeants de La Havane admettent la présence au Nicaragua de 4.000 coopérants, dont 200 conseillers militaires. Selon les services de renseignements américains, il y a huit mille cubains au Nicaragua, dont 2.000 conseillers militaires). Mais le même M. Castro ne cesse d'envoyer des messages de grande modération à des dirigeants de plusieurs pays d'Amérique latine afin qu'ils fassent savoir à M. Reagan que Cuba est « disposé au dialogue ». La réaction de Washington, avant et depuis le 6 novembre, a été jusqu'à présent « totalement négative », selon l'un de ces dirigeants latino-américains qui a fait état d'une « très récente lettre de Fidel Castro » dans ce sens.

### Repli dans la montagne ?

Deux questions sont donc posées au début de cette semaine que les porte-paroles des Etats-Unis en Amérique centrale qualifient eux-mêmes de « décisives » :

1) Les Soviétiques veulent-ils « tester » les intentions de M. Reagan au Nicaragua au-delà de « certaines limites » ?  
2) Les sandinistes, qui savent ne pouvoir compter que sur eux-mêmes en cas d'intervention plus « poussée » des Etats-Unis, choisissent-ils, en dernière instance, le « suicide », c'est-à-dire des milliers de morts, militaires et civils nicaraguayens, une « négociation » impliquant de très fortes concessions de leur part : retrait immédiat du matériel soviétique éventuellement qualifié d'« offensif » par Washington, évacuation immédiate des conseillers militaires des pays de l'Est et de Cuba, acceptation d'un plan de « démocratisation » avec de nouvelles élections générales d'ici un an, abandon réel de l'alliance avec l'Union soviétique et Cuba, retour au véritable pluralisme politique ? (Certaines de ces « conditions » ont déjà été posées par les délégués des Etats-Unis aux représentants de Managua lors des discussions qui ont lieu assez régulièrement à Manzanillo, au Mexique.)

Les sandinistes ont déjà préparé un « plan de repli dans la montagne » pour déclencher une éventuelle guérilla contre des troupes d'occupation américaines. Ils ne se réclament pas pour rien de Sandino, qui s'est battu contre les « Yankees » dans la Nueva Segovia au nord du pays. Ils organisent la défense de Managua, sans doute sans trop d'illusions. Ils savent qu'ils sont, au plan aérien, à peu près complètement désarmés face à la fantastique puissance de feu des Etats-Unis (ils sont même, de ce point de vue, en

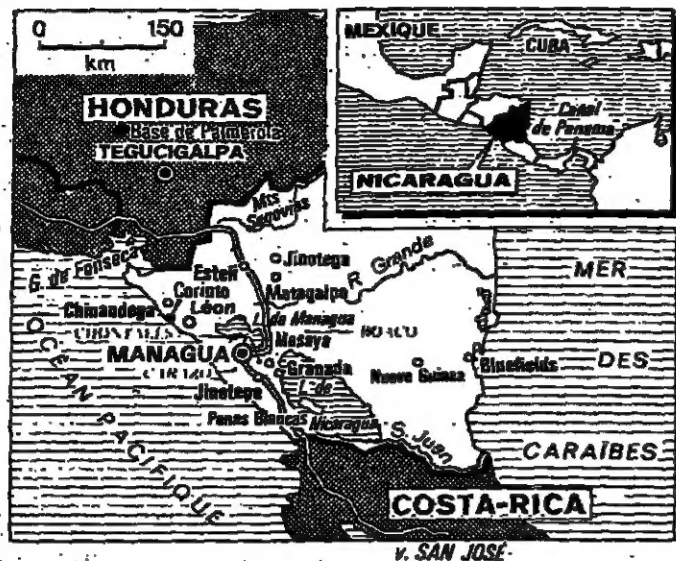
nette situation d'infériorité par rapport à leurs voisins). Selon l'Institut international pour les études stratégiques (IISS), le Nicaragua a douze avions de combat et aucun hélicoptère, alors que le Salvador en a respectivement cinquante-neuf et neuf, le Guatemala seize et quatre, le Honduras trente et zéro.

Ces chiffres sont peut-être déjà sensiblement dépassés, mais le rapport de force réel n'a pas été modifié. Il risque d'être aggravé au désavantage du Nicaragua, si les Etats-Unis, qui veulent encore renforcer leur impressionnante infrastructure militaire au Honduras, acceptent de fournir des F-3 à ce pays.

Le largage, le 10 novembre, d'une centaine de paras de la 82<sup>e</sup> division aéroportée sur la base de Palmerola, au Honduras — démenti à Washington par le Pentagone, confirmé par des sources militaires américaines dans l'isthme — n'est peut-être qu'un « signal » de plus. Il va nourrir les inquiétudes des dirigeants de Managua, dont les nerfs sont mis à rude épreuve, et qui parlent de « mobiliser » le peuple.

Celui-ci est sans aucun doute très préoccupé, mais pas du tout « hystérique », comme on semble le croire à l'extérieur du Nicaragua. Dans cette Amérique centrale, où la saison des pluies s'achève, les acteurs sont en place. Pour quel dénouement ?

MARCEL NIEDERHANG.



du canal de Panama, a réuni quelques personnalités « choisies » à la résidence de l'ambassadeur américain à San José. Il leur a montré des documents photographiques, classés top secret, pris par satellite et par avion d'observation à haute et à basse altitudes. Sur les clichés, d'une très grande netteté, on voyait les « caisses » du cargo soviétique et les installations de Punta-Hueta. Les assistants ont évidemment évoqué ces autres « documents » : relâchés aux bases de missiles soviétiques à Cuba-présente il y a vingt-deux ans par le président Kennedy à la veille de sa partie de bras de fer avec Khrouchtchev.

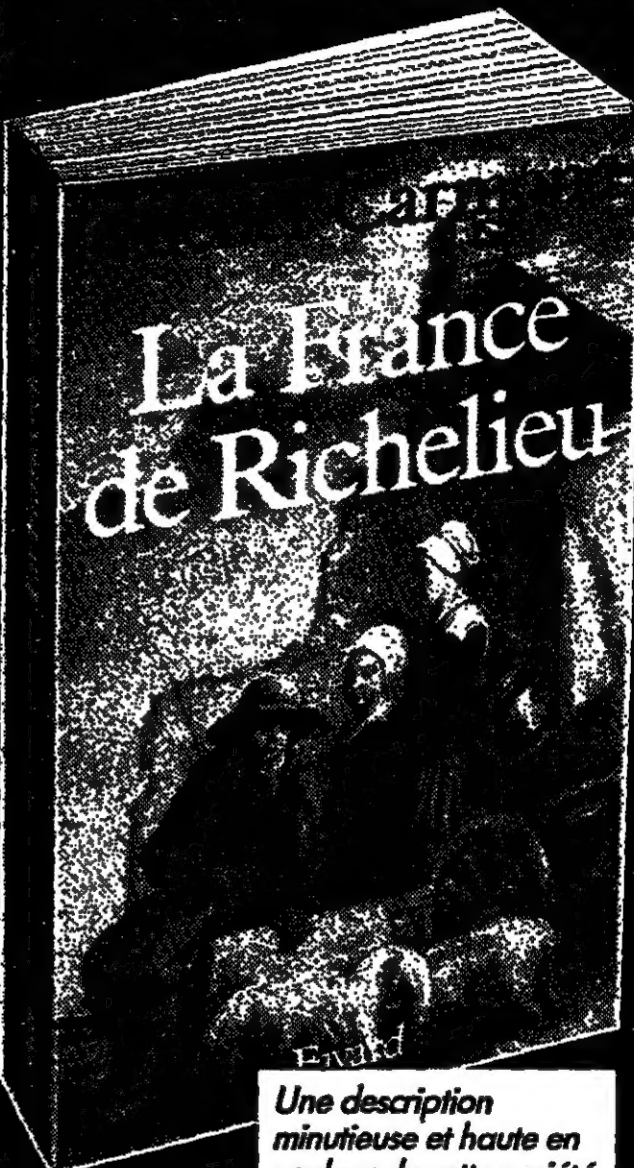
### Surarmé

Une nouvelle crise des fusées en Amérique centrale ? On n'en est pas là, bien que certains responsables américains affirment que les sandinistes possèdent « des fusées », sans préciser davantage, mais « capables d'atteindre les pays voisins ».

des hélicoptères de combat étaient engagés dans les opérations contre la Contra.

Il est vrai, en revanche, que les dirigeants sandinistes, en public et en privé, répètent qu'ils ont parfaitement le droit « d'acquiescer tout ce qui est nécessaire à leur défense, y compris des Mig 21 ». M. Daniel Ortega, le président élu, l'a redit, peut-être imprudemment, le 10 novembre à Managua. D'autres membres de la direction du Front sandiniste nous ont déclaré avoir secouré la France sur « l'éventuelle acquisition de Mirage ». A la veille des élections du 4 novembre, une personnalité française, venue à Managua pour observer le scrutin, s'est longuement entretenue avec les dirigeants sandinistes, et leur a fait valoir que « l'acquisition d'avions sophistiqués provoquerait inévitablement une violente riposte militaire américaine », et qu'en toute hypothèse, leur requête n'avait aucune chance d'aboutir.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



464 pages  
98 F

Une description minutieuse et haute en couleur de cette société baroque et bouillonnante qui, sous la poigne de fer du cardinal, a accouché de la France moderne.

Frédéric Gausson  
LE MONDE.

## EXPOSITION EXCEPTIONNELLE DE TAPIS PERSANS

du 14 au 20 Novembre de 10 h. à 24 h.

Hôtel George V à Paris

présentée par

**MOGHADAM**

23, Bd des Moulins - Monte-Carlo

(93) 50.69.59

28 Nürnberger Str. 6450 Hanau/Main

Allemagne de l'ouest. (06181) 24086.7

**Mahtabi AG**

Zollfreilager Block III / 1 Stock

Freilager Str. 47 - 8043 Zürich

Suisse (411) 49.27.385 et 49.27.888

LES ENFANTS S'INSTALLENT DANS VOTRE VILLE

HE NAMAN  
TU FAIS LE PAYS  
AVEC NOUS

LES ENFANTS S'INSTALLENT DANS VOTRE VILLE

Année



## DIPLOMATIE

## APRÈS LE DÉBAT ANNUEL A L'ONU

## Un mince espoir de dialogue apparaît sur l'affaire cambodienne

Comme chaque année, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté cet automne une résolution réclamant le retrait de toutes les forces étrangères du Cambodge. Une fois de plus, cependant, ce texte a toutes les chances de rester lettre morte, le Vietnam refusant tout rôle de médiateur aux Nations unies en raison du maintien du gouvernement de coalition présidé par le prince Sihanouk au siège du Cambodge.

Il demeure que l'Assemblée générale de l'ONU constitue un rendez-vous privilégié dans le calendrier diplomatique qui permet à chacun des pays intéressés par l'affaire cambodienne de faire au moins le point de la situation.

A ce titre, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, semble d'ailleurs ne pas être rentré bredouille cette année de son séjour à New-York. Pour la première fois en effet, il a esquisé pouvoir tenir des propos presque optimistes, évoquant des résultats dont, selon lui, « on peut espérer ». Un « accord de dialogue », dit-il, entre les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (1) et lui-même en tant que représentant des pays indochinois notamment a été ébauché. M. Mochtar, chef de la diplomatie indonésienne, sera, au nom de l'ASEAN, son interlocuteur.

Est-ce enfin « l'amorce tant attendue », selon l'expression d'un diplomate occidental, d'un processus de négociation ? Dans son discours devant l'ONU, M. Thach déclarait : « Nous estimons que si les parties intéressées désirent régler leurs différends, les conditions nécessaires sont mûres ». « Des signes favorables laissent prévoir », précisait-il ensuite lors d'une conférence de presse, la tenue de négociations dans un avenir proche. Ce n'est pas une question de jours ou de se-

maines, mais ce n'est pas non plus une question d'années.

Une autre indication encourageante est l'amélioration sensible du climat dans les relations entre le Vietnam et les Etats-Unis. Une délégation de cinq militaires américains s'est rendue le 24 octobre - c'est-à-dire beaucoup plus tôt que prévu - à Hanoï afin de poursuivre les négociations sur le dossier des soldats américains disparus pendant la seconde guerre d'Indochine. Toute évolution positive des rapports entre Hanoï et Washington ne peut que modifier dans un sens favorable les données du problème cambodien.

## Les contacts du prince Sihanouk...

Les obstacles, pourtant, qui se dressent sur le chemin de la paix ne manquent pas. En premier lieu, les Vietnamiens devront réaffirmer sans ambiguïté leur réelle volonté de mener à bien le « dialogue » avec leurs voisins. Car la méfiance de l'ASEAN est légitime et ne peut qu'être renforcée par la réaction très négative du Vietnam à l'élection de la Thaïlande au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre son permanent.

L'ASEAN doit cependant savoir saisir l'occasion d'un dialogue si elle s'offre réellement. Ses membres pourront-ils manifester indéfiniment leur unité contre la présence des cent cinquante mille militaires vietnamiens au Cambodge ? A trop tarder, le risque n'existe-t-il pas de voir le régime de Phnom-Penh renforcer ses structures ? L'Indonésie et la Malaisie sont conscientes de ces dangers. En revanche, la Thaïlande se refuse à les prendre en compte et s'écartere encore, pour l'instant, la possibilité de prochaines négociations.

Tout processus de paix doit également passer impérativement par la réconciliation nationale à laquelle seront associés le prince Sihanouk et son ancien premier ministre et allié, M. Son Sann. La position de Hanoï a, semble-t-il, sensiblement évolué sur ce sujet. D'abord, M. Thach s'est abstenu, dans son discours à l'ONU, de toute critique à l'encontre des deux dirigeants nationalistes cambodgiens. Il se confirme, en outre, que des contacts ont été envisagés, par l'intermédiaire de la France, entre les Vietnamiens et le prince Sihanouk. Enfin, pour la première fois, le régime de Phnom-Penh laisse entendre qu'il est prêt à ne pas faire obstacle à une telle démarche. M. Hun Sen, ministre cambodgien des affaires étrangères, évoquant l'avenir du prince Sihanouk devant une délégation de parlementaires français, déclarait en juillet :

« Le prince est l'ancien souverain du Cambodge et l'ancien chef d'Etat. Compte tenu de son passé et de sa responsabilité, il est impossible de le transformer en paysan, et il pourrait être possible d'envisager des fonctions dignes de ses anciennes responsabilités ».

## ...et les mises en garde de Pékin

Quant aux Khmers rouges, un large consensus se manifeste au sein de la communauté internationale - y compris dans l'administration américaine, comme M. Thach a pu le constater - en vue de leur « élimination politique ».

Mais la Chine n'entend pas laisser le Vietnam manœuvrer à sa guise. Pas le moindre signe d'ouverture n'est venu de Pékin. L'agence Chine nouvelle trônait encore, le 20 octobre, sur le « spectacle » du Vietnam à l'ONU et les dernières discussions sino-soviétiques dans la capitale chinoise n'ont pas progressé d'un pouce sur la crise cambodgienne. Les dirigeants chinois ont, en outre, expressément mis en garde les dirigeants de l'opposition cambodgienne contre les « sirènes vietnamiennes de la désunion ».

Pékin, en bref, n'est pas prêt à assouplir sa politique, d'autant moins sans doute que le Cambodge reste plongé dans une grave crise économique et qu'il est confronté à de sérieuses difficultés à l'intérieur de sa jeune armée. Dans un éditorial, le journal de l'armée cambodgienne a lancé, le 16 octobre, un appel à la « consolidation » des unités locales. « De nombreuses unités, disait-il, ont accompli leur devoir en combattant et en éliminant les ennemis... Cependant, beaucoup d'autres unités ne se sont pas renforcées. Beaucoup d'autres n'ont pas atteint leurs objectifs ». Fait encore plus grave, des descriptions ont été constatées et l'on parle de « guerre psychologique » menée par l'ennemi au sein des unités.

Facteur négatif, certes, mais qui peut inciter Phnom-Penh et ses alliés vietnamiens à penser eux aussi que le temps ne joue pas nécessairement en leur faveur.

JAMES BURNETT.

ASEAN : Brunei, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Philippines.

## PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> 347.21.32

## EN VISITE A PARIS

## Le ministre roumain des affaires étrangères souhaiterait que M. Mitterrand fixe la date de son voyage à Bucarest

Le ministre roumain des affaires étrangères, M. Stefan Andrei, est arrivé, dimanche 11 novembre, à Paris pour une visite de trois jours. Lundi, il a eu des entretiens avec M. Cheysson et il devait être reçu mardi à l'Elysée par le président Mitterrand.

M. Andrei terminera, jeudi en Corse, sa visite en France.

La venue à Paris de M. Andrei fait partie des entretiens réguliers entre les chefs de la diplomatie française et roumaine. Mais, cette fois, le ministre des affaires étrangères de Bucarest voudrait bien rentrer chez lui avec la date du voyage que M. Mitterrand doit faire en Roumanie et qui a été remis à plusieurs reprises. Il n'est pas certain qu'il obtienne entièrement satisfaction, même si le premier trimestre de l'année prochaine est envisagé. A la même période, le président de la République devrait se rendre en Bulgarie.

Au cours du déjeuner offert lundi en l'honneur de M. Andrei, le ministre des relations extérieures a, en tout cas, rappelé que la « qualité des rapports » entre les deux pays dépendait du respect des droits de l'homme, allusion aux différends « affaires » qui ont assombri les relations avec Bucarest, ces dernières années. Il a, d'autre part, déploré les difficultés rencontrées dans les domaines culturels et économiques.

Dans sa réponse, le ministre roumain a répété la position, désormais classique, de son pays sur les missiles. Il a réaffirmé le démantèlement de tous les missiles américains nouvellement installés en Europe occidentale et il s'est prononcé pour la suppression des « contre-mesures » arrêtées par les Soviétiques.

[Cette femme syndicaliste, utilisée également par Moscou, laisse de côté le problème soulevé par l'installation des SS-20. Dans sa réponse, M. Andrei a d'ailleurs souligné que la question du déplacement des SS-20 et des économies américaines était celle « de la paix et de l'unité », ce qui revient à prendre quelques libertés avec la chronologie. Il a expliqué que les SS-20 n'étaient que la version modernisée des vieilles fusées soviétiques SS-4 et SS-5.] - D. V.

## M. CHEYSSON COMMISSAIRE EUROPEEN ?

Bruxelles (AFP). - Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, s'est refusé à confirmer ou à démentir, lundi 12 novembre, à Bruxelles, les rumeurs selon lesquelles il serait bientôt nommé commissaire européen.

« On dit beaucoup de choses de moi », a répondu M. Cheysson aux journalistes qui l'interrogeaient au marge du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE. Paris devrait donner le nom du nouveau commissaire français au conseil européen de Dublin, les 3 et 4 décembre prochains, a ajouté le ministre français.

Selon certaines rumeurs, M. Cheysson, soixante-quatre ans, serait nommé prochainement à l'un des deux postes qui reviennent à la France au sein de la commission de Bruxelles. Paris a déjà nommé M. Jacques Delors, ancien ministre français de l'économie et des finances, pour occuper le premier poste français, et les dix gouvernements de la CEE ont convenus que M. Delors sera président de la commission, en remplacement de M. Gaston Thorn, luxembourgeois.

[A Paris, dans les milieux officiels, on se refuse à discuter les rumeurs faisant état d'un départ de M. Cheysson du Quai d'Orsay, où il serait remplacé par M. Roland Dumas. Ce départ n'est cependant pas prévu pour les prochains jours, mais M. Cheysson devrait effectuer la semaine prochaine une visite officielle aux Etats-Unis.]

## A TRAVERS LE MONDE

## Djibouti

LIBERATIONS. - Neuf détenus politiques d'extrême gauche emprisonnés depuis août 1983 pour atteinte à la sécurité de l'Etat ont été libérés récemment à Djibouti, a-t-on appris lundi de source autorisée. Les neuf hommes étaient accusés d'avoir participé à une vague d'attentats meurtriers commis au lendemain de l'indépendance entre 1977 et 1979. - (Reuters.)

## Irak

M. TARIK AZIZ A WASHINGTON. - M. Tarik Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, se rendra à Washington le 19 novembre, a annoncé le représentant diplomatique irakien à Washington. Les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques officielles depuis leur rupture par Bagdad après la guerre israélo-arabe de 1967, mais Washington a fait savoir qu'il était favorable à leur reprise. Durant son récent séjour au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Murphy s'est rendu à Bagdad. - (Reuters.)

## Jordanie

LA PROCHAINE RÉUNION DU « PARLEMENT » PALESTINIEN. - Une commission spéciale, composée de M. Amr al-Husseini, président du comité exécutif de l'O.L.P., adressera les invitations aux membres du Conseil national palestinien (« Parlement ») pour se réunir à Amman le 22 novembre. Cette procédure - choisie après le refus exprimé lundi 12 novembre, à Damas, par le président du CNP, M. Khaled El-Fahoum, de convoquer l'Assemblée, - est prévue par le règlement intérieur du CNP. Il porte, en effet, que la réunion du CNP peut être décidée au cas où le quart de ses

membres en expriment la demande par écrit. 230 membres environ du CNP auraient déjà donné leur accord. (AFP.)

## Liban

GREVE ISLAMO-CHRETIENNE au Sud. - La grève générale lancée par le mouvement chiite Amal a été largement suivie lundi 12 novembre dans tout le Liban-du-Sud, y compris - et pour la première fois - dans les localités chrétiennes de la région de Sakla, pour protester contre l'occupation israélienne et la récente arrestation de cinq responsables d'Amal. Le chef de ce mouvement, M. Berri, avait invité les dizaines de milliers de chrétiens qui vivent dans cette région à être partis prenante de ce mouvement de protestation. - (AFP.)

## Syrie

LES FONCTIONS DE M. RI-FAAT EL-ASSAD. - M. Rifat El-Assad, l'un des trois vice-présidents syriens et frère du président Hafez El-Assad, a été chargé des problèmes de sécurité nationale par un décret présidentiel publié au Journal officiel par samedi 10 novembre à Damas. Aux termes du décret, M. Rifat El-Assad est chargé de poursuivre l'application de la politique de sécurité décidée par le parti Baas (au pouvoir), M. Rifat El-Assad se trouve depuis le 1<sup>er</sup> juin hors de Syrie. A cette date il s'était rendu en mission officielle en Union soviétique. Depuis lors il vit entre la Suisse et la France. - (AFP.)

## Turquie

APPEL EN FAVEUR D'UN JOURNALISTE. - L'Institut international de la presse (IPI) a demandé lundi 12 novembre au premier ministre turc de faire libérer et de laisser partir aux Etats-Unis le journaliste turc M. Ismet Ismet, correspondant à Ankara de l'agence internationale de presse américaine UPI, accusé de « participation à un groupe armé ». La condamnation du journaliste, la semaine dernière, à quatre ans et deux mois de prison et à seize mois d'exil intérieur - ne peut qu'être considérée comme une persécution politique et un avertissement aux citoyens turcs de ne pas travailler pour les médias étrangers », écrit M. Gallner, le directeur de l'IPI, qui siège à Londres et à Zurich et qui regroupe un grand nombre de responsables de journaux occidentaux. - (AFP.)

## Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« de la nourriture pour l'esprit ? »

# FOOD FOR THOUGHT

Newsweek

Can Africa Be Saved?

NICARAGUA A Warning From Washington

Outside views. Inside information.



# AFRIQUE

## Un continent à la dérive

(Suite de la première page.)

Henry Kissinger avait pourtant déclaré, il y a dix ans, devant la conférence mondiale de l'alimentation, comme vient de le rappeler avec cruauté le *Financial Times* : « Pour la première fois nous avons les moyens techniques de libérer l'humanité du spectre de la faim. Nous devons donc nous engager (...) à ce que, dans dix ans, aucun enfant ne se couche en ayant faim... ». Engagement évidemment non tenu : la sous-alimentation tue chaque jour, à l'heure qu'il est, des milliers d'enfants dans une quarantaine de pays dits pudiquement « moins avancés ». Et c'est à 700 millions que s'élève le nombre de ces « frères » humains qui ne mangent pas à leur faim.

### Juge de la vie et de la mort...

De ces quarante pays, vingt et un se trouvent en Afrique. L'ampleur du drame aurait dû suffire à en faire le thème principal, sinon unique, du vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est ouvert, lundi 12 novembre, à Addis Abeba, capitale d'une Éthiopie où la sécheresse a provoqué une famine plus grave encore que celle de 1973. Le contraste entre l'étendue des misères à soulager et les moyens dont disposent, sur place, les organisations d'entraide y est tel qu'une jeune infirmière allemande, citée par le *Spiegel*, a pu écrire, acablée, qu'elle était devenue comme un juge de la vie et de la mort. Aujourd'hui, elle ne juge plus : elle a été faite prisonnière par les guérilleros du Tigré.

Les représentants des États africains, qui mangent eux-mêmes à leur faim, n'en donnent pas moins, le plus souvent, la priorité à des problèmes récurrents politiques, quand ce n'est pas tout simplement aux « affaires » : on sait depuis longtemps que la misère engendre facilement la corruption. L'essentiel du dernier « sommet » de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest n'était pas été consacré à demander à l'un des plus brillants esprits du continent noir, Mohammed Diawara, ancien président du Club de Dakar, des explications, qu'il n'a pu fournir, sur la façon dont se sont évaporés 6,4 milliards de francs CFA alloués au fonds de solidarité et d'intervention de la communauté ?

Si l'organisation qui se prétend de l'Unité africaine méritait son nom, elle mobiliserait ses 513 millions de ressortissants au service des actions concertées nécessaires pour vaincre le fléau de la sécheresse et mettre les grandes puissances en face de leur devoir d'assistance. Mais cette unité, qui fut le grand rêve du pharaon Nkrumah et de l'empereur Haile Sélassié, n'existe guère plus que celle des nations réputées « unies ». La nature, il est vrai, ne l'a guère encouragée. Comme l'écrit si bien Joseph Ki-Zerbo, dont l'érudition et le souffle lyrique font le Michel de l'Afrique : « Trois déserts se chargent d'aggraver l'isolement extérieur par un cloisonnement interne. Au Sud, le Kalahari. Au Centre, le « désert vert » de la forêt équatoriale, redoutable refuge dans lequel l'homme luttera pour s'imposer. Au Nord, le Sahara, champion des déserts, immense filtre continental, océan jaune (...) qui dissocie le sort de la zone méditerranéenne de celui du reste du continent » (3).

A ce premier handicap, les conquérants ne se sont pas privés d'ajouter. Pour citer encore Ki-Zerbo, « après les lions, on a découvert les mines si profitables et, par la même occasion, les « tribus indigènes » qui en étaient propriétaires, mais qui furent incorporées elles-mêmes à leurs mines comme propriétés des nations colonisatrices ». Le malheur particulier de l'Afrique réside dans le gouffre qui sépare la poignée paupérisée de ses populations, longtemps démunies par la traite et par la maladie, et les richesses dont son sous-sol regorge. Pour éviter que de nouveaux impérialismes, une fois disparus les empires coloniaux, ne se disputent ces trésors, Nkrumah suppliait qu'un combat pour la « libération » et pour « l'indépendance » s'ajoute à celui pour « l'unité » : mais de combat il a été perdu.

Non seulement les États unis d'Afrique, dont il rêvait, n'ont pas vu le jour, non seulement l'adhésion de tous les pays du continent au non-alignement s'accommoda dans bon nombre de cas d'un alignement de fait sur Washington ou sur Moscou, mais aucun regroupement régional n'a débouché sur des structures économiques et politiques vraiment efficaces. Pour n'en donner qu'un exemple, les seize pays de l'Ouest africain, qui avaient conclu, en 1982, un accord sur la libéralisation des échanges, ont dû en suspendre l'application jusqu'à ce que les plus pauvres d'entre eux aient pu quelque peu redresser leur situation.

### Fantastiquement morcelé

La triste vérité, c'est que le continent est fantastiquement morcelé, balkanisé. Il n'y a pas une Afrique, mais cinquante (4), dont un petit nombre seulement disposent d'un véritable État, avec ce que cela signifie de conscience nationale, d'administration et de ressources propres. La colonisation n'avait fait que superposer ses structures administratives « made in Europe » aux particularismes ethniques ou religieux. Lorsqu'elle a pris fin, les gouvernements africains, qui ne disposaient ni de structures politiques de rechange, ni, dans la plupart des cas, du personnel nécessaire pour les créer et les faire vivre, se sont précipités que tenter de redessiner les frontières pour prendre en compte ces réalités-là ne pouvait mener de conduire au chaos. Ils ont donc décidé à l'unanimité, le 21 juillet 1964, de respecter les tracés existants au moment où ils avaient accédé à l'indépendance.

C'est ce qui explique, par exemple, que les Ibos chrétiens du Biafra, coudoyés de 1967 à 1969 contre le gouvernement du Nigeria, aient trouvé, à part la Côte d'Ivoire et le Gabon, si peu de soutiens à l'extérieur. Il n'en reste pas moins que, dans la plupart des pays du continent, on ne compte pas les coups d'État et les guerres civiles qui se sont produits au cours de ces vingt dernières années, et que les attachements ethniques ou confessionnels les expliquent au moins autant que les considérations proprement politiques. Parlant du drame d'un pays qui ne s'appelait pas encore Zaïre, Paul-Henri Spaak aimait à répéter que le Congo était encore « au stade préindologique ». C'est vrai, de bien

d'autres pays à moins de ranger le fondamentalisme musulman, qui se manifeste en tant d'endroits, au nombre des idéologies.

Le moins qu'on puisse dire est que les deux superpuissances n'en sont apparemment pas convaincues, puisqu'elles n'ont que trop tendance à apprécier la situation en termes de guerre froide.

Ce qui se passe en Éthiopie, pourtant, devrait suffire à leur montrer la fragilité de cette approche. Les Erythréens se battent avec autant d'acharnement aujourd'hui contre le pouvoir marxiste-léniniste, soutenu par Moscou, La Havane et Aden, du président Mengistu, qu'ils le faisaient hier contre celui du Négus, soutenu par les États-Unis et par Israël. La Somalie, qui se réclamait, elle aussi, du marxisme-léninisme prossoviétique, mais qui revendique l'Ogaden, province éthiopienne essentiellement peuplée de Somali, a rompu avec l'URSS. Ce qui n'empêche pas celle-ci de poursuivre avec constance ses efforts pour susciter un regroupement, sous sa houlette, de la corne de l'Afrique en espérant — ce que paraît indiquer son rapprochement actuel avec le Yémen du Nord — le compléter par une opération similaire de l'autre côté de la mer Rouge. L'affaire des mines introuvables mouillées dans cette même mer rouge, qui a défrayé l'été dernier la chronique, et telle ou telle tentative de déstabilisation du régime de Mogadiscio, coupable de trop flirter aujourd'hui avec Washington, sont à inscrire dans cette perspective.

Ce ne sont pas là les seuls conflits que connaît aujourd'hui l'Afrique et qui font qu'elle compte plus de quatre millions de réfugiés répartis entre la plupart des pays du continent. Si celui du Tchad se trouve, au moins provisoirement, apaisé, la guerre sévit de plus belle entre le Maroc et le Front Polisario soutenu par l'Algérie, et elle vient de provoquer le retrait de Rabat de l'OUA. L'accord, à bien des égards surprenant, qu'il vient de conclure avec Hassan II ne suffit pas à garantir que le bouillonnant colonel Kadafi ait désormais assagi : on ne voit pas pourquoi, par exemple, il renoncera à appuyer les maquisards du Sud-Soudan, qui sont repassés depuis quelques mois à l'attaque contre son vieil ennemi, le général Nemeiry, protégé des États-Unis et de l'Arabie saoudite : et l'on se bat un peu partout en Afrique australe, y compris dans le Zimbabwe où l'on s'était trop pressé d'ôter la sagesse et le libéralisme de Robert Mugabe.

Ces luttes, généralement interminables, font surtout le bonheur des marchands de canons : 64 % des ventes d'armes dans le monde se font en direction des pays en voie de développement. « Des pays déjà misérables », constate un des meilleurs praticiens français de ces problèmes, l'ambassadeur Paul-Marc Henry, « s'enfoncent inexorablement dans des guerres de cent ans, comme l'Éthiopie qui n'a pratiquement pas

un seul tracteur, mais dispose de plusieurs divisions blindées et d'une aviation sophistiquée » (5).

Le temps n'est plus pourtant où les peuples les plus pauvres pouvaient espérer, en s'appuyant sur l'URSS comme sur une alliée naturelle, s'arracher à une misère impitoyable au moins pour partie à l'exploitation éhontée par l'étranger de leurs ressources. Le communisme est impuissant à arracher l'Éthiopie à la famine. Celle qui sévit au Mozambique a obligé le président marxiste-léniniste — Samora Machel à signer avec la guérilla, soutenue par Pretoria, un accord de cessez-le-feu dont la supervision est confiée... à l'Afrique du Sud. Le pouvoir non moins marxiste-léniniste d'Angola, incapable de venir à bout des guérilleros de l'UNITA naturellement soutenus eux aussi par Pretoria, a dû se résigner à entrer en conversations avec un régime raciste dont la seule existence constitue un fantastique défi à l'égard de l'Afrique tout entière et qui multiplie actuellement les actions de répression dans les ghettos noirs.

Empêché en Pologne et en Afghanistan, impuissant à résoudre son éternel problème agricole, embarqué dans une course aux armements de plus en plus épuisante, le Krenmlin se serait-il venu à la conclusion qu'il n'avait pas les moyens de conserver la zone d'influence qu'il s'est créée en Afrique australe dans la foulée de la débâcle américaine au Vietnam ? L'enjeu était pourtant de taille puisque, comme chacun sait — ou devrait savoir — l'URSS, si elle parvenait à faire passer cette région sous son contrôle, disposerait de 98 % du platine, de 95 % du vanadium, de 90 % du manganèse et de 69 % du chrome de la planète.

Que de souffrances, que de sacrifices pour arriver à cet échec ! Et ces grands temps de changement de cap. Après vingt ans d'indépendance, les dirigeants africains, parmi lesquels se trouvent quelques hommes de tout premier plan, ne devraient-ils pas ignorer que seule l'affirmation de leur volonté unanime peut persuader le reste du monde de les aider à sauver l'Afrique.

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire page 12 notre dossier sur la famine dans le monde.)

(3) Introduction du premier volume de *l'Histoire générale de l'Afrique*, publiée sous les auspices de l'UNESCO, Ed. Jeune Afrique — Stock — UNESCO, 1980.

(4) Voir Hervé Bourges et Claude Wauthier, *Les Cinquante Afriques*, Seuil, 1979.

(5) *Actual Développement*, mai-juin 1984.

**UN SEMESTRE aux USA**  
Pour tous bacheliers, bac, DAP, Maitrise, Doctorat : immersion linguistique ou préparation d'un S.A., d'un Master ou d'un Ph.D. dans une grande université de Floride ou de Californie. Formule incluant cours, hébergement, repas. Départ JANVIER, DAP contre 5 trimes. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc., U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lamotte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

**PIÈCES DÉTACHÉES — ALGÉRIE**  
Prix étudiés — Livraisons rapides  
**ELYSÉES Scos**  
53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris Tél.: 270618 F ELY 211

**LOUIS VUITTON**  
MAILLERIE À PARIS  
MAISON FONDÉE EN 1854  
Marque française déposée le 3 avril 1979  
En renouvellement depuis le 21 mars 1905  
Marque internationale du 22 juillet 1969

Arrêt 4<sup>e</sup> Chambre Cour de Paris 8 juillet 1982  
La Cour déclare la marque figurative de VUITTON notoire.  
Condamne la Sté W. GEORGES pour imitation illicite, atteinte au caractère attractif, interdiction sous astreinte, dommages-intérêts.

Arrêt 4<sup>e</sup> Chambre Cour de Paris 8 juillet 1982  
Condamne la Sté PACKING FRANCE d'imitation illicite de marque, interdiction sous astreinte, confiscation, destruction, dommages-intérêts.

Arrêt 4<sup>e</sup> Chambre Cour de Paris 8 juillet 1982  
La Cour déclare notoire la marque figurative de VUITTON.  
Condamne la Sté Charles WATTIER pour vente d'objets revêtus d'une marque imitée, atteinte au caractère attractif, interdiction sous astreinte, confiscation, dommages-intérêts.

Arrêt 4<sup>e</sup> Chambre Cour de Paris 8 juillet 1982  
La Cour déclare notoire la marque figurative de VUITTON.  
Condamne les Stés POPSY SHOP et FORESTA pour imitation illicite de marque, vente d'objets revêtus d'une marque imitée, atteinte au caractère attractif, interdiction sous astreinte, confiscation, dommages-intérêts.  
R.C.C. Renée Blaustein Avocat à la Cour.

Cette année, des T.G.V. encore plus nombreux au départ de PARIS pour vous rendre aux sports d'hiver.  
— Des T.G.V. directs pour Évian et la Vallée du Chablais, St-Gervais et la Vallée de l'Arve, Modane et la Vallée de la Maurienne.  
— Pour BOURG-ST-MAURICE et la TARENTAISE, des T.G.V. Neige avec correspondance par train Corail assurée sur le même quai à Chambéry : jusqu'à 7 aller-retour T.G.V. les samedis de haute saison.  
Exemples\* : Paris : 8 h 13 - St-Gervais : 13 h 18.  
Paris : 8 h 52 - Bourg-Saint-Maurice : 14 h 02.  
\* Horaires indicatifs.

**SNCF**

**LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.**

**COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES**  
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

**INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE**  
Certificats reconnus et reconnus dans le monde entier  
ANTWERP NEW YORK  
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR  
Pour toutes informations :  
Souscription 1/7 - 2018, Antwerp  
Tél. : 03/252.07.88 - Belgique

TON AURAS PAS LE TEMPS DE LA FINIR LE TRAIN VA TROP VITE !  
WH 2222... QUI EST CE QUI SERA CET APRÈS MIDI SUR LES SRS ?  
C'EST NOUS !!!

**TGV**



# AFRIQUE

## L'EXTENSION DE LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

### Les maquisards sudistes renforcés par des rebelles au régime de Bangui ont pris d'assaut une ville centrafricaine

Bangui. — La guerre civile qui sévit dans le sud du Tchad depuis plusieurs mois, opposant les forces armées nationales tchadiennes (FANT) aux multiples groupes de commandos (Codo) rebelles, a changé de visage. Pour la première fois en effet, les maquisards ont lancé une action de guerre au-delà de la frontière tchadienne, en territoire centrafricain. Dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 novembre, la ville de Markounda a été prise d'assaut par un groupe d'éléments armés ayant franchi la frontière, et a été occupée pendant plusieurs heures. Selon les autorités de cette localité, qui n'est séparée du territoire tchadien que par la petite rivière Nana, les assaillants étaient « plusieurs centaines ». Mais leur nombre réel, selon des sources dignes de foi, ne dépasserait pas une cinquantaine d'hommes.

Quatre responsables de la ville, dont le commissaire de police, ont été tués au cours de cette attaque qui

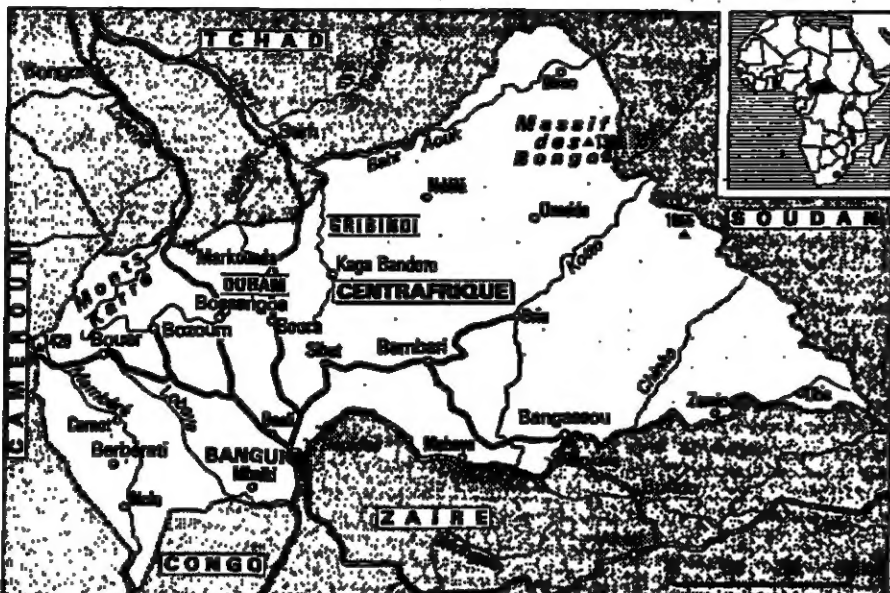
#### De notre envoyé spécial

D'une part, de commandos du Moyenne-Chari (les « codos rouges »), commandés jusqu'à une date récente par le colonel Alphonsse Kotiga, et, d'autre part, d'un groupe de Centrafriens se réclamant des généraux François Bozize et Alphonsse M'Baikoua, respectivement anciens ministres de l'Information et de la Justice du gouvernement du président Kolingba. Ces deux officiers avaient été directement mêlés à la tentative de coup d'Etat du 3 mars 1982, fomentée par des partisans de M. Ange Patasse, chef de l'opposition à l'époque et responsable du MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain). Selon cette même source, les partisans, armés des deux généraux réfugiés au Tchad, seraient environ quatre cents.

Cette action concertée pourrait être une répercussion de la vieille revendication d'une partie des popula-

Le problème du droit de suite des troupes tchadiennes sur le territoire de la RCA est complexe : en juin dernier, une commission mixte tchado-centrafricaine s'est réunie à Moundou (Logone occidentale). A cette occasion, le chef de la délégation centrafricaine aurait donné son accord à la partie tchadienne pour que les FANT puissent effectuer de brèves incursions en RCA. Cet accord a cependant été dénoncé par un émissaire du président Kolingba dépeché auprès du président Hissène Habré. Il n'empêche que, depuis, plusieurs « bavures » se sont produites.

Le nombre des réfugiés tchadiens dans cette zone frontalière (entre Markounda et Gologoso) ne cesse de croître. Selon le HCR (haut commissariat pour les réfugiés) de Bangui, dont une mission se trouvait sur place jeudi dernier, cette population comptait 25 000 personnes. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, les Tchadiens passent la frontière au rythme de,



s'est produite vers 5 heures du matin. Une unité de la garde présidentielle centrafricaine a été dépêchée sur place dès que la nouvelle a été connue à Bangui. Arrivée à Markounda dans la soirée de samedi, elle n'a rencontré aucune résistance, les rebelles étant réfugiés en territoire tchadien dès qu'ils ont appris que des renforts « montaient » de la capitale vers le Nord. Lors de l'attaque, une vingtaine de soldats centrafricains seulement se trouvaient dans la localité. L'enterrissement des quatre victimes a eu lieu lundi matin à Bangui. Le même jour, une trentaine d'arrestations dans les milieux tchadiens de la capitale.

Plusieurs localités centrafricaines situées dans la zone frontalière ont réclamé l'envoi de forces de sécurité. C'est dans cette région que les réfugiés tchadiens, qui fuient la guerre civile, se sont fixés en masse depuis deux mois.

Pour les autorités centrafricaines, cet incident est d'autant plus inquiétant que cette incursion sur leur territoire semble avoir été menée conjointement par des rebelles tchadiens et des opposants au régime militaire de Bangui. Selon une source officielle digne de foi, l'attaque a été facilitée par le fait qu'une partie des assaillants s'étaient infiltrés parmi les réfugiés tchadiens. Selon cette même source, il s'agissait,

de la population du Sud tchadien et du nord de la Centrafrique, issues du même ensemble ethnique, de créer une « République du Logone ». Ces éléments rebelles — tchadiens et centrafricains — seraient financés et armés par la Libye. L'attitude des populations centrafricaines du Nord à l'égard du général M'Baikoua est ambiguë, dans la mesure où, tout en désapprouvant son action, elles ne sont pas prêtes à faciliter l'arrestation de l'ancien ministre, originaire de cette même région.

Ce n'est pas la première fois, en revanche, que des Tchadiens en armes franchissent la frontière. Les FANT ont, en effet, exercé un « droit de suite » envers les « codos » à plusieurs reprises ces dernières semaines. En outre, il n'est pas rare que des éléments des forces gouvernementales de N'Djamena viennent se ravitailler en territoire centrafricain, notamment près de Moyenne-Side, préfecture du département de l'Ouhang. Ils le font toutefois sans armes et avec l'autorisation des autorités locales centrafricaines. D'autre part, selon certains témoignages recueillis à Bangui, le 25 octobre dernier, des éléments FANT stationnés en territoire tchadien avaient tiré sur des civils se trouvant de l'autre côté de la rivière frontalière Moyenne-Side, tuant huit personnes.

## A N'DJAMENA

### La politique française est vivement critiquée à la veille de la session de la commission mixte

Les travaux de la commission mixte franco-tchadienne se déroulent ce mardi 13 et le mercredi 14 novembre à N'Djamena. Ils mettent notamment l'accent sur les actions à entreprendre dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'aide alimentaire et des infrastructures, a indiqué lundi le ministre français de la coopération.

Cette réunion est la première à se tenir depuis avril 1977. La commission mixte étudie la poursuite de certains projets dans les domaines de l'infrastructure (réhabilitation de la route N'Djamena-Abéché), de la santé (aide au fonctionnement des hôpitaux), des affaires culturelles (renouveau du centre culturel de N'Djamena). De nouveaux projets seront également étudiés, comme ceux portant sur la mise en irrigation de nouveaux polders, la réfection des bureaux de la présidence de la République, la relance des activités de l'Alliance française et la mise à la disposition du gouvernement tchadien de personnel médical qualifié.

La commission mixte doit, en outre, faire le point sur la coopération franco-tchadienne régie par les accords signés à N'Djamena en mars 1976. Le ministre de la coopération indique que l'aide française au Tchad, qui « n'a jamais été totalement interrompue en dépit des événements difficiles de ces der-

nières années », s'est « considérablement développée en 1982 et 1983 ». M. Christian Nucci, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, préside la délégation française aux travaux de la commission mixte. Il doit s'entretenir avec le président Hissène Habré et se rendre dans le sud du pays, à Sahr, Banda et Moundou.

La radio nationale tchadienne, citée par l'AFP, a annoncé lundi matin l'intention des autorités de N'Djamena de profiter de la visite de M. Nucci pour demander à la France « la preuve du retrait libyen » du nord du Tchad.

De son côté, l'agence officielle tchadienne ATP lance, à quelques heures de l'arrivée de M. Nucci, une violente diatribe contre les autorités françaises, accusées de vouloir, en affirmant leur certitude que les Libyens se sont retirés du Tchad, « forcer intentionnellement la vérité sur la situation du pays ».

Jugeant le rôle de la force Manta « incongru », et lui reprochant d'avoir « partagé le pays en deux zones d'influence », et permis à la présence libyenne de « se consolider », à l'abri d'une « ligne rouge artificielle », l'agence affirme que « les forces d'agression libyennes se trouvent dans leur totalité encore stationnées sur le territoire tchadien », et se préparent à une « nouvelle agression ».

400 par jour, en provenance, pour l'essentiel, du Moyenne-Chari, notamment des zones de Sahr, Moïsalah et Mbari. Selon le HCR, ces populations fuient les combats qui se déroulent dans tout le département, notamment la répression organisée par les FANT, et ne sont en aucun cas des « réfugiés de la faim ».

Il se sont installés en peu partout dans la brousse et les villages, et ne sont pas regroupés en camps. Les réfugiés (surtout des femmes, des enfants et des vieillards) ont raconté au représentant du HCR les multiples exactions commises par les FANT (assassinats systématiques, empoisonnement des puits, incendie des champs et des maisons). D'autre part, les civils ne peuvent plus se nourrir comme auparavant dans la végétation d'herbes hautes. L'époque de la culture sur brûlis ayant commencé. Les dernières opérations de nettoyage menées par les FANT remontent aux 5 et 6 novembre, ont indiqué les réfugiés.

En République centrafricaine, leur situation est actuellement critique, sans être désespérée. Le HCR a, en effet, fait parvenir une centaine de tonnes de vivres aux réfugiés depuis le 1<sup>er</sup> septembre, ainsi que des médicaments pour une valeur de 5000 dollars. L'attaque de Markounda devrait hâter l'opération de déplacement des réfugiés loin de la frontière tchadienne.

Avant même cet incident, les autorités de Bangui, en liaison avec le HCR, se sont préoccupées de choisir des sites à l'intérieur du pays pour mettre en sécurité les réfugiés. Trois lieux de regroupement ont été retenus : Fa (à 25 kilomètres de Kaga-Bandoro), Boya (à 20 kilomètres de Bouba) et Bouba (à 40 kilomètres de Bouba). La première localité se situe dans la préfecture de Gribingui, les deux autres dans celle de l'Ouhang. Le HCR a fait appel à la SOCAD (Société centrafricaine de développement agricole), qui s'occupe de la commercialisation du coton, pour que celle-ci prête ses camions pour transporter les réfugiés. Le directeur de la SOCAD nous a cependant indiqué, samedi 10 novembre, qu'il ne pourrait accéder à cette requête, celle-ci intervenant au début de la saison cotonnière.

D'autres organismes internationaux doivent également venir en aide aux réfugiés. Le PAM (programme alimentaire mondial) va mettre à la disposition du HCR 200 tonnes de farine, et le gouvernement centrafricain a demandé à la FAO l'envoi de 2070 tonnes de vivres. Une antenne médicale centrafricaine devrait, d'autre part, se rendre dans la région de Moyenne-Side.

Jusqu'à présent, les autorités de Bangui n'ont mis aucun frein à l'écoulement des réfugiés tchadiens sur leur sol. L'incident de Markounda pourrait cependant remettre en cause cette attitude.

LAURENT ZECCHINE

## LE VINGTIÈME SOMMET DE L'ORGANISATION A ADDIS-ABEBA

### Le Maroc quitte l'OUA pour protester contre l'entrée de la République sahraouie

#### Le Zaïre suspend sa participation

Addis-Abeba. — Le plus attendu des vingtièmes sommets de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) aura peut-être été qu'il se soit tenu au jour et à l'heure dite, le lundi 12 novembre, à 17 h 50 (heure locale), soit avec seulement cinquante minutes de retard sur l'horaire prévu, après qu'eussent été levés en coulisses les obstacles majeurs qui survenaient de nuit au bon déroulement des travaux. Il fallait, à tout prix, rompre avec des comportements passés qui avaient fini par entamer la crédibilité de l'OUA.

D'entrée de jeu, on tenait donc pour quasiment acquises l'admission de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) comme membre à part entière et la nomination de M. Julius Nyerere, chef de l'Etat tanzanien, comme président en exercice de cette conférence. Même l'incident de parcours final — le départ du Maroc et le retrait provisoire du Zaïre — n'ont surpris personne. On ignorait seulement à quel moment de la séance inaugurale il avait été « programmé ». Certains s'imaginaient un « état » de la Libye. Il ne s'est pas produit.

La veille au soir, le comité de mise en œuvre des rénovations du sommet de juin 1983 sur le Sahara occidental avait adopté, à l'unanimité de ses six membres (1), un rapport accablant pour le Maroc, tenu pour responsable du blocage des négociations. Il avait demandé à la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'en tirer, « dans sa sagesse habituelle », les conclusions qui s'imposent. On pouvait déjà imaginer que Rabat avait perdu la partie.

#### M. Nyerere élu président

Sur l'autre sujet épineux à l'ordre du jour — celui du Tchad — la délégation du GUNT avait publié, le matin même, un communiqué pour inviter l'OUA à ne pas laisser séder « le prétendu gouvernement de N'Djamena » et à se référer ainsi à « l'indépendance et à la souveraineté de l'Etat libyen qu'il est moribond ». Simple berceur d'homme.

A l'heure dite, comme si de rien n'était, la délégation sahraouie, conduite par M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD, faisait son entrée dans la salle des séances de l'« Africa Hall » et prenait place entre ses pairs du Rwanda et de Sao Tomé et Principe. De son côté, la délégation marocaine, dirigée par M. Reda Guedira, principal conseiller du roi Hassan II, s'installait à son poste. Les deux adversaires s'ignoraient ainsi, non loin l'un de l'autre, pendant trois heures et demie. Une « première » et... une dernière !

En lever de rideau, une minute de silence à la mémoire de Sékou Touré et d'Indira Gandhi. Puis, après quelques mots de bienvenue, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien et président sortant de l'OUA, invitait son homologue burundais, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, à lui répondre au nom de tous. C'était la une manière de « faire une fleur » à celui qu'il avait contraint un peu cavalièrement à repousser, à la mi-décembre, pour les besoins de la cause panafricaine, la réunion du sommet franco-africain, prévu de longue date à Bujumbura à la mi-novembre.

Puis, après l'intervention de M. Ngujoma, président de l'Organisation du peuple sud-africain (SWAPO), qui s'exprimait au nom des mouvements de libération, c'était au tour de M. Xavier Paz de Cañellas, secrétaire général de l'ONU, de prendre la parole. Dans son tour d'horizon, celui-ci invitait les pays riches à combattre les effets dramatiques de la sécheresse en Afrique : « Une question de justice, non pas de charité ». Il plaiderait pour la création, au sein de la Banque mondiale, d'un « fonds spécial pour l'Afrique », et s'engageait « encourager » le retrait des troupes étrangères du Tchad.

Après le long compte rendu de mandat de M. Mengistu, il appartenait à M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, de soumettre à ses pairs, pour la présidence, le nom

« Appel à l'OUA des parents d'un Français enlevé au Soudan ». Les parents d'Yves Parisien, l'un des deux techniciens français enlevés au Soudan il y a neuf mois, ont lancé, lundi 12 novembre, un appel solennel au président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour qu'il intervienne en faveur de la libération de leur fils et de son compagnon d'infortune, Michel Dupire. MM. Parisien et Dupire ont été enlevés dans le sud du Soudan, le 10 février, par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), opposant armée au régime Némery. Cette dernière exige une « compensation » de 30 millions de francs pour la libération des deux hommes.

#### De notre envoyé spécial

de M. Nyerere, l'un des pères fondateurs de l'OUA. Il demandait à celui-ci de mener à bien la « convalescence » d'une organisation qui sort de maladie et qui doit, maintenant, récupérer ses forces.

Els par acclamations, M. Nyerere décollait alors, dans une intervention longue et « musclée », l'équilibre des pays riches qui cherchent à « maintenir leur contrôle politique et économique » sur les pays pauvres. « Nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir », affirmait-il, proposant notamment à son auditoire de faire front commun face aux exigences des organisations financières internationales comme le FMI.

A propos de la Namibie, le « sveulien » (le maître d'école), s'opposait à toute nouvelle concession et renouvelait son engagement de lutter, plus fermement que jamais, contre l'apartheid. « Il ne faut pas traiter l'Afrique du Sud comme un membre respectable de la communauté internationale », insistait-il, conseillant à ses pairs de ne pas estimer de dialogue avec le régime de Pretoria. Si d'aucuns, comme le Mozambicain, s'y « sont risqués », c'est par nécessité, a-t-il dit, pour assurer leur survie.

Ce discours-programme, laissé clairement deviner dans quelle direction le « projecteur » devra, désormais, être braqué, à savoir l'économie et l'Afrique australe, puisqu'aux questions du Sahara occidental et du Tchad, qui avaient, jusqu'alors, mobilisé l'attention et épuisé l'énergie de l'OUA, des réponses ont été apportées avec l'admission de la RASD et le retrait des troupes françaises et libyennes. Réponses fragiles et incomplètes néanmoins qui peuvent peut-être ne pas représenter pour l'Organisation panafricaine qu'un ballon d'oxygène.

C'est, en tout cas, le sentiment du Maroc qui avait attendu que l'ordre du jour ait été épuisé pour demander, in fine, la parole. En guise d'entrée en matière, M. Guedira présentait à M. Nyerere ses « sincères

félicitations » pour son élection. Puis, rappelant dans le passé, il affirmait que la présence du drapeau sahraoui sur le sol saharien était « conforme à l'histoire et à la loi internationale ». Il reprochait à l'OUA de renier ses propres décisions et de mettre en cause sa crédibilité en laissant la RASD à séder en son sein.

M. Guedira donnait enfin lecture d'un message du roi Hassan II dans lequel celui-ci évoquait le mandat que son peuple lui avait confié de sauvegarder l'intégrité territoriale du pays, et concluait : « Voilà, et je le déplore, l'heure de nous séparer (...) ». L'absolu est à Dieu. En attendant des jours plus sages nous vous disons adieu et nous vous souhaitons bonne route avec votre nouveau partenaire (...). Un jour l'histoire mettra sa marque à l'heure ».

Comme on s'y attendait, le Zaïre, par la voix de son ministre des affaires étrangères, faisait chorus avec le Maroc. Son représentant accusait ses collègues d'« avoir trahi » la charte de l'Organisation. « L'Organisation n'est pas une organisation de pays », déclarait-il alors la décision de son pays de « suspendre » sa participation tout en restant membre. Sur un ton bonhomme, sans réagir à ces départs, probablement pour ne pas dramatiser l'affaire, M. Nyerere invitait ses pairs à reprendre leurs travaux le lendemain matin à 10 heures et, dans l'immédiat, à se rendre à la réception que le chef de l'Etat éthiopien offrait en leur honneur.

Dernier acte, au pied du grand escalier de l'Africa Hall. La délégation marocaine, forte d'environ cent quarante personnes dont beaucoup, étaient à dessin, originaires du Sahara, accompagnait M. Guedira à sa voiture scandaient en arabe « le Sahara est marocain et le restera ». Les quelques trente chefs d'Etat et de gouvernement, un peu interloqués par cette manifestation « spontanée », attendaient que le calme revienne avant de s'enfoncer dans leurs limousines.

JACQUES DE BARRIN

(1) Ethiopie, Guinée, Mali, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie. Le Nigeria s'était, récemment retiré du comité.

### M. Julius Nyerere ou le « socialisme à l'africaine »

Austère, d'allure frêle sous ses cheveux grisonnants, promoteur d'un socialisme à l'africaine fondé sur l'« auto-indépendance », chantre de l'unité du continent, traducteur de Shakespeare en swahili, M. Julius Nyerere est un des plus anciens chefs d'Etat au pouvoir en Afrique. Il avait conduit son pays à l'indépendance sans effusion de sang, en décembre 1962, et était devenu le premier président de la République du Tanganyika en 1962. Deux ans plus tard, il réalisait de manière « musclée » l'union avec l'île de Zanzibar, l'ensemble prenant le nom de Tanzanie.

Fils d'un chef wariki, né en 1922 dans une famille de vignerons, il a grandi dans la région du lac Victoria, converti au catholicisme. M. Nyerere fut le premier étudiant tanzanien à s'inscrire dans une université britannique à Edinburgh. Institutur, il s'engagea dans la politique en 1953 et prit la tête de l'association africaine du Tanganyika, dont il fut le premier président officiel, la Tanganyika African National Union.

Après l'indépendance, il déclara, en 1967, la « déclaration

d'Arusha », charte du socialisme tanzanien, synthèse des concepts marxistes, de la tradition africaine et du personnelisme africain. Ce socialisme agraire prône le développement communautaire à partir des ressources locales, le progrès dépendant, selon lui, de l'effort des citoyens unis. Cette vision, à la fois réaliste et idéaliste, a valu à son auteur, pionnier du non-alignement, un grand prestige international, mais n'a pas empêché l'économie tanzanienne de tomber dans un état de délabrement.

M. Nyerere est aussi considéré comme le « tombeau » du tyran Idi Amin Dada, ancien président de l'Ouganda voisin, qu'il avait fait chasser du Kampala. Adversaire résolu du régime de Pretoria, il fait partie des animateurs des pays de la « ligne de front » qui font face à l'Afrique du Sud et est considéré comme un des chefs d'Etat les plus soucieux de « l'honneur de l'Afrique ». Il a admis toutefois n'avoir pas « pleinement accompli » la mission qu'il s'était fixée en 1962 de venir à bout de la pauvreté, de la faim, de la maladie et de l'ignorance.

## UN COLLOQUE A PARIS

### La RASD et l'Etat de droit

Les camps de réfugiés sahraouis installés dans la région de Tindouf ne ressemblent plus guère aujourd'hui à ce qu'ils étaient au début du conflit en 1975-1976. L'organisation sociale (écoles, hôpitaux, structures administratives) et politique (division en départements et arrondissements) s'est développée et structurée. Aussi, depuis deux ou trois ans, alors que la construction du « mur » marocain rendait les offensives militaires sahraouies plus aléatoires et que Rabat parlait de la « fantomatique » RASD, les dirigeants du Front Polisario ont eu l'audace à mettre l'accent sur « la légitimité, la légalité et la représentativité » de leur entreprise.

C'est pour soutenir cet effort que des juristes amis de la RASD, appartenant à une trentaine de pays, ont organisé un colloque à Paris, peu avant la tenue du sommet de l'OUA sur le thème : « Fondements juridi-

ques et institutionnels de la RASD » (1). Outre l'argumentation juridique, qui ne manquera pas d'être contestée par les Marocains, des exposés très précis ont été faits sur la vie quotidienne et l'organisation sociale des Sahraouis. Les juristes ont, en conclusion, lancé un appel en faveur de « la mise en œuvre complète des résolutions de l'ONU et de l'OUA sur le Sahara occidental et le respect total des principes du droit international » et de la « reconnaissance de la RASD par la communauté internationale ». Enfin, un secrétaire international pour la reconnaissance de la RASD a été constitué.

PAUL BALTA

(1) Les actes du colloque — 195 p., 75 F — doivent paraître prochainement aux éditions L'Harmattan.



... A ADDIS ABABA  
... protester  
... que sahraouie  
... pation

Nyerere  
... à l'africain

Etat de droit

Pour le même prix  
préfèrez-vous  
en avoir beaucoup  
ou pas beaucoup?

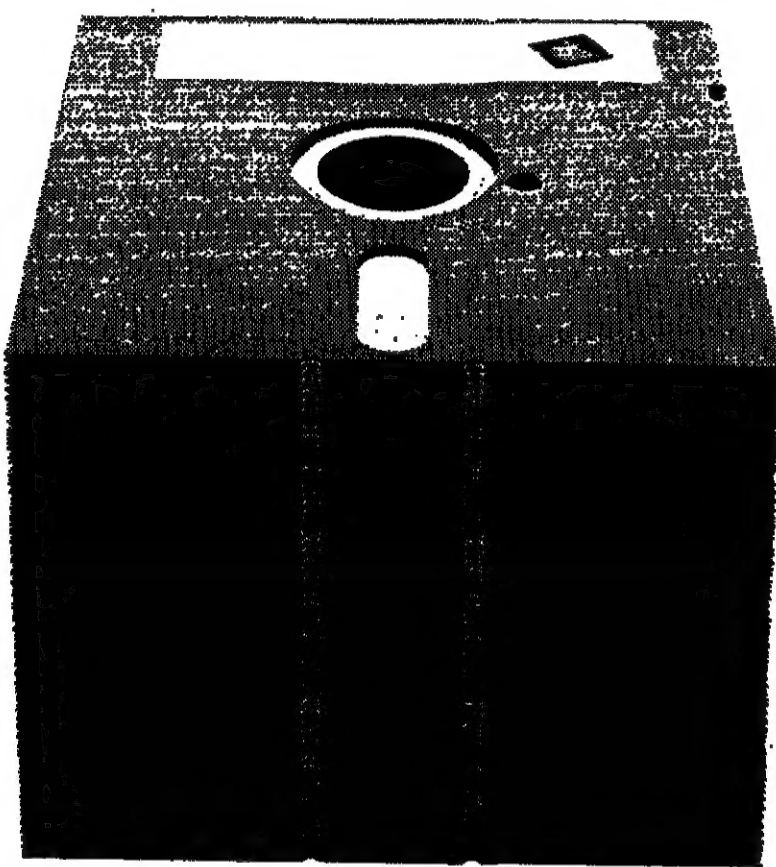


Apple

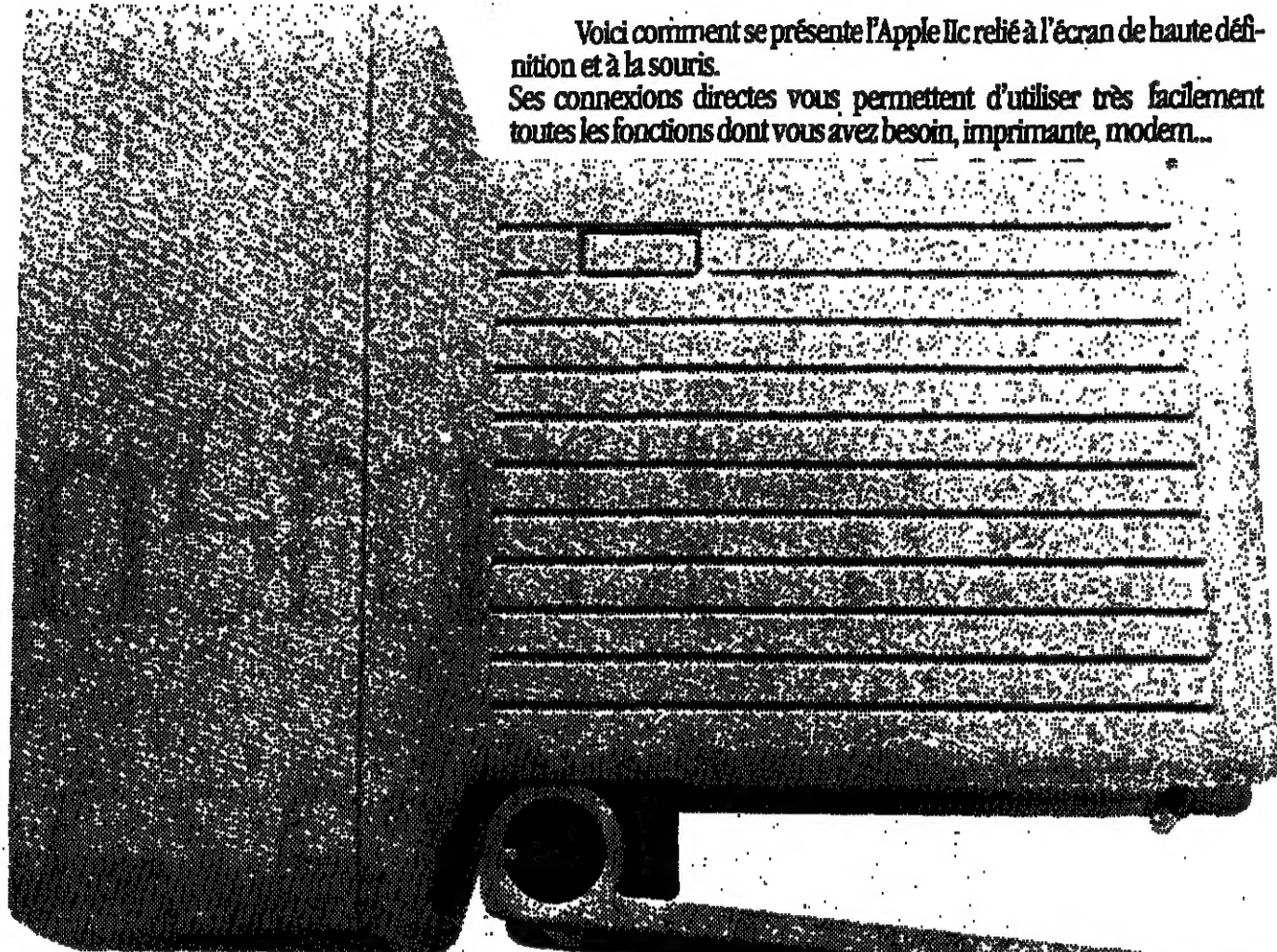


# Les deux: beaucoup,

Un écran de haute définition délivrant une image parfaite de 80 caractères sur 24 lignes.

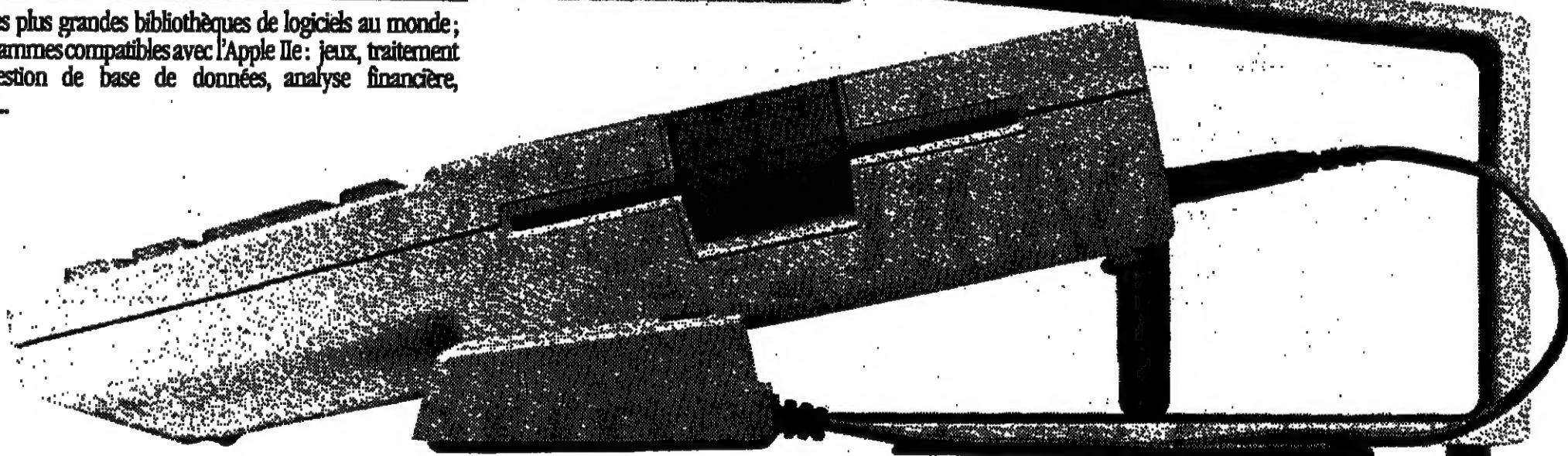


Voici comment se présente l'Apple IIc relié à l'écran de haute définition et à la souris. Ses connexions directes vous permettent d'utiliser très facilement toutes les fonctions dont vous avez besoin, imprimante, modem...



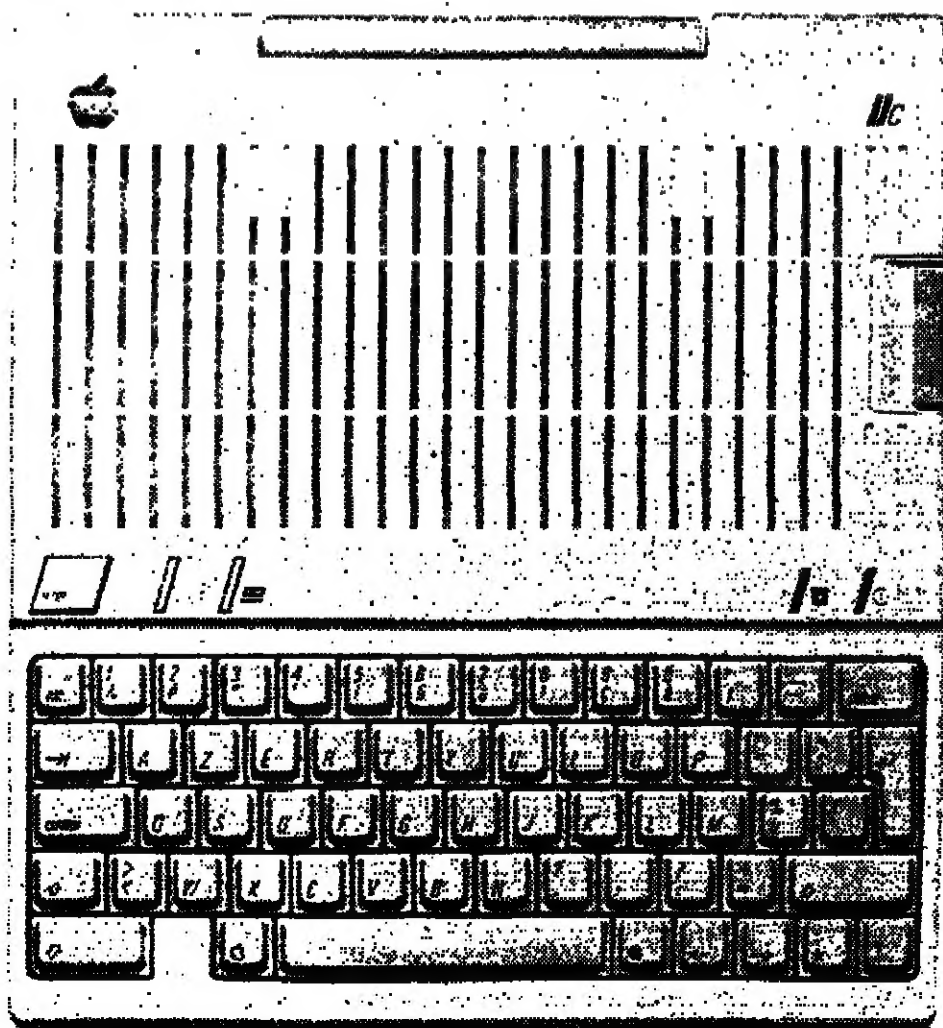
Une des plus grandes bibliothèques de logiciels au monde; 16.000 programmes compatibles avec l'Apple IIc: jeux, traitement de texte, gestion de base de données, analyse financière, planification...

Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc.



Bien que l'Apple IIc soit vraiment très petit, il est quand même un peu plus grand que sur cette photo.

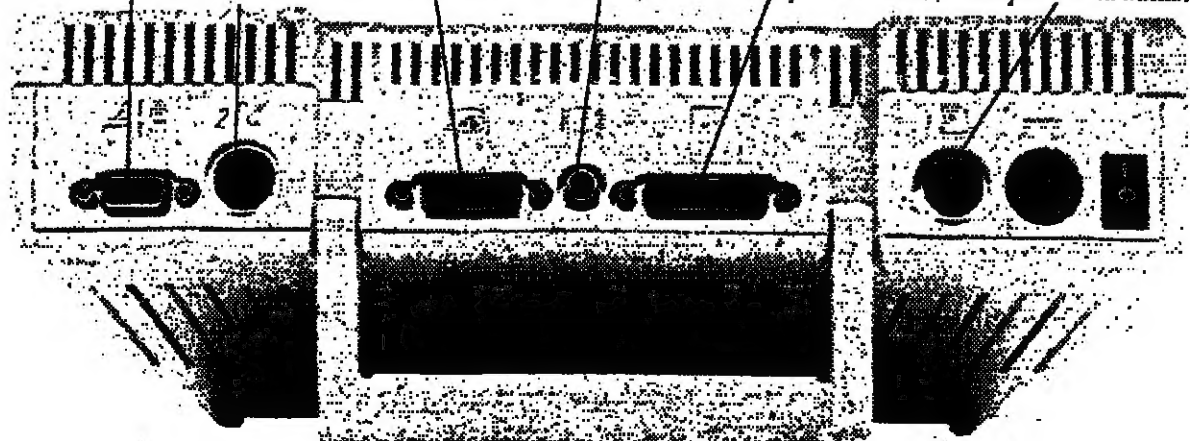
Se servir de l'Apple IIc n'a rien de compliqué, il suffit presque de savoir taper à la machine. Pour que vous ne soyez pas dépaycé, Apple a confectionné un clavier de 63 touches de type AZERTY comprenant une accentuation complète Majuscules/Minuscules intégrée.



Voici 12 exemples de ce que vous pouvez afficher sur votre écran. 12 parmi 16.000! A vous de découvrir les autres.



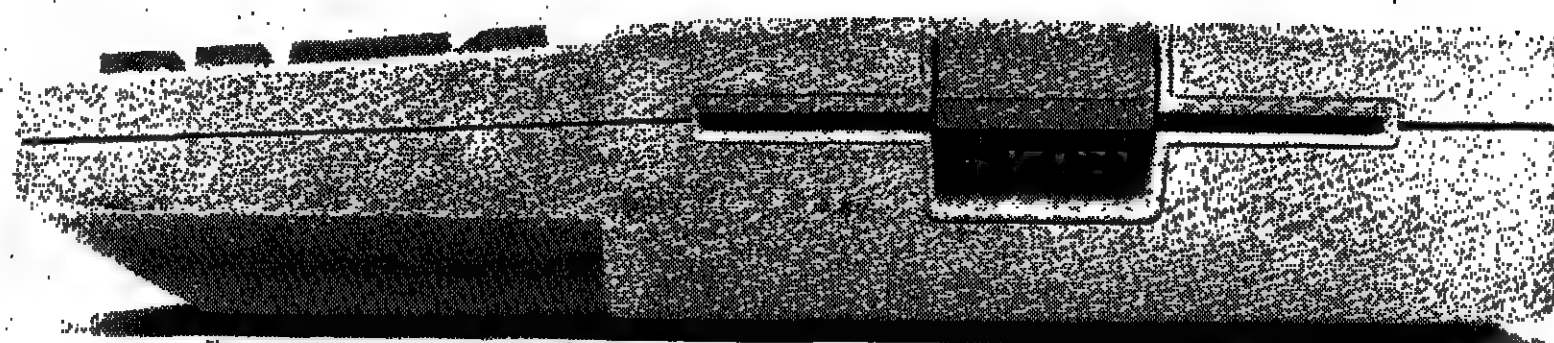
Connecteur pour la souris. Connecteur pour le modem. Connecteur pour TV, couleur. Connecteur pour le moniteur vidéo. Apple Logo. Connecteur pour le lecteur de disquette externe. Flight Simulator II. Connecteur pour imprimante ou traceur.





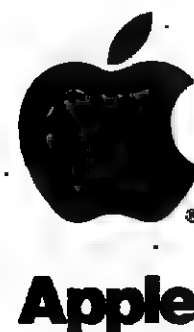
oup

# pas beaucoup.



Maintenant que vous avez vu ce dont est capable un Apple IIc, pouvez-vous réellement croire qu'il prenne si peu de place? Apple vous certifie que pour beaucoup vous n'en aurez pas beaucoup.

## Apple présente l'Apple IIc.





LE POINT SUR...

**L**a famine est redevenue une réalité pour des millions de personnes de la zone subaharienne d'Afrique. Les causes en sont connues et, souvent, prévisibles : sécheresses prolongées, guerres, dégradation des éco-systèmes, mauvaise administration... En dépit des effets dramatiques de la sécheresse de 1973-1974, tout se passe comme si aucun plan global n'avait été prévu pour éviter une nouvelle catastrophe.

Dix ans plus tard, un million de personnes, en Éthiopie, sont menacées de mourir de faim. Des poches de famine existent dans des États de l'Afrique subaharienne. On meurt également de faim dans le Nord-est brésilien et au Bangladesh. L'insécurité alimentaire, la disette sévit dans de nombreux autres pays, du Cambodge au Mozambique. Tandis que le Nord se satisfait de productions agricoles records, le Sud souffre, en règle générale, de malnutrition chronique.

En octobre, il aura fallu des images venues surtout d'Éthiopie, montrant des durs et gaules mourant le long des routes ou dans des centres de distribution insuffisamment pourvus, pour que l'opinion internationale s'émeuve et qu'un effort important soit entrepris pour sauver ceux qui pouvaient encore l'être.

Des centaines de millions de dollars ont ainsi été réunis pour envoyer des vivres à des populations désespérées. Une centaine d'avions et plusieurs centaines de camions ont été affectés à cette vaste opération de secours dans le Nord-est éthiopien. Des aides d'urgence ont également été fournies aux pays subahariens d'Afrique occidentale et centrale.

Mais il reste que cette aide est tardive et qu'elle s'attaque beaucoup plus aux effets qu'aux causes. Sous-alimentation, malnutrition, carences

médicales démentent la règle dans le tiers-monde de cette fin de vingtième siècle, où les poches de développement sont encore bien peu nombreuses. L'expansion démographique menace de nombreux pays dont les ressources sont encore limitées. Bois et forêts sont détruits sans considération pour l'écologie. La désertification a également des causes humaines, et peu d'efforts sont entrepris, dans l'ensemble, pour enrayer ce mal du siècle.

Enfin, des genres de vie sont remis en cause, sans que rien ne soit sérieusement entrepris pour remplacer des « traditions » par un cadre de vie « moderne » acceptable. Dans l'hémisphère sud et dans les zones tropicales et équatoriales, l'environnement est saccagé, l'homme y subissant des bouleversements qui le conduisent directement vers les bidonvilles de cités inadaptables ou vers des camps de réfugiés. La famine actuelle offre un spectacle d'effroi. Mais que dire de l'avenir de popula-

tions qui, comme à Haïti ou au Bangladesh, semblent condamnées, peut-être pour des générations, à vivre dans la misère? Au-delà des terribles images venues d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, on observe déjà un vaste phénomène de « clochardisation » dans plusieurs régions du tiers monde. La famine actuelle n'en est que l'aspect le plus aigu dans les zones les plus désertées.

États, organisations internationales et organismes non gouvernementaux font des efforts importants pour tenter d'atténuer les souffrances de quelque cent cinquante millions de personnes. Mais, quand le pire sera passé - et l'on parle déjà de centaines de milliers de morts dans les mois qui viennent - tout porte à croire que les racines du mal demeureront, et que peu, au regard de ce qui devrait être entrepris, le sera effectivement.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La famine dans le monde

Afrique : un mal qui empire

La pénurie alimentaire qui affecte l'Afrique tient en quelques chiffres, mais demande à l'évidence plusieurs types d'explications. C'est assurément sur ce continent que les problèmes, à cet égard, sont les plus graves, puisque, sur les trente-huit pays recensés par le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO en 1984, vingt-six sont des États africains. Dans onze pays d'Afrique, la récolte de 1984 est inférieure à celle de 1983. Selon le programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies et de la FAO, la production alimentaire de l'ensemble du continent tombera vraisemblablement au-dessous de 100 kilos par habitant pour l'année 1984, alors que le besoin individuel est d'environ 145 kilos.

En effet, la pénurie alimentaire affecte toute la région qui, de Djibouti à Dakar, traverse l'Afrique d'est en ouest : elle « mord » jusqu'en zone équatoriale (le nord de la Côte d'Ivoire et du Nigeria par exemple) et frappe gravement aussi certains pays situés au sud de l'équateur tels que le Mozambique. En plusieurs points, par exemple, d'Éthiopie, du Soudan et du Tchad, où la guerre civile fait rage, c'est-à-dire où des facteurs politiques s'ajoutent aux éléments climatiques, la situation est dramatique. Mais il faut restituer ces cas dans le contexte de l'ensemble du continent.

Globalement, la production alimentaire a baissé en Afrique entre 1970 et 1980 de 10 %. Dans certains pays (par exemple en Angola, au Gabon, au Ghana, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et en Somalie) cette baisse atteint même 20 %.

Toutes les catégories de production sont touchées par cette diminution : aussi bien les « cultures de rente » (riz, maïs, arachide, tabac), qui rapportent aux pays d'Afrique les devises dont ils ont besoin, que les cultures vivrières, indispensables à l'alimentation quotidienne, telles que le mil et le sorgho.

Or la population, elle, évolue en sens inverse : selon les projections de la Banque mondiale et des Nations unies, la population du continent, qui était de 470 millions d'habitants en 1980, atteindra 850 millions en l'an 2000. Son taux de croissance dépasse 3 % par an, soit le taux le plus élevé de la planète. Si l'évolution actuelle n'est pas enrayée, le nombre des personnes sous-alimentées, qui dépassait déjà les 70 millions au milieu des années 70, approcherait les 100 millions en 1990 et 130 millions en l'an 2000.

Les causes de cette situation sont évidemment multiples, à commencer par les facteurs proprement climatiques. Toute cette zone est affectée par un déficit pluviométrique, en réalité ininterrompu depuis 1968, et dont la « grande sécheresse » de 1973 n'a constitué que l'apogée.

Ce déficit a provoqué un abaissement considérable, parfois un assèchement de la nappe phréatique (l'eau sous-terraine peu profonde, où s'approvisionnent les paysans), d'où aussi l'abaissement du niveau des fleuves. Ce dernier provoque à son tour des remontées d'eau de mer dans le lit des fleuves, ce qui stérilise les terres, normalement très fertiles, des berges. Ces remontées salines atteignent en certains cas plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur des terres.

S'ajoute à cela l'action du vent : chaque année le Sahara, le plus grand désert du monde, arrache au sol, et « exporte » 60 à 200 millions de tonnes de poussières (que l'on distingue du sable à leur diamètre, microscopique) et 10 à 20 millions de tonnes de sable.

Ces phénomènes naturels sont bien entendu indissociables des facteurs proprement humains de la sécheresse et de la désertification. Celle-ci, qui affecte chaque année environ 1,5 million d'hectares sur les bordures du Sahara et progressivement, s'étend par ailleurs, de plusieurs kilomètres par an, est aussi due à la pression démographique elle-même, à l'extension des villes, à la quête effrénée de bois de chauffage, seule source d'énergie bon marché.

Restent enfin les facteurs politiques de la sécheresse et de la désertification, donc de la crise alimentaire qui frappe le continent. Dans le



Asie du Sud : le plus de mal-nourris

Il y a dix ans, l'Asie du Sud était au centre des préoccupations mondiales. Une famine fit de 80 000 à 300 000 morts, selon les estimations, au Bangladesh, en 1974. Si un drame d'une telle ampleur n'est pas à craindre aujourd'hui, c'est cependant la région du monde qui compte le plus de pauvres et de mal-nourris. Aussi bien ces populations sont-elles particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles (sécheresses, inondations), venant rompre de fragiles équilibres écologiques et socio-économiques, et aux ruptures dans les approvisionnements en denrées alimentaires. La disette, qui a fait, après des inondations plus importantes que de coutume, plus de

compte déjà pour 450 000 tonnes de blé) ainsi que par les causes commerciales. Les importations, qui se font actuellement au rythme de 250 000 à 350 000 tonnes de céréales par mois, permettent de reconstruire des stocks au niveau le plus bas. Leur distribution a coupé court au risque de famine et aux marches de paysans affamés et dépossédés vers les villes.

Si l'on excepte l'Afghanistan en guerre, le Bangladesh est le pays d'Asie où l'apport journalier de calories - 1932 - par habitant, comparé aux besoins, est le plus faible (84 %). Les estimations de niveau nutritionnel prêtent souvent à controverse. Les critères retenus ici par la Banque mondiale placent plusieurs pays asiatiques parmi ceux dont les populations prises globalement ont l'apport calorique le plus faible du monde : Inde, 1 906 calories par jour et par habitant et une couverture évaluée à 86 % des besoins; Népal, 1 929 et 86 %; Vietnam, 1 961 et 90 %; Laos, 1 989 et 97 %; Cambodge, 1 998 et 95 %. Les autres pays asiatiques présentent une meilleure situation - statistiquement parlant - cela ne veut pas dire que les couches les plus pauvres de leurs populations ne connaissent pas des déficiences nutritionnelles plus ou moins fortes. Au Pakistan, par exemple, les officiels estiment avoir connu avec optimisme, que 2 % à 3 % seulement des adultes en milieu rural souffrent de malnutrition.

L'Inde, malgré un niveau de consommation moyen très faible, ne connaît pas de disettes à grande échelle depuis deux décennies. La production céréalière (dont le riz notamment) a atteint, en 1983-1984, 156 millions de tonnes. Ce résultat - le meilleur depuis cinq ans - est une politique de stockage (les réserves sont à un niveau record de 21,6 millions de tonnes), un système de distribution populaire relativement efficace, lui permettant de faire face à toute éventualité et d'enrayer les hausses de prix. Elle livre même du blé à PURSS et du riz au Bangladesh.

La vulnérabilité des Bengalis est soulignée par une épidémie de choléra qui a fait plus de 350 morts au cours des dernières semaines. Il en faut plus peut-être, pour attirer l'attention sur cette région du monde. Et pourtant, plusieurs études scientifiques ont montré qu'il existait des phénomènes préoccupants : en Inde, au Bangladesh, au Népal, le nombre de calories et de protéines consommées par habitant a tendance à diminuer et le déficit alimentaire, en conséquence, à augmenter; ce déficit quantitatif est aggravé par un déséquilibre qualitatif : diminution, notamment, de la consommation de protéines d'origine végétale, en raison du fait que les cultures de riz ou de céréales ont pris la place de celles des traditions légumineuses. Ces études relèvent également des inégalités et déséquilibres nutritionnels importants entre régions, entre villes et campagnes (en Inde, 56 % des consommateurs ruraux, mais 71 % des urbains souffrent de sous-nutrition), entre catégories sociales (en Inde encore, plus un agriculteur possède de terres, plus il consomme de calories et de protéines), mais aussi, au Bangladesh, entre sexes, entre parents et enfants d'une même famille. Dans ce pays, les femmes et les filles seraient désavantagées par rapport aux hommes et aux garçons, et leur malnutrition augmenterait la mortalité infantile.

Dans l'étude la plus complète faite à ce jour sur le problème alimentaire en Inde, Pierre Spitz écrit que « le danger de famine occasionnelle et massive y persiste pour le cas où il y aurait deux ou trois sécheresses importantes et récoltes déficitaires successives ». Là où le niveau de consommation est le plus faible et le déséquilibre nutritionnel le plus grand (1).

GÉRARD VIRATTE.

(1) Food Systems and Society in India, United Nations research institute for social development (Genève).

Amérique latine : des zones circonscrites

En Amérique latine, il existe une seule région dont la situation correspond, jusqu'à un certain point, à celle du Sahel africain - c'est-à-dire où une population relativement nombreuse et techniquement peu préparée doit faire face à un phénomène de désertification dû, pour l'essentiel, à la sécheresse : le Nord-est brésilien.

Dans cette zone grande comme cinq fois la France et peuplée de 35 millions d'habitants, des centaines, des milliers peut-être, d'enfants sont morts de faim durant l'année 1983, qui a marqué le point culminant d'une longue période sans pluie, commencée en 1979.

Les gouvernements brésiliens conscients de ce dernier quart de siècle estimant, pourtant, avoir tout prévu pour empêcher, à l'avenir, le retour de la calamité - ces périodiques retraites (exodes) de populations souffrant de la faim et de la soif, « flagellées », selon l'expression imagée de la langue portugaise. En particulier, des retenues d'eau, des lacs « collinaires » avaient été créés, parallèlement à des travaux de plus vaste ampleur visant à faire servir le grand fleuve du Nord-est, le rio São-Francisco, à des fins d'irrigation.

Le cas de Haïti, autre pays d'Amérique latine qui connaît la famine, est un peu différent. Selon les spécialistes des organisations internationales, la République caribéenne connaît actuellement un processus de désertification lié à l'action de l'homme. Une population de plus en plus nombreuse, en raison d'une natalité galopante, et la plus pauvre, en dépit de l'hémisphère occidental, a défriché de vastes parties du territoire afin d'utiliser le bois comme source d'énergie pour la cuisson de ses aliments. Il s'est ensuivi un lessivage et une insolation excessive des sols, avec la conséquence habituelle : la stérilisation de la terre.

La disette est désormais endémique à Haïti - ce que traduit l'émigration à travers la mer des Caraïbes de ces « boat people » de l'Ouest -, essayant de gagner le Venezuela, les Bahamas ou les États-Unis à bord d'embarcations de fortune. Certaines années, la situation tourne carrément à la famine : celle de 1977, par exemple, avait fait environ 3 000 morts. Haïti est un des pays les plus assistés de la

planète : mais la corruption du gouvernement du président à vie Jean-Claude Duvalier est telle que toute cette aide n'atteint pas, tant s'en faut, la population en détresse.

Il convient enfin, à propos de l'Amérique latine, de faire état d'une sous-nutrition dont est victime de façon chronique toute une partie de la population indienne majoritaire dans certaines hautes terres des Andes, en Bolivie, au Pérou, en Équateur, ainsi que, en Amérique centrale, dans certaines zones du Guatemala et du Salvador. Une relative surpopulation, l'insuffisante diversification des cultures (due elle-même au sous-développement technologique ou à la répartition de la terre) expliquent cette situation.

1 100 morts au Bangladesh, de mai à septembre, n'est malheureusement qu'une tragédie banale, à l'échelle du sous-continent (le Monde du 27 septembre).

Les conséquences de ces crises seront toutefois prolongées et très graves pour les populations affectées (environ 5 millions de personnes bénéficieront actuellement de programmes de secours) : 6 millions d'hectares de cultures ont été endommagés, et cela sera sensible sur les ressources et la production dans les régions frappées (le nord-ouest du pays). A un déficit chronique de la production agricole alimentaire, il faut ajouter des pertes estimées à 1,5 million de tonnes de céréales pour l'année 1984-1985 (de juillet à juin). On s'attendait que le Bangladesh importait pendant cette période 2,7 millions de tonnes de céréales (chiffre record), au titre de l'aide internationale (celle du Programme alimentaire mondial

JEAN-PIERRE CLERC.

**LOUIS VUITTON**  
MAILLERIE À PARIS  
FONDÉE EN 1854  
Marque française déposée le 5 avril 1979  
En renouvellement depuis le 21 mars 1983  
Marque internationale du 22 juillet 1989

Jugement définitif 3 octobre 1978 Marseille  
Condamné GIGI PORCELLI BARETH CREATIONS, AU SAC MODE, CREATION JEAN IMBERT, LYON COUTURE  
Validation, saisie-contrefaçon, contrefaçon déloyale, contrefaçon, infraction, dommages-intérêts.  
B.C.C. René Blumstein Avocat à la Cour.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en  
**Vente de fonds de commerce**  
Tous les lundis, dans le journal "Les Annonces"  
En Vente Partout 3,60 F et 36 F. Mails, 75011 PARIS. TEL. (1) 835.30.20

Beaucoup, aussi, au Brésil. L'Eglise notamment met en cause le système de tenure de la

terre.

La disette est désormais endémique à Haïti - ce que traduit l'émigration à travers la mer des Caraïbes de ces « boat people » de l'Ouest -, essayant de gagner le Venezuela, les Bahamas ou les États-Unis à bord d'embarcations de fortune. Certaines années, la situation tourne carrément à la famine : celle de 1977, par exemple, avait fait environ 3 000 morts. Haïti est un des pays les plus assistés de la

planète : mais la corruption du gouvernement du président à vie Jean-Claude Duvalier est telle que toute cette aide n'atteint pas, tant s'en faut, la population en détresse.

Il convient enfin, à propos de l'Amérique latine, de faire état d'une sous-nutrition dont est victime de façon chronique toute une partie de la population indienne majoritaire dans certaines hautes terres des Andes, en Bolivie, au Pérou, en Équateur, ainsi que, en Amérique centrale, dans certaines zones du Guatemala et du Salvador. Une relative surpopulation, l'insuffisante diversification des cultures (due elle-même au sous-développement technologique ou à la répartition de la terre) expliquent cette situation.



# politique

## Le brouillard des idées

### II. - Contorsions idéologiques dans un tunnel économique

par PHILIPPE LABARDE

A gauche, la recherche d'une identité n'est pas l'exercice du pouvoir, à droite, la mise en œuvre de la politique. Si la droite paraît déjà politiquement victorieuse, gauche et droite sont dans le brouillard des idées (le Monde du 13 novembre). Dans ce domaine, les repères sont plus apparents que jamais, mais la confusion est totale. D'autant qu'il est difficile de prendre modèle à l'étranger.

Out ! On respire. La vague libérale n'a pas tout emporté. Certes, elle n'est pas prête à se retirer ; mais, ce n'est pas tout. On trouve quelques « kamikazes » pour rappeler que l'Etat a participé à l'essor industriel du pays, ou à une meilleure répartition des richesses. Par les temps qui courent, il faut un certain culot pour rappeler ces évidences ou déclarer, comme M. Rocard, que la gauche doit se souvenir qu'elle est la gauche. Le ministre de l'Agriculture aurait-il voulu se faire qualifier d'« archaïque » qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Qui ose encore évoquer le débat droite-gauche ? Au rancart, ces vieilles lunes ! Aujourd'hui on est moderne ou pas, selon le brouillard.

Dans moments pour les idéologues et les observateurs, qui ont quelque mal à discerner les frontières qui séparent les sociaux-démocrates des gauchistes, et les libéraux des libéraux sociaux, sans compter les réagissants ou les thésauriseurs.

Le peuple de droite s'y perd et le peuple de gauche n'est pas mieux.

loti. Ah ! c'est bien fini de l'Etat de grâce. Mai 1981. Rappelez-vous, tout y était ou presque : la gauche nationalisait, relançait par la consommation, relevait les bas salaires, imposait les grandes fortunes, acceptait un déficit budgétaire. Rien n'y manquait : ni la planification - rénovée bien sûr et démocratisée - ni la volonté politique, arme absolue pour franchir tous les obstacles. On allait voir ce qu'on allait voir ! Eh bien, on a vu ! De plan de rigueur en plan de rigueur, de retour aux grands équilibres en obstacles « incontournables », la gauche a - glé - sous l'œil attentif, puis bienveillant des « milieux financiers internationaux » qui, pour être difficilement identifiables, n'en sont pas moins fort influents.

Les « experts » ont pris leur revanche. Pas les amateurs. Les révoqués ou les « charlatans », non. Les vrais experts avec un grand « E », ceux qui, dès lors qu'ils sont au pouvoir, vous disent gravement qu'il « existe pas d'autre politique possible ».

L'avantage de ces experts, on l'a bien compris, c'est qu'ils sont interchangeables puisqu'ils disposent de l'« outil » : la compétence. Leur inconvénient est que le citoyen de base a quelque mal à les différencier. S'il a voté pour la majorité, il ne comprend pas toujours, lorsque son salaire est à peine supérieur au SMIC, que la progression de son pouvoir d'achat est une menace.

sieste pour l'économie nationale. S'il est chômeur, il a quelque peine à accepter une réduction de ses droits approuvée par certains syndicats. Plus généralement, il éprouve des difficultés à épouser l'évolution d'un pouvoir, qui clame bien haut la nécessité de réduire les prévisions obligatoires, baisse pour ce faire la fiscalité directe, puis redonne aux pauvres quelques centaines de « nouveaux », à défaut de « modernes », a fait appel à la solidarité. Confronté à un socialisme à géométrie variable, teinté de « modernité », d'une bonne dose d'opportunisme, l'électeur de gauche a quelques raisons d'être perplexe. Mais au train où vont les choses, son homologues de droite risque fort de se trouver bientôt lui-même en difficulté.

Si la critique suffit parfois pour prendre le pouvoir, elle ne permet pas - l'expérience le prouve - de définir un projet de gouvernement. Tout ira pour le mieux dans la mesure des mondes de l'opposition si cette dernière pouvait bénéficier d'un tel pouvoir : rendez-vous le pouvoir et nous retourner ce que nous avons fait. Manifestement ce slogan lui paraît peu mobilisateur.

Elle devait donc trouver autre chose et ce fut - miracle de l'imagination - la « découverte » du libéralisme. Ce n'est-on dit, écrit sur cette « révolution » qui allait enfin permettre de libérer les énergies créatrices, fonder les imaginations,

remettre l'Etat à sa vraie place, bref permettre de créer cette « société de liberté et de responsabilité » à laquelle aspirent tous les Français étouffés par la bureaucratie socialiste ou le libéralisme socialiste tout court.

Il fallait être bien malveillant pour s'interroger sur les raisons qui avaient empêché l'opposition si longtemps au pouvoir de mettre en œuvre ces recettes miracles, ou bien mal intentionné pour rappeler que le RPR était l'« héritier » d'un gauchisme fort interventionniste, pour ne pas parler du « libéralisme avancé » de M. Giscard d'Estaing, assimilé par des esprits malveillants à une social-démocratie « rampante », dans laquelle la puissance publique jouait une assez jolie partition.

Bah ! Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis et l'on ne saurait raisonnablement reprocher leur enthousiasme à ces « surfers » de la vague libérale, éblouis qu'ils étaient par les triomphes politiques de M. Thatcher et de M. Reagan.

Bien sûr, l'exemple anglais n'est pas vraiment présentable. M. Thatcher a certes réduit l'inflation et rendu leur dynamisme aux entreprises, ce qui, par les temps qui courent, n'est pas une mince affaire. Le malheur veut que, pour l'instant, ce regain de dynamisme se traduise par plus de trois millions de chômeurs, un effondrement du nord du pays et une colonisation de

l'industrie britannique par les Japonais et les Américains dans laquelle les mauvais esprits voient une juste revanche de l'histoire ! On en serait de la curie du Nord ? Interrogeant ceux qui ne désignent pas de penser pour gens incapables d'accepter le nouveau statu quo.

Le Thatcherisme en sommeil. Il reste heureusement le rattachisme. Voilà un truc qui marche, qui court même. Cinq, six, sept millions d'emplois créés, on ne sait plus, le dollar au plus haut, les industries de pointe en pointe, l'automobile ravivée, les Américains de nouveau fiers de l'être. Dice alibi au cash-flow : quel bilan !

Ne nous privons pas de lui sur les causes de cette réussite et ses limites, sinon pour citer M. Guy Sorman, auteur fort lu de la Révolution conservatrice américaine qui, dans un récent article du Point, rappelle qu'entre 1981 et 1983, le prélevement fédéral sur le revenu national est passé de 27,8 % à 31,6 % et que l'échec de M. Reagan aura donc été son incapacité à faire reculer l'Etat ! A qui se fier ?

La réflexion triomphante du président américain va-t-elle relancer la grande foire au libéralisme ? Ce serait étonnant. Certes, la dénationalisation, la liberté pour les entreprises, la baisse des prélèvements obligatoires - comment y échapper ? ne sont toujours à l'ordre du jour, mais il est symptomatique que M. Jacques Chirac ait pu déclarer : « Il ne me paraît ni sain ni réaliste

d'imaginer que la société française puisse devenir une société libérale à l'état pur ». Donc, pas de libéralisme pur.

Mais libéralisme quand même, si l'on croit du moins M. Gattaz qui « s'est réjoui très sincèrement du programme du RPR », parce qu'il voyait que cela allait « dans le sens du libéralisme ». Dur, dur, plus dur encore, si l'on se souvient de la médiane - le mot est faible - du CDS à l'égard de cette doctrine ; tandis que M. Barre qui se dit libéral, garde un sourire qui en dit long.

Bref, les contorsions idéologiques-modernistes de la gauche n'ont d'égal que celles de la droite, l'une et l'autre étant toujours dans le tunnel économique. Le drame est que ni les uns ni les autres ne permettent de discerner un projet. Laissons donc le dernier mot à Pierre Bourdieu, qui dans un entretien accordé au Nouvel Observateur, déclarait : « Le technicisme - chez Lénine c'était l'électricité, aujourd'hui c'est l'électronique - se combine le plus souvent avec l'économisme pour suppléer à l'absence d'une véritable intention politique, fondée sur une connaissance approfondie du monde social. Les hommes politiques ont appris un peu d'économie, mais ils sont toujours à peu près aussi nuls en sociologie... ».

Prochain article :

LA GAUCHE « KLEINEX », par JEAN-YVES LHOMEAU.

#### LA PRÉPARATION DE LA CONVENTION DU PS SUR LA MODERNISATION

#### Le CERES envisage de déposer un texte concurrent de celui de la direction

Le texte qui sera soumis à l'ensemble des sections du PS, dans le cadre de la préparation de la convention nationale de modernisation et de progrès social - de la mi-décembre, sera officiellement « homologué » le 15 novembre.

Le CERES envisage de déposer alors un autre texte qui ne porterait que sur les points qui pour lui soulèvent des difficultés.

Cette hypothèse se concrétiserait vraisemblablement si les dernières réunions de la commission nationale composée à la proportionnelle des courants ne conduisent pas à apporter au texte des modifications suffisantes pour que le CERES estime que le texte sort d'une logique selon laquelle « la modernisation s'impose à toute politique », comme l'a dit le secrétaire du PS, samedi 10 novembre.

M. Motchane estime, comme il l'a écrit dans l'éditorial de la revue *En Jeune* (le Monde du 6 novembre), que « la véritable réalisation consiste à reconnaître que la maîtrise du progrès technologique est un problème politique ».

Nous publions ci-dessous des extraits du texte de la commission tel qu'il se présentait avant les dernières réunions.

Le texte affirme d'abord que « parce qu'ils ne croient ni au déterminisme inéluctable de l'histoire ni à la solution unique aux crises », les socialistes « entendent souligner devant le pays ce qui différencie aujourd'hui la droite et la gauche face à ce problème ». Parce que nous sommes socialistes, continue le texte, nous voulons la modernisation, mais pas seulement celle de l'appareil productif, également celle des rapports sociaux et de la société elle-même, au service des valeurs qui sont les nôtres, et à travers une méthode simple et sûre qui a nom : l'avantage de démocratie.

Le texte analyse ensuite « la société française en crise face à la mutation », pour affirmer : « La crise que traverse aujourd'hui la France et les autres pays industrialisés trouve ses origines bien avant les chocs pétroliers, dans l'assouplissement et le démantèlement des mécanismes qui avaient permis les trente années de croissance de l'après-guerre. Le texte souligne que les « premiers aspects de la crise » ont été « amplifiés par la formidable mutation technologique qui les accompagne ». « L'ensemble de cette crise et de ces mutations, continue le texte, est (...) en train de remettre fondamentalement en cause les forces sociales et les rapports de production dans notre pays ».

La mutation que traverse la France est jugée « sans précédent » pour quatre raisons : « par sa nature (...), par sa rapidité (...), par ses leaders (...), par la mondialisation de l'économie ».

Le texte note à ce propos : « Une issue purement française à la crise est devenue du domaine de l'illusion ; le problème du choix des partenaires internationaux, européens en particulier, indispensables pour relever le défi, est au cœur de toute stratégie ».

Le texte considère que la mutation « s'impose » à la France, pour

des raisons déjà exposées dans l'introduction qui accompagnait le questionnaire envoyé dans les sections (le Monde du 5 octobre).

Sous le titre « La droite veut restaurer », le texte affirme : « Utiliser le progrès technique à la seule fin d'abaisser les coûts de production en délaissant l'emploi et la rationalité de la reconstruction, c'est encourager et de profit et non aux problèmes des hommes. Cela signifie-t-il que les socialistes (...) désintéressent de la concurrence et du profit ? (...) Non pour le premier terme. Quant au second (...), la survie d'une économie dont toutes les entreprises seraient défilées ne pourrait être assurée. Le profit est nécessaire, pour autant que son utilisation soit dictée par l'intérêt de tous et non au bénéfice des seuls détenteurs du capital ».

A propos des restructurations, le texte note qu'elles constituent parfois « des points de passage obligés » mais ne sont jamais « des fins en soi ». L'objectif, souligne le texte, doit bien être d'utiliser les mutations technologiques pour transformer la société elle-même en améliorant les conditions de vie de tous les hommes. Aux yeux des socialistes, les mutations technologiques ne prennent leur sens qu'inscrites dans un projet social qui ne se résume pas à des mesures d'accompagnement (...) mais guide l'action par les valeurs qui sont les nôtres ».

Des bienfaits

Le texte expose ensuite longuement que « la modernisation est portée par les socialistes », car « la droite n'a pas modernisé ». Conclusion de cette partie : « La droite, qui a raté la modernisation, n'a pas d'alternative à cette politique. L'application de ses modèles conduirait au contraire à une aggravation de la crise ». Ses propositions sont alors dénoncées, avant que le texte n'expose « les contradictions du PC » sur l'analyse de la modernisation.

Selon le texte, le PCF développe « des positions parfaitement contradictoires. D'un côté, il exalte le progrès technique, qui, pour lui, est presque synonyme de progrès social. Mais d'un autre côté, il adopte une attitude très corporatiste, refusant toute évolution au niveau des entreprises et l'idée même que puissent y exister des surprofits dans certains secteurs. Ce faisant, en prétendant se battre mieux qu'aucun pour l'emploi aujourd'hui, le PC sacrifie l'emploi de demain ». Le texte qualifie ensuite d'« irréaliste et dangereuse » la « stratégie de repli-

(fermeture relative des frontières...) proposée par le PCF et « clairement écartée en mai 1983 ».

Le texte explique ensuite longuement comment « la modernisation a été engagée dès 1981 », parce qu'elle constitue « une chance pour la France » : « L'histoire, explique le texte, montre (...) que toutes les sociétés et tous les peuples ont permis de tirer de la modernisation des bienfaits. Plus encore que dans le passé, une modernisation bien utilisée peut contribuer aujourd'hui à libérer l'homme : en permettant à chacun de disposer de davantage de temps libre et de loisirs (...), en améliorant les conditions de travail, les qualifications, voire la nature même du travail (...) en développant la créativité dans des entreprises à taille humaine (...) en permettant de réduire le fossé entre l'espace urbain et l'espace rural (...) en offrant aux consommateurs, aux usagers, de nouveaux biens et services utiles (...) en favorisant la lutte contre la permanence ou la renaissance de scandales comme la faim ou le sous-développement (...) en facilitant l'émergence d'une société plus démocratique, faisant davantage appel à la créativité et aux capacités de chacun ».

Selon le texte, « le risque majeur » de la mutation « concerne l'emploi ». « Maîtriser la mutation », suppose donc, en particulier, « des garanties » pour éviter qu'il ne soit « le problème de chômage prenne une ampleur telle que ses conséquences seraient insupportables pour la société française ». A cet égard, le texte souligne à propos des mesures mises en place depuis 1981 : « clairement, ces mesures ne peuvent être que des palliatifs. Elles marquent cependant le souci important de trouver les solutions d'avenir nécessaires ».

Le texte note, à propos de « l'emploi de demain » : « le chômage ne se résout véritablement (...) que lorsque la modernisation de notre économie, si longtemps différée, commence à porter ses fruits. Si le chômage est l'absence de modernisation d'hier, la modernisation, c'est l'emploi de demain (...) ». La mutation technologique fait éclater le cadre de l'organisation du travail. Désormais, l'on ne pourra plus exercer un métier dans sa vie, mais l'on devra en occuper plusieurs successivement ; les périodes de formation alterneront avec les périodes de travail. La politique de l'emploi ne doit donc plus être défensive ; il ne s'agit plus d'indemniser les dégâts de la crise, mais d'inciter à la mobilité et à l'évolution des savoirs et des savoir-faire (...). La formation constitue (...) la clé de cette mobilité (...) ».

l'Intelligence devient désormais une des composantes essentielles de la valeur ajoutée (...) parce que la formation doit déboucher sur des emplois répondant aux besoins d'une économie en mutation, elle ne peut désormais se concevoir et s'exécuter en vase clos. Il faut, au contraire, former aux emplois de demain avec et dans l'entreprise ».

A propos de la réduction du temps de travail, le texte note : « A moins de produire indéfiniment des objets de moins en moins nécessaires, il faut, pour que le chômage n'accompagne pas l'accroissement de productivité, qu'une part aille à la reprise du mouvement salariale vers une durée de travail régulièrement réduite. Le texte qui estime qu'il s'agit là, non seulement de solidarité, mais aussi de « réalisme économique » note que le problème de la compensation salariale associée à cette réduction du temps de travail, avant d'être « il convient par ailleurs d'aborder la réduction de la durée du travail plutôt en termes de réduction de la durée de durée hebdomadaire ».

A propos des « nouvelles solidarités », le texte affirme la nécessité de « prendre la mesure des phénomènes d'exclusion sociale » et les combats, notamment en luttant contre la « précarisation » de certains emplois. Quant à la pauvreté, le texte note : « la pauvreté, phénomène déjà ancien, est le stade ultime d'un mal profond qui vient de loin ».

Le texte affirme ensuite le refus par les socialistes du démantèlement de la protection sociale et souhaite au contraire une « efficacité améliorée par une prise en charge des problèmes par les acteurs locaux, et une attention supérieure portée à l'insertion par l'économie : le travail qualifiant reste la base de l'insertion sociale ». Le texte conclut sur ce point que « l'effort de réduction des inégalités sociales, qui touche aujourd'hui prioritairement les plus démunis, n'a sans doute pas été mené aussi loin qu'il l'aurait dû. Il doit être poursuivi par une action sur la fiscalité comme par la rationalisation des dépenses de la protection sociale ».

Bref, le texte note que « pour libérer la société », la « capacité d'initiative de l'ensemble des travailleurs est essentielle ». Par ailleurs, une « dynamique économique locale » doit être recherchée, par l'exploration des « espaces ouverts par les réformes de la décentralisation et de la planification ». Cette démarche, conclut le texte, « est historique ; elle doit être poursuivie et les conséquences doivent en être strictes en termes de financement ».

#### SELON L'HUMANITÉ

#### L'Etat, en France, est « à la dévotion » du « capitalisme en crise »

L'Humanité a commencé, le mardi 13 novembre, la publication d'une « enquête » sur les institutions de la V<sup>e</sup> République. MM. Jean-Paul Jouany, ancien conseiller technique au cabinet de M. Charles Fiterman, et Arnaud Spire, responsable de la rubrique « idées » de l'Humanité, insistent sur « la structure présidentielle et personnelle du pouvoir ». Ils citent M. François Goguel, selon lequel « M. Mitterrand a accentué encore la primauté présidentielle, en déplaçant la marge d'action du Parlement selon le principe : vous devez faire ce que j'ai décidé que vous feriez ».

MM. Jouany et Spire estiment que « ce présidentialisme à outrance nourrit, bien sûr, en France, l'antipathie ». « Jamais le sommet de l'Etat ne fut si impopulaire, si l'on en croit les sondages », observent-ils, pour aboutir à la conclusion suivante : « En discréditant les partis, les élus du suffrage universel et les institutions intermédiaires, le capitalisme en crise « joue gros » : sans mouvement populaire de masse, il dispose d'un Etat à sa dévotion ; mais, en affaiblissant les mécanismes institutionnels qui peuvent « amortir » les chocs de la lutte des classes, il se prive des remparts qui peuvent le protéger d'un éventuel mouvement populaire antérieur ».

OISE  
OXFORD INTENSIVE  
SCHOOL OF ENGLISH  
approuvé par le British Council

NOËL 84  
PRÉPAREZ  
EFFICACEMENT  
L'ÉPREUVE  
D'ANGLAIS

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral :  
BAC - HEC  
SCIENCES PO  
DEUG - LICENCE  
CAPES

Achetez à

## Belle Plagne

en multipropriété

Exemple de prix pour un studio/2 pièces - 4 personnes

1 semaine en janvier : de 17.000F à 37.500F

Vacances de Noël : de 67.500F à 108.000F

2 semaines en été : de 19.500F à 44.000F

Tarif Résidence Béryl septembre 1984

A Belle Plagne, station d'une conception originale en plein cœur du domaine skiable de La Plagne, investissez dans une formule astucieuse : la multipropriété. Vous achetez seulement le temps que vous désirez passer à la montagne. Vous n'avez plus à subir la course aux locations. L'appartement est parfaitement entretenu sans que vous ayez à vous en soucier. Vous n'avez pas de capital important à investir. Enfin, c'est un capital vacances transmissible à vos enfants.

\* Société d'attribution à temps partagé.

## À la Plagne

toute la montagne en 10 stations

Pour tous renseignements, téléphonez à

(1) 727.62.82

renvoyez ce bon à la Maison de La Plagne, 92, avenue Kléber, 75116 Paris.

DEMANDE D'INFORMATIONS GRATUITES

Veuillez me faire parvenir, sans engagement, une documentation gratuite.

☐ multipropriété ☐ séjour hiver

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FÉAL :

## DÉPASSER LE TRAC, S'AFFIRMER DANS LA PAROLE.

documentation  
sans engagement  
387 25 00







# Le rebondissement du débat sur l'insécurité

M. François Mitterrand s'est incliné, lundi 12 novembre, devant la statue de la République à Paris, devant la dépouille mortelle d'Odette Kessel, l'ouvrière tuée par un camion de la RATP (Yvelines), assaillie dans le dix-huitième et le neuvième arrondissement de Paris. « Beaucoup de Français éprouvent avec moi une grande peine et une grande pitié, en même temps qu'une révolte contre cette violence qui gagne du terrain. Il faut qu'elle en perde », a déclaré le chef de l'Etat. Parlant du jeune ouvrier tué, M. Mitterrand a ajouté : « Je suis venu m'incliner devant ce corps parce que je suis président

de la République française, et j'entends que la France soit avec moi présente ».

L'émotion sur la fatalité d'Odette Kessel, dimanche soir, à trois heures, celle de M. Jacques Nizula, un vigile, et de M. Jean-Pierre Pirault, fils du PDG de l'Entreprise, qui ont été assassinés à la prison de Versailles. L'assassin, le PDG, M. Pierre Pirault, a été incriminé de déshonneur de traces et d'indices.

Les organisations syndicales ont réagi très fermement, mais seule la CGT a appelé à un arrêt de

travail national de quinze minutes ce mardi et à une manifestation devant le siège du CNPF à Paris, la CFDT demandant seulement aux salariés d'observer un temps de silence dans leurs entreprises.

L'émotion provoquée dans le dix-huitième arrondissement par les assassinats de vieilles dames a relancé la polémique entre la majorité et l'opposition sur l'insécurité.

Le gouvernement, qui s'est engagé depuis plusieurs semaines dans une réflexion sur ces problèmes, envisagerait de concrétiser la priorité accordée à la prévention de la délinquance par la

création d'un secrétariat général à la prévention, placé auprès du premier ministre, à l'instar de ce qui existe pour la défense nationale (secrétariat général de la défense nationale). Il s'agirait d'installer durablement le dispositif animé par M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance.

Pour sa part, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a précisé, lundi soir, que les actions de France-Juive, qu'une centaine de policiers supplémentaires avaient été affectés à la surveillance du dix-huitième arrondissement.

## NEUF VIEILLES DAMES ASSASSINÉES A PARIS

### Les trois certitudes des enquêteurs

Les deux vieilles dames du premier étage au 8 de la rue Jacques Kellner, à Paris, n'entendaient plus, depuis près d'une semaine, les pas de leur voisine, Mme Pauline Victor, soixante-dix-sept ans, au-dessus de leurs têtes. Cette femme menue, avec ses éternels baskets et ses vêtements de pauvresse, ne faisait plus de bruit. On ne la voyait plus partir, chaque matin, faire ses courses.

Dimanche soir 11 novembre, une jeune voisine avait « senti comme une odeur de mort » en traversant la palier pour se rendre aux toilettes communes. Lundi, les deux voisines du premier étage sont montées au deuxième. Elles ont toqué légèrement à la porte, puis, très fort. La porte s'est alors ouverte toute seule. La brigade criminelle est arrivée presque tout de suite après.

Les inspecteurs ont photographié mentalement le petit immeuble avec son couloir sombre, la cour minuscule et glauque, les portes peintes jaunes avec des parpaings pour éviter que les logements vides et insalubres soient occupés. Ils ont photographié le couloir encore à terre, dans l'entrebaillement de la porte, la pèbre unique et la cuisine en désordre, les trois renaissances. Ils ont effleuré le « champ » du crime : le corps de Mme Victor au vol de purification, la tête enfoncée dans un sac plastique. L'horreur.

Depuis le 4 octobre, Mme Pauline Victor est la neuvième vieille dame assassinée à Paris, dont six dans le dix-huitième arrondissement. On imagine la scène : le ministre de l'Intérieur exigeant des explications du préfet de police, le préfet convoquant le patron de la P-1. Comme dans les films... Comme si le fait divers était saisi par la politique. Mais trêve de digression. Les enquêteurs n'ont pour l'instant que trois certitudes : « La concentration dans le temps et la concentration géographique de ces assassinats, ainsi que le constat d'une similitude dans le mode opératoire de ces crimes ».

### Fait divers et politique

Les enquêteurs ont, bien sûr, noté la manière de suivre la victime dégoûtée, revenant de son cours d'un bureau de poste, la façon de la bousculer alors qu'elle ouvre sa porte. Ils ont enregistré la violence sadique de ce ou ces criminels (s), pressés (s) d'obtenir, non sans la menace mais sous la torture, l'indication qui permettrait de voler quelques billets de 100 F. Séquences démenties qui se traduisent par la mort des victimes, étranglées, piégées et poignardées par des fils électriques, baillonnées par la gorge ou sac de plastique sur la tête.

Incohérence, paradoxe ou logique ? Le ou les criminels ne s'en

prennent pas à des personnes âgées. Les mêmes caractéristiques reviennent chez les neuf victimes : l'âge avancé, la solitude ou son apparence, la condition modeste. Un profil fréquent dans le dix-huitième. Les six vieilles dames assassinées dans cet arrondissement du nord de Paris l'ont été dans des appartements exiguës ou des mansardes. Et, dans la majorité des cas, le ou les criminels ont dû gravir les marches d'escaliers délabrés.

« Nous ne savons rien », disent les enquêteurs. Plus mensonge. Ils ont appris la topographie et les méandres de cet arrondissement par un travail, avec changement de décor à vue. La bourgeoisie à l'ouest, les artistes et les touristes au centre, l'industrie et les entrepôts à l'est. Sans compter Pigalle au sud, le ghetto de la Goutte-d'Or tout proche, les immenses ateliers et garages aux marchandises au nord, le pour-

approuvé, *mezza voce*, par MM. Claude Estier et Lionel Jospin. Mais alors que M. Juppé, comme le ralliement, crie haro sur l'insécurité, les députés socialistes veulent mettre un bâton à l'émotion générale.

Tâche difficile, délicate. On l'a vu, lundi, lorsque M. Estier s'est rendu dans le 18<sup>e</sup> arrondissement et que les électeurs lui ont demandé des comptes, lui signifiant leur

rejet : « Vous êtes des maîtres, des bords à rien », criait un groupe d'habitants.

« Je vous en prie, un peu de dignité », a répondu le député.

« Faites quelque chose, qu'on se voit attendre ? Envoyez des policiers, rétablissez la paix de mort ! »

« Vous savez très bien que cela n'a rien à voir. Ce n'est pas en criant qu'on résout ses problèmes. Vous ne savez rien de l'enquête. »

Des réponses défensives qui ont dit long sur l'embarras des socialistes. Ces derniers réclament, comme les élus de l'opposition, des policiers, encore plus de policiers, pour venir renforcer les cinq cent soixante-dix-huit fonctionnaires au poste dans l'arrondissement.

Dans l'opposition, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, paraît au plus pressé (lire d'autre part les déclarations du ministre à France-Inter). Les enquêteurs de la 2<sup>e</sup> division, de la brigade de répression du banditisme et de la brigade criminelle ont été mobilisés. « Nous ne savons rien », disent-ils. Et ce n'est peut-être qu'une moitié de mensonge. Les petites sommes volées, les bijoux et carnets de chèques dérobés, pourraient faire penser à des drogués : les torseurs infiltrés à des démons ; le nombre de victimes à une bande organisée. Mais, à chaque fois, le puzzle est incomplet. A chaque fois, le cas de l'une des neuf vieilles dames assassinées vient brouiller hypothèses et conclusions hâtives.

LAURENT GRELSAMER.

### LES RÉACTIONS

MM. Lionel Jospin, Claude Estier et Bertrand Delanoë, trois députés socialistes du dix-huitième arrondissement de Paris, estiment que « les conditions particulières de ces crimes ont des particularités à penser qu'il s'agit d'actes démentés ». Après avoir demandé « instantanément aux autorités de police de mener l'enquête avec toute la rapidité nécessaire » (...), ils « expriment leur indignation devant l'analyse et la récupération politique tentée par certains élus de droite, tel M. Jean-Pierre Pirault-Block », et ils considèrent que, « dans de telles circonstances, le devoir d'un responsable n'est pas de démentir un climat déjà tendu, mais de contribuer à déjouer des solutions efficaces ».

« Le Mouvement des radicaux de gauche estime que « les problèmes de sécurité, qui ne datent pas de 1981, ne se résoudront pas par l'investiture, par l'appel à la haine raciste ou catégorielle et encore moins par la contre-violence ». Pour le MRG, « il importe que le gouvernement prenne très au sérieux la montée de la violence et le sentiment profond d'insécurité qui en résulte chez les Français ». Il souhaite qu'un « effort exceptionnel et prioritaire » soit fait « pour donner à la police et à la justice les moyens d'assurer la sécurité des personnes et des biens ».

« La fédération de Paris du Parti communiste estime que « la police doit effectuer son travail et retrouver le ou les auteurs de ces crimes odieux ». Elle poursuit : « Il n'y a pas de doute que la police et l'angoisse des personnes âgées de Paris. Nous appelons les Parisiens et les Parisiennes à comprendre ces sentiments et à faire sentir aux personnes âgées qu'elles sont protégées, entourées de sollicitude par les gens de leur quartier ».

## La réponse du pouvoir

(Suite de la première page.)

Il n'est pas plus raisonnable de rendre responsables « le patron » (comme le fait la CGT) ou « les partis de droite » (l'Humanité) de la mort d'un ouvrier tué que d'accuser pratiquement le gouvernement d'avoir assassiné neuf personnes âgées.

Pourtant, une partie de l'opposition accorde, à Paris, le gouvernement. M. Jean Tibéri, adjoint RPR au maire de Paris, qui s'exprime au nom de M. Chirac, voit dans les « crimes » de la police les causes du mal.

« L'insécurité », affirme un autre adjoint au maire de Paris, M. Jean-Pierre Bloch, conseiller du dix-huitième arrondissement (UDF), qui réclame la démission du ministre de l'Intérieur.

Qui est responsable ? Les assassins, ou ceux qui sont supposés protéger les victimes ? Les magistrats socialistes méritent au même titre qu'un délit ou permission de s'arrêter ? Et le garde des sceaux ? Et le ministre de l'Intérieur parce qu'un policier est tué ? Et le président de la République, parce que le niveau de sa cote de popularité ne permettrait pas le respect de l'autorité de l'Etat, sans laquelle s'écroulerait le système d'insécurité ?

« L'acte en l'acte », remarque le ministre de l'Intérieur, avant d'ajouter : « Il ne faut pas nier la responsabilité individuelle d'un assassin dans la responsabilité collective de la société. Les magistrats ont le devoir de faire respecter la loi ». Placé par l'opposition, et sans doute par une partie de l'opinion, en situation d'accusé, le pouvoir refuse le terrain politique. Certains ont en mesure d'expliquer un désordre. Lui ne le serait évidemment pas, pour autant qu'il le souhaite.

M. Mitterrand s'en tient à une démarche constante : « Apaiser les passions. » « Si l'on vit d'insécurité, on ira la France », a-t-il dit lundi après s'être recueilli devant la dépouille mortelle de l'ouvrière tuée et après avoir visité la famille de l'une des vieilles dames assassinées. C'est, déjà, cette analyse et l'état des rapports de force politiques qui l'avaient conduit, l'été dernier, à mettre fin à la guerre sociale. Cette fois, M. Mitterrand n'en a rien à céder. Rien, surtout, à l'idéologie sécuritaire. Son ministre de l'Intérieur se situe sur la même ligne, attitude qui tranche avec le penchant de son prédécesseur pour les déclarations spectaculaires.

### Imprévoyance

Le spectaculaire, les raccourcis ou les effets de manche ne sont guère de mise en un domaine où seule la patience, la cohérence et le pragmatisme peuvent raisonnablement prétendre s'attaquer aux racines du mal : l'urbanisme mal maîtrisé, le conflit des cultures, le chômage et l'insécurité sociale qui en découle, la crise de légitimité des institutions policière et judiciaire, etc.

Faire croire l'inverse, c'est un fond, paradoxalement, sous-estimer la gravité de ce que révèle l'insécurité, qu'elle soit vécue quotidiennement, ou affaire de « sentiment » : elle dit l'ampleur de la crise sociale de nos univers citadins, l'absence de facteurs d'unité d'un pays bouleversé ces trente dernières années, bref un certain défillement du corps social.

Et c'est ici que le retard est lourd à rattraper. Que d'imprévoyance ! M. Pierre Joxe a pu ainsi souligner ces trente dernières années, bref un certain défillement du corps social, combien jusqu'ici la V<sup>e</sup> République, sans cesse soucieuse de parer à ses urgences qui font l'opinion d'un moment (la fin de la guerre d'Algérie, la contestation étudiante, les grèves ouvrières, plus récemment la petite délinquance) avait réussi ce paradoxe : doter la France qui s'urbanisait d'une véritable police rurale - la gendarmerie - privilégiée en moyens, en équipements, en formation, aux dépens de la police urbaine !

Cet interdit des « coups publicitaires » en matière de sécurité a été progressivement compris par le gouvernement de M. Laurent Fabius, après quelques tentatives contraires rapidement contrées par MM. Joxe, Badinter et aussi Gilbert Bonnemai-

son, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), dont l'accord sur le sujet, par-delà quelques divergences mineures et administratives, est manifeste.

L'intérêt de M. Fabius pour le dossier sécurité est ancien : ministre de l'Industrie et de la recherche, il avait volontiers « planché » sur ce thème lors d'un colloque organisé par l'association Espaces 89, le 25 mai dernier. Un exposé sans concessions, programme contre programme, opposant les « réalisations » de la gauche à l'« exploitation » de la droite, où le futur premier ministre soulignait déjà : « Pour la droite, l'insécurité, c'est la gauche ».

Dès son arrivée à l'hôtel Marignan, M. Fabius fit de la sécurité et de la prévention de la délinquance l'une de ses priorités, qu'il illustra, en août, par une visite, avec M. Bonnemaison, à Toulouse, ville pilote dans la prévention de la délinquance, très avancée en matière d'équipement policier. Le premier ministre soulignait à l'évidence l'absence de sa marque.

### Un secrétariat général à la prévention

Résultat concret de ce souci, selon les méthodes de travail du premier ministre : une réflexion écrite réclamée en septembre à M. Claude Silberzahn, son conseiller chargé de suivre ce dossier. Comme alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, mais ayant plus fréquemment occupé des postes d'outre-mer, ce préfet n'est pas un spécialiste du dossier sécurité. Sa réflexion, aux yeux des administrations concernées, reste trop générale. Elle traite tous les chapitres touchant peu ou prou l'insécurité : le cadre de vie, les jeunes et l'école, l'immigration, la police nationale, les prisons, etc.

Plusieurs ministres plaideront alors pour un éclatement de ces divers thèmes, traités spécifique-

ment, et pour le report du conseil des ministres sur la sécurité, plusieurs fois annoncé en octobre. « Pourquoi traiter les jeunes ou les immigrés sous le seul aspect de l'insécurité ? C'est évidemment réducteur, sinon dangereux », confiait à l'époque l'un d'eux. Ainsi, chaque département ministériel est-il réparti avec le dossier le concernant : M. Chevènement et l'Instruction civique, qui devrait être généralisée ; M. Joxe et la police nationale, dont il annonce la modernisation ; M. Quilès et le cadre de vie, pour l'amélioration duquel des crédits devraient être dégagés, etc. Reste la cohérence de l'ensemble qui, logiquement, est du ressort du premier ministre.

Le refus du spectaculaire n'exclut pas l'effet d'annonce, manifestant une priorité pour la sécurité. En l'occurrence, il s'agit d'inscrire dans la durée le dispositif animé par M. Gilbert Bonnemaison, d'autant plus que le premier ministre est président en titre du CNPD.

Pourquoi pas un secrétariat général à la prévention, à l'instar du secrétariat général à la défense nationale (SGDN), dispositif souple qui permettrait d'éviter les sempiternels arbitrages interministériels en un domaine qui ne peut se réduire aux prérogatives d'un seul ministre ? Ce secrétariat général regrouperait, outre l'équipe de M. Bonnemaison, certains secteurs des commissions « horizontales » chargées de lutte contre la toxicomanie, d'améliorer la vie dans les quartiers ou de l'emploi des jeunes...

Un dispositif de financement original serait trouvé par l'instauration d'une taxe sur les assurances : en payant pour la protection de ses biens, chaque citoyen paierait pour la sécurité de tous. La démarche du gouvernement est, au total, de promouvoir - à l'école, dans la police, par la justice et ailleurs - une pédagogie sociale et collective contre l'insécurité.

JEAN-YVES L'HOMEAU et EDWY PLENEL.

## LE MEURTRE DE GREGORY VILLEMEN

### Des élus de la majorité et de l'opposition souhaitent que l'enquête se développe dans la sérénité

De notre correspondante

Epinal. — M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction, devra rendre sa décision, jeudi 15 novembre au plus tard, sur la demande de mise en liberté de Bernard Laroché, l'assassin présumé de Gregory Villemén, demande de mise en liberté déposée le 10 novembre par ses avocats, M<sup>rs</sup> Paul Prompt et Gérard Weizer. L'affaire Gregory a suscité nombre de réactions sur la manière dont l'événement a été traité par les médias.

M. Philippe Séguin, député des Vosges (RPR), maire d'Epinal et vice-président de l'Assemblée nationale, a qualifié de « sociologie de la peur » les comptes rendus de certains médias. Il s'est déclaré plus « choqué » encore par « les interférences au niveau de l'instruction ». Selon lui, ces « interférences », ces « instructions parallèles », posent un grave problème pour l'avenir. Il faut, estime-t-il, mieux protéger la justice : « Je dirais qu'entre la nécessité d'informer et la sérénité de la justice, je choisis la sérénité de la justice ».

D'autre part, les élus socialistes et républicains des Vosges, réunis, samedi 10 novembre, sous la présidence de M. Christian Pierret, député PS et rapporteur du budget, ont exprimé, au sujet, leur désapprobation devant la présentation de l'affaire par les médias. Ils souhaitent « ce que l'enquête se déroule dans la sérénité pour que, ensuite, la justice sanctionne le ou les coupables de la façon la plus ferme et rigoureuse qui soit ». Ils suggèrent un gouvernement « de mettre en œuvre, après consultation du Parlement, des peines sévères, incompréhensibles, ne donnant pas lieu à des permissions de sortie, pour que la sanction soit en rapport avec l'extrême gravité du crime commis ».

Judi soir 15 novembre, M. Jean-Marie Le Pen sera à Epinal. Quelques heures auparavant, diverses associations de gauche et sections syndicales participaient à un meeting de protestation.

CLAUDINE CUNAT.

### LE STATUT PARTICULIER DE LA CAPITALE

Toutes les compétences en matière de sécurité publique relevant à Paris de la préfecture de police, placée sous l'autorité du préfet de l'Intérieur.

Les gardiens des parcs et jardins de la ville, dont les effectifs doivent être accrus, ne disposent pas de la qualité d'officiers de police judiciaire. Leur rôle est de surveiller, par leur présence, les infractions et, en cas de besoin, de conduire à la police ceux qui s'en rendent coupables dans les parcs, jardins et portiques appartenant à la ville. M. Chirac réclame le renforcement des moyens de la police nationale et s'est toujours refusé à demander la création d'une police municipale : la maire de Paris a cependant été récemment une délégation générale à l'assainissement de la protection des Parisiens confiée à M. Henri Cas, commissaire divisionnaire de la police nationale, ancien chef de cabinet du maire (Le Monde du 19 octobre 1984).

Cette délégation est chargée de proposer au conseil de Paris et aux pouvoirs publics des améliorations à la protection. M. Chirac a également envisagé de demander que les gardiens municipaux des parcs et jardins de la ville - qui ne sont pas armés - puissent exercer leur mission dans les rues piétonnes.

### « Rétablissez la peine de mort »

Dès lors, pas question pour la Mairie de Paris d'être associée ou qu'il que ce soit au laxisme éventuellement responsable de la série des neuf assassinats encore inexplicables. « En matière de police et de justice, les compétences de la Mairie sont égales à zéro », souligne M. Alain Juppé, conseiller du dix-huitième et maire-adjoint de Paris. Pour lui, le débat est désormais tranché (il y a jamais eu doute) entre insécurité réelle ou sentiment d'insécurité.

« Le dix-huitième, dit-il, est devenu le repaire numéro 1 de la drogue dans la capitale ».

La drogue ? On y revient. On ne peut qu'y revenir puisque tout le monde assure que le « nettoyage », au mois de mai de l'été Chabon, supermarché de la drogue proche de la gare de Lyon, a provoqué la dispersion vers le quartier des Halles et les treizième et dix-huitième arrondissements. Une migration ravageuse « en train de diffuser sur l'ensemble de l'arrondissement », explique M. Juppé, pour une fois

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS

Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL 260.28.01



# SOCIÉTÉ

## LE DÉBAT SUR L'INSÉCURITÉ

### M. Mitterrand : il faut que la violence perde du terrain

M. François Mitterrand est allé s'incliner, lundi après-midi 12 novembre, devant la dépouille mortelle d'Ozgul Kemal, l'ouvrière turque tuée samedi 10 novembre à Épône (Yvelines), puis devant celle de l'une des vieilles dames assassinées dans le dix-huitième arrondissement de Paris.

« Beaucoup de Français éprouvent avec moi une grande peine et une grande pitié, en même temps qu'une révolte contre cette violence qui s'abat sur le territoire. Il faut qu'elle en perde », a déclaré le président de la République en quittant les locaux de l'Institut médico-légal à Paris.

Parlant du jeune ouvrier turc dont il venait de saluer la dépouille mortelle, M. Mitterrand a ajouté : « Je suis venu m'incliner devant ce corps parce que je suis président de la République française, et j'entends que la France soit avec moi, présente. »

Comme on lui demandait si l'assassinat d'Épône était révélateur d'un climat social, il a répondu : « On ne peut pas sur le plan social généraliser, condamner un groupe socio-professionnel, prétendre qu'il s'agit d'un mot d'ordre ou d'une attitude portant condamnation sur une catégorie de Français. Mais il est certain que le drame du chômage, réel ou perçu, l'exaspération et, d'autre part, une certaine insensibilité aux misères qui frappent les plus pauvres, tout cela participe de l'événement tragique qui occupe aujourd'hui nos esprits. »

### M. Joxe souligne le renforcement de la police dans le dix-huitième arrondissement

Les attaques de vieilles dames dans le dix-huitième arrondissement de Paris « ressemblent à l'œuvre d'un fou, à l'œuvre d'un malade », a déclaré lundi 12 novembre M. Pierre Joxe, qui était l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter. Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, qui s'était rendu sur place dans la journée, a ajouté : « Je n'ai ni le droit ni l'intention de vous donner des informations sur l'enquête judiciaire en cours. Ce que je peux vous dire, c'est que les moyens mis en place pour que l'on envoie ces individus qui commettent ces crimes, sont extrêmement motivés par l'horreur de ces crimes. »

M. Joxe a expliqué qu'il avait vérifié avec le préfet de police que les dispositions qu'il avait décidées et « consistant à amener des effectifs supplémentaires dans cet arrondissement en prélevant sur un certain nombre de sections de districts venant d'autres arrondissements », avaient bien été prises. Une centaine de gardiens, selon le ministre, ont été affectés dans les lieux et ont reçu pour consigne de patrouiller trois par trois.

Le ministre de l'Intérieur a rappelé qu'il y a quelque temps que le problème du dix-huitième arrondissement (était) à l'étude. Il y a un commissariat dont la construction est prévue, les travaux de démolition des vieux immeubles commencent la semaine prochaine. Un certain nombre de mesures sont prises en matière de transmissions, d'améliorations des moyens des personnels qui se trouvent dans cet arrondissement.

Pour M. Joxe, l'inquiétude des habitants du dix-huitième a une « base objective » mais aussi une « dimension subjective ». Les mesures qui ont été décidées, a-t-il déclaré, doivent « jouer un rôle pour rassurer la population de ce quartier, dont [il] comprend qu'elle soit inquiète ».

Parmi les mesures à moyen terme auxquelles pense le ministre de l'Intérieur, figurent le rapatriement dans Paris intra muros des policiers que le coût des loyers a exilés en grande banlieue. M. Joxe espère en ramener dans la capitale dix mille.

« M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé des retraités et des personnes âgées, qui a fait part, lundi 12 novembre de son « indignation » et de son « horreur », a « invité les personnes âgées à rester prudentes sans céder à la psychologie de l'agression, à respecter plus que jamais les conseils traditionnels de sécurité » et à « résister » en aucun cas à faire appel aux services publics ». L'ancien secrétaire d'État chargé de la sécurité publique a ajouté : « Dans des circonstances aussi dramatiques, la sécurité doit s'exercer encore plus et tous les niveaux. La lutte contre l'isolement de nos aînés est un élément fondamental pour la maîtrise d'agglomération de ce type. Je milite ardemment en ce sens. C'est une des conditions permettant à notre société de donner aux personnes la sécurité et la tranquillité auxquelles elles ont droit. »

« Ce garçon, ce jeune Turc, seul dans la mort, qui fut longtemps seul dans la vie, c'est un spectacle détestable qu'il faut tenter de briser de notre société. Ma visite n'a pas d'autre signification », a observé le chef de l'État.

A une question sur les liens existant entre ce type d'événement tragique et les « discours extrémistes », M. Mitterrand a répondu : « Le seul discours à tenir aujourd'hui et demain, c'est celui de la concorde et de la compréhension. » « Je préfère », a-t-il dit, « ceux, trop peu nombreux, qui emploient les mots de l'amour et de la fraternité à ceux qui n'ont que la violence, parfois la haine, à exprimer. »

Mais je ne veux transformer, a-t-il ajouté, ni en argument social ni en argument politique l'événement qu'on nous fait déplorer. Mais les leçons sont quand même là, et, si l'on vit d'exaspération en exaspération, où ira la France ? Je suis là pour le dire aux Français. »

M. Mitterrand, qui venait également de saluer la famille de l'une des vieilles dames assassinées dans le dix-huitième arrondissement de Paris, a souligné qu'il entendait ainsi « bien marquer la solidarité et la vigilance qui s'imposent ».

Pendant ce bref moment passé à l'Institut médico-légal, le président Mitterrand était accompagné de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

« En quelques années », ce qui, estime-t-il, « changerait les conditions de la sécurité à Paris ». Sur les trente-cinq mille fonctionnaires de police travaillant dans la capitale, a-t-il précisé, deux cent cinquante seulement y habitent.

### M. TIBERI (RPR) : la carence du gouvernement

M. Jean Tiberi, député RPR du cinquième arrondissement, premier adjoint au maire de Paris, a déclaré : « Il ne suffit pas d'aller s'incliner devant les victimes de ces faits abominables ou de prononcer des discours qui ne rassurent plus personne. » « Ces crimes qui sont commis à Paris placent le gouvernement devant les lourdes responsabilités qui sont les siennes et, si, malgré les appels pressants, il s'est jusqu'ici montré incapable d'assumer. »

L'opinion juge sévèrement cette carence. Je demande qu'on y mette un terme. La population parisienne attend du gouvernement des actes. Cette angosse et cette inquiétude que j'exprime en son nom ne sauront rester sans réponse. »

La municipalité parisienne a décidé d'affecter au dix-huitième arrondissement l'essentiel des effectifs du corps des gardiens des parcs et jardins, qui compte un peu plus d'une centaine de membres, afin d'assurer dans les rues de ce quartier une présence plus visible des représentants de l'ordre public.

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF-rad.), conseiller de Paris, adjoint au maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, affirme dans un interview au *Quotidien de Paris*, daté du 13 novembre, que M. Pierre Joxe « est entièrement responsable de la situation actuelle ».

Pour l'ancien député, le ministre de l'Intérieur est « un meneur » car « tous les chiffres » sur la criminalité donnée par le ministre sont « faux ».

### Dites NON aux crimes de l'apartheid

Cent cinquante morts en quelques semaines, plus de vingt autres en deux jours : les mêmes racistes de l'Afrique du Sud poursuivent la massacre des hommes, femmes et adolescents qui s'opposent au monstrueux système de l'apartheid.

Pour protester contre la répression meurtrière, pour manifester la solidarité des démocrates français avec le peuple sud-africain, le MRAP appelle les Parisiens à venir déposer des fleurs à la mémoire des victimes de l'apartheid.

**Jeudi 15 novembre à 18 h 30**

devant l'ambassade d'Afrique du Sud 88, quai d'Orsay à Paris-7<sup>e</sup>  
Rassemblement à la station de métro INVALIDES  
Ce placard est payé grâce aux soutiens reçus après la publication de la pétition du MRAP contre l'apartheid dans le monde du 27 octobre 1984. Pour aider le MRAP à informer et agir, contributions, adhésions : Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MIRAP), 89 rue Oberkampf, 75011 Paris - Tél. : (1) 306-85-01.

## Trois inculpations après le meurtre d'un ouvrier turc à Épône

Trois inculpations ont été prononcées, lundi 12 novembre, par M<sup>me</sup> Jacqueline Dena, juge d'instruction à Versailles, après le meurtre d'Ozgul Kemal, l'ouvrière turque tuée samedi 10 novembre à Épône (Yvelines). Un vigile d'origine camerounaise, Jacques Nzunda, a été inculpé d'homicide volontaire et tentative d'homicide, et Jean-Pierre Pirault, fils de PDG de l'entreprise où travaillait Ozgul Kemal, a été inculpé de complicité d'homicide volontaire et tentative d'homicide.

Le PDG de la société, M. Pierre Pirault, a été, lui, laissé en liberté après avoir été inculpé de dissimulation de traces et d'indices en vue d'entraver le bon fonctionnement de la justice.

## L'isolement de la CGT

Comme c'était prévisible, tout le monde condamne le meurtre de Kemal Ozgul. Mais d'une organisation syndicale à l'autre, l'intensité de la réprobation varie comme la charge de la responsabilité. Pour la CGT c'est clair et net : c'est le patronat tout et la merge les pouvoirs publics locaux qui est responsable : « Il faut arrêter, affirme le communiqué du bureau confédéral, l'escalade de la violence organisée par le patronat. Seul syndicat à porter une telle accusation, la centrale de M. Krasucki est également la seule à appeler à un arrêt national symbolique de quinze minutes et à une manifestation devant le CNPF. »

La solidarité inter-syndicale devant de tels actes criminels s'étoile. Il y a sept ans, le meurtre d'un gréviste des Verrières mécaniques chamoisises de Reims avait amené la CGT, la CFDT et la FEN à lancer un appel commun à une grève nationale de cinq minutes. Aujourd'hui, la CGT se trouve quelque peu isolée sur le terrain syndical. La CGC n'adhère pas à propos du drame d'Épône à faire un amalgame douloureux entre « les patrons de droit divin et les salariés de Krasucki ». Cette absence d'unité dans le jugement des événements et dans la « riposte » s'explique par plusieurs raisons.

En premier lieu, il apparaît bien que la division syndicale est devenue telle en France que même des événements aussi tragiques ne parviennent pas à la surmonter. On a pu, toutes proportions gardées, voir une unité syndicale assez large se réaliser sur des événements internationaux comme la Pologne (sans la CGT) ou parfois même la Turquie ou le Chili. Mais une affaire française, surtout quand elle a une telle charge passionnelle, fait réajuster toutes les différences idéologiques fondamentales existant entre les syndicats.

Depuis longtemps déjà, une controverse délicate comme l'ouverture d'un procès de la liberté ne peut être défendue en association avec des organisations non démocratiques. C'est cette position qui l'avait déjà amenée dans le passé, à propos d'événements encore plus dramatiques comme lors de la guerre d'Algérie, d'affaires de Cheyenne, à rejeter de participer à la manifestation « unitaire » qui avait été organisée avec la CGT le 8 février 1962. Aujourd'hui, elle met en avant son refus de s'engager dans la voie de l'exploitation. Et le fait est que l'importante dimension politique donnée à cette affaire n'incite pas les syndicats, en dehors de la CGT, à se montrer en première ligne.

En l'occurrence cependant, il y a également un désaccord de fond entre la CGT et les autres syndicats : le premier rang desquels la CFDT quant au concept de responsabilité collective du patronat. La centrale de M. Mère le rejette — entendait réagir de plus en plus entreprise par entreprise et n'acceptant plus l'unité du patronat — la CNPF s'en indigna et le SNPM s'en alarma. Le président de la République lui-même, en allant s'incliner devant le corps du militant ouvrier, a refusé de « reconnaître » les responsabilités de la CGT. — « Pas question de transformer un fait divers en un tribunal contre le patronat, d'autant que les circonstances ne sont pas encore clairement connues », déclare le SNPM, qui s'oppose de la « campagne » contre les chefs d'entreprise. La CGT, ajoute-t-il, porte la responsabilité d'un accroissement sensible des violences dans les conflits de travail : de juin 1983 à juin 1984, près de trois cents occupations sauvages, une cinquantaine de séquestrations de patrons et de cadres.

« Syndicat de la magistrature : marginaliser les responsables. Il faut marginaliser les responsables d'abord », estime le Syndicat de la magistrature, pour qui « la réponse à la violence passe par un retour à la tolérance, à l'état de droit, à une véritable politique du dialogue social dans l'entreprise et les quartiers. »

« La CGT du Monde : que toute la vérité soit dite. — Le personnel CGT (GIA) du journal *Le Monde* condamne l'acte criminel et les violences patronales à l'encontre des travailleurs et de leur organisation syndicale, la CGT, à Épône (Yvelines). Il exige que toute la vérité soit faite sur cet assassinat et que les véritables responsables soient dénoncés, jugés et condamnés. Il ne pourra accepter plus longtemps que de tels actes se perpétuent dans l'impunité. »

## Deux mille manifestants à Mantes-la-Jolie « contre les truands du patronat »

Une manifestation s'est déroulée le 12 novembre de 17 h 30 à 20 heures dans les rues de Mantes-la-Jolie, à l'appel des sections locales ou départementales de la CGT, du PCF, du PS et de diverses organisations de gauche. Scandant le slogan « Pirault assassin, patronat complice », les participants s'étaient guère plus de deux mille — cinq mille diront les organisateurs — pour cette première démonstration à l'échelle locale avant la grande manifestation convoquée ce mardi à Paris « contre les truands du patronat ».

Le gros du cortège était constitué de syndicalistes cégétistes, mais aussi de nombreux hommes seuls aux habits pauvres, au visage grave, venus protester derrière les banderoles des mouvements turcs de diverses tendances contre la mort d'un des leurs. Peu de femmes parmi eux, si l'on excepte quelques militantes du mouvement turc liéri (marxiste-léniniste) ou de la Ligue communiste révolutionnaire (rouliste), et en fin de compte sans pas de Français, comme si cette affaire ne les intéressait pas ou comme s'ils craignaient une récupération politique de l'événement. On en comptait comme s'ils avaient peur.

Ce fut pourtant une manifestation très calme, très digne, malgré les cris hostiles à M. Galtzaf et au « patronat fasciste, complice des crimes ». Quelques problèmes de la paix seulement précédaient le cortège, à peine encadré par les membres du service d'ordre syndical, tandis qu'une vingtaine de cars de CRS stationnaient discrètement sous les arbres aux abords de la gare pour prévenir tout débordement. Mais à aucun moment les forces de l'ordre n'ont eu à intervenir.

Après s'être réunis à Val-Fourré — un quartier de grands ensembles où logent plus de 30 % de familles étrangères, les manifestants, dont certains portaient des caillots rouges ou des bougies allumées, ont défilé derrière une grande effigie du jeune Ozgul Kemal, « militant CGT et communiste, victime des truands du patronat ».

Le cortège a fait halte vers 19 h 30 aux abords de la rue de la Croix-Ferrée où M. Jean-Yves Gaudon (CGT) a donné lecture du télégramme de M. Georges Marchais rendant hommage à la mémoire d'Ozgul Kemal « qui venait de rejoindre les rangs du PCF » et affirmant que le sang du jeune homme « aura pas coulé en vain ».

Un ouvrier turc des établissements Pirault et fils a pris la parole pour exhorter ses camarades à « réclamer leur droit contre les exploiteurs et les assassins ». Un peu plus tard, le cortège s'est dispersé sans incidents devant le palais de justice.

## Vive émotion en Turquie

Ankara. — Les événements d'Épône et de Châteaubriant ont, à un jour d'intervalle, durant le week-end, plusieurs ouvriers turcs ont été assassinés et d'autres blessés, ont naturellement trouvé un grand retentissement dans la presse turque. Les journaux soulignent plus particulièrement la nature « raciste » de ces attaques, avec d'autant plus d'étonnement, que jusqu'à maintenant, la France passait pour être un pays de bon accueil pour les quelque cent mille travailleurs turcs.

Le quotidien *Gunes* du lundi 12 novembre titre : « Sauvagerie à la française. Deux Turcs fusillés à Paris », tandis que, dans une interview donnée, il y a plusieurs semaines, au correspondant à Paris du même journal, M. Jean-Marie Le Pen indique : « Nous sommes décidés à sauver la France du danger des immigrés et à recourir aux armes s'il le faut. » Au cours de cet entretien, il a duré deux heures, le président du Front national expose longuement son programme de lutte contre l'immigration.

## COMPARAISONS

En renvoyant dos à dos, dans son communiqué *Le Monde* du 13 novembre) les « patrons de droit divin » et les « salafes de Krasucki », la CGC a surpris, d'autant qu'elle en réitérait à un incident survenu le 30 octobre dernier et qui était alors passé inaperçu.

« Une bande de voyous CGT (...) ouvrait le feu sur une défilation de la CGC chez Duclouff dans le Parc-de-Dorme », affirme le texte confédéral. En réalité, et selon la fédération de la métallurgie CGC elle-même, les faits ne sont pas comparables au drame d'Épône.

Sur une route à proximité de l'usine de Sainte-Florine (une localité de la Haute-Loire proche d'Issoire) où est installé le principal établissement de Duclouff, de nuit, deux « patrouilles » composées de deux véhicules se sont rencontrées, l'une comprenant des militants CGT, l'autre du personnel d'encadrement qui n'est pas affilié à la CGC. Dans le premier groupe, un individu a fait usage d'un pistolet d'alarme. « Nous avons dénoncé la violence par la violence », explique la fédération de la métallurgie CGC, qui publie un communiqué dans ce sens sans mettre en cause la CGT, et envoie en télégramme à M. André Salignon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, « parce qu'il est le dirigeant de l'organisation majoritaire dans le premier collège chez Duclouff ».

## De notre correspondant

M. Le Pen réaffirme que les richesses de la France doivent appartenir, avant tout, et tout naturellement et incontestablement, aux Français. Il ajoute : « J'aime la France plus que tous les autres pays, l'Europe plus que tous les autres continents, et je le dis ouvertement. Car, si j'étais le président de l'UNESCO ou celui de la Croix-Rouge, je parlerais certainement différemment, mais je suis le président du Front national (...). Ceux qui sont mécontents de nos conditions n'ont qu'à s'en aller, et ceux qui restent doivent se conformer à nos règles, respecter nos traditions, nos mœurs et notre patrimoine national, pour s'élever ensuite (...). Je ne permets de quelque façon que ce soit que la France soit ruinée. Nous sommes prêts à recourir aux armes, à la guerre s'il le faut, afin d'empêcher cette éventualité (...). Permettez-moi que je plémorise que vous avez appelé pour réparer votre robe et se couche dans votre lit ? Les misérables, voleurs de votre argent, et alors il n'y aura plus d'argent d'or. »

À la question du correspondant de *Gunes* qui lui demande « Que faites-vous en Algérie ? », le chef du Front national répond : « Je fais ce que je dois faire. »

## Dans la Loire-Atlantique

### MANIFESTATIONS A CHATEAUBRIANT

Frédéric Bonlay, le jeune chômeur qui avait tué deux Turcs et blessé cinq autres, le dimanche 11 novembre, à Châteaubriant (Loire-Atlantique), a été inculpé d'assassinat et de tentative d'assassinat et écroué à la maison d'arrêt de Nantes.

La population de Châteaubriant a manifesté, lundi, de différentes manières, sa consternation. Un millier de lycéens ont observé le silence au centre-ville, où la fusillade avait éclaté. Les employés de la société Haard, employant la grande majorité des chefs de famille turcs de la ville, qui avaient débarrayé pour témoigner de leur solidarité, ont également manifesté. Syndicats et partis de gauche, enfin, qui accusent l'extrême droite d'avoir « une responsabilité directe » dans cette affaire, avaient appelé à une manifestation dans la soirée.

M. Xavier Huault, maire de Châteaubriant et député non inscrit de Loire-Atlantique, a souhaité que « cette dramatique affaire » ne soit pas « récupérée par certains ». Le conseil municipal, à l'unanimité, a assuré la communauté-turque de la « solidarité » et de son « soutien ».

## De notre correspondant spécial

STRASBOURG. — « On fait parler Le Pen, mais on ne le laisse pas parler. » Le président du Front national, qui siège actuellement à l'Assemblée européenne, cache-t-il mal son irritation, mardi matin, devant ce qu'il appelle l'« exploitation de citations truquées » ? Il estimait « scandaleux » que des propos tenus il y a plus de quatre mois, aient pu être présentés comme des réactions aux incidents d'Épône et de Châteaubriant.

M. Le Pen rappelle qu'après le scrutin du 17 juin il avait donné près de deux cents interviews au cours desquelles il avait toujours abordé les questions de défense nationale. « Je ne me souviens pas, disait-il, des déclarations exactes faites à la journaliste de *Gunes*. » M. Le Pen réclame que celle-ci, « par le type de questions qu'elle posait, devait être d'extrême gauche ». « Toutefois », ajoutait M. Le Pen, « je n'ai jamais dit à propos des immigrés que j'étais prêt à prendre la destruction de la France ». « C'est tout à fait contraire à ce que j'ai dit et ce que j'ai écrit au centre de l'affaire d'Épône et que l'on dit que c'est M. Le Pen. » Pour renforcer son argumentation, le président du Front national rappelle qu'il a toujours été opposé à la création de milices. — M.S.

## M. LE PEN DÉMENT AVANT TENU LES PROPOS QUE RAPORTE LA PRESSE TURQUE

De notre envoyé spécial

STRASBOURG. — « On fait parler Le Pen, mais on ne le laisse pas parler. » Le président du Front national, qui siège actuellement à l'Assemblée européenne, cache-t-il mal son irritation, mardi matin, devant ce qu'il appelle l'« exploitation de citations truquées » ? Il estimait « scandaleux » que des propos tenus il y a plus de quatre mois, aient pu être présentés comme des réactions aux incidents d'Épône et de Châteaubriant.

M. Le Pen rappelle qu'après le scrutin du 17 juin il avait donné près de deux cents interviews au cours desquelles il avait toujours abordé les questions de défense nationale. « Je ne me souviens pas, disait-il, des déclarations exactes faites à la journaliste de *Gunes*. » M. Le Pen réclame que celle-ci, « par le type de questions qu'elle posait, devait être d'extrême gauche ». « Toutefois », ajoutait M. Le Pen, « je n'ai jamais dit à propos des immigrés que j'étais prêt à prendre la destruction de la France ». « C'est tout à fait contraire à ce que j'ai dit et ce que j'ai écrit au centre de l'affaire d'Épône et que l'on dit que c'est M. Le Pen. » Pour renforcer son argumentation, le président du Front national rappelle qu'il a toujours été opposé à la création de milices. — M.S.

La correspondante à Paris du quotidien turc *Gunes* nous a confirmé, mardi matin, que lors de l'entretien en question, lequel avait été précédé plusieurs fois par des interruptions, c'est bien dans la discussion sur la situation des immigrés en France que M. Le Pen avait évoqué les racéistes aux armées.



Le Monde

culture

EXPOSITION

ARCHÉOLOGIE CHINOISE AU GRAND PALAIS  
Bronze, pierre, céramique

« Zhongshan : tombes des rois oubliées ». Le titre de l'exposition qui vient de s'ouvrir à Paris au Grand Palais laisse imaginer de considérables merveilles, d'insondables mystères. Or si l'on découvre, en effet, de bien belles œuvres ou de fort passionnants objets, il convient de rester calme. Zhongshan, c'est un peu comme si nous envoyions en Chine une exposition sur la poterie de Saintonge, on sur deux siècles d'archéologie dans la Marche. Quelles qu'en puissent être les qualités, on ne peut pas dire qu'elles soient représentatives de toute la civilisation française, ni aptes à faire connaître aux Chinois, petits et grands, notre histoire et notre art.

Pour situer Zhongshan, à moins qu'on ne soit déjà familier de l'art chinois, l'idéal serait une visite préalable au musée Guimet ou au musée Guimet. On n'en retirera aucune information sur notre royaume perdu, ou plutôt retrouvé, mais on mesurera mieux l'importance relative de l'ensemble présenté au Grand Palais. Zhongshan serait-il alors, comme Toufan, le petit pays sans nom qui n'est finalement que la tombe intacte et de pouvoir susciter trois millénaires après sa mort, l'engouement et la passion des foules ?

Nice. Zhongshan n'est pas même Toufan, mais par sa rareté archéologique. Et il faut regretter qu'au lieu d'une exposition au printemps, l'an passé, il nous ait été si peu donné l'occasion depuis dix ans de mesurer vraiment le spectaculaire développement de l'archéologie chinoise, après ce terrible rétrograde culturel que fut la révolution du même nom. Il est en ce sens étonnant que la France n'ait pas su

trouver le moyen de faire venir « Sept Mille Ans de Chine », l'ensemble présenté à Venise il y a un peu plus d'un an (le Monde du 4 août 1983). On y voyait vraiment les « insondables mystères » que la Chine a tirés de son sol.

Zhongshan n'est que Zhongshan, mais c'est déjà ça de pris. Zhongshan se situe, historiquement, au temps de la dynastie des Zhou. Plus précisément, le royaume semble trouver son origine dans la période dite des Printemps et automnes (770-476 av. J.-C.), son apogée et sa ruine dans celle des Royaumes combattants (475-221 av. J.-C.) qui marque justement la fin des Zhou, et l'arrivée de la dynastie Qin. Vous voyez qu'un séjour à Cornuschi ou à Guimet n'est pas forcément inutile !

Géographiquement, Zhongshan est tout aussi facile à situer. C'est un territoire de 200 kilomètres de long environ sur 100 de large, dans l'actuelle province du Hebei, au sud-ouest de Pékin. Les voisins de notre petit pays sont trois des sept Royaumes combattants, Yan, Zhao et Qi, auxquels il faudrait ajouter Wei, par-delà Zhao, à qui Zhongshan dut douze fois son existence en 409 avant notre ère.

L'histoire de Zhongshan reste peu connue. Vadime Elieff, commissaire général de l'exposition (et qui dirige le musée Guimet) nous en fournit avec toute la précision possible les éléments à l'heure actuelle connus, dans son introduction au catalogue (1). Au début, les Bai Di, nomades assez redoutables, venus de territoires voisins, qui, on se souvient, étaient fondés ce qui va bientôt devenir un duché. En 414, le duc Wu s'installe à Gu, pro-

mière capitale, qui doit bientôt laisser ce rôle à l'autre « grande » ville du pays, Lingshou. En 323, le prince de Zhongshan prend le titre de roi. Ce roi Cao aura deux successeurs, Shi et Shang, avant qu'un sort contraire dans les guerres avec ses puissants voisins ne conduise le

jeune royaume à sa disparition pure et simple, en 296 avant notre ère.

Voilà la brève et triste histoire du royaume de Zhongshan. Mais cela n'empêche pas cet épique pays de construire une civilisation qui, fragilité politique ou pas, guerre ou pas, révèle un remarquable abontis-



Lampe photographique, bronze et argent. IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C.

sement, un art très élaboré. Cela sans doute est vrai pour toute la Chine à l'époque des Royaumes Combattants, comme le souligne Vadime Elieff. Les travaux d'irrigation qui, en 1973, quatre ans après la révolution culturelle, furent entrepris à Sanjiang (canton de Ping-shan) ont été la chance de Zhongshan. Ils conduisirent à la redécouverte de la nécropole dont les tumuli, pourtant restés visibles, échappaient depuis plus de deux mille ans aux regards, aux consciences. Soixante tombes ont, depuis 1974, fait l'objet de fouilles, et vingt mille pièces ont été mises au jour, la plus grande partie d'entre elles provenant de deux tombes royales. Un document exceptionnel trouvé dans l'une de ces deux tombes (mais qui ne figure pas au Grand Palais, sa rareté en interdisant la sortie de Chine) est le plan de bronze des mausolées royaux, tels qu'ils auraient été construits (peut-être) sans le sort contraire de Zhongshan. Comme une trace d'architecture, restituée par la cartographie, qui permet de donner un cadre, un contexte aux quatre-vingt dix pièces de l'exposition.

L'exposition comporte trois ensembles d'importance : le bronze, la pierre, la céramique. Le premier qui occupe tout le haut de la salle, et la passion de ces Chinois de l'âge du fer, marque sa prédominance dès l'entrée : cinq imposantes enseignes (sur sept probables à l'origine), en forme de trident. Elles appartiennent à la tombe du roi Cao. Devant le palais ou sur le char, en période de guerre, elles signaient la présence du roi. Huit vases tripodes (sur neuf) proviennent de la même tombe, comme la quasi-totalité des pièces exposées. Là encore, ils révélaient un privilège royal (les autres n'en avaient que trois, cinq ou sept, selon le rituel des Zhou), et leur solide majesté recouvrait, lors des cérémonies dans les morts, des mets aussi exquis que du bœuf, du mouton, du porc, du poisson, de la viande séchée, des viscères de bœuf et de mouton, de la peau de porc, du poisson cru, de la viande crue.

Vin bleu

De ces merveilles gustatives, il ne reste, on s'en doute, pas grand-chose. Pourtant on verra plus loin à quel miracle peut consentir parfois le temps en matière de conservation. Dans d'autres vases de bronze exposés, les archéologues ont retrouvé du vin, à l'authentique odeur de vin, mais qui a pris, l'âge aidant, une belle et profonde couleur bleue. La série des bronzes, qui lacerent ou se défont vite selon la main ou le goût de chaque visiteur, donne quelques autres points forts : une série de socles sculptés destinés à porter des écrans, dont un tigre dévorant un faon, féroce et féroce, et, surtout, un personnage photographié à tête d'argent, bizarrement lampé qui trouve les formules de sa beauté dans la plus compliquée, la plus alambiquée des conceptions. Un objet, un superbe objet en or : un pied de haliborde, aux incrustations d'argent et de pierre noire.

La céramique, dont la tendance est alors de se soumettre aux formes, à la domination du bronze, a cependant l'originalité d'une brillante couleur noire, et quelquefois des motifs surprenants, comme l'oiseau, au centre d'un bassin rituel (numéro 87). Parmi les pierres, jade, néphrite ou cristal de roche, parmi les incrustations de disques (cel à l'origine), pendentifs ou anneaux, l'attention va inévitablement à un jeu de liubo (une sorte de jacquet). A faire se damner tous les amateurs de jeux, les collectionneurs de pierres et les passionnés de la Chine résumés.

Si rituelles, si rares que soient toutes les pièces exposées, on aurait aimé que la présentation, fort décorative et séduisante, laisse davantage de place à l'archéologie, à peu près absente sauf de quelques panneaux à l'entrée. Et qu'elle aide, mieux qu'elle ne le fait, à la compréhension des objets et de leur fonction.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Le catalogue a pour auteurs, outre Vadime Elieff, Daniella Elieff-Polde et Jean-Paul Desroches, commissaires scientifiques de l'exposition avec Jacques Gies (100 F). Des projections de documentaires sur différents aspects de l'archéologie chinoise ont lieu tous les jours au Grand Palais. L'Ecole de Louvre y organise, à l'auditorium 104, des conférences zébrées, en revanche, sur Zhongshan. Enfin des « voyages » en Chine, entre le musée Guimet, le Grand Palais et les fouilles, expliquent l'exposition aux groupes scolaires.

\* Exposition organisée par l'Association française d'action artistique Grand Palais, jusqu'au 4 février 1985. Ouvert tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures ; le mercredi, jusqu'à 22 heures.

« Cal », un amour d'Irlande

Un jeune rhéomane, catholique, Cal, tombe amoureux de la nouvelle bibliothécaire Marcella, largement plus âgée. Autour, le conflit irlandais fait rage, l'arrestation anglaise tente plus mal que bien de maintenir un semblant d'ordre. Cal a le sur de se battre pour la cause. Quoi qu'il en soit, il affronte l'intolérance, est sollicité d'aider l'I.R.A., il se fait tabasser par les protestants. Personne ne veut l'écouter.

S'il voulait faire le pays avant de connaître Marcella, le grand amour le transformerait. Cal ne vit plus que pour Marcella, pour conquérir Marcella, veuve d'un policier au service du pouvoir, cet un an plus tôt par un commando auquel il a à contre-cœur prêté assistance. Le film prend soudain des allures épiques, une Brève rencontre d'aujourd'hui tel qu'il peut s'en vivre encore dans nos sociétés occidentales.

Par O'Connor, auteur un peu plus âgé (toujours en Irlande) du très bon *The Dances of the Gods*, qui lui permit de faire le bond du petit au grand écran, compose l'ambiance, son décor, par petites touches significatives, selon une tradition très anglaise. Et soudain la passion décline, sans violence, mais ignorant toute morale. Cal et Marcella s'aiment réellement. Ne jouant jamais sur l'effet du moment, le coup de théâtre, Cal a l'honnêteté et la franchise d'une tragédie en mineur, sans issue, un peu à l'image du conflit irlandais aujourd'hui. Il est interprété par deux acteurs exceptionnels, John Lynch et Helen Mirren (prix d'interprétation féminine à Cannes).

LOUIS MARCORRELLES.

\* Voir les films nouveaux.

Le baiser breton

Murs de pierres sans âge, pâles lumières, porte ouverte sur le néant. La petite salle d'Essalon est devenue l'our d'amour, un roman de Rachilde adapté et mis en scène par J. Champeyge, avec Elodie Beaz, Jacques Camblin, André Leconte.

C'est une étrange histoire de possession. La tour d'amour est un phare qui s'élève dans les gorges bretonnes. Un jeune, un vieux, et, autour, la mer déchaînée fantasme et fantasme. Le jeune pense à se suicider grâce au « baiser breton » (c'est-à-dire un baiser et un baiser) d'une adolescente. Mais les morts saisissent les vifs, et il terminera ses jours, seul, avec la tête coupée d'une femme.

L'écriture échevelée de Rachilde draine le fantastique et l'épique. Plus qu'une adaptation du roman, J. Champeyge en a fait un découpage. La forme récite obligé les comédiens à un jeu distancié. Dans le décor réaliste et mystérieux à souhait, dans cette mise en scène signée, précise et délicate, sans pousser au grand-guignol, on aurait aimé quelques choses de plus chaud. L'ironie y est, avec un peu trop de pudeur dans la folie. Quand même, grâce aux comédiens et en particulier à Jacques Camblin (le jeune), on découvre un texte très beau, qui entraîne dans ses dévies.

COLETTE GODARD.

\* Théâtre Essalon, 18 h 30.

Damier de vie et de mort

L'Intruse, de Maurice Maugham, c'est la mort. Celle qui se faufile par le trou de la serrure, qui profite des fenêtres ouvertes, des fumées dans les murs. Elle marche à pas de loup, arrachant aux douces coupes de minuit des sonorités de glas. Sur son passage il y a des bruits inhabituels, entourés de silence.

Il se agit quatre sous des lundis crues à la sentir s'approcher. L'aveugle la perçoit plus violemment que les autres. Pour-être cherche-t-il à l'attraper sur lui, afin de l'éloigner de sa fille qui dort trop profondément dans la pièce voisine.

Les quatre comédiens sont assis, immobiles, nefs tendus à l'extrême. Vêtements de nuit, très blancs de vieilles, ils sont comme au damier de vie et de mort. Jacques Nibret et Didier Bégout ont, avec un minimum d'effets, réussi à faire naître la mort, présente, palpable, insupportable. Un cruchetier dont on voit peu disponible pour suivre les débordements de Léonie : celle de Georges Feydeau dans *Léonie* est en essence.

Sur le point d'écrouler avant terme. En compagnie de son époux et de ses parents, sous l'œil consterné de la bonne, elle subit, regarde et exprime, nerveuse et folle, les douleurs de l'infantisme. Pour secouer cette première épilepsie, il y a la sage-femme, matrone au cœur amoncelé comme se coiffe de chapeau pour défrayer à domicile.

Si la comédie est faite par l'événement tragique - l'enfant de Léonie restera un ange puisque sa grossesse est nerveuse - le rire grignote et l'humour badigeonne de noir l'instant par les moments de franche rigolade, c'est ce qui manque ici. Feydeau-penseur, Feydeau-philosophe à se manier, certainement. Mais il ne faudrait pas oublier sa fantaisie et son petit grain de folie.

CAROLINE DE BARONCELLI.

\* Théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie de Vincennes, 20 h 30.

MUSIQUE

LES CONCERTS AU MUSÉE GRÉVIN

Des interprètes à découvrir

Ceux qui n'aiment pas le musée Grévin prétendent que la ciré est triste.

L'association Les Musiciens amoureux, qui organise des cocktails bulles parmi ces figurants immobiles à l'entrée de leurs concerts fleuves, espère bien prouver qu'elle peut être gaie (1). Quant aux Masters' concerts, dans la première saison se déroule également dans le ravissant théâtre (trois cents quarante places) de ce musée extravagant, ils n'ont aucune prétention de cet ordre : ils se contentent de proposer à l'attention des mélomanes une série de manifestations portant un peu des sentiers battus dans la mesure où le talent des artistes

invités dépasse parfois leur renommée, à cause de leur jeunesse ou parce qu'ils n'ont pas eu souvent l'occasion de se produire en France ; ainsi des pianistes comme Valéry Aftanasyev (le 19 novembre), Joseph Villa (le 26 novembre), Jean-Louis Stoumman ou le mezzo Martine Dupuy (le 4 décembre) qui s'est illustrée récemment dans *Ludo Silla*. Mais il y aura aussi le violoniste Subramaniam qui interprétera de la musique classique de l'Inde du Nord (le 5 décembre) ou le contre-ténor René Jacobbe dans un répertoire nouveau pour lui et pour nous : Mozart, Haydn et Schubert, accompagné par Christian Ivaldi (le 11 décembre).

Ce n'est là qu'un aperçu de ces programmes conçus par Marc Sinas et dont on peut se procurer la liste en s'adressant au musée Grévin (2). La soirée inaugurale, le 9 novembre, a permis d'apprécier à la fois l'acoustique réaliste et excellente d'une salle qui se révèle idéale pour la musique de chambre, et de découvrir une violoniste lettonne (née à Riga, elle fit ses études à Moscou puis à Londres), Eva Grabina, accompagnée par Theodore Paraskevopoulos dans un programme traditionnel - Schumann (1<sup>er</sup> Sonate), Debussy et Franck - où se glissait la *Sonate pour violon seul* de Prokofiev dont l'intérêt n'est peut-être pas aussi évident.

Dés l'abord, et tout au long du concert, Eva Grabina a fait preuve d'une sûreté technique sans exceptionnelle, que de fugitives défaillances n'informaient en rien : la sonorité est pleine, sachant être puissante quand il le faut ou devenir immatérielle ; le phrasé enfin, toujours irréprochable, révèle une parfaite musicienne. Il est plus difficile de se faire une opinion sur le tempérament d'une interprète chez qui la volonté semble l'emporter sur la spontanéité, ce qui n'a rien d'anormal en soi puisqu'il s'agit de l'art sans maîtrise, mais encore faut-il qu'après avoir été chassé, le naturel revienne au galop ; il paraît ici encore un peu bridé.

Theodore Paraskevopoulos est un partenaire plus qu'un accompagnateur, et, même s'il joue sur un piano à demi fermé, on reconnaît le grand

pianiste à qui l'on doit plusieurs enregistrements de Debussy et d'Ecosse ; il sait se faire discret, mais pas plus qu'il n'est nécessaire, et, toujours attentif aux moindres inflexions du violon, il crée une parfaite osmose entre les deux instruments. Son entente avec Eva Grabina semble faite pour durer puisqu'ils se produiront à nouveau, dans un programme sensiblement différent, le 17 décembre dans la même salle.

D'ici là, le théâtre du musée Grévin aura accueilli un opéra-drame de Graciane Finzi, *Il était trois fois*, sur un livret et dans une mise en scène de Gilbert Lévy (directeur artistique du Théâtre musical Grévin), dont les représentations auront lieu tous les jours à 20 h 30 (sauf les lundis et mardis) à partir du 15 novembre et jusqu'au 31 décembre.

GÉRARD COMÉ.

(1) L'association Les Musiciens amoureux (10, rue Castex, 75004 Paris) propose une série de huit concerts autour de grands interprètes : Bernard Kravtzen le 20 novembre, Hugues Cuénod le 5 février ; de compositeurs : Fauré le 13 décembre, Schubert le 29 avril ; ou de thèmes : l'Espagne (19 janvier), les universitaires. Les concerts commenceront à 20 h 30 tantôt à 19 h 30 et seront retransmis en direct à Paris par France 3 (97.2 MHz).

(2) Musée Grévin, 10, boulevard Montmartre, 75009. Tél. : 770-85-05.

Catherine Deneuve

Marguerite Duras

livre-cassette

des femmes

Théâtre Ouvert

DERNIERE 24 novembre

théâtre éclaté

noises d'Enzo Cornmann

Ne ratez pas l'occasion de lire plus tard : "Ty était" (L'Express). Une vraie œuvre théâtrale d'aujourd'hui (révolution). A voir coûte que coûte (télécom). Le spectacle le plus original de ce début de saison (Le Nouvel Observateur). Distribution "haut de gamme" (Le Monde). Un commando de comédiens extras (Libération). Superbement réglé (L'Humanité). C'est très actuel (Le Quotidien). Mise en scène très cinématographique (Le Monde). Acoustique remarquable (France Inter). Longue brûlante, violente (Téléjournal). Chien.

le Jardin d'hiver

4 bis rue Veron 75011

l'Assiette au Bœuf

38,90 F et 48,90 F s.n.c.

PARIS - 12<sup>e</sup> Champs-Élysées (87)  
- Place St Germain-des-Près (6)  
- 20 Bd Montmartre (97)

ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE

DIRECTEUR JACQUES MERCIER

LUNDI 19 NOVEMBRE 20 H 30 SALLE PLEYEL

SOIRÉE MUSIQUE Russe

DIRECTION VLADIMIR FEDOSSEIEV

JEAN JACQUES KANTOROW VIOLON

MOUSSORGSKY PROKOFIEV TCHAIKOVSKI

Une Nuit sur le Mont Chauve 1<sup>er</sup> Concerto pour violon Symphonie n° 4

LOC. SALLE PLEYEL - 3 FNAC - SPECTAMATIC



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<b>BOULEVARD SAINT-SEVERIN</b> Mardi 6 et 13 novembre à 21 h (p.a. Brossard / Musical / Musical)	<b>ATELIER MUSIQUE de VILLE-D'AVRAY</b> Dir. : JEAN-LOUIS PETIT <b>BACH :</b> autour des 3 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> BRANDENBOURG	<b>SALLE GAVEAU</b> Mardi 20 novembre à 18 h 30 Violoncelle	<b>1 HEURE AVEC... Philip BRIDE</b> Violoncelle <b>NAGATOMI</b> Piano MOZART
<b>THÉÂTRE MUSICAL DU MUSÉE GREVIN</b> 10, 11, 12 novembre de 10 heures à 21 heures De mercredi au dimanche Loc. 18, 20, 40 (Vallée)	<b>«IL ÉTAT 3 FOIS...»</b> Opéra drôle en 3 actes de Graciane FINZI	<b>SALLE GAVEAU</b> Vendredi 23 novembre à 20 h 30 (Werner)	<b>Trois concerts pour harpe ZABALETA</b> ORCHESTRE P. KUENTZ BOHLEDEU : Concerto ROBERT : Concerto SERRAVALLO : Concerto (version pour harpe du compositeur)
<b>THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA</b> SALLE FAVART Dimanche 18 novembre à 20 h (p.a. Vallée)	<b>CONCERT MOZART HAYDN</b> par les SOLISTES de l'OPÉRA Pierre Doukan	<b>SALLE CHOPIN-PILEY</b> Vendredi 23 novembre à 20 h 30 Violoncelle	<b>Samuel BARTOS</b> BACH, SCHUBERT, BEETHOVEN, CHOPIN, BARTOK
<b>SALLE DES BILLETTES</b> Dimanche 18 novembre à 17 h (p.a. Kluge)	<b>WILLIENCOURT violoncelle</b> N. BENSOUSSAN piano <b>BEETHOVEN</b>	<b>SALLE PLEYEL</b> Dimanche 18 novembre à 17 h 45 (p.a. Vallée)	<b>CONCERTS INTERNATIONAL MARGUERITE LONG JACQUES THIBAUD</b> Epreuves de VIOLON NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de RADIO-FRANCE
<b>THÉÂTRE MUSICAL DU MUSÉE GREVIN</b> 10, 11, 12 novembre de 10 heures à 21 heures De mercredi au dimanche Loc. 18, 20, 40 (Vallée)	<b>CONCERTS LAMOUREUX</b> Dir. : Et KASS RMSKY-KORSAKOV, TCHAIKOVSKY, KATCHATURIAN, STRAVINSKY	<b>THÉÂTRE MUSICAL DU MUSÉE GREVIN</b> 10, 11, 12 novembre de 10 heures à 21 heures De mercredi au dimanche Loc. 18, 20, 40 (Vallée)	<b>BERGEN</b> Dir. : Karsten ANDERSEN Sol. : Eva KRAMER, piano SAERUD - BRIS - BRAHMS avec l'appui du ministère des relations extérieures (A.F.A.A.)
<b>THÉÂTRE MUSICAL DU MUSÉE GREVIN</b> 10, 11, 12 novembre de 10 heures à 21 heures De mercredi au dimanche Loc. 18, 20, 40 (Vallée)	<b>MASTERS/CONCERTS au piano : Valery AFANASSIEV</b> 1 <sup>er</sup> prix Reine Elisabeth BACH, BEETHOVEN	<b>THÉÂTRE MUSICAL DU MUSÉE GREVIN</b> 10, 11, 12 novembre de 10 heures à 21 heures De mercredi au dimanche Loc. 18, 20, 40 (Vallée)	<b>ORCHESTRE COLONNE</b> Dir. : Michel CORBOZ Chœur de l'Orchestre Helle HINZ, Henri LEDROIT, Noël MACKIE, Bernard KRUYSSEN, TERSA, BERGANZA J.-B. BACH, Magnificat, DURUFE, Requiem

**PIANO** ★★★★★  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
Lundi 26 novembre, 20 h 30, 8 déc., 29 janv., 31 janv., 20 h 30  
**QUATUOR AMADEUS**  
Intégrale des Quatuors de BEETHOVEN  
Loc. 723-47-77

**RÉCITAL DE PIANO**  
Vendredi 16 novembre, à 20 h 30  
**ROBERT SILVERMAN**  
Grand Prix de la Société Luth de Belgique  
Clavier de Brême, Berlin, Hambourg  
CENTRE CULTUREL CANADIEN  
5, rue de Constantin (71) - 551-35-73  
Métro Invalides - Entrée libre

**CONCERTS**  
Radio France  
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

**GRAND AUDITORIUM**  
Vendredi 16 nov., 20 h 30  
Dir. ARMIN JORDAN  
Jacques Vandeweyer, harpe  
MAYEN - KRONBERG  
LIEBH - RAVEL

**PRESTIGE DE LA MUSIQUE**  
Récital de piano  
Dimitris SGOUDROS  
SCARLATTI - BEETHOVEN  
CHOPIN - LISZT

**GRAND AUDITORIUM**  
Mercredi 21 nov., 20 h 30  
Récital d'orgue  
GASTON LITAZE  
COUPER - BACH - FRANCK  
DUPRE - VIERNE  
Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

**ORCHESTRE DE PARIS**  
Directeur : Daniel Barenboim  
MUSIQUE SYMPHONIQUE  
Salle Pleyel - 20h30  
14, 15, 16 novembre  
Bernard Haitink, direction  
DEBUSSY - MOZART - FRANCK

**Important :**  
Le concert du 16 novembre a été réservé au public abonné pour lui en faciliter l'accès.

22, 23 novembre  
Evgeni SVETLANOV, dir.  
Mstislav GUTMAN, violoncelle  
DVOŘAK - RIMSKY-KORSAKOV

28, 29 novembre  
Rafael KUBELIK, direction  
MAHLER : SYMPHONIE N° 7

5, 6 décembre  
Claude BARDON, direction  
Mstislav ROSTROPOVITCH  
violiniste  
HAYDN - GHOSIAKOVITCH  
FLORENTZ - TCHAIKOVSKY

MUSIQUE DE CHAMBRE  
Salle Chopin-Pleyel  
18h15

29 novembre  
Albert TETARD, violoncelle  
BACH : 1<sup>re</sup>, 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> SUITES POUR VIOLONCELLE SEUL  
LOCATION  
SALLE PLEYEL ou 548.07.04

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LA TOUR D'AMOUR :** Théâtre Esséen (278-46-43), 18 h 30.  
**LE BOULEVARD PANTAGON :** Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30.  
**PARLONS FRANÇAIS II :** L'Espresso (544-37-34), 18 h 30.  
**LA BÉLÈVE :** Marigny-Salle Gaveau (225-20-74), 21 h.  
**LE RETOUR DE LA VILLEGATURIÈRE :** Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30.  
**LE BLUFFEUR :** Michodière (742-95-22), 20 h 30.  
**AMOUR ET COULEUR :** Tristan Bernard (522-08-40), 21 h.  
**MELI-MELOMAN II :** Théâtre des Mathurins (265-90-00), 20 h 45.  
**CHAMBRES CALMES, VUE SUR LA MER :** Théâtre de la Plaine (842-32-25), 20 h 30.  
**COMMEDIA DELL'ARTE :** L'Espresso I (544-37-34), 18 h 30.

Les salles subventionnées

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Les Corbuses.  
**ODÉON** (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : l'Illusion.  
**PETIT ODÉON**, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : le Mal du pays.  
**TEP** (346-80-80), Théâtre, 20 h 30.  
**CARRE SELVA MONFORT** (331-28-34), 18 h 30 : Orsola ; 20 h 30 : la Pense.

Les autres salles

**ANTOINE - SIMONE BERRIAU** (208-77-11), 20 h 30 : le Sablier.  
**ARTISTE-ATHLETES** (379-06-18), 19 h 30 : le Journal de Jules Renard.  
**ARTS-HERBERTOT** (387-43-23), 15 h : Moi ; 21 h : le Pain du ménage/M. Verne.

**ESPACE MARAIS** (384-09-31), 18 h : Pique ; 20 h 30 : Avez-vous des nouvelles du docteur ?  
**ESSAÏON** (278-46-43), 20 h 45 : la Comédie.  
**FONTAINE** (674-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeunes.  
**GAITE-MONTMARTRE** (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.  
**GALERIE 58** (326-63-51), 20 h 30 : Edouard VII.

**GRAND HALL MONTMARTRE** (296-04-06), 20 h 30 : les Mille et une nuits du tarot ou le jeu du hasard.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : la Caverne chavre ; 20 h 30 : la Légende ; 21 h 30 : l'Orchestre ; 22 h 30 : le roi d'Herminette.  
**JARDIN DIVER** (285-24-40), 21 h 30 : Notes.  
**LUCERNAIRE** (544-37-34), 18 h 30 : L'été du premier ; 20 h 15 : l'Ubu ; 22 h 30 : l'Orchestre ; 23 h 30 : le roi d'Herminette.

**LUCERNAIRE** (544-37-34), 18 h 30 : L'été du premier ; 20 h 15 : l'Ubu ; 22 h 30 : l'Orchestre ; 23 h 30 : le roi d'Herminette.  
**MONTMARTRE** (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.  
**NOUVEAUTÉS** (770-22-76), 20 h 30 : l'Enfer.  
**CEUVRE** (674-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langouste.

**POCHE** (548-92-97), 20 h : Gertrude morte et après ; 21 h : l'Orchestre.  
**PORT DE GENTILLY** (580-20-20), 20 h 30 : Talca, Paris et Broadway.  
**PORT SAINT-MARTIN** (607-37-33), 20 h : Kena.  
**QUAI DE LA GARE** (385-88-88), 20 h 30 : Pique ; 21 h 30 : le roi d'Herminette.

**SAINT-GEORGES** (878-43-47), 20 h 45 : Ou m'appelle Emilie.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-36-62), 20 h 45 : De la tendresse à la haine ; 21 h 30 : le roi d'Herminette.  
**TEMPLETS** (303-76-09), 20 h 30 : la Vie d'artiste.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79), 18 h 30 : l'Orchestre des jours.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : les Babes-à-dents ; 22 h : Nona ou l'été du premier ; 23 h 30 : le roi d'Herminette.  
**THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS** (633-48-65), 21 h : la Nouvelle Figure d'opéra.

**THÉÂTRE DE PARIS** (280-09-30), petite salle, 21 h : l'Orchestre.  
**THÉÂTRE DU BOND-POINT** (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Savannah Bay.  
**THÉÂTRE DU TEMPS** (355-10-88), 21 h : l'Orchestre.

**THÉÂTRE DE L'UNION** (246-20-43), 20 h 45 : De la haine à la tendresse ; 21 h 30 : le roi d'Herminette.  
**VARIÉTÉS** (233-09-92), 20 h 30 : le roi d'Herminette.

**Le Monde Informations Spectacles 281 26 20**  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 13 novembre

Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (296-29-35), 20 h 15 : Rétrospectif ; 21 h 30 : Baby et son baby ; 22 h 45 : le Président.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-13-84), 18 h 30 : 13 ; 20 h 15 : Arent - MC2 ; 21 h 30 : les Déesses Lorient ; 22 h 30 : les Sacra-Montes ; 23 h 30 : Super Lucette ; 24 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 25 h 30 : Limite !  
**BOURVIL** (373-47-84), 20 h : Elles nous parlent d'amour ; 21 h 15 : l'Amant ; 22 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 23 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 24 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 25 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 26 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 27 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 28 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 29 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 30 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 31 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 32 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 33 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 34 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 35 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 36 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 37 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 38 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 39 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 40 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 41 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 42 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 43 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 44 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 45 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 46 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 47 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 48 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 49 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 50 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 51 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 52 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 53 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 54 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 55 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 56 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 57 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 58 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 59 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 60 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 61 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 62 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 63 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 64 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 65 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 66 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 67 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 68 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 69 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 70 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 71 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 72 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 73 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 74 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 75 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 76 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 77 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 78 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 79 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 80 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 81 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 82 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 83 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 84 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 85 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 86 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 87 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 88 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 89 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 90 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 91 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 92 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 93 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 94 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 95 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 96 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 97 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 98 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 99 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 100 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 101 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 102 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 103 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 104 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 105 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 106 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 107 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 108 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 109 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 110 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 111 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 112 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 113 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 114 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 115 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 116 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 117 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 118 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 119 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 120 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 121 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 122 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 123 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 124 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 125 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 126 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 127 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 128 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 129 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 130 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 131 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 132 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 133 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 134 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 135 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 136 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 137 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 138 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 139 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 140 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 141 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 142 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 143 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 144 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 145 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 146 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 147 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 148 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 149 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 150 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 151 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 152 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 153 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 154 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 155 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 156 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 157 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 158 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 159 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 160 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 161 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 162 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 163 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 164 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 165 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 166 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 167 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 168 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 169 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 170 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 171 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 172 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 173 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 174 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 175 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 176 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 177 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 178 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 179 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 180 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 181 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 182 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 183 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 184 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 185 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 186 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 187 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 188 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 189 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 190 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 191 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 192 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 193 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 194 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 195 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 196 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 197 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 198 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 199 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 200 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 201 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 202 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 203 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 204 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 205 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 206 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 207 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 208 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 209 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 210 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 211 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 212 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 213 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 214 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 215 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 216 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 217 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 218 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 219 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 220 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 221 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 222 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 223 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 224 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 225 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 226 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 227 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 228 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 229 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 230 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 231 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 232 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 233 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 234 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 235 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 236 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 237 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 238 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 239 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 240 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 241 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 242 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 243 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 244 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 245 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 246 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 247 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 248 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 249 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 250 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 251 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 252 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 253 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 254 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 255 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 256 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 257 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 258 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 259 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 260 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 261 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 262 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 263 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 264 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 265 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 266 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 267 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 268 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 269 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 270 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 271 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 272 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 273 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 274 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 275 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 276 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 277 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 278 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 279 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 280 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 281 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 282 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 283 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 284 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 285 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 286 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 287 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 288 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 289 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 290 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 291 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 292 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 293 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 294 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 295 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 296 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 297 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 298 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 299 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 300 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 301 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 302 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 303 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 304 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 305 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 306 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 307 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 308 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 309 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 310 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 311 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 312 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 313 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 314 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 315 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 316 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 317 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 318 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 319 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 320 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 321 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 322 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 323 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 324 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 325 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 326 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 327 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 328 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 329 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 330 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 331 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 332 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 333 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 334 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 335 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 336 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 337 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 338 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 339 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 340 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 341 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 342 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 343 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 344 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 345 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 346 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 347 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 348 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 349 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 350 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 351 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 352 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 353 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 354 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 355 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 356 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 357 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 358 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 359 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 360 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 361 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 362 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 363 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 364 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 365 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 366 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 367 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 368 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 369 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 370 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 371 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 372 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 373 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 374 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 375 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 376 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 377 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 378 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 379 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 380 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 381 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 382 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 383 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 384 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 385 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 386 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 387 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 388 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 389 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 390 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 391 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 392 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 393 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 394 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 395 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 396 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 397 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 398 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 399 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 400 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 401 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 402 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 403 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 404 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 405 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 406 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 407 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 408 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 409 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 410 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 411 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 412 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 413 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 414 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 415 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 416 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 417 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 418 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 419 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 420 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 421 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 422 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 423 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 424 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 425 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 426 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 427 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 428 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 429 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 430 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 431 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 432 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 433 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 434 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 435 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 436 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 437 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 438 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 439 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 440 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 441 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 442 h 30 : Les deux faces d'un homme ; 443 h 30 : Les deux faces



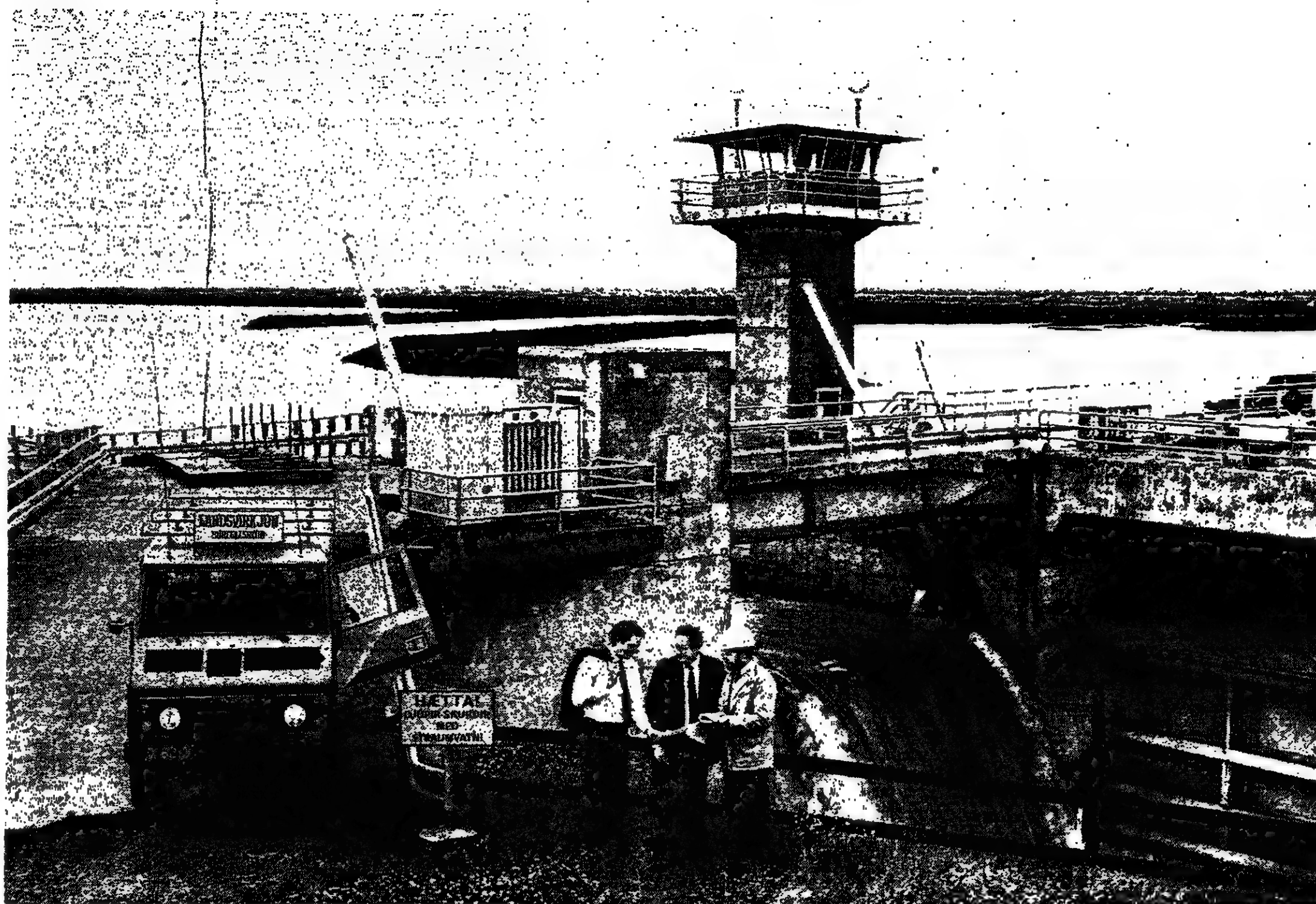








# Pourquoi les responsables de grands projets choisissent Morgan comme conseiller en financements exports



De gauche à droite, David Wheeler, Morgan, Londres, George Cashman, responsable du groupe "Multisource Export Finance" à New York et Ingvar Björnsson, ingénieur de Landsvirkjun, visitant une centrale hydroélectrique en Islande.

Centrales d'énergie, transports en commun... la plupart des grands projets nécessitent des matériaux, des équipements et des services de bâtiment et de travaux publics en provenance de divers pays.

Pour réussir ces projets, la mise en place du meilleur financement est essentielle et l'expérience d'un conseiller en matière de financement import-export fait toute la différence.

Les gouvernements, les organismes gouvernementaux et les sociétés internationales font appel depuis longtemps à Morgan pour la négociation de leurs financements de grands projets. Nous travaillons avec les fournisseurs, leurs banques et les organismes officiels de crédit à l'exportation pour que ces projets bénéficient des taux d'intérêt, des échéances et des conditions les plus favorables.

Voici quelques exemples des services rendus par le groupe "Multisource Export Finance" de Morgan :

- Préparation de la partie financière des

documents d'appels d'offre.

- Analyse des offres reçues en devises diverses, converties en une seule devise pour en faciliter la comparaison.

- Utilisation d'un modèle informatique pour le calcul des valeurs actuelles et de la rentabilité de l'investissement, des taux d'intérêt, des choix de devises, des amortissements différés, des échéances et des honoraires.

- Aide à la conception et à la réalisation de la soumission de l'offre.

- Mise en place de "swaps" de devises et de taux d'intérêt, de contrats de change à long terme et d'options en devises. Cotation à terme de taux d'intérêt destinés à réduire le coût des crédits et les risques de fluctuations de taux.

- Simplification de la documentation des contrats de prêts lorsque les prêteurs sont de pays différents.

- Elaboration de programmes avec des procédures appropriées de paiements et mouvements de fonds, et mise en place de lettres

de crédit permettant une gestion optimale des liquidités.

Landsvirkjun, la compagnie nationale islandaise d'énergie, a retenu Morgan pour la conseiller sur le projet d'énergie hydroélectrique de Blanda, d'un montant de 120 millions de dollars, mettant en jeu plus de 100 offres. Autres clients récents : une compagnie asiatique de transports en commun, une compagnie aérienne européenne, une compagnie pétrolière internationale.

Pour discuter de votre projet, prenez contact avec votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez directement à George D. Cashman, Vice President, Multisource Export Finance, Morgan Guaranty Trust Company, 23 Wall Street, New York, NY 10015.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris. Téléphone : 260.35.60.

## Banque Morgan

Membre FEDIC







	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAL	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### SUCRERIE

située à 20 km de BORDS  
- C.A. 300 millions de F - 200 personnes.  
Société associée à l'un des tout premiers groupes français dans sa branche  
(C.A. 4 milliards de F), recrutée dans le cadre du départ à la retraite du titulaire actuel du poste

## DIRECTEUR GESTION ADMINISTRATION ET FINANCE

PERSPECTIVES CERTAINES DE PROGRESSION ET D'ÉLARGISSEMENT IMPORTANT DE SES FONCTIONS À MOYEN TERME.

Relevant du Directeur Général, il animera et organisera son département et aura pour responsabilité la gestion de l'entreprise, comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, tableau de bord, trésorerie, informatique, gestion du Personnel, secrétariat général, juridique et contentieux, orientations de la politique commerciale, administration des ventes, services généraux.

Le candidat - 35 ans minimum - aura une formation supérieure (École d'Ingénieur ou de Gestion) et une expérience analogue dans une P.M.I./P.M.E.

Ses capacités d'organisation, d'animation, de négociation et d'ouverture sur le technique seront aussi importantes que celles de gestion.

Rémunération à la mesure de l'expérience - logement de fonction à GUIGNICOURT.

Nous vous remercions d'écire sous référence 56 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNAOUIL - GROUPE BNC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Discrétion absolue et réponse rapide assurées.



Etudes et Conseils  
Ingénierie Assistée  
par ordinateur  
La Défense

## DIRECTEUR DES ETUDES IAO

GEIA, Division Productive de GE, est chargée du développement des ventes liées aux systèmes industriels (de la CAO aux robots). La promotion que vient de connaître notre actuel Directeur des Etudes IAO nous conduit à rechercher son remplaçant. La nature du poste et les responsabilités qu'il engendre exigent un haut niveau de compétences. Seul un INGÉNIEUR (Centrale, AM, I, rompu depuis plusieurs années à la conduite de projets IAO, CFAO peut bien tenir le poste. Au sein de notre division, il est amené à manager une équipe de chefs de projets de haut niveau, il est donc indispensable qu'il ait assumé des responsabilités d'encadrement lors de ses précédentes expériences. Nous lui demandons d'assurer la gestion des ressources et des moyens pour le développement des études dans les domaines industriels suivants : mécanique, automobile, aéronautique, industries de transformation. Support chez nos clients dans le cadre de projets particulièrement pointus, il mène ces derniers jusqu'à la signature du contrat, preuve donc qu'il doit montrer des qualités d'entrepreneur. C'est lui qui juge la rentabilité d'une affaire, c'est lui qui la gère et qui en contrôle les postes revenus/dépenses. Un dernier détail : la connaissance de l'anglais est impérative et elle l'aidera en outre pour faire évoluer sa carrière au sein de notre groupe.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 986M aux Consultants d'ALPHA CDI qui s'engagent à vous recevoir rapidement. ALPHA CDI 181, Av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

GENERAL ELECTRIC  
U.S.A.

## Directeur Administratif Paris/Banlieue Est

La Filiale France d'un important groupe italien recherche son Directeur Administratif pour assurer la gestion administrative et financière.

Véritable bras droit du Directeur de la Filiale, il anime une solide équipe pour les fonctions : comptabilité, personnel, administratif (import/export, gestion des stocks).

Il établit le bilan et le reporting pour la Maison mère. L'implantation informatique en cours lui permettra de mettre en œuvre des outils de gestion performants.

Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat apportera une expérience d'au moins 7 ans acquise en Entreprise Internationale, au sein d'unités à taille humaine. Devant travailler tant en Français qu'en Italien, il maîtrise bien les deux langues (l'Italien de langue maternelle est souhaité).

Poste évolutif tant en France que dans les autres filiales.

Votre dossier sera étudié en toute confidentialité ; merci d'écire sous référence 409 A, à :

Marceline BISESTI, Conseil de Direction  
11, rue La Boétie 75008 PARIS

Le conseil exécutif de la fondation de l'Institut universitaire de hautes études internationales

ouvre une inscription publique pour repousser le poste de

DIRECTEUR DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

chargé de la direction scientifique et administrative de l'Institut.

Il est recherché une personnalité de premier plan, reconnue aux niveaux national et international, ayant une large vision des problèmes internationaux.

Le conseil exécutif souhaite confier ce poste à une personnalité

- Capable de diriger un institut de haut niveau d'enseignement et de recherche pluridisciplinaires.

- Ayant une formation académique complète (doctorat ou équivalent).

- Connaissant les problèmes internationaux.

- Possédant une expérience académique ou ayant assumé des responsabilités dans le domaine international.

Age de préférence : 40 à 55 ans.

Début d'inscription : 10 décembre 1984.

Les personnes intéressées par cette fonction sont invitées à faire parvenir leur candidature, avec curriculum vitae, liste de publications et certificats, sous pli confidentiel, à :

Monsieur André CHAVANNE

conseiller d'Etat

président du conseil exécutif de l'IUHEI

chargé du département de l'inscription publique

6, rue de l'Hôtel-de-Ville, 1211 Genève 3.

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## FRENCH SPEAKING COMMUNICATIONS SPECIALISTS FOR OVERSEAS EMPLOYMENT

COMMUNICATION SPECIALISTS (PARTICULARLY VIDEO/RADIO PRODUCTIONS), EXTENSION SPECIALISTS, AGRICULTURALISTS AND TRAINING SPECIALISTS.

Applications are invited from men and women who have experience in rural development for long and short term appointments.

Please send C.V. to major N. E. Thackeray MBE RM (Retd), Wells Cottage, Northchapel, NR, Fawcett, West Sussex, GU28 9HR, ENGLAND.



## emplois régionaux

## emplois régionaux

## CHARGÉ DE MISSION

- Pour apporter un appui polyvalent au développement de petites structures agro-alimentaires de montagne.

- De formation type ESC ou Ingénieur Agricole avec complément économique, vous avez entre 25 et 38 ans ; vous aimez le terrain et êtes soucieux de réalisations concrètes ; vous êtes prêt à apporter le professionnalisme de l'entreprise à des groupements d'agriculteurs développant un projet réel ; vous êtes disponible pour des déplacements très fréquents.

- Votre base sera TOULOUSE, avec un rayon d'action sur le centre pyrénéen.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à : M.A.A.P. 9, rue Saint-Antoine-de-T., 31000 TOULOUSE.

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

1 milliard 1/2 de C.A., 5.000 personnes

recherche pour une de ses usines situées en NORMANDIE (700 personnes)

## INGÉNIEUR CHIMISTE

ENSCP, ENSIC...

(débutant en 1 à 2 ans d'expérience)

Intéressé par l'étude de produits nouveaux et l'amélioration des performances des articles fabriqués.

Une connaissance textile ou chimie des fibres textiles serait appréciée. Cet ingénieur aura d'étroites relations avec les laboratoires, les services essais et d'industrialisation.

Réf. 160

## INGÉNIEUR MECANICIEN

ENSAI, INSA Mécanique, ENSCM

(débutant en 1 à 2 ans d'expérience)

Au sein de l'équipe recherche et développement, il sera chargé de la conception, des études et de la mise au point (applications) de produits nouveaux dans le domaine de l'industrie (aéronautique, armement, etc.).

Ces travaux nécessitent des contacts avec des organismes officiels en France et à l'étranger.

Réf. 161

## INGÉNIEUR DE FABRICATION

ENSAI, ENSCM...

(5 à 10 ans d'expérience)

Il sera chargé sous l'autorité du Directeur d'usine de la fabrication et du contrôle, des approvisionnements, du planning et de l'industrialisation en vue d'obtenir une amélioration de la productivité et de la qualité.

Il encadrera une équipe de production d'environ 130 personnes. Connaissance de l'informatique souhaitée.

Réf. 162

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour des candidats de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à SWEDITS Publicité, 9 rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

Établissement décentralisé, 1200 personnes, 200 Km de Paris, appartenant à un groupe important (30.000 personnes)

recherche

## Chef de Projet

De formation supérieure Ingénieur ou Commercial.

- Possédant plusieurs années d'expérience en équipe de direction de projet ou de chantier.

- Connaissance de l'anglais souhaitée.

- Adjoint au responsable commercial, il sera chargé du suivi d'affaires en France, en assurant la coordination d'une équipe d'ingénieurs d'affaires dans leur mission d'animateurs internes et de relations avec les clients (gestion des contrats, délais et recettes financières).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 82083 M à : BLEU Publicité - 17, rue Labat - 94307 VINCENNES CEDEX

## LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE LORIENT

recherche

quatre ingénieurs civils sur contrat :

### 1 - INGÉNIEUR SYSTÈMES

Profil : Ingénieur de haut niveau en électronique et/ou en informatique. Formation et expérience souhaitées en systèmes complexes équipant les navires ou aéronefs militaires.

Cet ingénieur sera dans un premier temps adjoint à un ingénieur confirmé de l'équipe de direction pour les études, les travaux et les essais des systèmes d'armes et d'équipement (SONAR, RADAR) des navires de guerre.

### 2 - INGÉNIEURS D'ÉTUDES DE VULNÉRABILITÉ DES NAVIRES

Profil : Ingénieur grandes écoles (ENSTA, SUPAÉRO...). Connaissance en informatique souhaitable. Pratique de l'anglais indispensable. Expérience souhaitable de quelques années dans les techniques d'armes ou de systèmes d'armes.

### 3 - INGÉNIEUR CHEF D'ÉTUDES ÉLECTRICITÉ D'UN NAVIRE

Profil : Ingénieur niveau ENSI de spécialité électrotechnique. Connaissances très souhaitables en automatismes. Lecture de l'anglais souhaitée. Expérience de quelques années souhaitable.

### 4 - INGÉNIEUR MÉTHODES

Profil : Ingénieur informaticien ou DEA, ou maîtrise informatique scientifique.

Envoyer c.v., photo et prétentions à

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE LORIENT

Service Approvisionnement, B.P. 465 56324 LORIENT.



## Acier et Forge

Notre Société (2500 personnes) occupe une place de tout premier plan dans son domaine d'activité (Aciers Spéciaux et Forge). Nous réalisons un important programme d'investissements. Pour nos Ateliers de PARACHEVEMENT PRODUITS LONGS et de FORGE A FROID, nous recherchons :

## 2 INGENIEURS DE PRODUCTION

Formation Grande Ecole, ayant quelques années d'expérience.

Logement de fonction - Adresser candidature avec C.V. à M. le Directeur de la S.A.F.E.

B.P. 38 - 57301 HAGONDANGE CEDEX





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

# L'ACTION: UN PARTI PRIS POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS

## AIX-EN-PROVENCE 1

Notre filiale EUROTECHNIQUE conçoit et fabrique des circuits intégrés VLSI en technologie MOS. Elle crée une nouvelle unité de fabrication et recherche des

### INGÉNIEURS EN MICRO-ÉLECTRONIQUE INGÉNIEUR AUTOMATISME ROBOTIQUE Responsable de projets d'automatisation

Ingénieur automatisien, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel et pratiquez l'anglais. Vous définirez les besoins avec les futurs utilisateurs, leur proposerez des solutions, concevrez l'ensemble et en assurerez la réalisation. Réf. AX 1 M.

### INGÉNIEURS DE MAINTENANCE Pour des équipements très sophistiqués

qui mettent en œuvre des techniques diverses. Vous organiserez l'entretien préventif et serez responsable du dépannage et des modifications. Ingénieur électronicien débutant ou confirmé, vous pourrez progresser soit dans l'encadrement d'équipes, soit par votre expertise technique. Réf. AX 2 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures à Emmanuel CHARPIN, EUROTECHNIQUE B.P. 2 - ZI - 13790 ROUSSET.

## AIX-EN-PROVENCE 2

Unité spécialisée dans l'étude et la fabrication des transistors de puissance, des redresseurs et des diodes.

### RESPONSABLES PLANNING

Vous êtes diplômé d'une Grande École Scientifique ou Commerciale. Directement rattaché au Chef du Service PLANNING et CONTRÔLE DE PRODUCTION, vous serez en charge d'une famille de produits représentant 20 à 30% du C.A. du Centre. Vous serez responsable :  
• de la réalisation des objectifs : Chiffres d'affaires, services clients, inventaires  
• de l'élaboration des prévisions à court terme  
• de la gestion d'une équipe de 5 personnes.  
Ces postes peuvent s'adresser à des débutants qui ont le sens et le goût de l'engagement respecté. Réf. AP 1 M.

### INGÉNIEUR CONTRÔLE PROCÉDÉS DE FABRICATION

Vous avez de préférence une expérience du contrôle de fabrication dans le domaine des semi-conducteurs.

Dépendant du Chef du Service ASSURANCE QUALITÉ, vous serez responsable de :  
• la définition des méthodes de contrôle et de l'exécution de celles-ci  
• l'analyse des résultats et des propositions d'actions correctives qui en découlent  
• la gestion d'une équipe d'une dizaine de personnes.  
Anglais indispensable. Réf. AP 2 M.

### JEUNES INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

Vous êtes issu d'une Grande École et possédez des connaissances en physique du solide, et possible dans le domaine des semi-conducteurs. Vous participerez au développement de nos nouveaux produits. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Réf. AP 3 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la référence du poste choisi à Olivier ORSINI, THOMSON SEMICONDUCTEURS 15, rue Camille-Pellaton - B.P. 57 - 13602 AIX-EN-PROVENCE.

## GRENOBLE 1

Notre filiale EPCIS, spécialisée dans l'étude et la fabrication de circuits intégrés MOS, est ouverte à toutes les candidatures d'ingénieurs à fort potentiel pour des postes d'ORDONNANCEMENT, PLANNING DE PRODUCTION, PROCÉDÉS et autres spécialités.

### INGÉNIEURS DE CONCEPTION

Vous participerez à la définition du cahier des charges, à la conception des blocs fonctionnels, contrôlerez leur implantation, effectuerez la simulation logique et électrique de ces blocs à l'aide des moyens informatiques (CAO). Vous réaliserez la validation des prototypes par analyse sur banc de test. Ces postes peuvent s'adresser à des ingénieurs débutants capables de manager une équipe. Anglais indispensable. Réf. G 1 M.

### INGÉNIEURS PRODUIT

Issu d'une Grande École d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou avez déjà une expérience en production de semi-conducteurs. Vous aurez la responsabilité technique des produits (MOS). Vous assurerez l'industrialisation des nouveaux produits MOS et le suivi en production des produits stabilisés. Vous participerez aux étapes de développement, à la définition et à la mise en place des moyens de test et de production. Vous définirez et mettrez en œuvre des plans de rentabilité produits dont les objectifs sont : coûts de production, marges, délais, qualité. Vous apporterez le soutien nécessaire au marketing produit. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. G 2 M.

### INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Vous êtes débutant et votre large culture d'ingénieur Grande École vous permet de prendre la responsabilité de l'utilisation des moyens en personnel et équipements pour réaliser les objectifs de fabrication du Front-End. Vous assurerez la réalisation du plan de fabrication des plaquettes, dans le respect des normes de qualité définies et veillerez à l'optimisation des coûts et des délais.



Usine d'Alizay (Rouen)

Filiale française d'un puissant groupe chimique dont de nombreux produits spécifiques sont leaders sur leurs marchés, nous venons de doubler avec de nouvelles technologies la capacité de production de notre usine d'Alizay (230 personnes) pour la porter à 20 000 t/an de CMC, carbométhylcellulose purifiée, dont nous sommes le premier producteur mondial. Notre développement nous conduit à rechercher trois cadres pour compléter l'équipe des ingénieurs associés à cette expansion.

Nous vous remercions d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération sous la référence choisie à M. d'Abaville, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris, qui vous assure réponse et discrétion.

### DIRECTEUR DES ÉQUIPEMENTS MAINTENANCE ET INGÉNIEUR

Adjoint au Directeur de l'usine, votre mission consiste à :  
• gérer et maintenir en état de performance le matériel en exploitation,  
• concevoir, étudier et installer des nouveaux équipements.

Vous êtes assisté par 5 ingénieurs et 45 collaborateurs formant les deux services "Maintenance" et "Ingénierie" que vous dirigez et coordonnez.

Ingénieur, très expérimenté dans la gestion d'équipements industriels, vous maîtrisez tout particulièrement les domaines électricité industrielle, contrôle et régulation, utilisation et mise en œuvre des automates programmables. Très bonne maîtrise de l'anglais. (réf. M 812)

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Adjoint au Directeur de l'usine, vous êtes responsable des opérations de production en continu de l'unité européenne la plus importante de CMC purifiée, dont la nouvelle ligne est fortement automatisée. Assisté par 15 ingénieurs et techniciens et 90 collaborateurs, vous mettez en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des programmes : dans les délais fixés, au niveau requis de qualité et au coût de revient minimal. Vous travaillez en collaboration étroite avec les autres services de l'usine, notamment :

• Maintenance et Ingénierie, pour une maîtrise permanente de l'état et des performances de l'outil de production.

• Développement, pour l'évaluation des procédés et la mise au point des nouvelles références.

Ingénieur chimiste, vous avez une expérience similaire de plusieurs années et une très bonne maîtrise de l'anglais. (réf. M 813)

### INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT DES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Aussein de notre équipe "développement des procédés et applications", vous assurez la liaison entre l'usine et la clientèle internationale (Europe) en vue de contribuer à la promotion des applications de la CMC dans les industries les plus variées (papier, textile, bâtiment...).

Vous analysez les besoins et problèmes des clients, les étudiez en laboratoire, élaborez des solutions pouvant aller jusqu'à une modification du produit incluant une adaptation particulière des conditions de fabrication et participez aux essais en clientèle en vue de la résolution pratique du problème posé.

Votre formation d'ingénieur chimiste a été complétée par une expérience de quelques années en recherche et développement et une ouverture vers la clientèle, assistance technique par exemple. Très bonne maîtrise de l'anglais. (réf. M 814)

## Un Pro des Relations Humaines sur le terrain

The Dow Chemical Company est l'un des leaders mondiaux de l'industrie chimique (2<sup>ème</sup> US, 6<sup>ème</sup> mondial). En France nous sommes présents dans différents secteurs d'activités (chimie lourde, pharmacie, agrochimie, spécialités chimiques...) au travers de plusieurs sites de recherche, de vente et de production. Notre politique de gestion des Relations Humaines, fondée sur la délégation des responsabilités, la mise en valeur de l'individu et l'entretien d'un climat social sain et stimulant, occupe une place de choix dans la stratégie globale de l'entreprise.

Vous avez une formation supérieure telle que Sciences Po, Droit ou DESS Gestion Personnel par exemple. Après 2 à 3 ans d'expérience de la fonction Personnel en milieu industriel, vous êtes devenu un jeune pro des Relations Humaines qui maîtrise l'ensemble des questions de droit social. Non seulement spécialiste, vous êtes aussi un homme de contact et de communication qui aime aller sur le terrain pour exercer son rôle de conseil.

Basé au siège français de Dow à Sophia Antipolis près de Nice, vous êtes dans un premier temps le conseiller et le coordonnateur de l'ensemble de nos unités, en matière de législation sociale.

La souplesse, la facilité d'adaptation, le goût de la performance et bien sûr une grande disponibilité sont indispensables pour réussir dans la fonction et évoluer ensuite vers d'autres responsabilités en France ou à l'étranger.

Naturellement, la bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour communiquer au sein de notre organisation internationale.

Nous attendons votre dossier de candidature, sous réf. ER M 07, à :  
Dow Chemical France,  
Département des Relations Humaines,  
BP 31,  
06561 Valbonne Cédex.



\* Marque déposée - The Dow Chemical Company.



### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS recherche INGÉNIEURS

A) Ingénieur calcul scientifique : pour le développement de logiciels scientifiques dans le domaine de la dynamique du véhicule. Modélisation, calcul de structures, CAO / DAO. Profil : ingénieur grande école ou équivalent, connaissances mécaniques et numériques indispensables.

B) Ingénieur analyse : pour le développement, la mise au point et l'exploitation d'applications en informatique de gestion. Connaissances souhaitées : matériels Mini 6 et Micro.

C) Ingénieur physique : pour le développement d'applications dans les domaines du rayonnement E.M., de l'optique, des micro-ondes et des traitements d'images. Profil : ingénieur grande école ou équivalent, maîtrise appréciée de la langue anglaise.

D) Ingénieur électronique : Adjoint au Chef du Service « MESURES », il sera chargé du développement de sous-ensembles électroniques et de la définition des moyens à mettre en œuvre sur sites d'essais. Profil : ingénieur grande école ou équivalent, formation en électronique, électrotechnique.

Connaissances approfondies et notions d'informatique appréciées. Nationalité française exigée.

Adresser lettre + C.V. + photo + références, poste(s), rémunération souhaitée à : Monsieur le Directeur de l'ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS « ETAS » Boîte postale n° 4107 - 49041 ANGERS Cédex.





emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

**THOMSON**  
NANCY  
Avec son puissant capital industriel (les plus grands noms de l'industrie y sont représentés), son énorme potentiel de recherche et formation (300 laboratoires, 5 Grandes Ecoles), le développement des technologies de pointe (le port de NANCY BRABOIS), NANCY devient un pôle d'attraction de tous ceux qui ont pris le parti d'agir face à la compétition internationale: THOMSON SEMI-CONDUCTEURS S'Y IMPLANTE.

**AVEC NOUS, PARTICIPEZ AU DÉMARRAGE DE NOTRE NEUVIEME UNITÉ DE PRODUCTION**

Avec ses 500 collaborateurs, dont 120 ingénieurs et techniciens, cette usine entièrement automatisée, spécialisée dans l'assemblage et les tests de circuits intégrés produit 26 millions de circuits intégrés par mois.

**INGÉNIEURS DE FABRICATION**

- **UN RESPONSABLE DE L'ASSEMBLAGE DES CIRCUITS INTÉGRÉS**  
Ingénieur généraliste (Centrale, Arts et Métiers, ENSL) spécialisé en micromécanique, automatique. Réf. N 1 M.
- **UN RESPONSABLE DU MOULAGE (boîtiers plastique) et de l'ÉTAMAGE**  
Ingénieur généraliste à vocation chimie fine. Réf. N 2 M.
- **UN RESPONSABLE DU TEST ÉLECTRIQUE DES CIRCUITS INTÉGRÉS**  
Ingénieur électronique, micromécanicien (équipement informatique et électronique). Vous avez une expérience confirmée de 3 ans minimum. Vous assurez, chacun dans votre domaine, la production (quantité, qualité, délais, coûts) et/ou les études (optimisation de moyens de production). Vous coordonnez la maintenance des équipements et contribuez à l'amélioration des procédés de fabrication. Vous serez responsable de la gestion de votre équipe. Réf. N 3 M.
- **RESPONSABLE BÂTIMENTS - ÉNERGIE - SÉCURITÉ**  
Ingénieur généraliste ou mécanicien (+ IFTI éventuellement), vous possédez au minimum 3 ans d'expérience dans la réalisation d'infrastructures industrielles et de travaux neufs.  
- Phase de construction de l'usine: vous assurez le suivi des travaux et des coûts.  
- Phase d'exploitation: vous assurez l'entretien et travaux neufs dans les domaines suivants:  
• climatisation et traitement de l'air (salle blanche)  
• distribution des fluides  
• électricité. Réf. N 4 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la réf. du poste choisi à M. Louis DUGAS - THOMSON SEMI-CONDUCTEURS - Immeuble Les Thiers - 4, rue Proux, 54000 NANCY.

**NANCY**

Avec son puissant capital industriel (les plus grands noms de l'industrie y sont représentés), son énorme potentiel de recherche et formation (300 laboratoires, 5 Grandes Ecoles), le développement des technologies de pointe (le port de NANCY BRABOIS), NANCY devient un pôle d'attraction de tous ceux qui ont pris le parti d'agir face à la compétition internationale: THOMSON SEMI-CONDUCTEURS S'Y IMPLANTE.

**AVEC NOUS, PARTICIPEZ AU DÉMARRAGE DE NOTRE NEUVIEME UNITÉ DE PRODUCTION**

Avec ses 500 collaborateurs, dont 120 ingénieurs et techniciens, cette usine entièrement automatisée, spécialisée dans l'assemblage et les tests de circuits intégrés produit 26 millions de circuits intégrés par mois.

**INGÉNIEURS DE FABRICATION**

- **UN RESPONSABLE DE L'ASSEMBLAGE DES CIRCUITS INTÉGRÉS**  
Ingénieur généraliste (Centrale, Arts et Métiers, ENSL) spécialisé en micromécanique, automatique. Réf. N 1 M.
- **UN RESPONSABLE DU MOULAGE (boîtiers plastique) et de l'ÉTAMAGE**  
Ingénieur généraliste à vocation chimie fine. Réf. N 2 M.
- **UN RESPONSABLE DU TEST ÉLECTRIQUE DES CIRCUITS INTÉGRÉS**  
Ingénieur électronique, micromécanicien (équipement informatique et électronique). Vous avez une expérience confirmée de 3 ans minimum. Vous assurez, chacun dans votre domaine, la production (quantité, qualité, délais, coûts) et/ou les études (optimisation de moyens de production). Vous coordonnez la maintenance des équipements et contribuez à l'amélioration des procédés de fabrication. Vous serez responsable de la gestion de votre équipe. Réf. N 3 M.
- **RESPONSABLE BÂTIMENTS - ÉNERGIE - SÉCURITÉ**  
Ingénieur généraliste ou mécanicien (+ IFTI éventuellement), vous possédez au minimum 3 ans d'expérience dans la réalisation d'infrastructures industrielles et de travaux neufs.  
- Phase de construction de l'usine: vous assurez le suivi des travaux et des coûts.  
- Phase d'exploitation: vous assurez l'entretien et travaux neufs dans les domaines suivants:  
• climatisation et traitement de l'air (salle blanche)  
• distribution des fluides  
• électricité. Réf. N 4 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la réf. du poste choisi à M. Louis DUGAS - THOMSON SEMI-CONDUCTEURS - Immeuble Les Thiers - 4, rue Proux, 54000 NANCY.

Grand constructeur électronique de rayonnement international, présent dans de nombreux pays, nous comptons en France 3400 personnes, réparties dans plusieurs unités de production. Notre usine de CHATELIERAULT est spécialisée dans la fabrication d'ordinateurs, de boîtiers électroniques, de machines digitales.

**Responsable Qualité A & M option électronique ou équivalent**

Vous avez entre 30 et 35 ans environ et une expérience de plusieurs années comme Responsable Qualité en milieu industriel. Rattaché au Directeur Usine, vous aurez en charge: le contrôle des flux matériels, l'analyse des refus clients et des rebuts de chaîne, l'animation des cercles de qualité, la maintenance et le contrôle des moyens mis en œuvre, la définition des objectifs et le contrôle de leur suivi. Vous travaillerez en Mission permanente avec les services qualité des autres établissements du Groupe et avec la Direction Qualité de la Société (réf. 37/84/194).

**«plus» qu'un Ingénieur Produits (H/F)**

**Grande Ecole Electronique**

Une bonne trentaine d'années, une expérience - indispensable - d'au moins 3 ans en Electronique Industrielle: vous pouvez mener à bien la mission que nous voulons vous confier. Vous répondrez, au Directeur de l'usine, de l'organisation et du lancement des nouveaux produits. Cela implique un suivi de leur évolution et de leur conception auprès des services d'études (R & D). Vous saurez tirer profit de vos connaissances en analyse de la valeur pour optimiser la rentabilité et de votre expérience pour créer les outils nécessaires à l'évaluation de la qualité puis à l'estimation des prix de revient. Votre priorité: l'amélioration, qui passe aussi par les conditions de travail.

Cette mission très large vous met en contact avec tous les services de la société: vous êtes donc tout désigné pour jouer le rôle important de coordinateur. Enfin, acquérant ainsi une parfaite connaissance de l'entreprise, vous participerez à la définition de la stratégie industrielle. (réf. 37/84/195).

Envoyer CV, photo et présentation sous réf. correspondante à notre conseil.

**DOMINIQUE LELIGOS**  
1 rue Grecoeur - BP 1522 - 37015 TOURS CX

**Définir les produits nouveaux  
Améliorer les gammes existantes ...**

**REGION LYONNAISE**

**Implanter Grande Ecole:** Filiale d'un groupe français implanté dans le monde entier, cette importante société - 1,2 milliard de CA, 75% à l'export, 2000 personnes, d'importants profits - est l'une des toutes premières dans son domaine d'activité (production de biens d'équipement industriel et grand public). La définition de produits nouveaux, l'amélioration des gammes existantes, les études et essais, l'assistance à la production et à la clientèle dans des domaines d'activité variés (froid, thermodynamique, électrotechnique, acoustique et informatique) relèvent du Laboratoire Physique (14 personnes) dont nous recherchons le patron. Celui-ci, ingénieur issu d'une Grande Ecole, a une première expérience professionnelle même de courte durée - le sens de l'animation et de l'organisation primera sur l'expérience - et de bonnes connaissances en anglais. Il s'intégrera au sein d'une équipe jeune, de haut niveau et très motivée. Un élément de valeur est assuré de trouver d'importantes perspectives de carrière dans l'entreprise et le groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence M 411330.

**35, rue de Rocher, 75008 Paris**

**ORION**  
recrutement et formation

**DIVISION MOYENS DE PAIEMENT :  
DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE**

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement (cartes magnétiques, terminaux points de vente, autorisation en temps réel), le Groupe SLIGOS, importante SSI (+ de 1800 personnes) recherche pour ses centres:

**RESPONSABLE DES OPÉRATIONS BLOIS**

**Notre informatique:**

- IBM 3083 - 4341/2 sous MVS - SÉRIE 1,
- CICS,
- Télématique (300 terminaux).

**Votre mission:**

En étroite collaboration avec le responsable d'exploitation vous aurez la responsabilité d'encadrer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens pour:

- assurer le bon fonctionnement des travaux batch et TP (respect des procédures, préparation, suivi du planning, gestion des incidents),
- mettre en œuvre les logiciels assurant l'automatisation des travaux,
- optimiser les applications et en contrôler la conformité avec les standards existants,
- assurer l'interface avec les études.

**Votre profil:**

- Formation supérieure ou équivalente,
- maîtrise du système MVS indispensable,
- expérience (2 à 5 ans) dans une fonction Système ou TP appréciée,
- évolution possible vers de plus amples responsabilités techniques et humaines.

**B61. 73738 M**

**TECHNICIEN TÉLÉCOMMUNICATION BLOIS**

Ce poste conviendrait à un technicien désireux d'évoluer vers la surveillance réseau (matériel et logiciel).

Formation: BTS (électronique) ou équivalent.

Expérience équipements téléinformatiques acquise de préférence chez un constructeur.

**B61. 73739 M**

**TECHNICIEN D'EXPLOITATION BLOIS ET PUTEAUX**

- Niveau DUT ou BTS,
- confirmé MVS/JES 2 - TSO/SPF,
- connaissances DMS/OS, TUMS ou UCC 7 appréciées.

**B61. 73740 M**

Adresser lettre de candidature sous référence choisie (CV détaillé, photo et rémunération souhaitée) à Mme CLERE - Four Chenonceaux - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.

**GRUPE SLIGOS**  
DIRECTION TECHNIQUE





emploi régional - emploi régional - emploi régional - emploi régional

## RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT RADARS, CONTRE-MESURES, MISSILES de THOMSON-CSF: rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

NOTRE CENTRE DE BORDEAUX-PESSAC recherche

### INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Vous aurez la responsabilité de l'atelier d'industrialisation (fabrication unitaire de sous-ensembles et de moyens-essais) et l'animation d'une équipe d'environ 40 personnes. Réf. IP.

Vous avez une formation d'ingénieur A.M. ou équivalente, avec une expérience d'environ 3 ans de la fabrication câblage (atelier ou méthodes).

### INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS OU COURTE EXPÉRIENCE

Vous participerez au développement d'équipements électroniques de moyenne fréquence. Réf. IE.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence du poste choisi à THOMSON-CSF, Département RCM, Service du Personnel, B.P. 94, 33600 PESSAC.



**THOMSON**  
équipements et systèmes

## RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Société française renommée dans le domaine des techniques de pointe (électronique, aéronautique, systèmes automatisés...), 2800 personnes, CA de 1,2 milliard de francs, nous offrons un poste de gestionnaire des ressources humaines au sein de notre établissement de province, situé dans le Centre Ouest (Vienne) 900 p dont 110 cadres.

De formation supérieure en sciences humaines (psychologie, gestion du personnel...), il vous sera demandé environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnel en milieu industriel et de bonnes connaissances en psychologie.

Nous vous offrons une réelle opportunité de développement professionnel.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et références, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5869, à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris. Cédex 02, qui transmettra.

## Elargissez votre horizon à l'ouest de la France

A 35 ans environ, vous concevez et conduisez des projets informatiques sur IBM en entreprise et/ou en SSII depuis plusieurs années. Vous désirez assumer des responsabilités plus grandes et jouer un rôle plus opérationnel.

Directeur adjoint des études informatiques, vous rassemblerez et analyserez les besoins des services utilisateurs de votre entreprise (+ de 2 milliards de CA - 3500 personnes). Vous proposerez les applications informatiques appropriées. Vous participerez au choix des moyens (hommes, matériel, formation).

Cette ambition légitime pour un ingénieur Grande Ecole, nous vous proposons de la réaliser.

Homme de communication et d'initiative, vous serez écouté et aimé. Vous serez des responsabilités vous fait rêver ce que vous entreprenez.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec CV et votre rémunération actuelle sous référence à nos carrières - 48, rue Saint Ferdinand 75017 Paris. Décision et réponse assurées.



**Gillette France**

Anancy - Nous sommes filiale d'un grand groupe international. Nous fabriquons ou commercialisons nos produits "lames et rasoirs", mais aussi une gamme diversifiée de produits de toilette, d'instruments à écrire, de briquets... avec 1000 personnes et un CA. de plus de 900 M (1/3 à l'exportation). Nous développons sur le plan humain et social des politiques à la mesure de nos ambitions industrielles. Dans ce contexte nous recherchons pour enrichir la structure de la direction du personnel un cadre à fort potentiel (femme ou homme) en tant que

### CHEF DU PERSONNEL (siège)

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur - droit, Sc. Po., ESC., ou ingénieur - et vous parlez l'anglais. Vous avez au moins cinq ans d'expérience soit dans la fonction, soit en finances ou en commercial/marketing au sein d'entreprises industrielles. Vous êtes donc déjà un professionnel ou vous êtes attiré par cette fonction compte tenu de vos réussites (animation d'équipes, formation, communication...). Vous prendrez en charge sous la responsabilité du directeur du personnel et des affaires sociales, la fonction "chef du personnel du siège" (450 personnes, c.à.d. les services administratifs et commerciaux). Vous aurez d'abord une responsabilité classique de chef du personnel avec l'assistance et le conseil auprès des responsables hiérarchiques. Vous serez aussi impliqué dans les politiques générales de relations humaines et tout particulièrement concerné pour l'ensemble de l'entreprise dans la mise en œuvre d'outils de communication et dans le développement de la formation (politique, mises en œuvre, suivi des actions). Vous trouverez après réussite de réelles possibilités d'évolution personnelle.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5834 M: il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



**SERIPOMANAGEMENT**  
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS  
TELEPHONE: 555.11.11



**CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DROME**  
à VALENCE, recherche

### COMPTABLE HF

DECS - expériences dans sociétés importantes soustées.

MISSION : organiser, animer, assister les fonctions comptable et fiscale de l'entreprise et des filiales, gérer l'unité comptable opérationnelle (9 personnes).

Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et références au Chef du Personnel - C.R.C.A.M. de la Drôme - 290 rue Favard 26010 Valence.



**cori CONSEIL ET REALISATION EN INFORMATIQUE**

Dans le cadre de son développement géographique Cori recherche pour PARIS

### Automaticiens confirmés

2 ans d'expérience temps réel acquise sur matériel SOLAR, MITRA, DIGITAL, HEWLETT PACKARD ou MICROS. réf. 1105

### Ingénieurs confirmés

2 ans d'expérience en grands systèmes IBM ou Bull et maîtrisant les réseaux ou bases de données. réf. 1106

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Adresser candidature, C.V. et photo en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à CORI, 8 rue Daru, 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

LA MAIRIE DE VITROLLES (25.000 habitants) dans les Bouches-du-Rhône envisage de recruter:

### UN ATTACHE

pour le Service Finances :  
- Etre lauréat du concours d'attaché CFPC ou mutation + être titulaire d'une maîtrise en droit ou en Sciences Éco.  
- Exp. en M.I.2 et gestion financière d'une commune.  
- Suivi des dossiers de sociétés d'économie mixte.

### UN ATTACHE

pour le Service des Affaires Économiques :  
- Etre lauréat du concours d'attaché CFPC ou mutation + être titulaire d'un diplôme dans le domaine de l'économie, connaissances en démographie.  
- Chargé des relations avec les organismes socio-professionnels et les structures économiques.

### UN ACHETEUR

pour le Service Approvisionnement :  
- Expérience de nature identique exigée, connaissances techniques et administratives.

### UN REDACTEUR OPTION ANIMATION

pour le Service Culturel :  
- Etre lauréat du concours CFPC ou mutation.

Les candidats devront satisfaire aux conditions générales de recrutement prévues par le statut de la Fonction territoriale.

Les candidatures + C.V. doivent être adressées à : Monsieur le Maire, Service du Personnel, B.P. 102, 13743 VITROLLES CEDEX avant le 17 novembre 1984, dernier délai.

Le cachet de la poste faisant foi.

Un entretien de sélection sera lieu avant le fin du mois de NOVEMBRE.

## Attaché Commercial

120.000 Frs  
Une société de courtage, négoce et représentation implantée dans la région de LISIEUX, distribuant à l'échelon national des matériels premiers industriels, recrute

### UN JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

possédant une formation supérieure économique ou commerciale, une première expérience de la vente et la pratique de l'anglais. Il s'agit d'un poste actif nécessitant des qualités de dynamisme et d'initiative pour étendre la clientèle et ouvrir de nouveaux marchés.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 5223 à notre conseil J. de BRESILLON

SEREP 124 bis av. de Villiers 75017 PARIS

### LE RESPONSABLE FINANCIER

de son service étranger :  
- Expérience export et travaux publics soustées.  
Adresser C.V. à la Direction DUCLEY S.A. La Soudrette, 33300 MIRAMONTE.

Entre sous le n° T 068.073 M RÉG. PRESSE

7, rue de Montesseny, Paris-7.

RADIO LOCALE RÉGION CÔTE D'AZUR

avec références.

CHIEF D'ANTENNE (journalisme)

avec références.

555-91-82

Nouve réf. 119 706 TOULON.

## OFFRES D'EMPLOIS

## L'AVENIR DE LA BANQUE

passer par un développement important des relations commerciales et des services offerts au niveau de l'ensemble des points de vente du réseau, en France et à l'étranger.

### EXPLOITANTS

doivent donc participer à l'augmentation de nos parts de marché grâce à des produits efficaces destinés à une clientèle de particuliers ou d'entreprises.

Nous mettons à leur service une organisation tournée vers eux, résolument moderne et une politique de gestion de personnel exigeante et motivante.

Grand groupe français, nous pouvons assurer, après un poste de Chargé(e) de clientèle (Paris-Province), des développements de carrière vers des responsabilités élevées.

Nous étudions les candidatures des diplômés de l'enseignement supérieur ayant déjà une première expérience commerciale bancaire.

Merci d'adresser sous référence 51615 en joignant CV et en indiquant votre niveau actuel de rémunération à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

AUTOPHON Filiale d'un important groupe européen spécialisé en télécommunications recherche

### Chef du service central des approvisionnements

Profil : Agé de 35-40 ans environ, formation comptable (BTS, DUT...), expérience significative de la gestion informatique de matériel électronique ou de télécommunication ; aime le travail et peut se consacrer au travail.

Mission : Assurer la gestion complète des stocks (du transport à l'animation du magasin général), rationaliser et optimiser les procédures d'achat, définir le cahier des charges en vue du passage prochain à l'informatique, diriger une équipe de 8 personnes.

Si ce poste, basé à LEVALLOIS, vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la réf. AT/1194, à notre Conseil.

ORSI 13, place Kossov 75008 PARIS

### UN GROUPE FINANCIER DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche pour son Etablissement d'ANGERS, son

### Chef de Service

Organisation, Contrôle de Gestion et Informatique

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, membre de l'équipe de Direction, il dirigera un service de 25 personnes et sera chargé :

- du plan d'entreprise, du contrôle de gestion, de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan informatique, de l'organisation.

Ce diplômé(e) d'une Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieur, à fort potentiel, âgé(e) de 30 ans environ pourra se voir offrir ultérieurement une évolution de carrière, à PARIS, dans le cadre du Groupe.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence BR 411 à :

55 CARRIERES 55 rue de la République 75001 PARIS

هكذا ان العمل







OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Si vous êtes un «GAGNEUR»

**200.000+**

MB ELECTRONIQUE, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique de mesure et de test, recherche

**INGÉNIEURS TECHNICO-CIAUX** pour Paris (Buc 78) et ses agences de Toulouse, Lyon et Rennes.

**Profil :** désirant vendre, de formation électronique, connaissant l'instrumentation analogique et/ou numérique. Expérience commerciale souhaitée. Anglais lu, apprécié.

**Salaire :** en fonction de l'expérience avec, en plus, un intéressement au Chiffre d'Affaires. Voiture de fonction.

Envoyez-nous votre dossier, avec C.V. et lettre manuscrite.

MB ELECTRONIQUE

606 r. Fourmy 21 Centre, BP 31, 78530 Buc  
Tél. (3) 958 81 31 - Téléc. MB 695414

## Jeune responsable des ressources humaines d'un groupe

Nous sommes un Groupe de 3.500 personnes, comprenant plus de 20 filiales, réparties sur toute la France. Notre domaine d'activité est en développement constant et nous sommes leader dans notre profession.

Notre Groupe est décentralisé et, dans le domaine social, chaque Directeur de filiale est responsable de son personnel. Pour les assister ainsi que pour élaborer la politique du personnel au niveau groupe et pour mener des actions communes (en particulier en ce qui concerne la formation: élaboration des programmes et suivi de leur mise en œuvre), nous recherchons un jeune Responsable qui sera rattaché au Directeur Général. Ce poste représente une excellente opportunité pour connaître l'ensemble des problèmes du personnel et peut convenir à un diplômé Droit, Sc. Po. ou ESC, ayant environ 3 ans d'expérience dans la fonction, témoignant de dynamisme, d'esprit d'initiative, de bonnes capacités de réflexion et de qualités liées à des qualités opérationnelles sur le terrain. Possibilité éventuelle d'évolution, pour un candidat motivé et polyvalent, vers des fonctions de direction des filiales.

Poste à Paris.  
Ecrire sous réf. PF 188 CM  
Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

## Ingénieur micro-informatique grande école

**LE SERVICE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES** recherche un Ingénieur de haut niveau (ESE, ECP, ISEP...).

Il sera un élément important d'une petite équipe en cours de création, chargée de:

- définir le champ d'application de la micro-informatique à bord de bâtiments de la Marine Nationale,
- de participer à la définition des besoins,
- d'effectuer le choix des matériels adaptés.

Le candidat aura des connaissances générales en informatique et une première expérience de micro-informatique, des qualités de méthode et d'analyse et des capacités réelles de communication.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. IS 222 AM  
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

INDEVEDO FRANCE

**SPECIALISTE MONDIAL EN MESURES DE VIBRATIONS ET ACCELERATIONS** recherche

## INGENIEUR Technico-Commercial

Pour suivre et développer une clientèle industrielle (Espace, Aviation, Musique).

- Nous recherchons:
- Age 25 ans environ.
  - Formation Ecole d'Ingénieur, D.U.T. ou B.T.S. Mesures Physiques.
  - 3 à 5 ans d'expérience de vente dans un domaine similaire.
  - Très accrocheur et réalisateur, ses déplacements nombreux seront de courte durée.
  - Anglais indispensable.
  - Rémunération motivante.

Adresser CV détaillé, avec salaire actuel et photo à M. Yves Le Page, 76, rue des Grands-Champs 75020 Paris.

## Contrôleur de gestion

UNE DES PREMIERES MUTUELLES FRANÇAISES recrute pour son Département Immobilier en développement un jeune Contrôleur de Gestion.

**Son profil :** De formation ESC, Maîtrise de gestion ou Sciences Economiques... (+ niveau DECS souhaité) le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de trois ans environ dans des fonctions similaires ou sein du département immobilier d'un groupe important (assurances, banques...).

- Sa mission :**
- assurer un rôle de gestionnaire, d'organisation et d'encadrement d'une équipe,
  - contrôler les procédures comptables existantes et participer à la conception des nouvelles,
  - participer à la mise en place du contrôle budgétaire et travailler en liaison étroite avec l'informatique (IBM 38).

Poste évolutif.

Lieu de travail : Paris.  
Ecrire sous référence UB 118 CM  
Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

**UN ORGANISME D'ETUDES ET DE RECHERCHES DU MINISTRE DE LA DEFENSE, situé à TOULON, offre deux opportunités à des INGÉNIEURS ayant une première expérience professionnelle.**

## Ingénieur mécanicien études 2-3 ans d'expérience

Responsable du développement d'un nouveau projet sous les aspects mécaniques, il devra:

- établir les cahiers des charges destinés aux industriels auxquels seront confiées les études et la réalisation,
- suivre l'avancement des travaux (études, fabrication, essais, mises au point et qualification) sur les plans techniques, coûts et délais.

Ingénieur diplômé (AM, ENSI, INSA...) une première expérience de bureau d'études, calculs... dans le domaine des ensembles mécaniques est indispensable.

référence JT 223 AM

## Ingénieur - fiabilité 2-3 ans d'expérience

Intégré dans une équipe chargée du développement d'un nouveau projet (système mécanique complexe piloté par ordinateur), il sera chargé de:

- définir les objectifs de fiabilité,
- orienter les solutions techniques permettant de les atteindre.

Il sera en étroite relation avec les industriels coopérateurs. De formation Ingénieur généraliste (ECL, AM, ENSI, INSA...) il possèdera une première expérience, fiabilité et/ou qualité, si possible dans le domaine de l'ingénierie.

référence KU 224 AM

Ecrire en précisant la référence.

Discrétion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

**IBM**

recherche pour son Centre de Développement Européen

Zoetermeer (Pays-Bas)

## Ingénieurs Informaticiens Expérimentés HF

Formation : Grande Ecole ou Maîtrise d'informatique.

Expérience : 3 à 5 ans dans le développement de systèmes et/ou applications.

Connaissances nécessaires :

- Anglais courant.
- Bonne pratique d'au moins un des logiciels suivants : CICS/VS, MVS, TSO, VTAM, PROFS, LICE.

Evolution :

- Formation de base d'environ 6 mois en France.
- Détachement à Zoetermeer pendant 3 ans pour participer au développement de systèmes et applications complexes, dans un contexte international.
- Au retour, mise en œuvre et support de ces produits à l'échelon français.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence CDE au Département Recrutement IBM France - 2, rue Marengo 75001 PARIS

**Importante banque privée** recherche pour sa Direction des Affaires Financières à PARIS

## SPECIALISTE MARCHE DES OBLIGATIONS

Pour Gestion des Produits de Placement Collectif.

Il devra assurer des contacts avec une clientèle institutionnelle à haut niveau.

Une expérience de l'actuariat ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise sont souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 11740 - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

## Ingénieurs Grandes Ecoles ECP, ECL, ENSIC débutants

SOLVAY, groupe chimique international, représente sur le plan mondial plus de 45 000 personnes et un CA consolidé de 30 milliards. En France, 10 000 personnes réparties en 22 usines réalisent un CA de plus de 6 milliards.

Pour assurer son développement, SOLVAY France recherche des ingénieurs débutants pour leur confier des missions en production.

La Direction du Personnel examinera avec la plus grande attention le dossier de candidature que vous voudrez bien lui confier.

SOLVAY, 18 cours Albert 1<sup>er</sup>, 75383 Paris cédex 08.

SOLVAY, la chimie de demain.

PARIS GRAND EST

170/190 000 F

## DOUE(E) POUR LE COMMERCIAL, PASSIONNE(E) PAR LES TECHNIQUES DE POINTE.

Grand groupe industriel français, nous prenons une part de marché croissante dans les domaines des consommables informatiques (disques souples et rigides, bandes magnétiques).

Nos distributeurs leur réservent déjà un accueil très enthousiasmant. Aussi, pour les aider à développer leurs ventes, vous allez les former, gérer, aider et structurer ce réseau de concessionnaires. Dynamisme, autonomie, assiduité et ambition seront donc des qualités indispensables pour bien tenir le poste. A 28 ans au moins, vous avez acquis une première expérience de la vente, si possible dans le domaine informatique ou dans la distribution de produits consommables (rassemblez-vous, nous vous formerons de toutes façons).

Vous avez donc à présent tous les atouts en main pour postuler et pour prétendre à une rémunération très motivante (fixe + % + frais + indemnités kilométriques), sans oublier bien sûr les avantages divers que peut vous offrir un grand groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous référence 971 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181 avenue Charles de Gaulle - NEUILLY SUR SEINE



ALPHA-CDI



OFFRES D'EMPLOIS

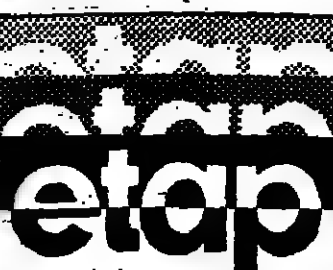
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



**Promoteur des ventes**

réf. 225 AM

**La performance industrielle dans l'habillement.**



Premier Groupe Européen de Jean's (activité doublée en 4 ans) intensifie l'activité de son Marketing dynamique et opérationnel en étoffant ses structures.

**Dans le cadre d'une politique prospective.**

Le poste de Promoteur des Ventes est créé et le titulaire du poste sera l'adjoint direct sur le terrain du Responsable Marketing et Publicité.

Il participera aux actions promotionnelles (mise en valeur des produits sur le lieu de vente - engagement des magasins - plans de publicité groupés...), il mettra en œuvre la politique d'assistance ou résous de distribution et il assurera une remontée de l'ensemble des informations du marché.

La réussite de son action sur le terrain pourra l'amener à terme à constituer une équipe de promoteurs qu'il formera et dont il aura la responsabilité.

Poste intéressant et évolutif pour un cadre commercial dynamique de formation supérieure et disposant d'une première expérience dans le Marketing grande distribution.

Réelle opportunité de développement de carrière au sein du département Marketing pour un cadre motivé, dynamique, animateur.

Poste à Paris.

**Responsable des achats**

réf. 221 AM

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PERFORMANTE**, spécialisée dans les produits d'assemblages métalliques et plastiques (moyennes et grandes séries) crée la fonction de Responsable Achats.

Le titulaire sera chargé d'organiser, mettre en place et gérer une petite équipe afin d'assurer, dans les meilleures conditions de coûts et de délais, la totalité des achats. Professionnel(e) d'au minimum 32 ans possédant une formation de base supérieure (DUT/ENI ou ESCA), il pourra apporter la preuve de ses capacités de négociateur et d'animateur au travers d'une expérience d'au minimum 5 ans dans le domaine de la petite mécanique (grande série si possible).

La maîtrise de la langue allemande est nécessaire.

Anglais apprécié.

Poste banlieue est de Paris.

Rémunération : 200 000 F/an

**Ingénieur de fabrication adjoint au directeur industriel**

réf. 229 AM

**FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE EUROPÉEN**, située à 100 km est de Paris, recherche un Ingénieur de Fabrication, Adjoint au Directeur Industriel.

Rattaché au Directeur Industriel, il aura pour mission :

- de poursuivre les études d'automatisation et d'amélioration de la productivité des chaînes de fabrication existantes,
- de participer à la définition de la stratégie de développement des activités de production,
- d'étudier les possibilités de nouvelles fabrications.

De formation "Arts et Métiers" ou équivalent, il aura une première expérience en production de 4 ans environ.

La souplesse des relations humaines en milieu industriel, le sens du commandement, des compétences en automatisation, robotique, informatique appliquées seront des atouts appréciables.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

**AGRO + IAE une carrière motivante en économie finances**

réf. 225 AM

**ORGANISME FINANCIER DU SECTEUR AGRICOLE**, récent mais solidement implanté au plan national, étoffe ses structures.

Une équipe jeune et dynamique propose à un jeune AGRO + IAE ou école de Commerce, disposant de préférence d'une expérience de 2 à 3 ans dans un secteur agro-alimentaire ou bancaire, de les rejoindre pour participer à la mise en place de leurs interventions et contribuer à leur développement.

Sa mission implique, dans plusieurs secteurs importants de la filière agro-alimentaire :

- d'analyser l'évolution économique de ce secteur,
- d'effectuer des diagnostics d'entreprises et de participer activement au montage d'interventions financières (prise de participation, crédit...) et d'en assurer le suivi.

Ce poste évolutif implique un goût des responsabilités, une forte motivation professionnelle, des qualités d'autonomie et de contact.

Poste à Paris.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.



4, rue Massenet 75116 Paris

**ENERTEC**

Société du Groupe Schlumberger recherche pour son Département Acquisition Enregistrement Magnétique

**Ingénieur Electronicien**

Au sein de l'activité télémétrie qui conçoit et développe des systèmes d'acquisition en temps réel, il sera chargé de mener à bien l'étude, la conception et la mise au point d'un projet matériel en respectant des objectifs de performance, prix et délais.

Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants (0 à 2 ans d'expérience) diplômés d'une grande école.

Une connaissance des microprocesseurs (matériel et logiciel) serait appréciée. Nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution dans un groupe de dimension internationale.

Le poste est basé à Vélizy.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. 3275, au Service du Personnel, ENERTEC Schlumberger, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC

Schlumberger

**UNIGRAINS**

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES (90 personnes), recrute à PARIS (Pont de l'Alma -rive droite):

**INGÉNIEUR CONFIRMÉ PRODUCTIONS ANIMALES**

Il relèvera du Responsable de la Sous-Direction économie des productions animales et animera une équipe de 4 personnes dont 2 ingénieurs. Il sera chargé d'étudier, concevoir, proposer, mettre en place et suivre notamment des actions générales de développement et d'organisation dans le domaine des productions animales impliquant des interventions économiques et financières.

Il suivra également l'évolution des techniques et systèmes de production. Courts déplacements en province.

Le candidat - 32 ans minimum - a une formation agronomique et une expérience confirmée dans le secteur des productions animales. Ses capacités d'animation seront aussi importantes que ses motivations pour le développement.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (261.66.61) ou écrire sous réf. 55 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BENATOUI - GROUPE ESC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

**consultants internationaux**

**énergie et environnement**



METRA CONSEIL INTERNATIONAL, la filiale conseil du Groupe SEMA-METRA, l'un des tous premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie (2500 personnes), développe de nombreuses activités de conseil de haut niveau dans les pays en voie de développement.

Dans ce cadre, METRA CONSEIL INTERNATIONAL recherche des consultants chefs de projet chargés de mission de conseil de durée limitée (1 à 2 ans), à l'étranger (Moyen-Orient, Afrique, Amérique Latine, Asie du Sud Est), auprès d'administrations et d'organismes publics concernés par les problèmes d'énergie et d'environnement.

Ces chefs de projet auront une formation d'ingénieur (X, E.C.P., Mines, E.S.E. etc...), et disposeront d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines de la planification énergétique, du gaz naturel ou de l'utilisation rationnelle de l'énergie (industries, transport) d'une part, de la valorisation des résidus agro-industriels et urbains d'autre part. Très bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement d'une deuxième langue (de préférence espagnol, arabe) et, si possible, expérience de l'expatriation.

Prendre rapidement contact avec Irène MICHARD en adressant une lettre manuscrite, CV, et prétentions sous référence 10524/M à Sama-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sama selection

Paris - Le Lion

Sélection - Travaux

**CERBERUS GUINARD LEADER FRANÇAIS DE LA DÉTECTION D'INCENDIE**

**JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ou TECHNICIEN**

avec maîtrise micro-informatique ou électronique, micro-informatique pour renforcer l'une de ses équipes produits. Il sera chargé de prendre en compte une ligne de produits, son travail sera varié, en contact avec les réalités du terrain. Déplacements de courte durée. Anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous réf. n° 4 à: J.R. DESCHAMPS, CERBERUS GUINARD, 617, rue Fanny, Z.I., 78530 BUC.



**CONSEIL ET RÉALISATION EN INFORMATIQUE**

Dans le cadre de son développement géographique CORI recherche pour LYON, GRENOBLE, MARSEILLE

**en INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**

**Automaticiens confirmés**

2 ans d'expérience temps réel acquise sur matériel SOLAR, MITRA, DIGITAL, HEWLETT PACKARD ou MICROS.

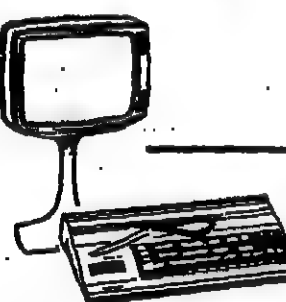
**en INFORMATIQUE DE GESTION**

**Ingénieurs confirmés**

2 ans d'expérience en grande systèmes IBM ou Bull et maîtrisant les réseaux ou bases de données.

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Adresser candidature, C.V. et photo en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à CORI, 17 quai Gillet, 69004 LYON.

MEUBLES DE SERVICES INFORMATIQUES



**NOTRE CHEF DE PROJET "GESTION DU PERSONNEL"**

De formation supérieure et avec 3 à 5 ans d'expérience, vous êtes soit un homme du personnel qui avez acquis une expérience pratique de l'informatique, soit un informaticien qui avez plongé dans la gestion du personnel.

**VOUS VOULEZ MAINTENANT INTÉGRER INFORMATIQUE ET GESTION DU PERSONNEL**

Nous vous offrons l'opportunité de concrétiser votre projet en rejoignant, à Saint-Cloud, la Direction Informatique de notre branche GRAND PUBLIC qui groupe 8 sociétés commerciales et 30 sites industriels. Vous serez l'artisan responsable de la diffusion et de l'implantation, décentralisée par un réseau d'ordinateurs IBM, du progiciel de gestion du personnel.

Sachez que votre évolution ultérieure peut aussi bien passer par l'informatique que par la fonction personnel à un poste de responsable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 4514 LM, à notre Conseil, J. TALLIEU ALEXANDRE TIC S.A. - 10, rue Royale, 75008 PARIS.



**THOMSON GRAND PUBLIC**



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**EVOLUER** Nous sommes une société française filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas. Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participez à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

**VIVRE** Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonomie sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

**CREER** Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

## Diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si vous avez 2 à 4 années d'expérience commerciale en informatique ou une forte motivation pour la négociation, rejoignez-nous comme

**INGÉNIEUR MARCHÉ**  
Responsable d'affaires, vous aurez à promouvoir les services de CEGI-TYMSHARE dans les grandes entreprises françaises et internationales et à gérer le développement de vos clients.



Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme

**INGÉNIEUR CONSULTANT**  
vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications.

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme

**INGÉNIEUR LOGICIEL**  
vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place.

Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties. Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse. CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD - Tél. 602 70 12

NOUS RECHERCHONS

**MÉDECIN**

H. ou F., 40 ans environ  
Conseil à temps complet, Paris.  
Expérience industrie pharmaceutique nécessaire (études cliniques, développement produits, stratégie, marketing).

Brev. candidatures c.v. + photo et prêt, adresse confidentielle, à 1. Envoyer sous le n° T 69.082 M

**MÉDECIN-PRESSE**  
7, rue de Montcaumon, Paris-7.

Si vous êtes ASSISTANT(S) SOCIAL(S) DIPLOMÉ D'ÉTAT avec au moins 10 ans d'expérience professionnelle. Si vous aimez travailler et constituer des dossiers précis. Si vous êtes et parlez l'anglais. Alors adressez votre C.V. et S.S.A.E. 72, rue Régiment, 75013 PARIS.



## Direction des Activités Nouvelles

Vous offre de participer à son expansion dans la Commercialisation des systèmes CAO/CFAO

**VOUS ÊTES-INGÉNIEUR**  
et vous avez 1 à 2 ans d'expérience dans un bureau d'études ou en fabrication. Vous avez utilisé ou mis en œuvre un système CAO ou CFAO. ou vous avez 1 à 2 ans d'expérience dans la commercialisation de systèmes de CFAO.

**POSTES A POURVOIR:**  
**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**  
**INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

Ces postes sont à pourvoir à PARIS, mais impliquent l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Merci d'adresser votre candidature à notre Département Recrutement, 2, rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence GRA-M-14/11. Elle sera traitée avec la discrétion qui s'impose.

Un **CONSTRUCTEUR DE MICRO-ORDINATEURS** diversifie son implantation sur le marché français en recherchant

## 2 RESPONSABLES COMMERCIAUX

**RESEAU DISTRIBUTEURS** (réf. 969 M)

Directement rattaché au Directeur des Ventes, vous serez l'animateur d'une équipe d'ingénieurs commerciaux, chargé de notre développement commercial à travers un réseau de revendeurs et de distributeurs sur toute la France. Vous aurez le réseau en place, le dynamisme, rechercherez de nouveaux interlocuteurs et les assisterez dans leur stratégie, vous serez également un homme de conseil capable de les guider et de leur permettre d'optimiser leurs résultats.

Ces deux postes s'adressent à des professionnels de la distribution de produits bureautiques, informatiques ou péri-informatiques. Vous avez compris qu'en plus de vos talents de vendeurs, ces missions requièrent un sens aigu de l'autonomie, une aisance dans les contacts, le goût du challenge et une réelle disponibilité puisque vous intervenirez sur toute la France.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil. ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

**RESEAU BOUTIQUES** (réf. 970 M)

Les « Boutiques de Micro » : vous connaissez ? Alors venez créer notre nouvelle implantation. Vous allez mettre en place un réseau de boutiques que vous sélectionneriez, assisterez et aiderez dans le lancement de nos gammes : matériels, logiciels et notre nouveau micro portable. Une bonne sensibilité pour ce type de commercialisation vous permettra de faire remonter les informations du terrain afin d'affiner notre stratégie marketing.

Ces deux postes s'adressent à des professionnels de la distribution de produits bureautiques, informatiques ou péri-informatiques. Vous avez compris qu'en plus de vos talents de vendeurs, ces missions requièrent un sens aigu de l'autonomie, une aisance dans les contacts, le goût du challenge et une réelle disponibilité puisque vous intervenirez sur toute la France.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil. ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

## ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géo-physiques de haute technologie utilisées dans des sondages pour la recherche pétrolière.

**Réaliser de nouveaux produits**  
est la mission que nous souhaitons confier à  
**un jeune ingénieur (ECP, ENSAM, INSA)**  
(débutant ou 1<sup>ère</sup> expérience)

Au sein de notre Département Fabrications Mécaniques, il intervient au niveau d'une ligne de produits (sondes), aux différents stades d'évolution du projet.

**Conception :** il assure la faisabilité des produits dont il aura ultérieurement la charge.

**Industrialisation :** en collaboration avec une équipe d'ingénieurs pluridisciplinaires, il étudie le dossier élaboré par les études et organise le lancement de prototypes.

**Production :** il est responsable de la fabrication des pré-séries et des séries. Pour ce faire il coordonne les actions du planning, des achats et des méthodes avec le souci permanent d'améliorer la fiabilité et la qualité des produits.

La diversité des contacts liés à ces fonctions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Société suppose des qualités relationnelles importantes.

Ce poste requiert une bonne pratique de l'anglais et en outre une grande curiosité technique et le goût du challenge. Il ouvre des perspectives d'évolution certaines au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger en France et à l'étranger. Merci d'adresser votre candidature sous référence 1311 M à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

## LE CONTROLE BUDGETAIRE "ALL AROUND THE WORLD"

La Division Internationale, basée à Paris, de notre société recherche un jeune cadre chargé de superviser la comptabilité de nos filiales à l'étranger. De formation ESCAE, Ecole de Commerce + DECS, il possèdera une expérience professionnelle d'environ 3/5 ans ainsi qu'une parfaite aisance dans la langue anglaise. Préparant la consolidation comptable au niveau groupe, il aura en outre la responsabilité de l'élaboration, de la participation et de la gestion budgétaire. Cette fonction le mettra en rapport avec de nombreux services, il est donc nécessaire qu'il possède le sens des contacts humains et le goût de la mobilité car des déplacements sont à prévoir. Pour un premier contact, merci d'envoyer votre candidature à FROMAGERIES BEL, R. FOLLJOT 4, rue d'Anjou - 75008 Paris.



FILIALE PERFORMANTE D'UN GROUPE INTERNATIONAL connaissant un développement important, située en région parisienne nord, + de 100 personnes, recrute :

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

(SUPELEC, TELECOM ou équivalent)

■ **UN INGENIEUR CONFIRME** ayant une expérience réussie en MATERIEL INFORMATIQUE et TELECOMMUNICATIONS. Salaire : 240.000 F ± /an. réf. CK/A

■ **DE JEUNES INGENIEURS** possédant si possible une première expérience. Salaire fixé en fonction des compétences. réf. CK/B

Pour tous ces postes, de réelles possibilités d'évolution existent. Merci d'écrire avec CV et photo (en rappelant bien la référence ci-dessus) à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

## Industrie biologique chef du département technique

Prendre en charge l'ensemble de la fonction technique, maintenance industrielle aux plans technique, économique et humain. Assurer cette responsabilité depuis l'étude des investissements jusqu'à la complète intégration des équipements. Animer l'équipe (50 personnes) comprenant également d'autres unités (temporaires régionales...). C'est la mission que vous propose cette société industrielle française de tout premier plan dans son domaine d'activité (400 millions de CA, 1100 personnes). Ingénieur ARI ou équivalent, vous justifiez d'une expérience industrielle de 8 à 10 ans acquise dans un secteur lié à la parachimie, à la pharmacie ou à l'industrie biologique. Vous avez animé des équipes techniques avec succès. Vous souhaitez élargir votre champ d'activité en participant à des projets d'envergure dans un contexte en pleine mutation. Le poste est basé en proche banlieue Sud. Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M177 A à Olivier Chauvatin, OC Conseil 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines

Association internationale leader dans son domaine recherche

## UN (E) ASSISTANT (E) DE GESTION

La personne recherchée a une formation supérieure de type école de commerce et une première expérience en comptabilité et/ou contrôle de gestion. Des connaissances en micro-informatique de gestion seraient appréciées.

Envoyer c.v., photo et prétentions à : C. DAMESIN, 68, bd Saint-Marcel, 75005 PARIS.

**URGENT**

CENTRE DE FORMATION COURS PRIVÉS hors contrat plein centre Paris recherche

## INGÉNIEUR INFORMATICIEN ET PROFESSEUR

Pour étude logiciels divers et enseignement posts BAC ou BTS. Excellent pédagogue.

Temps plein, très bon salaire. Professeurs à temps partiel acceptés également.

Env. cv, photo, prêt. à SPER, 13, bd Bonne-Nouvelle, 75010 Paris, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du groupe SCHLUMBERGER, Flopetrol Johnston exerce principalement ses activités dans la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Au sein de la Direction Recherche et Développement, des équipes aux compétences les plus variées (Informatique Scientifique, Electronique, Physique, Mécanique...) conçoivent et développent les outils faisant appel aux techniques les plus avancées. Elle recherche aujourd'hui :

Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent

**Chef de projet électronique**

A la tête d'une petite équipe projet, il est responsable de la conception, du développement et de la mise en œuvre d'outils de mesure. Il possède de solides connaissances en électronique et logiciel. Il a le sens du dialogue et le dynamisme requis pour diriger un groupe. Il a 3 à 5 ans d'expérience. (réf. B346)

**Ingénieur étude**

Au sein d'une équipe projet, il participe à l'évolution d'un système d'acquisition et de traitement de données. Il est responsable de l'étude de nouvelles options. Il a de bonnes connaissances en matériel informatique et logiciel. Il est débutant ou a une première expérience. (réf. B348)

**Electronicien/informaticien**

Au sein d'une petite équipe projet, il étudie et réalise des sous-ensembles à micro-processeurs et écrit le logiciel correspondant. Il possède de bonnes connaissances en électronique logique, microcalculateur et logiciel. Il peut être débutant. (réf. B347)

**Ingénieur système**

Il sera responsable d'un centre de calcul et de la gestion d'un réseau. Il bénéficiera d'un environnement informatique exemplaire (VAX, réseau international...). Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la spécialité. (réf. L239)

**Responsable CAO**

Il sera le responsable de la définition, de la mise en place et de l'exploitation d'un système de conception assistée par ordinateur. Outre une spécialisation en mécanique, il a de préférence une première expérience dans un bureau d'études équipé de CAO. (réf. C34)

La connaissance de l'anglais sera appréciée. Ces 5 postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - offrent de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe international de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel : Etudes et Fabrications Flopetrol - BP 592 - 77005 Melun Cédex.

FLOPETROL JOHNSTON  
Schlumberger

Société de Ventes d'articles textiles à domicile employant 600 salariés recherche pour son siège social situé à Paris

**chargé d'études fonction personnel HF**

2<sup>e</sup> cycle gestion du personnel ou équivalent. Missions : élaboration et suivi de tableaux de bord, suivi de la législation sociale, études diverses (horaires variables, livrets d'accueil...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 42850 à DEB'S 140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

Notre Sté mondialement connue est leader sur son marché. Nous sommes fortement implantés en France depuis plus de 50 ans. Nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipements lourds, nous souhaitons intégrer

**un chef de service comptabilité générale**

dans une équipe jeune dont il (elle) aura la responsabilité.

Il (elle) assurera entre autre :

- la consolidation et le reporting mensuel/annuel
- la comptabilité générale
- la comptabilité auxiliaire.

Pour ce poste, nous recherchons un FORT POTENTIEL, capable d'évoluer rapidement au sein de la direction financière.

Il (elle) sera de formation supérieure (BSC option finance, comptabilité, DEC3 complet ou équivalent) ayant 5 ans d'expérience minimum au sein d'un cabinet ou d'une multinationale.

De nombreux rapports avec la maison mère nécessitent une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste est basé à 80 Kms nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions à N. 4237 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

IBM France

**usine de Corbeil-Essonnes**  
Au sud de Paris

**recherche**

**INGÉNIEURS INFORMATIENS**

pour des postes de :

- Concepteurs de logiciel.
- Ingénieur Système.
- Chef de projet d'informatisation.
- Responsable de réalisations d'applications.
- Débutant(e)s ou possédant quelques années d'expérience.
- Bonne connaissance de l'anglais : possibilités de séjour aux U.S.A.
- Ces postes et carrières sont évolutifs en fonction des aptitudes et des goûts.

Merci d'envoyer lettre de candidature et CV à IBM France - Service de Recrutement des Cadres - 224, boulevard John-Kennedy, B.P. 58 - 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MASH

**E** L'Entreprise Industrielle

3<sup>ème</sup> Groupe en France de Travaux Electriques recherche pour sa Direction Régionale Nord-Est - Base Dijon

**INGENIEUR ELECTRICIEN** avec solide expérience installations automatisme instrumentation informatique industrielle pour poste Ingénieur d'Affaires - Chef de Groupe. M1

**INGENIEUR THERMIEN** expérimenté pour poste responsable travaux climatisation et tuyauterie industrielle. M2

**INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN** avec première expérience travaux d'installations électriques (débutant accepté) pour poste Ingénieur d'Affaires. M3

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence à Mme JEUNOT - L'Entreprise Industrielle - Service Recrutement - 29, rue de Rome - 75008 Paris.

Association pour le développement de la formation des immigrés

**3 RESPONSABLES DE CENTRE REGION PARISIENNE**

- Actions alphabétisation, insertion professionnelle.
- Publics : Scénarios documentaires, revues, journaux, magazines.
- Responsabilité équipe pédagogique 7 à 14 personnes.
- Salaire brut 6.179 F.

**1 FORMATEUR TECHNIQUE**

- RS-ORANGES (SI)
- Informatique, atelier, dessin.
- Salaire brut 6.179 F.

Envoyer C.V. à ADPI 68, bd de la Chapelle, Paris-18. Ne pas téléphoner.

**Pas de fausse modestie entre nous**

**PRIME**  
Computer

Groupe international créé en 1972, PRIME connaît un essor tel qu'il s'agit d'une modestie.

Avec une progression annuelle de 44 % de notre chiffre d'affaires et un investissement constant en matière de recherche (12 % du C.A.), nous nous situons parmi les leaders mondiaux sur le marché de la maintenance informatique.

Afin de poursuivre notre formidable expansion en France (400 systèmes déjà installés), nous recherchons :

**Branch field manager**  
Paris Sud (basé Suresnes)

Ingénieur de formation (ou autodidacte confirmé), bilingue anglais, vous possédez une solide expérience (5 ans minimum) dans un poste similaire et de préférence chez un constructeur américain.

Dépendant du directeur de maintenance, vous serez responsable de la gestion, de la coordination et de l'animation d'une équipe de 20 techniciens.

Homme de contact, vous êtes avant tout rigoureux dans votre organisation et soucieux de la qualité du service apporté à notre clientèle. (Réf. BM/P)

**Techniciens de maintenance**  
Paris (RM, TM/P) - Lille (RM, TM/L) - Lyon (RM, TM/L)

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation DUT ou BTS électronique, possédant une expérience d'au moins 3 ans, plus particulièrement dans les domaines suivants : unités centrales et périphériques CDC-CDS. En outre, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

**Techniciens de laboratoire**  
Paris

Ingénieurs ou autodidactes, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans un centre de réparation en milieu informatique ou électronique. Vous serez responsable du dépannage des unités centrales et des contrôleurs de notre gamme. Bonne connaissance de l'anglais exigée. (Réf. RM/HV)

\*\*\*

Pour tous ces postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à

PRIME COMPUTER FRANCE  
Direction Maintenance  
Alain PETIT  
25, av. de l'Europe  
92310 SEVRES.

MEDIA BK

**Publicité de recrutement :**

Le verbe, la plume, la conviction  
En un mot, la communication

HAVAS CONTACT, l'un des leaders de la Publicité de Recrutement, renforce la champ d'intervention de son Département PUBLICITE INSTITUTIONNELLE, en intégrant un nouveau CHEF DE PUBLICITE.

- Développer un important portefeuille de clientèle.
- Commercialiser des projets relatifs à la communication sociale d'entreprise.
- Participer au développement de nouveaux profils.

Telles seront les grandes lignes de votre action, menée en étroite collaboration avec nos Chefs de Publicité et une équipe de créatifs, sous la responsabilité de notre Directeur Commercial.

Aujourd'hui, vous exercez vos talents en Agence de Publicité, dans un Support ou dans un Cabinet de Recrutement. Dans tous les cas :

- vous connaissez bien les préoccupations des entreprises en matière de recrutement et de communication sociale.
- vous possédez un bon et bon brin de plume.
- vous savez dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau, les conseiller et les convaincre.

**En un mot, vous savez communiquer**

Votre candidature sera naturellement traitée en toute confidentialité. Merci de l'adresser, en réf. HC/M à Dominique GEORG - HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## assistant secrétaire général

Un ORGANISME PROFESSIONNEL à vocation EUROPEENNE réputé pour son dynamisme, crée un poste de Cadre pour secourir son Secrétaire Général.

Il débutera dans la fonction, en se voyant confier la gestion d'une ligne de produits nécessitant une analyse fine et active de son marché sur les plans National et International. Il procédera à des Etudes Economiques et Marketing, et mettra en place un outil statistique. Il jouera un rôle de conseiller auprès des Dirigeants des Sociétés Adhérentes Françaises et Européennes, il organisera et animera des commissions les réunissant. Il sera conduit progressivement à participer à l'ensemble des activités de l'organisme.

Ce poste de GÉNÉRALISTE impliquant excellent sens des contacts, esprit mobile et curieux, et sens aigu de la communication orale et écrite, représente une opportunité très intéressante pour un DIPLOMÉ ESSEC, IEP, ESC ou équivalent de 27 ans minimum ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans associant Etudes Economiques et Relations Commerciales. Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2534 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## GROUPE EXPANSION recherche un CADRE commercial de HAUT NIVEAU

Sa mission consistera à commercialiser en direct des produits-presse et à inventer constamment de nouveaux axes de développement dans le domaine de la promotion et du Merchandising. A la fois homme d'idées, de réalisation, et de terrain, il suit ses produits depuis le premier contact client, coordonne l'étude et la réalisation des projets avec les différents Services du Groupe, enfin analyse les résultats obtenus. Très autonome et entreprenant, il établit des relations au plus haut niveau avec des Chefs d'Entreprises, et se passionne pour toutes les nouvelles techniques de marketing direct.

Ce poste représente une réelle opportunité pour un CADRE COMMERCIAL de FORMATION SUPERIEURE (ESSEC, ESCP, IEP, ISG...) ayant au moins cinq années d'expérience de la négociation et de la vente de Produits haut de gamme, de Services ou de Concessions (comme Directeur de Clientèle par exemple). Une connaissance des milieux économiques et de l'entreprise est nécessaire. La rémunération, motivante, sera fonction de l'expérience.

Les dossiers de candidatures, sous réf. 2928 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL EN MARKETING  
très bien positionnée sur un marché porteur  
marchés

## CONSULTANT - CHARGÉ D'ÉTUDES

FONCTIONS :

- Intervient en qualité de consultant.
- Dirige les projets qui lui sont confiés.
- Contribue à acquérir de nouveaux clients.

PROFIL :

- 25 ans minimum.
- 3 à 5 ans d'expérience en société d'études et/ou de conseil.
- Maîtrise des types d'études.
- Formation supérieure.
- Imaginatif, rigoureux.
- Anglais courant et précis. (nombreux projets internationaux).

SITUATION QUI INTERESSERA UN CANDIDAT  
AYANT LE GOUT D'ENTREPRENDRE.  
SYSTÈME DE RÉMUNÉRATION TRÈS MOTIVANT  
POUR UN CANDIDAT PERFORMANT.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite à :  
SAINT-JEREMY MARKETING & STRATÉGIE, R.P. 6,  
94200 CACHAN.  
Réponse rapide. Discrétion assurée.

ASCENSEURS SOULIER

recherchent

AGENTS COMMERCIAUX

AGENTS TECHNIQUES

COMMERCIAUX

2 années d'expérience

dans la vente soussolaires.

Connaissances

en ascenseurs apprises.

Envoyer lettre manuscrite

C.V. + photo + références à :

B.P. 58, 75182 TRAPPES.

SOCIÉTÉ CHIMIE FINE

recherche

INGÉNIEUR

CHIMISTE

Ouverture d'expérience.

Connaissances micro

chimie et pratique de l'anglais

Adresser lettre manuscrite,

C.V., photo et références sous

références 12-403 à

PIERRE MULOT PUBLICITÉ,

30, rue de l'Assommoir,

75008 PARIS qui transmettra.

## TELECOM 1: une autre orbite professionnelle



FRANCE CABLES & RADIO est une importante société au service de la communication dans les entreprises, qui intègre le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de télématique et de bureautique. La Direction TELECOM 1, dans le cadre de l'expansion de son service des ventes à PARIS, recherche des ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux parlant couramment anglais et éventuellement une autre langue, et disponibles pour de brefs séjours en province ou dans les pays européens limitrophes.

### ingénieurs commerciaux H/F

Agé d'une trentaine d'années, vous êtes habitué, par votre formation supérieure et votre première expérience dans la vente, aux négociations de haut niveau; notamment dans le domaine public et des administrations. Vos connaissances vont des réseaux aux techniques de communication en passant par les architectures informatiques, les télécommunications, les transmissions de données.

Du conseil à la commercialisation des contrats de services, vous réaliserez vos objectifs dans un environnement d'avenir.

### ingénieurs technico-commerciaux H/F

Après une formation supérieure en informatique et/ou en Télécommunications, votre première expérience vous a apporté, à 30 ans environ, la maîtrise des techniques de communications numériques, des architectures informatiques et de leurs systèmes d'exploitation. Vous développerez des argumentaires, des programmes de formation interne et externe, soutiendrez techniquement la force de vente et participerez aux présentations auprès des clients.

Le Cabinet ORSI chargé de ce dossier, répondra à toutes les candidatures après examen.

**ORSI** 13, place Kosciuszko 75009 PARIS (France)



## Biochimie & pharmacocinétique

Nous sommes un des tous premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. Nous comptons aujourd'hui 8000 chercheurs et nous sommes intégrés dans notre centre de toxicologie en France un

### BIOCHIMISTE ANALYSTE

au sein d'une équipe de 100 personnes, il devra coordonner et diriger le travail de 4 techniciens sous l'autorité du responsable du service biochimie. Il devra développer et standardiser les méthodes d'extraction, d'analyse de molécules médicamenteuses dans les milieux biologiques. Vous êtes un analyste expérimenté et maîtrisez parfaitement les techniques d'HPLC et CPG. Votre expérience est de 8 à 10 ans dans ce domaine. L'anglais est votre langue de travail.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 411.086M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIE CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

## ADJOINT CHEF COMPTABLE

Responsable de la gestion de la trésorerie d'une Division (CA. 1500 MF).

Il devra par ailleurs centraliser l'ensemble des informatiques comptables de cette Division.

Il dirigera un service de 6 personnes et sera placé directement sous la responsabilité du chef comptable.

Nous recherchons pour ce poste un candidat de formation École de Commerce + DECS complet avec une expérience de 3 à 5 ans.

Il aura si possible une bonne connaissance de la fonction bancaire et de l'utilisation de l'informatique.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de la société.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et références, sous réf. 46563 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.



## INGENIEUR SYSTEME

alliez vos talents de concepteur à votre goût du conseil !

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience système de quelques années sur gros matériel IBM (MVS) ou BULL GDS 3 (SDS/TDS).

La Chambre Syndicale des Banques Populaires vous propose, dans le cadre de sa mission de conseil auprès des banques du groupe, d'évoluer au sein de son département « production informatique ».

Vous y valoriserez vos talents de concepteur et développerez votre goût du conseil en exerçant principalement les fonctions suivantes :

- conception de nouveaux systèmes,

- conseil en matière de création et de réalisation de centres informatiques,

- préconisation au niveau des logiciels de base et recherche de logiciels d'aide à l'exploitation et aux études.

Pour obtenir un complément d'information, appelez du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le (1) 296.15.16 (précisez la réf. 290).

En cas d'impossibilité, écrivez sous réf. 290LM à ALLO-CARRIÈRES - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 296.15.16

## Banque Internationale Paris 8e

Nous sommes une des grandes banques étrangères en France

Nous recherchons, dans le cadre de notre stratégie de développement, un

## DIRECTEUR RESPONSABLE DE MARCHES A DOMINANTE PASSIF

Par « marchés à dominante passif », nous entendons l'ensemble des clientèles auprès desquelles nous souhaitons promouvoir en priorité des produits et des services de trésorerie et de placement : grandes entreprises françaises ou multinationales, institutionnels résidents et non résidents, banques et correspondants, etc...

Par Directeur responsable, nous entendons à la fois

- un excellent technicien des opérations bancaires et financières.
- un tempérament de commercial : aptitude au contact clientèle de haut niveau, mobilité géographique, bi ou trilinguiste.
- un animateur d'hommes : il s'agit de coordonner l'action de plusieurs responsables de clientèle.

Le profil souhaité est donc un cadre supérieur, d'environ 40 ans, pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction de ce type et connaissant bien au moins une des clientèles ci-dessus. Parlant l'anglais et/ou l'allemand, il possèdera un réel tempérament de « chasseur », et l'aptitude à s'intégrer dans une équipe jeune et très motivée.

M. A. Dannenberg (1) 267.81.24 vous assure la discrétion et transmettra votre candidature CEPIAD 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

## Organisateur Informaticien.

Le Crédit Commercial de France, importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7.500 personnes, recherche un Organisateur Informaticien.

Vous avez une formation informatique renforcée par une expérience de 3 à 5 ans.

Vous souhaitez vous orienter davantage vers l'organisation.

Vous disposez des 2 qualités essentielles : rigueur et curiosité, qui vous permettent de mener à bien votre mission.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe attachée à la conception et à la réalisation de l'une de nos principales applications.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Crédit Commercial de France Direction des Carrières - 103, Champs-Élysées - 75008 PARIS.





REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### Vivez l'harmonie

Croissance et rentabilité, qualité et innovation, travail et loisirs... Autant d'occasions de tendre vers l'harmonie. Nous vous proposons aujourd'hui 2 nouveaux postes.

### 2 Ingénieurs d'Affaires.

chargés de répondre aux appels d'offres. Ils auront la charge du suivi des projets et assisteront les commerciaux pour les nouveaux produits. Ils devront tenir ces postes, les candidats ont une expérience de Chef de Projets dans un environnement Grands Systèmes, Télématique ou/et Recherche Documentaire. (réf. M 2140).

### 1 Ingénieur

### Futur Gestionnaire de Projet.

Profil requis: 3 ans d'expérience sur Réalité 5000 d'interconnexion. Il est nécessaire de connaître les réseaux. Des déplacements sont en outre à prévoir. (réf. M IFGO).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. correspondant à Télématique Service du Personnel, 115 rue du Bac - 75007 Paris.



DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

### RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Envoyer C.V. avec photo:  
Ecrire sous le n° T 65.071 M  
RÉF: PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

LA VILLE D'ETAMPES  
(Ind. d'Etampes)

Recrute d'urgence  
- Sur sites (inscription sur  
- Par téléphone.

UN(E) ATTACHÉ(E)  
OU ANIMATEUR(ICE)

de 1<sup>er</sup> classe  
pour la coordination  
du service jeunesse.

ADRESSE: CAND. et C.V.  
avant le 15 DEC. 1984 à:  
Monsieur le Maire  
91152 ETAMPES CEDEX

IMPORTANTE LIBRAIRIE

Recherche  
VENDEUSE

Bon niveau général et litté-  
raire.  
Sérieux, présentation,  
Minimum 30 ans.

Env. C.V., photo et carte, n°/r  
T 69.084 M RÉF: 1984 à:  
7, rue de Montesson, Paris-7.

JEUNE RESPONSABLE  
SERVICE APRES-VENTE

BTS ou BUT Mécanique  
ou équivalent, 5 à 10 ans  
d'expérience, 120 000 F  
annuel, 150 000 F  
100 000 F + 180 000 F  
brut/an

Une société d'importation et  
distribution de très importants  
équipements pour les industries  
plastiques (grosses rotatives,  
plastiques diverses) à Paris,  
recherche un jeune cadre  
technique apte à communiquer à  
haut niveau avec les services  
techniques des fournisseurs ou  
des clients, à organiser  
efficacement les actions de SAV,  
Déplacements (avion, auto) bruits,  
intéressants. Résidence région  
parisienne.

Une expérience de montage, ou  
d'entretien d'équipements  
mécaniques complexes est  
souhaitée.

Merci d'adresser C.V. et photo à:  
M. C. V. 127 à  
SÉLÉCTE CARRIÈRES  
18, rue de Valenciennes, 75001  
PARIS CEDEX 02

### HOLDING GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

(C.A. consolidé 2,6 Milliards - 3.000 personnes)

### RECHERCHE POUR PARIS CRÉDIT-MANAGER EXPÉRIMENTÉ DU SECTEUR BATIMENT

Vous assurerez, sous la dépendance de la  
Direction Juridique et du Directeur  
et sa relation étroite avec les 70 filiales  
de la mise en place et l'animation d'une  
cellule de collecte, de traitement et  
d'analyse des informations commerciales  
et financières.

• La définition et le contrôle des risques  
clients.

• La tenue des statistiques et leur rapport  
à la Direction Générale.

Vous êtes organisé et doté d'un bon esprit  
de synthèse. Une connaissance du sec-  
teur bâtiment serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions  
sous réf. 81520 M à BLEU Publicité  
17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex

### INGÉNIEURS INFORMATIQUES ET CHEFS DE PROJETS H. ou F.

Permis de conduire obligatoire  
du chef d'équipe exp. 1 ou  
3 ans dans un poste d'ingénieur.

Connaissances SIRS 8 et  
CGOS mod. 400. Act. déve-  
loppement, logis, sur DPS 7/80 et  
mini 6 interconnectés. Nantais,  
français, libéré O.M.

Disponibilité immédiate.  
Rémunération: 112.000 F/an.  
Ecrire n° 20.154. Centre  
d'Annecy, 121, rue Féder-  
sion, 75002 Paris, qui transmet.

### secretsaires

### SECRÉTAIRE ASSISTANTE BILINGUE ANGLAIS

Bureau de langues  
langues étrangères  
cherche

PERSONNE  
PARFAITEMENT BILINGUE  
pour petite équipe, travail  
responsable et indépendant.  
Tél: 150-2-1-77  
9 h à 12 h. M. GALOUMH.

"Société internationale  
recherche  
SECRÉTAIRE  
STANDARDISTE  
parfaitement bilingue  
anglais-français.  
Téléphonez mercredi de  
9 h 30 à 12 h 30 au 763-46-26.

### formation professionnelle

CENTRE  
INTERNATIONAL  
DE TRAITEMENT  
INFORMATIQUE

Informations le Monde  
qu'il importe  
DES COURS DU SOIN  
soyez pour les préparer à l'emploi,  
et dans leur formation  
PROGRAMMATION,  
Informatique, 24-25, rue de  
200-34-65 - 247-55-65.

travail  
à domicile

RAPPE DE VOS THÈSES  
CV, GROS TRAV. RAPIDE.  
TÉLÉPHONE: 760-85-00.

Demande. Dactylographie, tra-  
vail de secr., rédaction, cor-  
rect., relecture. 258-46-47.

information  
divers

10 mn de l'école, ouest, ins-  
titution républicaine, réside-  
nce de haut standing dans  
un cadre de verdure, rap-  
port pour séjour temporaire ou dé-  
finitif personnes 3<sup>e</sup> âge en chère  
seule ou pour couple.  
24 heures.  
Authent. et relations assurées.  
Téléphone: 1905-45-05.

propositions  
diverses

L'Etat offre des emplois ca-  
dres, bien rémunérés à toutes  
et à tous avec ou sans diplôme.  
Demandez une documentation  
sur notre revue spécialisée  
FRANCE CARRIÈRES C 161.  
B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à  
l'étranger sont nombreuses  
et variées. Demandez une do-  
cumentation sur la revue spé-  
cialisée MIGRATIONS (L.M.).  
B.P. 291 - 09 PARIS.

### DEMANDES D'EMPLOIS

### capitaux propositions commerciales

### PYRÉNÉES Cabinet comptable chère à EXPERT COMPTABLE

partie dans sociétés existantes  
cause départ retraite. Prix in-  
termédiaire. Bonne rentabilité. Dis-  
position assurée. Ecrire sous  
C.V. n°/r 8008, le Monde.  
Service Annonces. Claude,  
8, rue des Italiens, 75009 Paris.

### automobiles

de 5 à 7 C.V.

Personnel RNUR vend  
11 077 km, 6 mois  
novembre. Prix: 51.000 F avec  
accréd. Tél.: M. Prieur,  
C.V. n°/r 8008, le Monde.  
Bureau: 600-80-05; domicile:  
600-32-81 (après 18 h).

### URGENT A VENDRE 305 SN BREAK 1981

Très bon état, 10 % sous  
Argus. Tél.: 532-30-18.

### divers

### BMW SERIE 3-5-7

84/86, peu roulé, garantie  
AUTO PARIS XV, 805-58-90.  
Tél.: 243-13-28 (bureau),  
427-14-76 (domicile, ap. 18 h).

### deux-roues

A VENDRE  
125 HONDA T 2, 11/82, très  
bon état, 15 % sous  
Argus. Tél.: 243-13-28 (bureau),  
427-14-76 (domicile, ap. 18 h).

### COUPLE FRANCO-ARABE

M= 34 ans, secrétaire auto-  
dactyle, bilingue anglais, fr. de  
secteur sur Wimp. M. 50  
archi. VISA: 15 ans exp.  
PMV, ZAC, POS, recherche  
emploi salarié ou libéral, indé-  
pendant, ou associé. France ou à  
l'étranger.

Mme 34 ans, secrétaire auto-  
dactyle, bilingue anglais, fr. de  
secteur sur Wimp. M. 50  
archi. VISA: 15 ans exp.  
PMV, ZAC, POS, recherche  
emploi salarié ou libéral, indé-  
pendant, ou associé. France ou à  
l'étranger.

1716, 14, rue de Valenciennes,  
75019 Paris. T.: 249-58-58.

### DEMANDES D'EMPLOIS

J.M. 25 a. coll., ancien méca-  
nicien motoriste, diplômé, C.F.P.  
réparation auto, permis C.D.  
ch. empl. rég. même étrang.  
Tél.: 181 63-62-62.

URGENT J.H. bonne présenta-  
tion, rech. empl. responsable  
niveau hautement ou food  
ou beverage.  
Ecrire sous le n° T 608.081 M  
RÉF: PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

J.P. 34 ans, D.E.S.A.  
PSYCHOLOGUE  
DU TRAVAIL  
(Bac + 5) + sérieuse exp.  
rech. pour recrutement, éva-  
luation, analyse, conseil de for-  
mation, gestion, animation et  
analyse des groupes d'ex-  
pression des salariés, etc.  
Tél.: 689-22-98.

Etudiante titulaire d'une ma-  
îtrise de psych. de l'EDP, notions  
marketing, rech. empl. inter.  
Tél.: 323-82-75.

DIRECTEUR  
EXPORT MARKETING  
Environnement technologique  
actuel, dirigeant filiale à  
l'étranger, 42 ans, multilingue,  
double propos. de 500 000 F  
une politique export agressive.  
Ecrire sous le n° T 60.018 M  
RÉF: PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

Prof. exp. d'anglais (CAPES)  
et russe, cherche poste région  
industrialisée. Eudora tertiaire im-  
p. 1983-1984. 557-19-17.  
B.P. 217, 75121 Paris Cedex 03.

Suite formation économique,  
Homme 38 ans, maîtrise anglaise +  
française, 15 ans exp. coll. haut ni-  
veau, secteur art et décoration.  
Etudiant tous les jours.  
J.-P. Chevillon, 38 rue Guyon-  
mer, Paris-9<sup>e</sup>. T.: 222-53-85.

H 30 a., ex. respons. d'une  
secteur, dir. pr. à part. dyn.  
avant od avec coll. anglaise,  
rech. ch. empl. 207-21-82.

J.H. 28 ans, D.E.S. 3<sup>e</sup> cycle Eco  
Géo internationale et dévelop. Inter-  
nat. très bon, autod. très propos.  
Rech. : formation management.  
M. Cor. M. Bendaou, 2, r. de  
Rouba, 100, 92000 Nanterre.

### CHEF DU PERSONNEL

35 ans, ayant assuré toutes  
les responsabilités de la fon-  
ction en tant que chef de ser-  
vice pendant 25 ans dans une très  
importante entreprise indus-  
trielles. Départ. Immédiat.

POSTE SIMILAIRE  
REGION PARISIENNE  
Ecrire n° 325, Centre Publi-  
cité, 20, av. Opéra, 75040  
Paris Cedex 01, qui transmet.

### SECRÉTAIRE

Exp. informatique. Bilingue  
espagnol. Ecrire M. DOUC,  
20, rue Claude-Tier,  
75012 PARIS.

### JOURNALISTE 25 ans, 3 ans, exp. prof. radio, presse écrite et reportage. Recherche emploi d'urgence France ou étranger.

Françoise Goumar,  
tel.: 358-78-55.

### COMMERCIAL, MAIS CRÉATIF

45 ans, maîtrise droit - stage  
marketing gestion - diplômé  
arts déco, bilingue anglais +  
esp. 10 ans exp. coll. haut ni-  
veau, secteur art et décoration.  
Etudiant tous les jours.  
J.-P. Chevillon, 38 rue Guyon-  
mer, Paris-9<sup>e</sup>. T.: 222-53-85.

H 30 a., ex. respons. d'une  
secteur, dir. pr. à part. dyn.  
avant od avec coll. anglaise,  
rech. ch. empl. 207-21-82.

J.H. 28 ans, D.E.S. 3<sup>e</sup> cycle Eco  
Géo internationale et dévelop. Inter-  
nat. très bon, autod. très propos.  
Rech. : formation management.  
M. Cor. M. Bendaou, 2, r. de  
Rouba, 100, 92000 Nanterre.



CHACQUE MERCREDI  
LE PANORAMA  
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres »  
publie une sélection des offres d'emplois  
destinées aux cadres, parues la semaine  
écoulée dans le Monde, plus une sélection  
d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable  
aux cadres qui voyagent et aux entreprises  
nationales ou internationales qui les  
recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro  
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

### Ingenieur agricole

en recherche et développement  
culture petits fruits

Ce poste conviendrait à un candidat ayant 2 à 3 ans  
d'expérience et appréciant les déplacements et le  
travail sur le terrain.

Une parfaite connaissance du milieu agricole sera  
exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. 3899,  
à Média-System, 104, rue Réaumur 75001 Paris, qui  
transmettra.

### CR2A

CONCEPTION ET  
REALISATION  
D'APPLICATIONS  
AUTOMATISEES

Dans le cadre de ses relations en matière de gestion logicielle:  
LTR3 et ADA

CR2A a recruté des ingénieurs informaticiens  
expérimentés pour prendre part à des études  
et des développements d'outils logiciels LTR3  
et ADA.

CR2A dispose:

- d'un atelier logiciel « ENTREPRISE »
- d'un atelier logiciel ADE DE ROLM (ADA).

Adresser votre candidature  
à M. CLAUDEL, CR2A, 22, rue d'Autry  
92000 NANTERRE

### SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Véritable bras droit  
du directeur financier,  
se missionnera de coordonner  
l'ensemble de la comptabilité  
générale et analytique, les bud-  
gétaires, l'administration du per-  
sonnel, la formation de type  
E.S.C. + 3 ans d'expérience  
sont souhaitées.

Envoyer C.V. + photo + pré-  
tentions à M. GILLES TELLAS,  
COMECOM, 8, rue de Berr,  
75008 PARIS.

### PUBLICITAIRE les cinquante pour marketing et dévelop. Inter- nat. très bon, autod. très propos. Rech. : formation management. M. Cor. M. Bendaou, 2, r. de Rouba, 100, 92000 Nanterre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.  
photos et prétentions sous réf.  
n° 30.750 au enveloppe à  
JEAN REGNIER PUBLICITE  
39, rue de l'Arcade,  
Paris, qui transmettra.

### SECRÉTAIRE DU TOURISME

parlants grec, expérience fon-  
ctionnement bureau, dactylogra-  
phie, diplôme en tourisme sera  
considéré comme avantageux.  
Envoyer C.V. et photo avant le  
20-11-84 à OR. Tourisme de  
Chypre, 16, rue de la Paix,  
75002 Paris.

### ENTREPRISE DE SERVICES

travaux divers en branche  
recherche

### JEUNE COLLABORATEUR

DL ou FL, diplômé O.M., ma-  
îtrise de droit privé, compé-  
tences notariales souhaitées.  
Préférence déplacements en  
province. Salaire des conseils et  
volonté commerciale affirmée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.  
photos et prétentions sous réf.  
n° 30.750 au enveloppe à  
JEAN REGNIER PUBLICITE  
39, rue de l'Arcade,  
Paris, qui transmettra.









Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement

N° 19

• FORUM DU DEVELOPPEMENT • ASAHI SHIMBUN • WYBYRZAWSKA • POLNTHIKI • Magyar Nemzet • EL PAIS •

## Le dialogue Nord-Sud dix ans après

### La sagesse ou le chaos

Dix ans ont passé depuis qu'en 1974 une Assemblée des Nations unies quasi unanime s'est prononcée pour l'élaboration d'un nouvel ordre économique international à la fois plus équitable et plus efficace. Les populations innombrables du Sud en avaient alors conçu un immense espoir. On s'était pris à rêver, même dans le Nord, d'un univers progressivement débarrassé de la faim, de la maladie, de l'ignorance et, pour tout dire, de la misère. Le mythe éternel de l'âge d'or !

Jamais de si grandes espérances n'ont été si rapidement et si totalement déçues. D'interminables négociations, d'innombrables colloques, les appels de commissions éminentes (Pearson, Brandt)... n'ont pu prévenir le blocage total du dialogue Nord-Sud. Dans le même temps, la situation économique et sociale dans le monde n'a cessé de s'aggraver. Elle est devenue catastrophique pour les plus démunis.

Pour échapper aux conséquences d'une crise qui se prolonge, c'est un sauve-qui-peut général de la part des pays industrialisés. En dépit de grands mots et de petites promesses, ceux-ci cherchent, sur tous les moyens, à sauvegarder, derrière leurs frontières, les avantages et privilèges qu'ils ont retirés de l'histoire, de la géographie et de leur avance technologique ; tandis que partout s'étendent la faim et le chômage ; tandis que se dessine le spectre d'une société humaine dualisée au sein de laquelle les uns - la minorité - bénéficieront des progrès les plus sophistiqués de la science et de la technologie, qu'ils auront monopolisés et qui leur assureront prospérité et sécurité de l'emploi, et les autres - la majorité - seront condamnés à vivre dans l'insécurité, la pénurie et la dépendance.

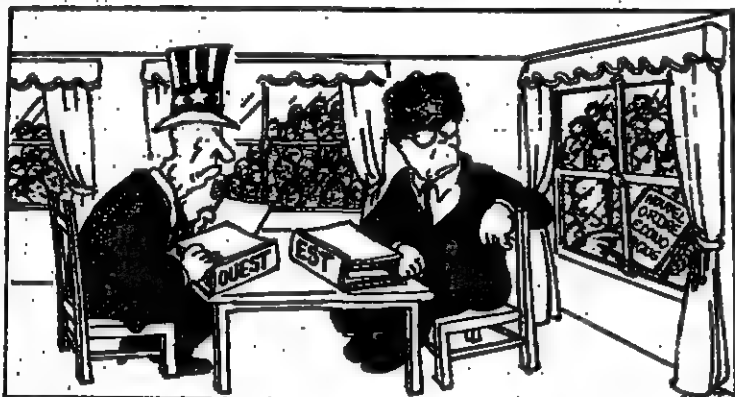
On évoque, il est vrai, l'image d'une économie libérale américaine qui connaît un redressement extraordinaire avec d'heureuses conséquences pour le commerce international. N'est-ce point l'exemple à suivre, la chance à saisir ?

On ne peut cependant oublier que le « boom » américain a des aspects très fragiles et qu'il est largement dû à des circonstances exceptionnelles : la primauté du dollar et l'évasion vers les Etats-Unis de capitaux de tous les pays, y compris les plus pauvres, fascinés par des taux d'intérêt très élevés, qui peuvent même apparaître assurés. Sans parler d'un déficit budgétaire géant qu'explique en partie l'intensification des armements militaires. Sans parler non plus de la menace d'effondrement bancaire et monétaire, que le colossal endettement du tiers-monde fait peser sur l'économie mondiale et dont les accords récents avec le Mexique et l'Argentine n'ont fait, semble-t-il, que reculer l'échéance.

C'est bien pourquoi, aux Etats-Unis mêmes, l'été dernier, à Aspen, un groupe d'experts financiers et d'hommes

d'affaires, qui s'étaient penchés sur l'économie américaine et mondiale, ont abouti à la conclusion que le « boom » américain ne serait pas durable sans changements de la politique des Etats-Unis et davantage de coopération internationale. Ils ont estimé que, pour éviter des désastres, le système capitaliste devait être assaini et que les gouvernements, libérés de conceptions nationalistes obstinées, ne devaient pas se prêter trop tard à une véritable coordination des économies nationales.

Sagesse et esprit de coopération, voilà bien ce qui manque, en effet, aujourd'hui. Les pays industrialisés sont tout au contraire enclins à s'enfermer dans leurs conceptions étroitement « économicistes » et leurs exaltations nationales, qui manifestent de leur part beaucoup d'ignorance, d'égoïsme et d'orgueil, alors qu'il n'a jamais été aussi nécessaire de donner à leur action une finalité ayant une dimension spirituelle.



Quelle autre finalité, en vérité, s'impose davantage aujourd'hui que celle visant à réconcilier la science et l'économie avec une éthique humaniste, et donc à rechercher au plus vite une régulation de la société internationale qui mette fin au chaos dont cette société donne de plus en plus le spectacle ?

facile et qui constitue, comme l'affirmait en 1983 un premier ministre japonais, une grave menace pour la paix. La sagesse des gouvernements, tant économiques que politiques, ne devrait-elle pas consister avant tout à assurer la collaboration pacifique des hommes... en développant d'abord surtout l'esprit d'entraide et une vision globale des problèmes que pose cette collaboration dans un monde fini ? Problèmes qui ne sauraient désormais être résolus que par une concertation de tous les peuples à tous les niveaux.

Encore faudrait-il que des opinions publiques soient sérieusement informées par des médias soucieux de les éclairer jour après jour sur les véritables données d'une crise véritablement destinée à durer. Notamment sur l'insécurité - pour de multiples raisons telles que l'évolution démographique, l'extension du chômage et le progrès technologique - de la transformation des relations économiques mondiales et d'une certaine redistribution des pouvoirs et des richesses impliquant une réduction des énormes gaspillages que provoquent la course aux armements et la surconsommation occidentale.

Cette transformation se fera-t-elle par la violence ou la concertation ? Ce choix capital dépend avant tout des dirigeants. Mais par les informations qu'ils donnent en réfléchissant, par les positions qu'ils peuvent décliner ou réformer, les médias détiennent un pouvoir qui leur confère à cet égard une lourde responsabilité.

JEAN SCHWABEL, coordinateur.

ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

### Un instrument de la reprise économique

DANS son roman, *Catolisme*, l'écrivain britannique William Golding imagine le scénario suivant : « En 1987, un pays lourdement endetté, le Mexique, propose qu'une conférence mondiale se tienne sur la question de l'endettement. Les démocrates industriels de l'Occident rejettent cette suggestion. Cette attitude exaspère les pays du tiers-monde, qui décident collectivement de cesser leurs remboursements. Les puissances occidentales ripostent en excluant des accords de Bretton-Woods les nations délinquantes. C'est le début d'une guerre froide entre le Nord et le Sud. »

« Coupé des ressources, de l'aide et des marchés du Nord, le Sud sombre bientôt dans la disette chronique et le chaos politique, mais non sans avoir envoyé ses agents secrets infiltrer les principales institutions financières du Nord. Une fois dans la place, ces taupes font des ravages en introduisant des données fausses dans les ordinateurs. Wall Street s'effondre... »

Le problème le plus grave auquel les économies du Nord comme du Sud sont à faire face aujourd'hui est celui de la dette. Il a ses origines dans les deux crises pétrolières des années 70 : quand les économies occidentales, qui n'étaient pas préparées à la montée en flèche des prix du pétrole, ont commencé à battre de l'aile, les gouvernements ont réagi en réduisant la demande de matières premières étrangères et en adoptant différentes mesures protectionnistes.

#### Recommandations

Mais les crises pétrolières ont encore plus durement frappé les pays en voie de développement (PVD), en particulier ceux qui ne produisent pas de pétrole. Non seulement ils ont vu chuter leurs exportations, mais leur facture pétrolière a augmenté de façon vertigineuse. Leur balance des paiements a enregistré d'importants déficits, et leur dette extérieure s'est démesurément enflée, d'autant plus que les taux d'intérêt élevés pratiqués par certains pays comme les Etats-Unis n'arrangeaient rien.

La dette du Sud atteint actuellement le chiffre affolant de 800 milliards de dollars des Etats-Unis. Certains pays ont à tel point perdu le contrôle de la situation que, même s'ils sacrifiaient à cette fin la totalité de leurs recettes d'exportation, ils n'auraient aucun espoir de réussir à rééquilibrer leurs comptes.

« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'établissement d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les injustices et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer la faim croissante entre les pays développés et les pays en voie de développement... »

(Déclaration concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1<sup>er</sup> mai 1974 par la cinquième assemblée spéciale des Nations unies.)

Je suis convaincu qu'avant toute recherche de solutions à ce problème, les pays du Nord comme ceux du Sud devraient être bien conscients des facteurs en jeu.

Un de ces éléments à prendre en compte est que les pays du Sud sont littéralement pris à la gorge par leur dette extérieure ; les flux de capitaux nécessaires à la croissance économique se croquent taris. De ce fait, les pays en question ne sont plus à même d'importer les biens qui leur seraient indispensables pour rétablir ces flux.

Un autre facteur à prendre en considération est l'explosion de la population mondiale, qui continue d'affecter essentiellement le Sud, avec un taux de croissance moyen de près de 3% par an. Même si des mesures de limitation appropriées devaient être imposées, les risques d'agitation sociale resteraient grands dans ces pays tant que la situation économique n'aura pas pu être améliorée.

Compte tenu de ces facteurs, je voudrais faire les recommandations suivantes.

En premier lieu, réaffirmons l'interdépendance de toutes les économies, de tous les systèmes politiques. Il n'y aura pas de progrès réel au Nord, ni dans le monde en général, tant qu'on laissera le Sud couler sous le poids de sa dette. Le Nord peut tirer profit de l'aide qu'il apportera au Sud.

En deuxième lieu, un dialogue franc doit s'instaurer entre le Nord et le Sud. Celui-ci critique les accords de Bretton-Woods qui régissent l'ordre économique mondial actuel ; celui-là, pour sa part, se voit pas d'un très bon œil le nouvel ordre économique international (NOEI) que les Nations unies, selon la déclaration adoptée en 1974, souhaitaient établir à leur place. Mais ni les pays du Nord ni ceux du Sud ne semblent disposés à en discuter dans le cadre des négociations globales dont le principe a été approuvé par les Nations unies. Il n'arrive même pas à s'entendre sur une date pour des conversations préliminaires.

#### Les responsabilités du Japon

Pourtant, il faudra bien trouver le moyen d'instaurer un dialogue global et durable pour que la reprise économique puisse s'amorcer.

En troisième lieu, les pays occidentaux devraient, lorsqu'ils ont affaire à des pays pauvres, s'abstenir de promouvoir le système capitaliste et redonner préférence aux formes traditionnelles de protection sociale. Le capitalisme convient moins bien aux pays démunis que le socialisme, les pays riches seraient mal avisés de refuser leur assistance pour de simples divergences idéologiques.

En quatrième lieu, étant donné que les dépenses militaires mondiales atteignent maintenant un chiffre presque équivalent au montant total de la dette accumulée par les pays du Sud, le désarmement Est-Ouest permettrait non seulement de créer un climat plus favorable à la croissance économique, mais aussi de dégager des fonds publics qui pourraient être employés à aider le Sud.

En cinquième lieu, les pays du Sud doivent redoubler d'efforts pour subvenir à leurs propres besoins. Afin de montrer aux pays du Nord qu'ils sont décidés à s'aider eux-mêmes, il faut qu'ils prennent les mesures voulues pour éliminer la corruption de la scène politique et répartir équitablement la richesse sur leur territoire.

Enfin, en sa qualité de deuxième puissance économique de l'alliance occidentale, le Japon doit assumer ses responsabilités en ce qui concerne la poursuite des négociations Nord-Sud. Pour donner l'exemple, il doit, en 1985, revenir à son programme de doublement du montant qu'il consacre à l'aide publique au développement (APD).

TESUO KAWAMURA.

### TRIBUNE DES NATIONS UNIES

### L'impasse ne peut se poursuivre indéfiniment

Trois phénomènes se trouvent étroitement mêlés à la genèse de ce que l'on a appelé le dialogue Nord-Sud : le processus de décolonisation de l'après-guerre et l'émergence au sein des Nations unies des pays récemment devenus indépendants ; leur sentiment de l'insécurité du système économique international à leurs besoins, et leur convergence, au temps de la première CNUCED en 1964, pour former un seul bloc, le groupe des « 77 », en vue de faire collectivement pression pour atteindre leurs buts. Dès le départ, les pays en développement ont eu un objectif de grande portée : rendre l'environnement économique extérieur plus favorable à leur égard, même s'ils se montrèrent disposés à négocier sur des actions spécifiques et ponctuelles.

LORS de la première CNUCED, les pays en développement demandèrent ce que Raul Prebisch a désigné sous les termes de « nouvelle politique commerciale pour le développement ». Ce vaste programme a été repris dans pratiquement toutes les discussions ultérieures du dialogue Nord-Sud, tant à l'initiative des Nations unies qu'à l'extérieur de celles-ci.

Le dialogue Nord-Sud au cours des vingt dernières années a largement consisté, pour les PVD, en un travail de persuasion devant lequel les dirigeants d'un contre-pouvoir, même si leur force juridique et leur présence politique, renforcée par le mouvement des non-alignés, ont fait d'eux une puissance avec laquelle il faut compter. Toutefois, le dialogue Nord-Sud au cours des deux dernières décennies ne fut pas totalement improductif. On peut relever au moins deux sortes de résultats : les accords obtenus

par des négociations, d'une part, et la constante articulation des questions et des problèmes et son impact sur la prise de décisions politiques, d'autre part.

On peut porter au crédit de la CNUCED elle-même d'importants succès obtenus au cours de négociations. Le système généralisé de préférences, le programme intégré pour les produits de base, la négociation ou la renégociation d'accords de produits, l'accord portant création du Fonds commun, l'adoption d'objectifs chiffrés pour l'aide, l'annulation des dettes officielles des pays les plus pauvres, l'accord sur les principes directeurs pour le rééchelonnement des dettes officielles, et différents instruments - sur les conférences maritimes, le transport multilatéral et les pratiques commerciales restrictives, et le programme pour les pays les moins avancés, sont tous des exemples de négociations couronnées de succès qui, dans certains cas, ont contribué au développement du

droit international. L'amélioration des capacités des institutions financières internationales au cours de ces deux dernières décennies pour soutenir les PVD et les programmes d'aide bilatéraux des pays industrialisés ont quelque chose, malgré leurs inadéquations, au dialogue Nord-Sud.

Le dialogue Nord-Sud s'est déroulé sur la toile de fond d'une scène en changement. Au cours d'une première période, on a enregistré une croissance rapide dans les pays développés et dans le commerce mondial, et cela a fourni un cadre relativement favorable au dialogue. Le fait que les progrès furent lents, en dépit de ce cadre, en dit long sur la faiblesse du pauvre et l'extranéité du riche.

GAMANI COREA, Secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). (Lire la suite page 36.)



## LE DIALOGUE NORD-SUD

LE DEVOIR (Montréal)

## Au moins une victoire sur l'ignorance

« **N**OUS sommes tellement plongés dans les questions Nord-Sud, d'en parler aujourd'hui, c'est me ramener brusquement quelques années en arrière », soupire le conseiller du premier ministre.

La grande foi qui a porté le Canada à tenter de jouer les médiateurs entre nations industrialisées et nations en développement semble en chute libre. On refuse certes de parler d'échec, mais on ne croit plus aux « négociations globales », à la possibilité de relance des pourparlers dans de nouveaux forums. Et on tend à voir du « boy-scoutisme » chez les critiques qui incitent les dirigeants canadiens à rapprocher les puissances moyennes, du Nord et du Sud, pour formuler de nouvelles propositions. Il n'est plus question que d'une « approche sectorielle » de certains problèmes, commerciaux surtout, à l'intérieur de forums plus traditionnels, comme le GATT, le Fonds monétaire international (FMI), et la Banque mondiale. Et de remettre l'accent, par la voie classique, sur l'aide aux pays les plus pauvres.

En 1974, les représentants canadiens à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies comprenaient pourtant parmi les plus enthousiastes appuis à la résolution sur « le nouvel ordre économique ». Bien avant que l'« interdépendance » devienne un cliché international officiel, le premier ministre de l'époque, M. Pierre Elliott Trudeau, discourait sur « la reconnaissance de nos intérêts mutuels ». En 1976 et 1977, le Canada coprésidait à Paris la conférence sur la coopération économique internationale (CCEI). Et c'est encore M. Trudeau qu'on retrouvait en 1981, à Cancun au Mexique, coprésidant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Nord et du Sud. Durant chaque sommet annuel des pays industrialisés, malgré certaines oppositions, le Canada réussissait à inscrire la question à l'agenda, et contribuait à des déclarations d'ouverture.

La teneur d'aujourd'hui, on l'explique d'abord spontanément par les leçons de la récession : une période de repli sur soi, d'immenses difficultés internes, un taux de chômage qui continuait à dépasser 10 % (19 % chez les dix-huit-vingt-quatre ans) au moins jusqu'à la fin de la décennie, malgré une reprise assez fulgurante chez le voisin américain. Dans ces conditions, les contradictions abondent entre le discours officiel et les politiques qui, au pays même, témoignaient concrètement d'une volonté de modifier « l'ordre économique ».

## Désenchantement

Le commerce extérieur, par exemple, génère 30 % du produit national brut (PNB) canadien, et force le pays à se méfier des politiques protectionnistes. C'est ainsi que le tarif de préférence générale (TPG) canadien à l'égard des pays du tiers-monde a été, en 1983, prolongé jusqu'en 1994. Mais les pressions internes, qui viennent curieusement autant de la gauche (syndicats, Eglise), que de la droite, ont empêché le plus large libéralisation. Des mesures de contingentement touchant les importations de textiles, de

vêtements, deviennent quasi permanentes pour préserver de vieilles industries dont la disparition, dans certaines provinces, aurait des effets catastrophiques sur l'emploi. La création d'un Office canadien de renouveau industriel (OCRI) a permis quelques actions de reconversion de ces manufactures vers des complexes de technologie de pointe, mais la bataille des importations a tendance à reprendre pour protéger ces nouvelles industries.

Dans une conjoncture politique aussi difficile, les dirigeants restent en général convaincus de la nécessité d'une libéralisation, mais ils ont tendance à attendre que les révisions s'imposent d'elles-mêmes, notamment par la force de récession de plus en plus grande des pays commerçants du tiers-monde.

## Une « animation » auprès de puissances moyennes

Et ils ne veulent surtout pas faire cavalier seul. C'est pourquoi, disent tous les fonctionnaires interrogés, les prochaines années verront le Canada pousser surtout sur la relance de pourparlers sectoriels, au sein du GATT par exemple. « Nous ne sommes pas des révolutionnaires », dit-on, et le « nouvel ordre économique » surviendra par une lente réforme des mécanismes actuels d'échange. Ceux qui ont participé aux grandes négociations de Paris, et plus tard de Cancun, se montrent déçus de ce qu'ils appellent « la rhétorique du développement », qui domine dans la rhétorique la plus radicale du regroupement des pays du Sud que dans l'approche idéologique que pratiquent désormais des pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il y a là une telle impasse, croient-ils, qu'il est inutile de penser à relancer des « négociations globales ».

Nostalgiques d'une époque où le Canada jouait un rôle disproportionné en regard de sa puissance réelle — dans la création de systèmes multilatéraux de sécurité collective durant l'après-guerre, par exemple —, des critiques continuent à soutenir que le gouvernement canadien

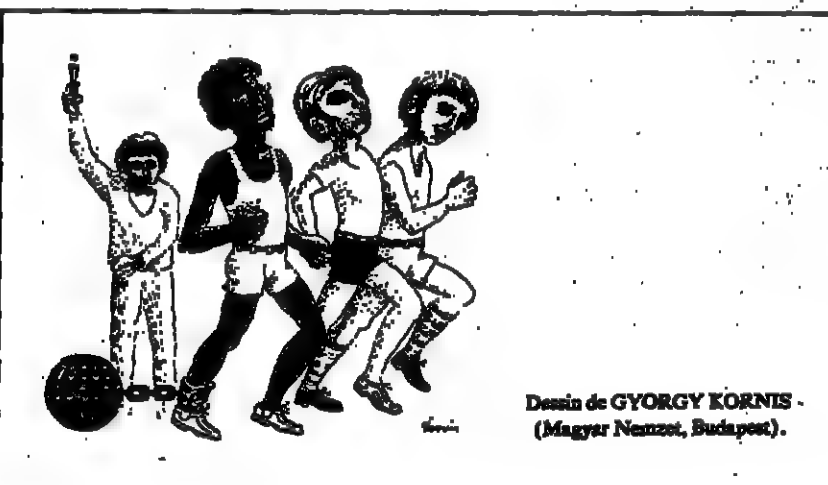
devrait prendre le leadership de nouvelles initiatives. Bernard Wood, président de l'Institut Nord-Sud, une association à but non lucratif qui effectue depuis 1976 des recherches spécialisées sur les relations entre pays industrialisés et pays en développement, reste convaincu que le temps est venu de tenter une « animation » auprès de puissances moyennes, tant au Nord qu'au Sud.

Il s'agit moins, pour lui, de raviver la fraternité entre ceux qu'on appelle les « likeminded », c'est-à-dire les pays scandinaves, la France, la Belgique et quelques autres qui, comme le Canada, voyaient d'un bon oeil une large ouverture au dialogue Nord-Sud première manière. Mais de s'allier avec des pays dont les intérêts régionaux les situent au confluent du Nord et du Sud, comme l'Australie, l'Inde, le Mexique, le Brésil. Puissance industrielle dont le niveau de vie la situe franchement au Nord, le Canada est aussi d'économie tiers-mondiste, puisqu'il est d'abord un grand exportateur de produits de base, minéraux et agricoles, et qu'il cherche aussi une stabilisation des systèmes multilatéraux d'échange. « Nous partageons la responsabilité des pays industrialisés, dit-il, et les intérêts du tiers-monde ».

Tout en se ralliant théoriquement à son analyse, les interlocuteurs gouvernementaux ne voient pas se profiler d'engagement prochain dans une pareille action, sauf par des rapprochements bilatéraux dans certains cas.

Is refusent, toutefois, de voir là un échec du dialogue Nord-Sud. Il se poursuit surtout sur le terrain, disent-ils, par exemple par de nouvelles ententes régionales comme celles qui se développent entre la Canada et l'Asie du Sud-Est. Le temps est au pragmatisme. Et la grande réussite des dix dernières années, selon eux, c'est d'avoir vaincu l'ignorance devant l'interdépendance des nations. « Personne ne peut plus le nier, et nous en sommes conscients désormais, intimement, tous les mécanismes. Le processus est engagé, et ne peut s'arrêter ».

LISE BISSONNETTE.



Dessin de GYORGY KORNIS.  
(Magyar Nemzet, Budapest).

LE MONDE (Paris)

## Faut-il enterrer le projet de négociations globales ?

« **D**SANS que l'on se risque à les enterrer, les « négociations globales » ont moins de chances que jamais de s'ouvrir. » Ce jugement tranchant est formulé dans le rapport RAMSES (rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies) 1983-1984, publié par l'Institut français des relations internationales (I), organisme de recherche et d'analyse sur les problèmes internationaux, à l'image de ceux existant dans différents pays. Il s'agit là d'un point de vue en principe indépendant mais qui reflète bien le scepticisme — encore accru depuis la récession du Nord — de certains milieux intellectuels, politiques et administratifs français à l'égard du projet de vastes négociations universelles, passage obligé, depuis 1979-1980, vers la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international et point de cristallisation des relations Nord-Sud ces dernières années. Rappelons que ce projet envisage ces négociations — sous la tutelle politique de l'ONU — sur tous les aspects de la coopération internationale et du développement.

## Divorce grandissant

L'argumentation de RAMSES est sévère mais elle est étayée par des observations évidentes : changement de contexte mondial depuis qu'a été élaborée la déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et l'élaboration du projet de négociations globales ; l'« OPEP », sur laquelle les pays en développement comptaient s'appuyer pour le lancer et provoquer autant que possible un bouleversement ou du moins des réajustements dans les relations économiques et les rapports de force Nord-Sud, n'est plus le principal exportateur de pétrole et a du mal à préserver sa cohésion et son influence. L'inquiétude grandissante provoquée par la situation de pays, en Amérique latine surtout, très fortement endettés, du fait du rétrécissement des marchés des pays industrialisés et de la hausse, jusqu'à une époque récente, du dollar et des taux d'intérêt, et des mesures de redressement imposées par le FMI. Aussi bien cela conduit-il, estime

RAMSES, à s'interroger sur « une approche normative [celle des négociations globales] et confortable qu'elle est de plus en plus en contradiction avec l'évolution des événements et des priorités qu'impose la crise économique internationale ».

Le vrai problème, estime le rapport, n'est pas tant « l'échec du dialogue que le divorce grandissant entre les sous-broquets réels et l'abstraction grandissante du discours sur le dialogue ». Il reconnaît néanmoins l'importance de ce dialogue et estime même qu'il est menacé « sur le fond » et que « l'importance des enjeux est plus grande que jamais ». Doit-on, pour autant, faire porter la responsabilité de l'impasse aux seuls diplomates du tiers-monde, comme le fait RAMSES en écrivant : « En toute franchise, on peut dire que les ambassadeurs du tiers-monde ont élevé au rang de dogme un certain nombre de procédures et de textes sacrés plutôt que de s'attacher à la réalisation concrète de leurs objectifs essentiels. » Beaucoup d'efforts se sont conjugués pour marginaliser le dialogue. En somme, son enlisement serait dû à ses protagonistes ! Les uns et les autres ont pourtant utilisé toutes les ressources de la diplomatie et de la sémantique sans parvenir, malgré d'interminables pourparlers, à élaborer une procédure de lancement des négociations acceptable par tous les membres de la communauté internationale. Mais l'incapacité des diplomates n'est-elle pas avant tout celle des responsables politiques à affirmer de façon constante l'intérêt qu'ils portent à des réformes dans les relations Nord-Sud ?

RAMSES admet, à ce propos, que les porte-parole du tiers-monde ont eu raison de s'opposer aux efforts des Etats-Unis pour escamoter un programme dont le dessin initial — et toujours actuel — est le partage du pouvoir mondial. Il est exact que les relations concrètes commerciales mais aussi financières et monétaires — « s'organisent sans la moindre référence au cadre global » : les banques occidentales, par exemple, ont transféré en dix ans plus de capitaux vers le tiers-monde que le montant des « propositions de plan Marshall les plus folles jamais envisagées ». Beaucoup d'organismes, de sociétés, « font » ainsi du Nord-Sud sans

pour autant se réclamer d'une idéologie de la coopération internationale.

## Moins de dialogue, plus de Nord-Sud

Les auteurs de l'article condamnent, mais proposent aussi. Pour eux, il serait « vain de poursuivre dans cette voie bien étroite et visiblement fermée » ; ce serait condamner les relations Nord-Sud au pourrissement et le dialogue à n'être qu'un « théâtre d'ombres de plus en plus diaphane ». Et le dialogue serait voué au sort des discussions sur le désarmement. « Moins de dialogue, plus de Nord-Sud », demandent-ils, en invitant le tiers-monde à rechercher un « réel équilibre » entre souci d'autonomie — passant par une plus grande indépendance alimentaire et énergétique — et appel aux marchés internationaux.

Aussi est-il suggéré de « décentraliser le dialogue », d'abord au niveau régional, où « il y a un rôle majeur à jouer », pas seulement entre l'Europe et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, comme dans le cadre de la convention de Lomé, mais aussi entre l'Europe — ou la France — et d'autres zones économiques (Amérique latine, Asie du Sud, ASEAN, Pacifique...). Les pays du tiers-monde doivent, par ailleurs, passer de tout leur poids collectif dans les négociations sur le réajustement de la dette de certains d'entre eux. Dans cette optique, le dialogue au niveau mondial, au sein des organisations des Nations unies, conserve, assure RAMSES, tout son sens et peut servir d'« observatoire » de l'économie mondiale. Mais, ajoute le rapport, les institutions (FMI, Banque mondiale, GATT) faisant fonction d'instruments de régulation ont « le plus grand besoin d'être rénovées ». Au demeurant, ces propositions ne sont pas si éloignées de certains des objectifs des négociations globales.

GERARD VIRATELLE.

(1) 125 F, Diffusion Economica, 49, rue Hérault, 75015 Paris ou La Documentation Française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES  
ONUDI

## Le Nord et l'industrialisation du tiers-monde

La conférence la plus récente de l'ONUDI sur l'industrialisation de l'Afrique (tenue en août dernier à Vienne) a marqué un progrès réel, en dépit de la persistance du désaccord sur des points cruciaux — le financement et la restructuration de l'industrie — qui restent à régler.

A l'exception notable des Etats-Unis, les deux camps sont tombés d'accord sur les raisons fondamentales des problèmes économiques mondiaux et sur les effets qui en résultent pour l'industrialisation des pays en développement. Au sujet du financement, les taux d'intérêt élevés et croissants, la stagnation des apports de capitaux, la stagnation de l'aide publique au développement (APD) et une pénurie aiguë de devises leur sont apparus comme les principales causes de difficultés des pays en développement. Les deux camps sont convenus que le protectionnisme était préjudiciable aux échanges et au développement industriel et qu'il fallait le contrer et le faire reculer. Plus précisément, il fallait aussi que les pays développés s'engagent à appliquer les accords qu'ils ont déjà passés au sujet des importations en provenance de pays en développement. L'accord s'est également fait sur d'autres points, à savoir : l'aide aux pays les moins avancés, l'instauration d'un système de programmes de 209 millions de dollars en faveur de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et les mesures à prendre pour développer les industries rurales, la production indigène d'énergie et la transformation sur place par les pays en développement de leurs propres matières premières industrielles.

PETER ELLWOOD.

## CNUCED

## L'impasse ne peut se poursuivre indéfiniment

(Suite de la page 35.)

Malheureusement, l'impasse du dialogue Nord-Sud survient à une période de difficultés et de crises sans précédent de l'économie mondiale. La récession dans les pays industrialisés fut transmise avec des effets dévastateurs aux PVD. La reprise enregistrée aux Etats-Unis ne s'est pas accompagnée d'un processus d'une façon comparable dans les autres pays de l'OCDE, et de plus, cette reprise ne s'est pas diffusée aux PVD ; et il est douteux qu'elle le soit jamais de manière suffisante. La chute des produits de base, la montée du protectionnisme dans les pays développés et les exigences onéreuses du service de la dette ont eu pour conséquences des coupes claires dans des importations, les programmes sociaux, de l'emploi, hypothéquant la croissance dans les pays du tiers-monde concernés.

Pour le moment, l'impasse continue, mais peut-elle continuer indéfiniment ? Il est difficilement imaginable qu'elle le puisse, mais un changement de climat serait nécessaire. Un élément exerçant une influence importante dans la situation présente est représenté par l'attitude des Etats-Unis, tacitement soutenus par quelques-uns des autres pays importants de l'OCDE, mettant l'accent sur des approches bilatérales, ou au cas par cas, pour traiter les situations de crise et les problèmes immédiats des pays en développement particuliers. La vulnérabilité de ces derniers face aux difficultés intérieures aiguës et à leur dépendance d'accords bilatéraux pour un allègement immédiat de leurs problèmes a également affaibli leur capacité d'adopter une attitude commune. Mais cette situation ne saurait durer. La gestion de crise et les solutions au cas par cas — comme, par exemple, dans le cas de la dette — peuvent apporter un soulagement temporaire et éviter un effondrement total, mais il est

peu probable qu'elles apportent des solutions à long terme, ou qu'elles assurent le retour d'une croissance vigoureuse et soutenue. Très tôt ou tard les questions fondamentales devront être abordées une fois de plus. Il est difficile d'imaginer que les conditions de crise à travers le monde en développement puissent continuer sans engendrer des répercussions politiques et sociales.

La reprise du dialogue Nord-Sud, lorsqu'elle aura lieu, devra traiter de questions qui vont au-delà de la crise immédiate. Mais son caractère pourrait être différent de ce qu'il fut antérieurement. Un nouvel élément serait le nouveau caractère de l'interdépendance, et une plus grande reconnaissance, par conséquent, de l'importance d'un processus de développement vigoureux dans les PVD. Là encore, à la lumière des expériences récentes, la question de la croissance à long terme prendra une nouvelle importance pour tous les pays. Tout cela aura des implications sur le système et les institutions qui ont fourni le cadre des relations économiques internationales. Les systèmes d'après-guerre, dans les domaines du commerce et du paiement, ont mis l'accent sur l'importance de la stabilité et du plein emploi.

Mais ils ont été minés par des tendances à long terme et ils continueront à s'affaiblir dans un contexte de stagnation prolongée. Le fonctionnement correct des systèmes dépendra du rétablissement du dynamisme de l'économie mondiale. Mais à leur tour il faut qu'ils contribuent plus directement à ce processus. La réforme et l'adaptation du système monétaire et financier international et du système commercial international devront être occupées une place de choix à l'ordre du jour des négociations internationales, que ce soit dans le contexte Nord-Sud ou dans un autre contexte. Dans un tel processus, il conviendrait d'apporter une attention particulière à la question de la croissance autonome du futur développement. Les systèmes du futur devront refléter dans leurs structures fondamentales, non seulement le consensus du passé pour le plein emploi, mais également un nouveau consensus pour le développement.

Les nouvelles dimensions que le dialogue Nord-Sud acquerra dans cette nouvelle phase auront des implications sur les styles et les procédures de négociations. Et, comme les processus de négociations deviennent plus techniques et plus complexes, les méthodes traditionnelles devront être réformées. Cela est particulièrement important pour le groupe des 77. En dépit des différences quant aux situations des pays, les PVD ont peu à gagner et vraiment beaucoup à perdre en renonçant à leur unité. Mais, s'ils sont appelés à définir des positions communes et à concilier des intérêts divers, et à négocier effectivement comme un groupe dans le futur, ils auront besoin de leur propre organisation, une sorte de pendant à l'OCDE. Ils devront également construire un cadre de coopération entre eux, d'efficacité et d'une force croissante. La coopération Nord-Sud n'est pas une alternative aux négociations Nord-Sud. Elle est, au contraire, un moyen de renforcer le poids des PVD à un moment où les négociations entrent dans une nouvelle phase.

GAMANI COREA.



# DIX ANS APRÈS

LA PRESSE (Tunis)

## Le trilogue : une idée qui fait son chemin

DES efforts et des recherches continuent cependant à être entrepris pour dégager les voies du dialogue Nord-Sud. Certaines formules ont vu le jour avec des chances inégales de succès. Nous retiendrons, quant à nous, celle dite « le trilogue ». Suivant une démarche originale, les initiateurs d'une telle idée ont voulu opter pour une formule judicieuse qui consiste à diviser les difficultés pour mieux les maîtriser.

Qu'est-ce donc que le trilogue, ou la coopération triangulaire ? Quel est son but ? Quelles sont ses limites ?

Née en février 1979, d'après une initiative française, l'idée du trilogue repose essentiellement sur la coopération - dans le sens large du terme - entre trois ensembles de pays, à savoir l'Europe, l'Afrique et le monde arabe, qui représentent près du tiers du PNB de la planète, 22 % de sa population, 28 % de sa superficie et 38 % des échanges mondiaux (au niveau des trois zones).

Dans l'esprit des initiateurs de la coopération triangulaire, il ne s'agit point de mettre en relation « l'argent des Arabes, la technique européenne et les besoins du développement de l'Afrique » (1). Les pays arabes n'ont pas l'exclusivité des ressources financières, certains pays africains étant aussi producteurs de pétrole. De même, aussi bien en Afrique que dans le monde arabe - deux ensembles intimement liés par plus d'un lien - nombreux sont les pays qui connaissent de graves problèmes de développement.

Dans la nécessaire rénovation des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud, le trilogue se veut une action globale, à la fois économique, technique, financière, culturelle et politique. Il vise à faire sortir les partenaires d'un cadre d'actions ponctuelles pour orchestrer une synergie des développements et dégager chacun de son impasse : l'Europe de sa dépendance énergétique, le monde arabe de l'Afrique de leur dépendance technologique et alimentaire.

Selon ses promoteurs, il n'est pas censé être une alternative au dialogue Nord-Sud mais une étape de ce dialogue, de même qu'il ne constitue pas forcément un préalable à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

Dès l'aube de son indépendance, en 1956, la Tunisie s'est résolument ouverte d'abord sur son environnement immédiat maghrébin, arabe et africain, et ensuite au-delà de la Méditerranée, vers l'Europe géographiquement toute proche. Dans cette perspective, elle a opté pour une voie de la coopération triangulaire. Faisant sien cette idée, elle n'a cessé de l'appuyer à la seule condition qu'elle soit multidimensionnelle et d'intérêt mutuel. Passant de la parole à l'acte, et comme pour donner l'exemple, notamment au niveau technologique et culturel, elle a réalisé sur la base d'une coopération triangulaire quelques opérations dont on peut citer à titre indicatif :

- le projet d'édification de la centrale à l'énergie nucléaire de Kerkennah, qui consiste à enrichir le phosphate selon une technique purement tunisienne ;

- le projet de coopération entre la Norvège, la Tunisie et l'Organisation des pays arabes producteurs de pétrole (OAPAP), qui vient d'être discuté

(début septembre) et qui intéresse la recherche scientifique et l'amélioration des technologies dans le domaine énergétique ;

- sur le plan culturel, l'action de l'Agence tunisienne de coopération technique, qui a fourni régulièrement, depuis sa création en 1977, des cadres enseignants à tous les niveaux et dans diverses disciplines à des pays arabes et arabes qui ont en fait la demande, notamment le Niger, Djibouti, les Comores et la Mauritanie. Ce qui s'est réalisé grâce à la collaboration et aux financements de tierces parties, comme le Fonds arabe d'assistance technique (FAAT), le Fonds africain de développement (FAD), l'AFID (BIRD), l'Organisation de la communauté islamique (OCI)...

## Questions à l'Europe

Le trilogue en est encore cependant au stade des balbutiements, et ses contours restent imprécis. Rares, d'autre part, sont ceux qui ont adhéré à cette idée - peut-être parce que les pays arabes et africains ont toujours constitué des marchés sûrs pour leurs divers produits et des pourvoyeurs en matières premières à des prix qui ne peuvent que leur profiter.

Bref, des questions continuent à se poser :

- L'Europe est-elle prête, dans l'état actuel des choses, à ouvrir son marché aux produits africains et arabes et à donner ainsi au trilogue un contenu réel et dynamique ? Pour le moment, le protectionnisme et les retombées de l'élargissement de la CEE n'incitent pas à l'optimisme.

- Quelle technologie peut constituer la base du trilogue ? Avons-nous les mêmes conditions de développement ? Aujourd'hui, même des millions d'Africains sont menacés dans leur existence du fait de la sécheresse et de la famine. A-t-on dégagé les priorités et défini les champs d'action ? Dès lors que les priorités, les besoins et les intérêts des pays arabes et africains ne concordent pas avec ceux de l'Europe, qu'advient-il du trilogue, de la coopération triangulaire ou même bilatérale ?

Une dernière interrogation : le trilogue est-il vraiment un outil « neutre » au profit du développement du monde arabe et de l'Afrique ou n'est-il pas une dimension géopolitique ?

Face à ses concurrents immédiats, notamment les États-Unis et le Japon, la Communauté européenne a intérêt à protéger ses arrières en préservant surtout ses « acquis » et à élargir ses bases économiques et politiques. Pour ce faire, il n'y a pas mieux que les partenariats traditionnels, en l'occurrence l'Afrique et le monde arabe.

Bref, le trilogue est une idée qui commence à faire son chemin mais dont la réalisation se heurte à de sérieux difficultés.

MANOUEH MAROUKI  
(1) Déclaration de M. Henry Jean Baptiste, ex-secrétaire du trilogue auprès de l'ONU lors d'un colloque tenu les 12 et 13 mars 1981 à Paris.

DAWN (Karachi)

## Pour une nouvelle série de négociations commerciales

Le tiers-monde à nouveau s'impatiente. Mais ce n'est pas le problème du thé, des textiles, de la charge de la dette ou de l'aide qui agite aujourd'hui certains pays en développement. Ils ont hâte de bénéficier à leur tour des fruits de la reprise économique qui, depuis le début de 1984, se manifeste de plus en plus nettement dans les pays occidentaux.

MAIS personne ne prend l'initiative de relancer le dialogue Nord-Sud. Les États-Unis voudraient que l'affaire en reste là. Le sommet de Londres a même été utile au président Reagan dans la mesure où les participants n'ont pas tenu compte de l'appel lancé par le président de la Banque mondiale, M. A.W. Clausen, en faveur de la convocation d'une nouvelle série d'entretiens sur le commerce mondial et de la suppression des barrières commerciales. Il n'était pas seul à inquiéter du renforcement des tendances protectionnistes dans le Nord et de ses effets néfastes sur le Sud. Il était appuyé par le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, qui a demandé avec fermeté qu'il soit mis fin aux pratiques commerciales restrictives appliquées dans le secteur névralgique du textile, domaine intouchable pour l'Occident.

Dans le cadre d'une étude qu'elle a réalisée sur le protectionnisme, la CNUCED a également appelé l'attention sur les conséquences nuisibles des tentatives faites pour remplacer une politique d'aménagement structurel par des mesures protectionnistes.

## Etendre la reprise au tiers-monde

Si l'on se place dans une perspective à long terme, on arrive nécessairement à la conclusion que la reprise à l'Ouest ne pourra durer que si les pays du tiers-monde peuvent également en bénéficier. Les PVD placent des espoirs légitimes dans leur participation à cette reprise et à cette prospérité. La crise provoquée par l'accumulation de la dette et la quasi-incapacité de certains pays d'Amérique latine de faire face à leurs obligations ont contraint le président de la Banque mondiale à dénoncer les dangers des politiques protectionnistes.

Le développement des échanges entre le Nord et le Sud est considéré à juste titre comme une réponse à long terme aux problèmes du tiers-monde. Il faudra toutefois, pour que cela soit possible, assouplir les politiques protectionnistes et prendre des mesures pour mettre un terme à l'actuel mode de relations, qui est injuste et déséquilibré. Par exemple, la valeur des produits manufacturés importés des pays industrialisés par les PVD ne dépasse pas de 10 % celle des produits de pétrole et de celle des produits exportés par ces derniers. Les PVD sont obligés d'accepter ce déséquilibre.

bre, car ils sont totalement dépendants des pays développés pour la fourniture de la quasi-totalité des biens intermédiaires et des biens d'équipement. En outre, comme ils ne peuvent pas se permettre de réduire leurs importations, ils ne peuvent pas riposter à ces mesures protectionnistes.

Tels sont les faits. Alors que les pays industrialisés ont pris le virage et se sont engagés sur la voie de la reprise économique, les PVD en ont jusqu'ici à peine ressenti les effets. Nous devons donc relever deux défis : d'une part, maintenir et consolider la reprise dans les pays industrialisés et, d'autre part, trouver un mécanisme susceptible d'étendre la reprise aux pays en développement. Comme ces problèmes sont interdépendants, seul un programme qui portera sur les deux à la fois pourra produire le résultat recherché.

L'action correctrice doit être lancée sur le front du commerce, bien que beaucoup soient d'avis qu'il faudrait mettre à nouveau l'accent sur l'aménagement structurel dans le cadre de l'économie mondiale. Mais la libéralisation des échanges entraînerait cet aménagement auquel l'Occident s'est refusé jusqu'ici.

Même dans les domaines névralgiques du textile et de l'habillement, les institutions multilatérales pro-occidentales - le GATT et la BIRD - se sont vigoureusement élevées contre le statu quo. Elles ont compris qu'il n'y a rien d'exceptionnel dans le défi que représente la concurrence des fournisseurs des PVD qui deviennent de plus en plus compétitifs, comme le montre la gamme toujours plus large des produits manufacturés qu'ils fabriquent. Il faut accepter cette concurrence. Ces institutions ont également souligné que les pays développés n'étaient pas les seuls à subir des pressions qui les obligent à modifier leurs stratégies pour soutenir la concurrence.

S'agissant des problèmes liés aux textiles et à l'habillement dans le contexte de l'économie considérée dans son ensemble, on a observé que le problème de l'aménagement structurel auquel doit faire face ces deux industries est le prototype

de l'aménagement structurel en général. La décision de principe que prendront les pouvoirs publics dans le cas de ces deux industries peut donc être considérée comme le test crucial de l'approche globale du réaménagement structurel. Les restrictions de plus en plus nombreuses et sévères dans le secteur du textile ont ouvert la voie à un commerce « dirigé » dans d'autres secteurs auxquels les PVD s'intéressent de plus en plus. Ces restrictions s'étendent actuellement à un nombre croissant de produits.

## Une véritable libéralisation des échanges

Mais l'exemple frappant de cette situation demeure l'accord multilatéral qui est peut-être le cas le plus évident d'un accord péchant aussi bien sur le plan de l'efficacité que sur celui de l'équité. Les éléments nuisibles qui se sont introduits dans les prétendues restrictions volontaires en matière d'exportation apparaissent au grand jour, à mesure que l'on se rend mieux compte des conséquences de l'accord. Ce phénomène a obligé les PVD, mais aussi les pays développés, à se pencher sérieusement sur la question avant de prendre la décision de participer au nouvel arrangement sur le commerce mondial des textiles. Cet arrangement devra reposer sur une véritable libéralisation des échanges et non plus sur des dispositions conventionnelles compliquées qui masquent l'actuelle politique de protectionnisme et de discrimination.

Le dernier rapport annuel de la CNUCED est profondément sceptique sur la possibilité de voir s'étendre progressivement aux PVD la reprise économique actuelle. En effet, la reprise ne portera ses fruits dans ces pays que si l'on restructure l'ordre économique international en mettant davantage l'accent sur l'emploi, la croissance et le développement. Il faudra pour cela examiner comment le système commercial et financier a évolué depuis la deuxième guerre mondiale. Cela n'a pas été possible jusqu'ici.

S.M. USMANI

EL DIA (Mexico)

## Ordres économiques et démocratie

DIX ans après la déclaration et le programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international (résolutions n° 3201 et 3202 de l'Assemblée générale), les causes qui en avaient motivé l'adoption n'ont pas disparu et les appétits impérialistes ne se sont pas calmés. Cependant, des progrès importants ont été enregistrés dans le domaine de la coopération économique entre les pays en développement. Citons par exemple la création du système économique latino-américain (en Amérique latine) et la réunion qui s'est tenue à Cartagena sur la question de la dette. En outre, on sait mieux, aujourd'hui, à quel point s'en tenir sur la volonté politique des pays industrialisés et leurs déclarations d'intention en faveur de l'instauration d'un ordre économique international qui favoriserait moins les intérêts des sociétés transnationales, des banques internationales que le développement économique des pays en développement. Mais la fragmentation des organismes internationaux antidémocratiques tels que le Fonds monétaire international et le GATT.

La nécessité d'un nouvel ordre continue de se faire sentir, et les pays du tiers-monde continuent de réclamer l'ouverture de négociations globales dans le cadre de l'Organisation des Nations unies. Loin d'obtenir une réponse positive, ils se sont, à cet égard, heurtés à un refus catégorique, certains pays dits « du Nord » s'efforçant de faire prévaloir la formule de négociations partielles et le retour au bilateralisme, à la fragmentation des thèmes et à leur examen au sein d'organismes qu'ils contrôlent, comme le FMI, pour les questions monétaires, le groupe de la Banque mondiale pour les questions liées au développement et le GATT pour le commerce international.

La concentration du pouvoir économique, politique et militaire, que détiennent quelques pays confère à ces derniers non seulement la suprématie, mais aussi la faculté de neutraliser les éléments d'action qui favoriseraient un changement démocratique dans le désordre économique international actuel. Ce désordre, qui a érodé les niveaux de vie dans les pays les plus pauvres de la planète, a aussi permis l'instauration de dictatures militaires qui, en opprimant les peuples, contribuent au renforcement du pouvoir transnational.

## L'endettement et ses conséquences

L'année 1983 a clairement montré à qui profite les règles du système économique actuel, caractérisé par la pratique de l'usure en tant que forme moderne de l'accumulation au niveau mondial. Cette année-là, l'Amérique latine a traversé la crise la plus grave de son histoire : elle a enregistré une baisse du PNB voisine de 5%, à l'exception de Cuba, où le produit brut a augmenté de 6,4 %.

Quant à l'endettement, il est sans fin : quelque 313 milliards de dollars en 1983, dont 34 milliards de service de la dette, ce qui fait des pays de la région des exportateurs nets de capitaux. Pour avoir une idée de l'ampleur du coût de cette dette, il suffit de savoir que 39 % des recettes d'exportation de la région servent au paiement des intérêts.

La baisse du revenu national par habitant en Amérique latine, égale à 5,9 %, renforce l'inégalité au sein de structures nationales, où les moyennes dissimulent de grandes disparités dans la répartition des revenus et de la richesse et, de ce fait, le véritable niveau de la misère et le coût social de la crise économique. Malgré le caractère partiel de cet indicateur, il semble montrer que le bilan global de la région est négatif : en 1983, le produit par habitant y était inférieur de 10 % à celui de 1979, à peine égal à celui de 1977.

Mais c'est dans le domaine de la politique économique que l'ordre économique international est le plus injuste, puisqu'il porte atteinte à la souveraineté nationale des pays en leur imposant les programmes de stabilisation du FMI, appuyés, en cas de rébellion, par la Banque mondiale, le « Club de Paris » et les syndicats bancaires.

Alors que le déficit budgétaire des États-Unis atteint près de 200 milliards de dollars, nos pays sont obligés d'adopter des politiques comportant non seulement des mesures d'austérité, mais aussi l'élimination des barrières douanières et la renonciation à la politique des taux de change.

Dans ces conditions, les pays du tiers-monde ne peuvent attendre les bras croisés ni, a fortiori, s'en remettre à l'aide au développement, qui n'est pas seulement un mythe, mais aussi une bonne affaire pour le pouvoir transnational.

A cet égard, la prise de conscience des réalités et l'élaboration de formules d'intégration spécifique ont enregistré des progrès notables, non seulement dans le mouvement des pays non alignés, mais aussi au sein du groupe des « 77 ». Des actions spécifiques de coopération régionale ont été engagées et des initiatives prises pour revoir le problème de la dette extérieure de l'Amérique latine. Un processus irréversible s'est engagé à Cartagena. Aujourd'hui, dix ans après la déclaration de l'ONU, une seule chose est claire : l'avènement d'un ordre économique international démocratique n'est pas seulement souhaitable, il est aussi indispensable pour nos peuples puisqu'il constitue l'unique garantie de la paix.

Promouvoir l'instauration de ce nouvel ordre suppose toutefois la création de nouveaux ordres économiques nationaux de nature à éliminer les fondements structurels de l'inégalité économique et politique. Mais il n'est pas question de le faire dans la dispersion : les efforts à déployer dans ce sens doivent être parallèles si l'on veut qu'ils aboutissent à un seul monde.

DAVID COLMENARES PARAMO

ZYCIE WARSZAWY (Varsovie)

## Est-Ouest, Nord-Sud

LES motifs de préoccupation concernant l'Est et l'Ouest et du monde sont nombreux. La tension croissante entre l'Est et l'Ouest se reflète dans les multiples difficultés rencontrées pour maintenir ouvertes les voies du dialogue et de l'échange. Le système des réunions, conférences et tables rondes internationales non seulement s'essouffent mais se heurtent aussi à des problèmes de financement. On se rencontre encore, mais les documents élaborés et adoptés d'un commun accord sont devenus rares. Grande a donc été la surprise à Berlin lorsque cent soixante-dix délégués de vingt et un pays se sont réunis cet été pour discuter de la coopération économique entre pays socialistes et pays capitalistes développés sur les marchés tiers.

La liste des participants venus de l'Est et de l'Ouest n'était pas loin de constituer un véritable Who's who de la finance et du commerce. Administrateurs de sociétés (Mannesmann, Siemens, Krupp, Lurgi, Sauer-Gettemann, Voest, Salzgitter) et représentants de banques (Crédit lyonnais, Midland Bank, Citicorp, First Chicago Ltd, Lloyd Bank, Banque Lambert, Commerzbank AG) ont rencontré leurs homologues de Moscou, de Varsovie, de Prague, de Budapest et de Berlin pour dresser un bilan de leur expérience d'entreprises communes (joint ventures) en terre lointaine. Les échanges ont été concrets et instructifs.

La Commission économique pour l'Europe a récemment passé en revue cent soixante-six accords de coopération conclus entre des firmes d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest ; elle est arrivée à la conclusion que la coopération sur les marchés tiers avait un bel avenir, compte tenu de ce que pouvait apporter une division internationale du travail. Les accords de coopération permettent en effet d'exploiter au mieux des capacités de production, des ressources humaines et des compétences techniques différentes. Dans près de 50 % des cas, ces accords prévoient une production en commun et une spécialisation. Les frais associés à certains d'entre eux sont couverts par la vente des produits finis. On estime que dans les années 70, 6 à 8 % du volume total de la coopération industrielle entre l'Est et

l'Ouest ont été liés à des opérations dans le secteur des biens de consommation et devraient être aujourd'hui de l'ordre de 10 %.

Il a principalement été question à Berlin des secteurs suivants : centrales électriques, constructions mécaniques, sidérurgie, raffineries de pétrole, agriculture, industries alimentaires et industries textiles. La liste des pays et des lieux où des entreprises nouvelles ont été créées est longue et impressionnante, mais il ne faudrait pas pour autant se reposer sur ses lauriers. En effet, comme l'a fait observer M. Egon Overbeck, ex-président de Mannesmann, « le commerce Est-Ouest est un élément du commerce mondial qui n'est plus aussi dynamique qu'il l'a été. Les difficultés de balance des paiements qui caractérisent de nombreux pays ont déstabilisé les marchés financiers, et la montée du protectionnisme n'aide guère à l'optimisme ».

Répondant à une question relative aux avantages de la coopération Est-Ouest sur les marchés tiers, il a également indiqué que, dans les années 70, l'important était de conquérir de nouveaux marchés. Or les PVD où a été mis en place un système solide de planification préféraient établir des contacts par l'intermédiaire des pays socialistes. Ces derniers ont connu le même genre de problèmes dans les États qui préféraient les technologies occidentales.

## Partager la réussite

M. Jean Delassieux, président du Crédit lyonnais, a quant à lui, parlé du financement de la coopération sur les marchés tiers, qu'il considère comme essentiel pour l'avenir. Le paiement comptant étant chose pratiquement inconnue, il faudrait élaborer des approches nouvelles intégrant des accords de compensation, le partage des risques et le financement des exportations, de manière à stimuler les activités sur les marchés tiers.

M. Herbert F. Apfalter, administrateur de la société nationale autrichienne Voest-Alpine, est intervenu dans le même sens. Il faut, en supposant que les contraintes politiques qui pèsent sur les échanges Est-

Ouest ne s'accroîtront pas spectaculairement, tirer le meilleur parti possible de toutes les possibilités qui s'offrent. Pour l'Autriche, ce sont les grands projets clés en main dans le tiers-monde qui revêtent le plus d'importance. Les facteurs qui freinent leur développement sont avant tout : le fait de la détérioration des termes de l'échange, les PVD sont peu enclins à investir, aggravant ainsi le problème de la dette. Les pays exportateurs de pétrole n'ont pas encore complètement digéré le développement industriel de la dernière décennie, et les pays du CAEM doivent compter avec le ralentissement de leur croissance industrielle et économique. M. Apfalter a ajouté qu'à son avis ces difficultés pouvaient être surmontées. En travaillant en équipe dans le tiers-monde, des partenariats venus de systèmes politiques et économiques différents apprennent à se comprendre - l'important n'est-il pas de partager la réussite et les bénéfices de l'entreprise ?

M. A.F. Fesenko, d'Union soviétique, a présenté des statistiques impressionnantes. En huit ans, la valeur des échanges entre l'URSS et cent deux pays en développement a augmenté de 150 % pour atteindre 17,7 milliards de roubles (1). Des accords relatifs à des opérations dans le tiers-monde lient des firmes soviétiques à plus de deux cents firmes occidentales, finlandaises, autrichiennes, françaises, britanniques, italiennes, suisses et autres. L'Union soviétique, comme d'autres pays socialistes, s'efforce d'élargir et d'approfondir la coopération sur les marchés tiers.

Il va de soi que des accords à long terme qui mettent en jeu des capitaux importants et de nombreuses personnes doivent s'appuyer sur des bases solides, dont certaines sont de caractère politique. La confiance entre l'Est et l'Ouest, entre les pays d'Europe orientale et ceux d'Europe occidentale, n'est pas totalement morte. La Conférence de Berlin en a témoigné une nouvelle fois, en faisant entrer la dimension Nord-Sud dans les débats européens.

KAROL SZYNDZIELORZ

(1) 1 rouble = 12 F.



## LA PAGE DU CRID

Centre de recherche et d'information  
pour le développement

## Le «nouvel ordre» : un thème mobilisateur mais pas encore une œuvre commune

**V**OUS avez dit «nouvel ordre» ?... Il paraît bien lointain ce jour du 1<sup>er</sup> mai 1974 où, à l'initiative de l'Algérie - porte-parole des pays du tiers-monde - et sous l'impulsion personnelle du président Boumedienne, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait, par voie de consensus, une déclaration tendant à l'instauration d'un «nouvel ordre économique international» et faisait de la mise en œuvre de celui-ci un objectif commun de la communauté internationale. La déclaration du 1<sup>er</sup> mai devait être complétée, en décembre 1974, par la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, puis, en septembre 1975, par un document intitulé *Développement et Coopération économique internationale*.

Tous ces textes sont devenus textes de référence, textes d'appel sur lesquels les pays en voie de développement - rassemblés au sein du groupe des «77» - ont fondé leur argumentation dans cette négociation-affrontement quasi permanente qui a constitué la trame des relations Nord-Sud tout au long de ces années, une sorte de mythe moteur, d'idée-force, de thème mobilisateur et rassembleur du tiers-monde. Mais il n'a jamais été ce que ses initiateurs auraient voulu en faire : une œuvre commune du Nord et du Sud.

Certes, des progrès ponctuels ont été réalisés : les «préférences généralisées» qui ont ouvert aux produits du tiers-monde l'accès aux marchés des pays européens, la convention de Lomé, accord

régional de coopération volontiers qualifié en Europe d'«exemplaire» ; le Fonds international de développement agricole (FIDA), qui, plus «riche» et mieux doté, pourrait être un bon instrument au service de l'agriculture des pays en voie de développement ; la naissance du Fonds commun de stabilisation des matières premières, le 23 juin 1980, après quatre ans d'âpres négociations ; la conclusion positive de la quatrième Conférence sur le droit de la mer, donnant forme juridique et politique à la notion de «patrimoine commun de l'humanité».

Mais l'autorité commune de gestion qui devait prendre en charge les problèmes posés par l'exploitation des océans est loin d'être opérationnelle : encore un long chemin à accomplir pour inscrire les textes dans

la réalité... Mais le Fonds commun n'est encore qu'une structure juridique... Mais le FIDA voit ses ressources diminuer alors que, face à la montée de la faim et de la misère, le réalisme le plus élémentaire commande une augmentation considérable de sa capacité d'intervention... Mais le renouvellement de la convention de Lomé bute sur les restrictions financières des Dix qui, malgré la France, refusent de répondre aux demandes de leurs participants... Mais l'insuffisance même des échanges entre Nord et Sud entraîne des effets pervers sur certains pays du Sud, incités à accroître les productions agricoles ou industrielles d'exportation, utiles aux pays industrialisés, au détriment de leurs besoins propres, et finalement de leur développement.



Dessin de CAGNAT

L'élan des années 70 en direction d'un nouvel ordre s'est bien vite cassé. Il est vrai que l'environnement a changé... et les rapports de forces. Il faut se souvenir des conditions dans lesquelles s'est tenue, en 1974, la session spéciale des Nations unies sur le thème *Matières premières et développement*, d'où devait sortir la déclaration sur le nouvel ordre.

Depuis longtemps, les pays du tiers-monde formulaient une telle demande... et les pays du Nord faisaient la sourde oreille. Si l'appel lancé par le sommet d'Alger (5-10 septembre 1973) fut entendu, c'est bien parce que l'automne et l'hiver qui suivirent furent marqués par la guerre du Kippour, l'embargo pétrolier et la «grande peur» de nos sociétés industrielles et «automobilistes». Entre le choc pétrolier et l'adoption de la déclaration sur le nouvel ordre, il y a une relation étroite. Mais les rapports de forces ne sont plus les mêmes. La puissance de l'OPEP s'est singulièrement effritée. Les pays du Nord sont moins «pressés».

Aussi se dégage-t-il d'un processus pouvant conduire, s'il était mené à terme, à une remise en cause assez radicale d'un système qui conforte leur prédominance. L'unité du Sud est, d'autre part, moins forte qu'il y a une décennie. Tout en continuant à affirmer leur volonté commune d'un développement global, les pays du tiers-monde, soumis à des problèmes divers, sont conduits à des positions différentes : les spécificités apparaissent davantage et les priorités des PMA (pays les moins avancés) et des NPI (nouveaux pays industrialisés), par exemple, ne sont pas les mêmes.

L'air du temps a aussi changé. Aux tentatives d'organisation de la société internationale a succédé une pensée ultra-libérale qui se manifeste à travers tout le monde occidental et triomphe aux Etats-Unis. Elle est contradictoire avec toute tentative sérieuse de construire un ordre international nouveau. «Il devient

incertain de laisser la loi du plus fort être la loi du monde», soulignait justement François Mitterrand devant le conseil des gouvernements du FIDA, en rappelant que le désordre général de l'économie mondiale était accentué par le triomphe d'un «libéralisme de façade». Nous voilà revenus dix ans en arrière... Quel choc faudrait-il donc pour faire prendre conscience que, plus que jamais, les destins du Nord et du Sud sont liés... et qu'il n'y a pas de «sortie de crise» possible pour le Nord sans que le développement des pays du Sud soit assuré ?

Rechercher les voies et les moyens d'un nouvel ordre international dans les domaines économique et monétaire, voire social et culturel, et rechercher une issue à une crise internationale, dont chacun sait bien qu'elle n'est pas seulement conjoncturelle, mais bien structurelle, c'est la même démarche.

Plutôt que de marchander quelques sous pour la dotation de la convention de Lomé, les Dix de la CEE feraient mieux de faire de cette démarche l'axe de leur politique commune en matière de relations économiques internationales. Face au blocage des Etats-Unis (et à l'absence de l'URSS), c'est une tâche historique pour l'Europe de relancer avec ses partenaires du Sud l'effort de construction vers un nouvel ordre international. Il n'est que temps. Le président argentin, Raul Alfonsín, mettrait en cause devant le FIDA la «légitimité politique» d'un ordre économique imposé... Quand un homme aussi responsable, aussi «modéré», en arrive à prononcer une telle condamnation, ceux qui prétendent précisément assumer des responsabilités mondiales, notamment à Washington, devraient comprendre que les limites de l'insupportable sont franchies... et qu'à défaut d'un esprit de solidarité qu'ils ignorent, le réalisme le plus élémentaire devrait les conduire à remettre en question cet «ordre» injuste.

PHILIPPE FARINE.

## L'Amérique latine à la merci du système financier international

**I**L est clair que les «fondateurs» du nouvel ordre économique international n'ont pas imaginé la gravité de la crise que connaissent les relations Nord-Sud dix ans après. Une depuis l'Amérique latine, la situation est particulièrement dramatique. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), qui dépend de l'ONU, l'année 1983 a été pour la région dans son ensemble la pire de cette deuxième moitié du vingtième siècle.

Dix ans après, les déséquilibres, loin d'être corrigés, ont continué à s'accroître. Les 310 milliards de dollars de la dette extérieure qu'il y avait en 1983 hypothéquent le futur de l'Amérique latine et inquiètent le système financier international.

Dans les conditions actuelles, si l'Amérique latine voulait payer seulement les intérêts de sa dette, elle devrait consacrer à cela un dollar sur trois reçus pour ses exportations de biens et de services. C'est une dimension de la situation paradoxale dont souffre l'Amérique latine, qui réalise en 1983 un transfert net de ressources vers le reste du monde allant jusqu'à 30 milliards de dollars.

L'extraordinaire liquidité qui existe sur le marché international des capitaux a fait que l'Amérique latine aurait pu recevoir, durant les dernières années, le flux financier le plus important de son histoire. Son endettement actuel a pu avoir une contrepartie en investissements productifs dont les projections sont incalculables. Mais cela n'est arrivé que très rarement. Il y a eu seulement des importations non productives et des séquelles d'une spéculation financière effrénée qui témoignent d'années où l'on a connu un splendide éphémère. La modernité et la richesse furent sur un mirage.

## Régession

Durant toutes ces années, l'Amérique latine, loin de se développer, a régressé considérablement. Le PIB par habitant a baissé en 1983 de 5,6%, ce qui signifie que le niveau de vie est de nouveau celui de 1977. L'augmentation des taux d'inflation, la chute des salaires réels, le chômage, la multiplication de situations de pauvreté sont autant d'éléments de contrepartie interne de l'extrême vulnérabilité extérieure de l'Amérique latine.

Cependant, ce ne sont pas tous les pays de la région qui ont évolué de cette façon. Sans aucun doute, les plus touchés ont été des pays comme l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, pour lesquels on a appliqué des politiques monétaristes qui ont ouvert sans restriction leurs économies à l'extérieur, renforçant leur dépendance sans capitalisation ni investissements productifs. De la même manière, les pays traditionnellement pauvres (Guatemala, Bolivie, Equateur, Salvador) ont renforcé leur caractère de sociétés agraires avec peu de croissance. Au contraire, quelques pays ont atteint, parallèlement à leur endettement, de taux importants d'investissement (surtout publics) et ont constitué un considérable secteur urbain moderne. Le Brésil, le Mexique, la Colombie, le Venezuela font partie de ce groupe de pays.

Avant contracté 70 % du total de la dette du tiers-monde, l'Amérique latine doit assumer dans son ensemble une situation accablante, dont la responsabilité n'incombe pas à ses peuples. Elle revient plutôt aux autorités gouvernementales des pays endettés et, à côté d'eux, aux secteurs possédant de hauts revenus, et qui les emploient à la spéculation et à une forte consommation alors que ces ressources seraient pu bénéficier à l'ensemble de la population.

Un autre responsable est représenté par les grandes banques privées, qui ont imposé, avec l'appui du Fonds monétaire international, des conditions de prêts et de renégociations contraignantes aux intérêts des pays débiteurs. Enfin, les gouvernements des pays industrialisés et leurs banques centrales respectives sont aussi responsables d'avoir cautionné l'action du capitalisme privé international.

Résultat : un nouvel ordre économique international et de nouveaux ordres nationaux, qui sont l'antithèse de l'ordre basé sur la justice et la coopération qu'imaginaient les fondateurs de l'idée du NOEI. Il n'est pas raisonnable de penser qu'il puisse exister un nouvel ordre international sans que les peuples du Sud soient accablés à un droit social et politique dans leurs pays respectifs.

## Question d'urgence et de morale

La dégradation et la solidarité internationale sont indissociables. L'économie internationale vit une crise à cycle long dont elle ne sortira ni facilement ni dans des délais rapides. La reconnaissance de principes de base d'action et la création d'une nouvelle institution publique internationale qui les rende opérationnelles constituent à représenter des exigences majeures. La mise en place de nouvelles relations internationales demande avant tout une volonté et des décisions politiques. Sans elles, la crise et le désordre international resteront sur la base de solutions qui affectent les pays et les peuples les plus démunis, les plus pauvres. Le nouvel ordre international est aussi bien une question d'urgence qu'une question morale.

Les processus démocratiques qui s'ouvrent en Argentine, en Bolivie, en Uruguay et au Brésil ; les luttes sociales récentes au Chili ; la recherche d'accords politiques face à des situations tendues en Amérique centrale sont tous des signes d'espoir. Les peuples latino-américains prennent en charge avec responsabilité la solution à leurs problèmes les plus graves.

Sans coopération internationale, il n'y aura pas d'issue à la crise. Mais cette coopération ne peut être seulement réduite à une affaire de gouvernement et de spécialistes. Elle exige aussi la présence et la voix des peuples. Sans reconnaissance de la diversité des cultures, il n'y a pas de dialogue possible, sans dialogue il n'y a pas d'assentiment ni de solidarité ; car la solidarité qui doit fonder un nouvel ordre est, selon les paroles d'une jeune poétesse nicaraguayenne, «la tendresse des peuples».

SERGIO SPOERER.

## Bâtir sur les réalités du terrain

**L**ORSQUE, habituellement, on parle du monde, on pense aux grands décideurs économiques et politiques, à ceux qui sont à la tête des nations. C'est à ce niveau que l'on parle quasi exclusivement du nouvel ordre économique international, celui dont on a tendance à être déçu aujourd'hui. On oublie trop souvent le terrain des opérations. Pourtant c'est là que l'on observe les expériences, modestes certes, qui concourent à la construction d'un nouvel ordre. De nombreux cas pourraient être cités en Afrique. Citons-en un au Sénégal : le centre de Bopp, à Dakar.

Depuis plusieurs années, de nombreux jeunes et jeunes adultes, sans distinction de sexe, de religion ou de nationalité, bénéficient d'une formation intégrée dans le cadre des cours d'entraînement à la vie active (CEVA). Le programme du CEVA se déroule dans un contexte à la fois souple et rigide. Souple pour ce qui concerne l'ouverture, la participation indi-

viduelle et collective, la pédagogie, mais rigide quand il s'agit de l'action, de la gestion ou de la production. De par le monde, des millions de gens ne vivent pas du métier qu'ils ont appris. Les jeunes se découragent de perdre ainsi leur temps et d'être dévalorisés aux yeux de leurs camarades.

L'insatiation de la formation à l'offre de travail est une cause de chômage. Ceux qui l'on appelée habituellement des ratés ne sont le plus souvent que du point de vue de l'insertion socioprofessionnelle. C'est pourquoi le contenu de la formation au CEVA tient compte des besoins et des exigences du développement sénégalais. Tout en respectant les aspirations et les aptitudes propres à chacun et à chacune, l'après l'accueil au CEVA et au centre de Bopp, les jeunes participent à un tronc commun qui débouche sur une spécialisation au choix de chaque élève et en liaison avec le désir de contribuer au processus de développement national. Le

choix professionnel des membres du groupe va de pair avec la construction d'unités de production dont les responsables sont élus périodiquement, tandis que le tronc commun élit, selon une méthode identique, deux responsables ou délégués généraux, dont obligatoirement une fille, compte tenu de l'importance de la participation féminine au sein du groupe.

L'apprentissage démocratique de la responsabilité est essentiel au développement. La formation est à l'école permanente de la réalité. Chaque élève apprend à se procurer le matériel de base, tandis que le gros outillage demeure propriété collective, géré sous la responsabilité des élus.

## Formation et production

Cette étape marque le rythme de croissance de la promotion. Elle est, d'autre part, caractérisée par le renforcement de l'équipe d'encadrement professionnel et technique et l'élargissement des matières à approfondir dans chaque unité de production. Dans le même temps, les auditeurs conviennent de se retrouver dans un tronc commun général pour la recherche dans les matières socio-économiques et dans celle se rapportant à la gestion ou à la technologie générale.

Le niveau scolaire de départ des candidats correspondant à la fin du premier cycle du secondaire (quatre années). La méthode de formation est conçue pour réaliser en deux ans ce qui est fait habituellement en trois années. La période de formation comprend onze mois de stage pratique en entreprise qui sont soumis à la même rigueur pédagogique que l'ensemble du programme du CEVA. Les rapports, entre autres, sont l'objet de travaux collectifs.

Animés par une pédagogie de formation «production, les ateliers ou unités de production du CEVA ne sont pas des lieux d'apprentissage, dans le sens conventionnel du terme. Ces unités forment un même temps qu'elles produisent : elles investissent dans la recherche, entretiennent une clientèle et, pour cela, doivent se soumettre aux normes et aux goûts des clients les plus exigeants. Elles tiennent à jour leur gestion : les recettes sont partagées en tenant compte du renouvellement des équipements.

Des centaines de jeunes ont pu ainsi trouver un travail et donner, au sein de leur existence, à leur vie, une véritable personnalité et leur dignité dans la société. Après une telle formation, ils se sentent utiles et parties prenantes dans le processus de transformation sociale de leur pays, de leur communauté humaine.

On retrouve des anciens élèves du CEVA et du centre de Bopp ailleurs qu'au Sénégal, dans plusieurs pays africains. Le soutien matériel leur est apporté par eux et leurs familles et ils répandent cette expérience dans toutes les régions du pays. Mais s'agit-il d'une expérience ? Ne peut-on pas en retirer des éléments d'analyse solide et durable d'un nouvel ordre économique qui se bâtit sur le terrain des réalités en s'appuyant sur la créativité et l'énergie déployées par ceux qui sont conscients de la nécessité de répondre efficacement aux besoins prioritaires des peuples ? Pour cela, l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle primordial.

NECKER DESSABLE.

## Une vingtaine d'associations

Le Centre de recherche et d'information pour le développement (\*) regroupe une vingtaine d'associations qui se sont reconnues avec conviction comme au développement et de l'action à mener en France dans le domaine de l'information de la population.

## Organisations non gouvernementales membres du CRID

- Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA), 8, villa du Parc Montsouris, 75014 Paris (580-36-97).
- CIMADE, service économique d'entraide, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris (530-34-43).
- Collège coopératif, 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris (705-91-14).
- Comité catholique contre la faim et pour le développement rural dans le tiers-monde (CCCFD), 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris (261-51-60).
- Compagnie d'études industrielles et d'aménagement de territoire (CINAM), 202AD, rue du Caducée, 34100 Montpellier (67-54-31-50).
- Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 75000 Versailles (950-69-75).
- Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde (GRDR), 60, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris (824-40-09).
- Institut de recherche appliquée des méthodes de développement (IRAM), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (336-03-62).
- Institut national de recherche et de formation (INREF), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (331-98-90).
- Institut océanique pour le développement des peuples (INO-DEP), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (333-67-40).
- Mouvement 1 % tiers-monde pour un développement solidaire, 5, rue François-Billaud, 35000 Rennes (90/50-44-75).
- OCIM médecins du monde, 153, rue de Charonne, 75011 Paris (373-29-04).
- Secrétariat de liaison des groupes locaux tiers-monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris (285-25-37).
- Terre des hommes - France, 26, rue des Bateliers, 93400 Saint-Ouen (255-05-37).
- Union des comités pour le développement des peuples (UCODEP), 15, avenue Trudaine, 75009 Paris (326-02-81).

## Membres associés

- Centre Lebrat - Foi et développement, 39, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris (354-57-58).
- Solidarité agro-alimentaire (SOLAAGRI), 8, villa du Parc Montsouris, 75014 Paris.
- Vie nouvelle - Section tiers-monde, 73, rue Sainte-Anne, 75002 Paris (296-64-44).
- Centre de formation et d'échanges internationaux (CFEI), 12, avenue de la Sour-Rosale, 75621 Paris Cedex 13.
- Fédération des artisans du monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris (285-24-37).

(\*) Centre de recherche et d'information pour le développement, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (331-98-90).



LES DÉPENSES DE L'EUROPE VERTE SERONT STRICTEMENT LIMITÉES

## M. Rocard reste sceptique sur la possibilité d'appliquer cette discipline

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — C'est une « discipline collective ». Ainsi M. Michel Rocard qualifie-t-il l'arrangement conclu lundi entre les ministres des finances des Dix, puis avalisé par les ministres des affaires étrangères sur la « discipline budgétaire ». La ministre française de l'Agriculture, voici six semaines à Luxembourg, s'était emparée de cette préoccupation du conseil d'imposer un strict carcan aux dépenses agricoles. Il est maintenant révisé parce que, dit-il, grâce à l'action des Français, les formules auxquelles les Dix sont parvenus sont « un peu moins graves que celles qui figuraient dans le texte d'octobre », et puis parce qu'il fallait bien terminer cette négociation. Parce que les Français ne pouvaient s'opposer étroitement à l'adoption d'une déclaration sur la discipline budgétaire, alors que, il y a un an, avant le conseil européen d'Athènes, pour montrer que leur souci d'économie était au moins aussi vif que celui des Britanniques et des Allemands, ils avaient été les premiers, à l'initiative de M. Jacques Delors, à présenter un projet, pas très différent de celui critiqué par M. Rocard à Luxembourg.

Le ministre de l'Agriculture est plus ou moins rassuré. D'abord, on l'a vu, en raison des échappatoires, il est vrai nombreuses — qui ont été introduites dans le document ; ensuite parce qu'il se voit — il ne s'en cache pas — cet accord est impraticable. La « discipline budgétaire » longtemps réclamée par les Britanniques, les Allemands, les Néerlandais, affaiblie par l'absence de crédits affectés au soutien des marchés, procède d'une idée simple : les dépenses agricoles ne pourront désormais progresser plus vite que la richesse communautaire, et des mécanismes de surveillance, d'arbitrage, seront mis en place pour que le principe soit respecté. Qu'est-ce que cela signifie pratiquement ? Que les augmentations des prix annuels en ECU devraient être limitées de 1,5 à 2 %, indique M. Rocard. « Cela ne passe pas. Les ministres de l'Agriculture ont exprimé la difficulté extrême de faire des économies. Les pays les plus modernisés sont les pays à income forte. On va regarder tout

avec un vif intérêt », commente-t-il, en dénonçant ainsi, avec sa manière bien particulière, la naïveté de ceux qui ont voulu encadrer les dépenses agricoles. Il faut reconnaître à leur décharge que ce projet visant à imposer à l'Europe verte des règles budgétaires très strictes, presque aveugles, était né avant que les Dix, et en particulier la France, n'aient démontré leur volonté très réelle de réformer la politique agricole commune (PAC) et de consentir les sacrifices nécessaires — et ils sont de taille — pour réduire les productions excédentaires.

« Les mentalités ont changé en un an. L'accord du 31 mars 1984 instaurant notamment des quotas laitiers a convaincu les plus sceptiques que la réforme de la PAC était bien engagée. Il reste que la déclaration du conseil sur la « discipline budgétaire » représente une menace supplémentaire pour les agriculteurs, qu'elle ne manquera pas d'être utilisée par ceux qui en ont été les promoteurs pour s'opposer à des actions jugées trop coûteuses. La Commission devra s'en inspirer en mettant au point, à la fin de chaque année, ses propositions sur les prix. L'accord de lundi — MM. Rocard et Dumas ont, à cet égard, sans doute raison de se montrer rassurés — aura peu de conséquences mécaniques, automatiques. Cependant, le texte adopté confirme une tendance : il apparaît comme un des instruments d'une politique qui se résume en des termes simples. Compte tenu de la situation de surproduction généralisée à laquelle on est parvenu après vingt-trois ans de PAC, il faut serrer la vis à l'agriculture européenne ; désormais, la négociation sur les prix entre les Dix portera moins sur l'augmentation elle-même que sur les modalités d'application, c'est-à-dire sur la répartition des sacrifices.

Les conclusions de lundi, dont on devine qu'elles seront mal accueillies par les agriculteurs, risquent de faire un autre résidu : l'Assemblée européenne, qui suspecte, non sans raison, les gouvernements nombreux de chercher à rogner sur ses pouvoirs budgétaires, les seuls qu'elle possède. Ce qui tracasse

l'Assemblée, c'est la partie de l'arrangement qui a trait aux dépenses non agricoles, ce qu'on appelle les dépenses non obligatoires. Le niveau de ces dépenses, qui concernent notamment les actions nouvelles à entreprendre par la Communauté, est fixé chaque année au terme d'un dialogue entre le Parlement et le conseil. Ce dernier, sans enfreindre explicitement l'article 203 du traité de Rome qui définit les pouvoirs respectifs des deux branches de l'autorité budgétaire, s'engage, vis-à-vis de lui-même, à mener ce dialogue de telle manière que la progression de ces dépenses ne dépasse pas le « taux maximum » (lequel est fixé chaque année en fonction de critères économiques objectifs). Une telle autodiscipline de la part du conseil est-elle contraire à l'esprit du traité ? Le Parlement, qui siège cette semaine à Strasbourg, s'apprête à l'affirmer. Le traité, explique-t-il en substance, prévoit de manière débridée la possibilité de dépasser le taux maximum si une majorité qualifiée du conseil et une majorité qualifiée de l'Assemblée estiment que cela est nécessaire pour assurer le développement de la Communauté. En interdisant de faire usage d'une telle faculté, le conseil enlève sa vraie signification au dialogue avec le Parlement. La rébellion prévisible de l'Assemblée pourrait entraîner une forte tension entre les institutions de la Communauté.

Les Dix s'emploient actuellement à mener à son terme la vaste négociation sur les aménagements à apporter au fonctionnement de la Communauté, qu'ils ont engagée lors du conseil européen de Stuttgart, en juin 1983. Parvenir à un accord sur la « discipline budgétaire » constituerait un des passages obligés du scénario, dont l'aboutissement doit être l'augmentation des ressources affectées à la Communauté. Le principe de cette augmentation avait été décidé au conseil européen de Fontainebleau, en juin 1984. Les Dix, pour concrétiser ce résultat — c'est encore une des conditions posées à Stuttgart — doivent mener à bien les négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Por-

tugal à la Communauté. Les progrès sont lents. On devrait y voir plus clair dans les quinze jours qui viennent : une série de rencontres triangulaires entre la présidence irlandaise, les Espagnols et la Commission, auront lieu cette semaine et la semaine suivante afin de suivre pas à pas le cheminement des pourparlers. Une réunion des ministres des affaires étrangères des Dix pourrait être convoquée la semaine prochaine afin d'essayer d'écarter les éléments de blocage venant de la Communauté. Enfin, les Dix et les Espagnols engageront à compter du 26 novembre une série de négociations au niveau ministériel. Toutefois, en l'état actuel des choses, même si des compromis étaient dégagés sur tous les autres points en suspens, la négociation ne pourrait être conclue. En effet, les Dix, qui représentent ce dossier mardi 13 novembre, ne sont pas parvenus à rapprocher leurs positions sur les aménagements à apporter à la réglementation du marché de viti. L'opposition se situe ici entre la France et l'Italie, et le récent sommet entre le président Mitterrand et le premier ministre Craxi n'a permis aucune avancée.

Il semble enfin que des progrès aient été accomplis lundi soir à propos du montant de l'aide financière à accorder aux partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans la future convention de Lomé.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Maroc candidat à la CEE. — M. Roland Dumas, ministre français des affaires européennes, a confirmé, lundi 12 novembre à Bruxelles, que le Maroc avait demandé à adhérer à la Communauté européenne, dans une lettre du roi Hassan II transmise au président Mitterrand. Celui-ci en avait informé les chefs de gouvernement des neuf autres pays de la CEE, lors du conseil européen de Fontainebleau, en juin 1984, a précisé M. Dumas. Le roi Hassan II avait indiqué dans une interview au Monde (daté 10 novembre) que « la lettre de demande officielle était sur le bureau de la CEE ».

## SOCIAL

DANS UNE SOCIÉTÉ DE PRÊT-A-PORTER PARISIENNE

### « Plus de travail, plus de salaires »

« A notre retour de vacances, le 1<sup>er</sup> septembre, nous n'avons pas reçu notre salaire. Le patron nous a dit qu'il n'avait plus à nous payer. Nous avons continué à travailler jusqu'au 16 octobre... » Les trente employés de la société de prêt-à-porter Jacques-Charles, située au 212, rue Saint-Martin (quatrième arrondissement), vont, depuis deux ans, de périodes en périodes. En 1982 la société SAP pour laquelle elles travaillaient rencontra ses premières difficultés. Un administrateur provisoire est nommé. En 1983, la société est confiée en location-gérance à une nouvelle entreprise qui se base d'un an de décaissement. La gérance passe alors à la société Jacques-Charles mais dès le mois de juillet « on » a annoncé aux salariés que « les établissements Petit allaient

repréparer l'atelier ». M<sup>me</sup> Petit s'étant déistée, le directeur de Jacques-Charles nous affirme que désormais ce n'est pas à lui de nous payer nos salaires.

Les ouvrières de l'atelier ne sont mobilisées. Elles ont pris « rendez-vous avec l'inspecteur du travail », ont « manifesté devant les ministères », pris contact avec « le tribunal de commerce », « envoyé lettre sur lettre à l'administrateur provisoire ». En vain. Elles se disent « abandonnées » : « nous n'avons plus de travail, plus de directeur, plus de salaires. Nous n'avons même pas de lettre de licenciement qui nous permettrait de toucher des indemnités et de chercher un autre travail ».

Depuis le 16 octobre, elles occupent leur atelier.

M.-C. R.

### QUATRE SYNDICATS SIGNENT L'ACCORD SALARIAL 1984 A LA RATP

Quatre organisations syndicales, FO (23,3 % aux dernières élections professionnelles), les autonomes et la CFDT (22,7 % dans une liste commune avec la CGC), et les indépendants (8,6 %), ont décidé le 12 novembre de signer l'accord salarial 1984 à la RATP.

Les syndicats CGT (35,5 %), CFDT (9,9 %) et CGC ont refusé de signer cet accord qui prévoit des augmentations, qui devraient être de 5 % en niveau, échelonnées sur l'année (le Monde du 26 octobre). « Dès que l'indice des prix 1984 sera connu, rappelle la direction, conformément au texte de l'accord, une réunion se tiendra pour examiner les modalités de l'ajustement des rémunérations de 1984, sachant que l'augmentation de la masse salariale pourra être égale à l'augmentation de la moyenne des prix diminuée de 0,50 % et qu'elle comportera une augmentation supplémentaire de 1 % en niveau. »

### GRÈVE DANS LA MARINE MARCHANDE LES 21, 22 ET 23 NOVEMBRE

L'intersyndicale CGT et CFDT des marins et officiers de la marine marchande, qui s'est réunie le 12 novembre au Havre, a décidé d'appeler ses adhérents à une grève les 21, 22 et 23 novembre.

Cette action, à laquelle le syndicat CGC ne s'est pas associé, s'inscrit dans le cadre du mouvement de protestation décidé par les marins et officiers pour obtenir une « nouvelle politique de la marine marchande ».

Le nombre de navires français ne cesse de décroître : trois cent soixante-quatorze le 1<sup>er</sup> avril 1983, trois cent soixante-six le 1<sup>er</sup> janvier 1984 et trois cent cinquante-six le 1<sup>er</sup> juillet.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, devrait indiquer, le 22 novembre, devant le Conseil supérieur de la marine marchande, les grandes lignes de la politique gouvernementale en faveur de ce secteur.

Lundi 12 novembre au Havre, une centaine d'officiers et marins ont bloqué pendant cinq heures une écluse du port.

## ACIERS D'AVANT-GARDE POUR INDUSTRIES INNOVANTES

Une nouvelle génération d'aciers est en train de naître dans les laboratoires et les usines du Groupe USINOR.


Des aciers de plus en plus spécialisés, indispensables à quelques années, capables de rivaliser avec les nouveaux matériaux et de satisfaire les exigences technologiques des industries robotisées modernes.

Parmi les derniers nés : le Mofu, qui remplace le coûteux titane dans les condensateurs nucléaires, le Monogal, tôle d'acier automobile double face, anti-corrosion d'un côté, prête à peindre de l'autre ou le DWA 12 BZ, fer blanc haute plasticité qui s'embouteille d'un coup pour faire des boîtes sans soudures.

Aciers de haute pureté, verres métalliques, aciers non conducteurs... Pour les jeunes chercheurs du Groupe USINOR, rien n'est impossible a priori. Le défi est quotidien, la motivation permanente.

Qualité des produits, des procédés, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître





## SOCIAL

Pour soutenir leurs collègues  
licenciés par Air Afrique

### LES NAVIGANTS FRANÇAIS LANCENT UN ORDRE DE GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES

Les trois compagnies aériennes françaises Air France, UTA et Air Inter pourraient être paralysées, le 1<sup>er</sup> décembre prochain, si rien ne vient suspendre l'ordre de grève lancé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC).

An cours d'une intersyndicale réunie le 12 novembre, ces trois organisations ont décidé le principe d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour protester « contre le licenciement abusif pour fait de grève de cinquante-six pilotes et mécaniciens français d'Air Afrique ». Elle dénoncent aussi « l'indifférence du gouvernement français face à ces licenciements ».

En grève depuis le 11 septembre pour défendre leurs avantages acquis, cinquante-six pilotes et mécaniciens français employés par Air Afrique ont vu leur contrat de travail résilié, le 31 octobre, par le tribunal d'Abidjan. La direction de la compagnie manifeste l'intention de se débarrasser des salariés les plus récalcitrants et les mieux rémunérés, tout en réembauchant certains grévistes licenciés sur la base de contrats de travail moins avantageux et en recrutant des pilotes, américains notamment.

Une réunion des chefs d'Etat des dix pays (1) actionnaires d'Air Afrique est prévue pour le 24 novembre. A cette occasion, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire, préside devant ses pairs en position dans ce conflit pourrissant qui cause du tort à l'unique compagnie multinationale africaine.

(1) Bénin, Burkina, Congo, Côte-d'Ivoire, Malawi, Niger, République Centrafricaine, Sénégal, Togo.

## AFFAIRES

### L'Union méditerranéenne de banques, en difficulté, doit se prononcer le 15 novembre sur la poursuite de son activité

Le 15 novembre 1984, doit se tenir une assemblée générale extraordinaire - la seconde en deux mois - de l'Union méditerranéenne de banques (UMB) au cours de laquelle les actionnaires (pour moitié les grandes banques françaises nationalisées et, pour le reste, deux établissements bancaires algériens) doivent se prononcer sur la poursuite ou non - de l'activité de cet établissement, qui a perdu plus de

340 millions de francs en deux ans. Au-delà de son aspect purement financier, cette affaire, de par la qualité des actionnaires de l'UMB, a des implications diplomatiques, ce qui explique le mutisme quasi total que l'on observe à son sujet tant du côté des pouvoirs publics, où l'on veut s'efforcer d'éviter un nouveau malentendu franco-algérien.

#### La seule banque franco-algérienne

Lorsqu'elle fut créée en 1975, à l'initiative de M. Pierre Lédoux, le président de la Banque nationale de Paris à l'époque, l'Union méditerranéenne de banques (UMB) avait pour ambition de se spécialiser dans les transferts effectués par les travailleurs algériens vivant en France, à destination de leur pays d'origine. D'où le statut de banque française de dépôt qui est toujours celui de l'UMB, cet établissement ayant alors un capital de 80 millions de francs - porté par la suite à 120 millions de francs - réparti entre deux grandes catégories d'actionnaires :

- Côté français : les « trois vieilles » (Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais et Société générale) chacune avec une participation de 11,67 % et trois banques, privées à l'époque (Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et Banque de Paris et des Pays-Bas, devenue Banque Paribas), avec, chacune, un intérêt de 5 %.

- Côté algérien : la Banque nationale d'Algérie avec 35 % du capital et le Crédit populaire d'Algérie pour le solde (15 %).

Malgré l'idée de développer un important réseau en région parisienne et en province a été rapidement abandonnée. Après la fermeture des guichets de Lille, Nanterre et Marseille, seules restent aujourd'hui en activité, outre le siège social, rue de Liéville, à Paris, une agence dans la capitale (Barbès) et une

autre en périphérie (Boulogne-Billancourt). En tant que la seule banque franco-algérienne opérant dans ce pays - l'UMB a préféré se consacrer uniquement aux relations commerciales et financières entre la France et l'Algérie, étendant par la suite son action à d'autres pays tiers, moyennant une politique d'engagements très stricts et hasardeuse (Pologne, Amérique latine, Roumanie, Liban, Jordanie, Sénégal...), qui a obligé la banque à provisionner très largement des risques-pays mais aussi des emprunteurs privés.

Outre son caractère strictement paritaire, représenté par un capital dévolu à 50/50 par des intérêts français et algériens, l'autre particularité de l'Union méditerranéenne de banques, est d'avoir un personnel de cent-quarante personnes composé pour moitié de salariés de nationalité ou d'origine algérienne vivant en France. Pour respecter cette dualité, la présence de la banque a toujours été assurée par un représentant de l'Algérie (actuellement M. Mustapha Abderrahim, qui a remplacé en juin 1984 M. Segir Mostefaï), le poste de directeur général étant attribué à un représentant français, en l'occurrence, M. Claude Blangero, qui fait partie de la demi-douzaine de cadres détachés par les banques actionnaires, pour l'essentiel par la BNP.

S.M.

Chargée de favoriser en priorité le développement des relations commerciales entre ces deux pays, l'Union méditerranéenne de banques fonctionne à la fois comme un établissement commercial, en montant des crédits acheteurs pour le compte d'industriels algériens, mais aussi en tant que banque d'affaires sous forme de prises de participation. Avec un succès qui reste à démontrer puisque, au fil des ans, la situation financière de la banque s'est considérablement aggravée. Après deux exercices à peine équilibrés, en 1980 et l'année suivante, la banque a perdu, coup sur coup, 174 millions de francs en 1982 puis 168 millions en 1983.

Cette situation très préoccupante a naturellement attiré l'attention des autorités de tutelle, et la Commission de contrôle des banques (CCB) adressait le 22 juin 1984 une sévère mise en garde au président de l'établissement, M. Mustapha Abderrahim, en mettant l'accent sur les « erreurs de gestion déjà anciennes » relevées à l'UMB.

Constatant que « les ratios de couverture et de division des risques ne sont plus respectés », la Commission souligne que, au vu des résultats de 1983 (« une perte de près de 168 millions de francs après 231 millions de francs de provisions constituées pour couvrir les actifs douteux »), la banque se trouve « en situation de passif net pour 39 millions de francs environ. Il s'en faut donc de 69 millions de francs pour que le capital minimum réglementaire soit respecté ». Le CCB formule au passage d'autres griefs : une transformation très importante des échéances, surtout en devises ; l'aggravation des frais généraux en raison d'effectifs trop lourds, « malgré le ralentissement très net de leur progression » ; les « graves faiblesses » de la gestion courante (procédure de traitement des opérations défectueuses, organisation des services insuffisante et instruments usuels de gestion « quasi inexistant », inappropriés).

#### L'éventuelle arrivée du Crédit agricole

Après ces « attendus », la Commission de contrôle des banques estime que l'UMB « ne saurait poursuivre son activité sans que lui soit apporté le concours financier indispensable, sous la forme d'un apport d'au moins 160 millions de francs d'argent frais et sans que des mesures énergiques soient prises pour donner à l'établissement les moyens propres à lui permettre de poursuivre son activité sur des bases saines ». Tout en admettant que « la perte de la totalité du capital et la situation de passif net, de la banque justifieraient l'ouverture immédiate d'une procédure disciplinaire », la CCB acceptait d'accorder aux parties en cause un délai de quatre mois pour arrêter les dispositions qui permettraient de « rétablir un équilibre financier durable et des conditions d'exploitation satisfaisantes ». Passé ce délai, faute d'une décision positive, « le problème de la survie de la banque se trouverait alors posé ».

Le 18 juillet dernier, les actionnaires, qui avaient déjà dû reconnaître le capital de la banque en décembre 1982, s'étaient réunis pour examiner la situation, et certains établissements français évoquaient pour la première fois leur

éventuelle sortie de l'UMB. Trois mois plus tard, à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire, la perspective d'une liquidation était de nouveau évoquée sans qu'un vote en ce sens ait pu avoir lieu. On en est là, mais le délai fixé par la CCB expire le 16 novembre et une solution doit impérativement être trouvée avant cette date pour éviter le dépôt de bilan. Cette solution passe par une restructuration du capital de la banque que certains actionnaires français souhaiteraient mettre à profit pour céder la place à d'autres partenaires. Dans cet esprit, le Crédit agricole pourrait prendre une participation de 35 % dans l'UMB. Le retrait pur et simple de la partie française est difficilement envisageable, car il impliquerait que les Algériens reprennent, si tant est qu'ils le souhaitent, la totalité du

capital de l'UMB. Du coup, celle-ci se transformerait en banque algérienne en France, avec les demandes de réciprocité qu'entraîne généralement ce genre de chassé-croisé entre banques étrangères.

Cette perspective inquiète au plus haut point le personnel de la banque, qui a déjà fait les frais, en avril 1982, d'un premier plan de restructuration et réussi à écarter de justesse quelques mois plus tard une autre menace de suppressions d'emplois. Aujourd'hui, la situation est plus grave, et les salariés cherchent à obtenir des engagements sur leur reclassement en cas d'éventuelle liquidation, mais leur souhait est que soit préservé cet établissement en raison du « lien d'amitié et de solidarité économique » qu'il établit « entre la France et l'Algérie ».

GERGE MANTIL

## AUTOMOBILE

### EMBELLE SUR LE MARCHÉ AUTOMOBILE FRANÇAIS EN OCTOBRE

Le marché automobile français s'est redressé de 2 % au mois d'octobre par rapport au même mois de 1983, avec près de 172 000 véhicules, selon des résultats encore provisoires. C'est la première fois depuis le début de 1984 que le marché se redresse, grâce vraisemblablement au Salon de l'auto. Sur dix mois de 1984 le recul est encore supérieur à 10 % (11,5 % environ contre 12,4 % pour les neuf premiers mois).

Cette embellie touche surtout Peugeot, qui, grâce à la 205 (près de 12 % du marché), obtient désormais, avec Citroën et Talbot, quelque 35 % du marché français. La part des voitures étrangères diminue légèrement en octobre avec 34,8 % des immatriculations (contre 35,8 % en moyenne sur les neuf premiers mois).

Enfin, Renault repasse en octobre la barre des 30 % mais, en cumulé sur les dix premiers mois de 1984, est proche de 31,5 %. La R5, par le cumul des ventes de l'année et du nouveau modèle, représenterait 11,2 % des immatriculations.

### VOLKSWAGEN VA CONSTRUIRE DES MOTEURS EN RDA

Volkswagen, le constructeur automobile ouest-allemand, a signé le 12 novembre un contrat avec la RDA pour la fabrication sous licence, dans ce pays, de près de 1 300 moteurs par jour. Volkswagen fournira les équipements nécessaires à cette fabrication. C'est la première fois qu'un constructeur ouest-allemand signe un contrat de ce genre avec la RDA.

Comme le prévoyait l'accord initial signé en février 1984 (le Monde du 11 février), la fabrication sous licence de moteurs Volkswagen commencera en 1988 et s'achèvera en 1993 : 286 000 moteurs seront ainsi assemblés chaque année, dont 100 000 reviendront équiper les modèles de Volkswagen. Les autres moteurs équiperont les modèles est-allemands Wartburg et Trabant. Le contrat est évalué à 600 millions de marks (1,8 milliard de francs). Deux autres constructeurs européens, Renault et Citroën, ont déjà conclu des contrats d'assistance technique avec la RDA.

## 3 JOURNÉES POUR NE PLUS AVOIR PEUR DE LA MICRO-INFORMATIQUE.



## Prêts conventionnés. Des prêts pour "habiller" votre logement.

Votre logement ? Vous voulez le rénover ? L'améliorer ? Faire des travaux pour réduire vos dépenses d'énergie ?

Les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole peuvent couvrir vos projets à concurrence de 90 % de la dépense financiable. A condition de respecter certaines normes

(prix, surface, ancienneté du logement), les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole sont ouverts à tous sans plafond de revenus. Leur taux est raisonnable, les modalités de remboursement sont souples.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.



## Management Partenaires

### UNE OPPORTUNITÉ INTERESSANTE

Une grande Entreprise nationale, disposant d'un vaste terrain industriel en cours d'aménagement, dans la plaine d'Alsace, recherche des entreprises susceptibles de s'installer sur son site, en bénéficiant des avantages suivants :

- prime à l'embauche du personnel (sans reprise du contrat de travail) ;
- large éventail de choix d'emplacements à des conditions attractives ;
- aides publiques, privées, avantages fiscaux etc. ;
- facilités de logement à proximité d'une grande ville.

Cette opportunité peut convenir à des entreprises industrielles (petites ou moyennes) ou tertiaires (dépôts...).

Veuillez écrire sous la référence PR/27 à Management Partenaires, 41, Avenue de Friedland, 75008 PARIS.



## Le Crédit agricole a installé sa première filiale européenne à Londres

### « Pourquoi viens-tu si tard ? »

De notre envoyé spécial

Londres. — La Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) a inauguré, jeudi 8 novembre, sa succursale de Londres, ouverte en juillet dernier. C'est la première succursale européenne du Crédit agricole, et la troisième dans le monde, après Chicago où la banque verte s'installe fin 1978 — et New-York — où le bureau de représentation ouvert en 1979 fut élevé au rang de banque de plein exercice en 1983.

Trois filiales à ce jour dans le monde pour une telle banque, c'est peu. Le directeur général de la CNCA, M. Jacques Bonnot, a l'intention de presser ce mouvement d'internationalisation, lancé il y a bientôt dix ans, avec la création au sein de la CNCA d'une direction internationale, avec à sa tête, M. Serge Robert. Les deux prochaines filiales, banques de plein exercice, seront installées l'une à Milan (elle fonctionnera en fait déjà depuis quelques semaines), l'autre à Hongkong. Le Crédit agricole dispose cependant de plusieurs bureaux de représentation, qui ont un rôle de conseil mais ne font ni prêts, ni ne reçoivent de dépôts : c'est le cas à Francfort, à Madrid, au Caire, à Caracas, à Tokyo et Rio. Deux autres seront bientôt ouverts à San Francisco et à Pékin. Enfin, le Crédit agricole vient de passer des accords de représentation avec deux groupes étrangers : Kasser pour le Liban, et Espirito-Santo, pour le Portugal.

Le développement international du Crédit agricole s'explique par quatre raisons. En premier lieu, parce qu'il est un spécialiste de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et parce qu'il doit accompagner la mondialisation des échanges. Il a en France un savoir-faire unique et est sans doute, parmi les vingt premières banques mondiales, la seule à pouvoir arguer d'une telle spécialisation. D'où les choix de Chicago et de Londres, qui sont aussi les deux premières places pour le négoce agro-alimentaire. « Dès qu'il s'agit d'agro-business », la banque mondiale nous appelle, « parmi les douze grandes banques avec lesquelles elle travaille », explique M. Jacques Bonnot pour illustrer la réputation internationale du Crédit agricole.

En second lieu, la banque verte peut prendre des risques, tant à l'export que dans le monde, car elle est peu engagée financièrement au plan international, et sa capacité d'endettement reste grande (1).

Troisième raison : la puissance financière, illustrée par l'importance du bilan, net et permis de traiter de gros volumes pour les financements dont ont besoin les grands groupes de l'agro-business. Le Crédit agricole est aujourd'hui, avec Paribas, la seule banque française à bénéficier du classement le plus favorable (AAA) pour le niveau du risque pris par les prêteurs. Cela signifie que le Crédit agricole paie légèrement moins cher les capitaux collectés à long terme.

Enfin, au moment où les résultats sont plus difficiles à obtenir sur le marché intérieur, les actions internationales doivent permettre de dégager des marges.

#### Les portes s'ouvrent

Tout cela est bel et bon, mais que va pouvoir faire le Crédit agricole à Londres ? Il est le dernier arrivé sur une place financière forte, déjà, de 430 occupants. M. Alain de Truchet, directeur de la filiale londonienne, qui était chef du département des affaires financières internationales à la CNCA où il est entré en 1970, résume ainsi cette préoccupation : « Nous approchons depuis juillet les firmes agro-alimentaires. Les portes s'ouvrent avec l'étiquette Crédit agricole, mais la question demeure posée : à quelles conditions allons-nous travailler avec elles ? »

Dans un premier temps, trois ans au moins, le Crédit agricole doit se faire une place en tant que banque commerciale pour répondre aux demandes des caisses régionales de Crédit agricole et de leurs clients exportateurs, mais aussi « pour aider les Anglais à pénétrer le marché français », précise, non sans courage et réalisme, M. de Truchet. Dans l'avenir, les dirigeants de la filiale pensent que celle-ci devra développer son caractère de banque d'investissement. M. John Young, responsable de l'organisation (director of planning) de la Bourse des valeurs de Londres, a expliqué, au cours d'un déjeuner, que le Crédit agricole « arrive opportunément sur la place », au moment où le marché londonien des valeurs allait devenir plus concurrentiel encore du fait de la dérégulation (liberté des marges, ouverture des transactions aux tiers des banques étrangères — le Monde du 11 février 1984). Mais M. John Young s'était auparavant étonné du caractère tardif de cette arrivée.

De fait, si l'activité internationale du Crédit agricole paraît avoir évolué, on peut se demander pourquoi elle ne fait que se développer aujourd'hui. M. Bonnot a parlé à Londres d'« une logique qui vient à son heure, le Crédit agricole ayant accompagné, voire précédé le mouvement des sociétés », les coopérateurs qui sont passés du stockage à la transformation, puis à l'exportation. Pourtant, la mondialisation des échanges agro-alimentaires est plus ancienne que l'activité internationale du Crédit agricole elle-même.

Le solde du commerce agro-alimentaire français est positif depuis 1970, à l'exception de l'année 1977. Les exportations sont passées, en valeur, de quelque 10 milliards de francs en 1965 à plus de 120 milliards en 1983. Les importations ont connu une croissance comparable et ce n'est qu'à partir de 1978 qu'elles ont progressé moins vite. Durant toutes ces années, les coopérateurs ont travaillé avec le Centre français du commerce extérieur et les autres banques.

#### La moitié du portefeuille dans l'agro-business

En fait, la véritable pulsion internationale est venue avec l'extension du champ de compétence, puisque ce n'est que depuis 1979 que le Crédit agricole peut travailler avec les industries agro-alimentaires non coopératives.

Ce retard peut avoir deux causes, l'une interne, l'autre externe. Être le principal, sinon l'unique banquier des agriculteurs français et jouer un rôle financier international ne va pas sans contradictions. Si certaines caisses régionales sont très désireuses de voir se constituer un réseau à l'étranger, il en est d'autres où l'esprit « paysan français d'abord » domine. Pour marquer sa priorité agricole, la CNCA s'est fixée une règle : 50 % du portefeuille londonien devra être consacré à l'agro-business. Mais quel « agro-business » ? Si le banquier français peut être plus efficace à Londres pour les filiales des industriels français et les exportations en général, il se doit de ne refuser aucun client, ni les dynamiques groupes alimentaires britanniques ni les importations. Difficile équilibre, mais le Crédit agricole a doublement saisi le défi du commerce à double sens quand le syndicalisme agricole et les producteurs en général ont l'œil rivé sur la concurrence, jamais parfaite, tou-

jours estimée déloyale. Voilà pour la cause interne du retard.

« Il a fallu persuader les pouvoirs publics du bien-fondé de nos intentions », a déclaré M. Bonnot. La réticence de l'administration des finances, cotées avec celle de l'agriculture de la banque verte, à voir le Crédit agricole se développer aussi sur l'international quand se réveille au plan national l'irritant des autres familles de la communauté bancaire, explique — c'est la cause externe — cette arrivée tardive sur la scène du monde. Comme pour rassurer, M. Bonnot affirme qu'il n'est pas question de créer un énorme grand réseau à l'étranger comparable à celui de la BNP ou du Crédit lyonnais. « Ce serait trop coûteux avec un retour des investissements trop lent. » Mais il faut au Crédit agricole des points d'ancrage, des passages obligés, en liaison avec le commerce agro-alimentaire. Les destinations prioritaires, au regard de ce critère, sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale et l'Asie du Sud-Est. Dans les années à venir, en fonction de l'évolution des résultats obtenus dans les succursales existantes — ce qu'a la CNCA appelle un « plan glissant » — de douze à quinze filiales constitueront ce réseau.

Dans chaque pays, le Crédit agricole s'efforce d'engager des nationaux, d'en choisir des « bons », des habitués, comme ceux rencontrés à Londres, et c'est un atout pour la réussite en terre étrangère. Toutefois, il y a un danger dont l'institution doit être consciente. Banque mutualiste, différente des autres, avec un organisme plutôt compliqué, puisqu'un établissement public chapeaute des caisses régionales de droit privé, le Crédit agricole possède ce qu'on appelle une culture d'entreprise : l'antériorité agricole, la décentralisation, le jeu subtil des rapports de pouvoirs entre Paris et les départements, l'extension graduelle du champ de compétence.

Il y aurait danger si les « jeunes lions » de Chicago, Londres ou Milan étaient étrangers à cette culture-là, justifiant dans leur choix — mais auront-ils vraiment le choix — les craintes des paysans inquiets de voir leur banque prêter main-forte à la concurrence.

JACQUES GRALL

(1) Le montant des prêts à court, moyen et long terme contenus dans le portefeuille international s'élevait en juin 1984 à 32 milliards de francs, soit environ 7,5 % du montant total des encours (428,5 milliards de francs au 31 décembre 1983). L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord représentent 67,7 % de ces engagements internationaux.

## GENERALI

BILAN CONSOLIDÉ 1983



Sous la présidence de Monsieur l'Avv. Enrico Randome, Président de la Compagnie, le Conseil Général des Assicurazioni Generali s'est réuni à Venise pour examiner le bilan du Groupe 1983. L'état du patrimoine est le suivant :

ACTIF en 000 Dollars U.S.	1983	1982
Immobilisations et entreprises agricoles	1.850.747	1.750.568
Titres à revenu fixe	4.183.225	3.453.673
Actions et participations	554.078	386.532
Prêts	413.740	354.700
Dépôts de réassurance	252.506	207.883
Dépôts bancaires	351.519	325.037
Débiteurs et autres actifs	1.086.422	931.718
	<b>8.680.203</b>	<b>7.410.131</b>

PASSIF en 000 Dollars U.S.	1983	1982
Patrimoine net	960.729	830.040
Reserve technique	6.608.149	5.657.315
Dépôts de réassurance	162.283	176.052
Autres passifs	890.081	677.377
Bénéfice de l'exercice	83.061	69.147
	<b>8.680.203</b>	<b>7.410.131</b>

- On a consolidé 36 Compagnies d'Assurances opérant sur une quarantaine de marchés, 6 branches : Europe Occidentale, la Société Financière, les Immobilisations et 5 agricoles, dans lesquelles la Société mère détient directement ou indirectement une participation supérieure à 50%.
- L'exercice présente un bénéfice de Dollars U.S. 83,1 millions (+20,1%).
- Les primes brutes se montent à Dollars U.S. 3.153,5 millions (+12,7%), ainsi réparties :

	1983	Déclassement	Total
Italie	9,9	19,6	29,5
Autres pays de la CEE	13,4	27,7	41,1
Europe hors Marché Commun	4,4	19,3	23,7
Pays extra-européens	0,9	4,8	5,7
	<b>28,6</b>	<b>71,4</b>	<b>100,0</b>

- Les réserves techniques nettes s'élèvent à Dollars U.S. 6.608,1 millions (+16,2%).
- Le total des investissements est de Dollars U.S. 7.943,9 millions (+17,2%) ainsi réparties :

	1983	Déclassement	Total
Italie	22,5	9,3	31,8
Autres pays de la CEE	29,8	16,0	45,8
Europe hors Marché Commun	10,1	9,1	19,2
Pays extra-européens	1,0	2,2	3,2
	<b>63,4</b>	<b>36,6</b>	<b>100,0</b>

- Le revenu des investissements s'établit à Dollars U.S. 694,6 millions (+18,8 % qui proviennent pour 66,1 % des titres à revenu fixe, pour 15,9 % des biens immobiliers, pour 3,7 % des actions et participations, pour 6,3 % des dépôts bancaires et pour 8,0 % d'autres formes d'investissements).
- Le patrimoine net est de Dollars U.S. 960,7 millions, dont 88,5% reviennent au Groupe Generali et 11,5% représentent la quote-part de tiers.

\* Les montants en Lires italiennes de 1983, ainsi que ceux de 1982, ont été convertis en Dollars au taux de change du 31.12.1983.

Depuis 1831 une tradition de professionnalisme

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## ÉNERGIE

Selon le «Financial Times»

### L'ARABIE SAOUDITE AURAIT MODIFIÉ LA STRUCTURE DES PRIX DE SON PÉTROLE

Appliquant les résolutions adoptées lors de la conférence extraordinaire de l'OPEP, le 31 octobre, pour soutenir le prix de référence de 29 dollars par baril mensuel par les baisses successives de la Norvège, de la Grande-Bretagne, du Nigeria et des États-Unis, l'Arabie Saoudite aurait, selon la plupart des observateurs, réduit sa production en dessous de 4 millions de barils par jour (200 millions de tonnes par an). Ce niveau, très faible pour la saison, est inférieur au nouveau quota implicite (4,35 millions de barils/jour), attribué au royaume wahabite lors de la récente conférence.

Selon le Financial Times, l'Arabie Saoudite aurait en outre décidé d'appliquer une double structure de tarifs selon ses clients.

Le royaume wahabite avait modifié en septembre la composition du mélange de bruts de qualités différentes dit «saudi mix», qui constitue l'essentiel de ses ventes. Cette modification équivalait, compte tenu de la valorisation inégale des qualités sur le marché, à une diminution globale de ses tarifs. Selon le nouveau schéma, seules les quatre compagnies américaines (Tessaco, Exxon, Mobil et Socal), membres de l'ARAMCO, consortium exploitant le pétrole saoudien, continueraient à bénéficier jusqu'à la fin novembre du nouveau «mix», et donc de tarifs privilégiés. Les autres clients du royaume se verraient offrir en revanche un mélange différent et moins avantageux équivalent à des tarifs moyens plus élevés.

### Le dollar au-dessous de 9 F

Sur des marchés des changes à nouveau très nerveux, le dollar s'est replié au-dessous de 9 F à Paris, s'établissant à 8,98 F environ, tandis qu'à Francfort il glissait de 2,95 DM à 2,9275 DM.

## LE CENTRE D'ÉCONOMIE DES LOISIRS, DU TOURISME ET DE L'ENVIRONNEMENT

de la Faculté des Sciences Économiques de l'Université d'Aix-Marseille II propose un stage de formation des cadres supérieurs du tourisme, sanctionné par le DESS en économie du tourisme (3<sup>e</sup> cycle), aux salariés en congé de formation, aux chômeurs et demandeurs d'emploi, titulaires d'une maîtrise ou d'une licence avec activité professionnelle dans le tourisme.

- Clôture des inscriptions : 20 novembre 1984.
- Début de la formation : 3 décembre 1984.
- Durée de la formation : 8 mois.
- Dépôt des candidatures au CELTE - Château Lafarge - Route des Milles - 13290 Les Milles - Tél. : (42) 27-30-71.

ROYAUME DU BURUNDI  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE  
LA RÉGION AGRICOLE  
OFFICE NATIONAL DE RECRUTEMENT  
AGRICOLE DU BURUNDI  
BOIS DE KIBIRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 4/84  
SEANCE NON PUBLIQUE

Le Directeur du FGR MVA de Butembo sollicite jusqu'au 15/11/1984 à midi, dernier délai, les offres de prix pour la fourniture et pose de 27.600 m<sup>2</sup> de conduites en béton canal précontraint d'un diamètre, objet de 9 500 à 1000 mm.

Le dossier est à retirer de l'ONG MVA/L. Bureau des marchés contre versement de 1000 DH. L'envoi des documents par poste n'est pas possible.

REPUBLIQUE DU BURUNDI  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE  
— SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DU KIRIMIRO  
BP 3 GITEGA - BURUNDI  
— SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DU BUYENZI  
BP 64 NGAZI - BURUNDI

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 1/SRD BUTENZI - SRD KIRIMIRO/85

Le gouvernement du Burundi, Société régionale de développement du Buyenzi et Société régionale de développement du Kirimiro, lance un appel d'offres international pour la fourniture des lots ci-après :

Lot 1: 800 tonnes d'engrais urée à 46 % N pour la SRD Buyenzi.

Lot 2: 200 tonnes d'engrais urée à 46 % N pour la SRD Kirimiro.

Lot 3: 200 tonnes d'engrais composés pour viti-vit N-P pour la SRD Buyenzi.

Lot 4: 800 tonnes d'engrais composés ternaires N-P-K pour la SRD Kirimiro.

Lot 5: 130 tonnes de superphosphate à 45 % P2O5 pour la SRD Buyenzi.

Le gouvernement du Burundi a obtenu un crédit de l'Association internationale de développement IDA (Banque mondiale) pour ces acquisitions. La participation est ouverte aux fournisseurs et entrepreneurs admissibles à soumissionner conformément aux directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la Banque mondiale et les crédits de l'IDA. Le cahier spécial des charges peut être obtenu contre paiement de 15 \$ 50 ou l'équivalent en francs Burundi auprès de la société régionale de développement du Buyenzi à Ngazi, ou auprès de la Société régionale de développement du Kirimiro à Gitega.

Il peut également être obtenu auprès du secrétariat permanent du conseil national des adjudications, ministère des finances, BP 2087 à Bujumbura.

Les soumissions, rédigées en français, doivent parvenir au plus tard à M. le secrétaire permanent du conseil des adjudications de la République du Burundi, BP 2087, à Bujumbura, le 18 décembre 1984 à 17 heures, heure locale, au plus tard.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le 19 décembre 1984 à 9 heures, heure locale, dans la salle des réunions du ministère des finances, deuxième étage du nouveau bâtiment administratif (local 222-223) sis au coin du croisement du boulevard de la Liberté et de l'avenue des Palmiers.

## LES 3 JOURNÉES VICTOR. SURVOLEZ AU CALME LA MICRO-INFORMATIQUE.



Aux 3 journées Victor, que vous soyez architecte, entrepreneur, cadre, médecin... ou tout simplement curieux, vous en apprendrez plus en 1 heure qu'en des heures de cohue ailleurs. 300 logiciels sélectionnés vous attendent. 60 revendeurs prêts à vous écouter, vous expliquer, vous montrer. Les journées de la micro-informatique Victor, c'est la micro-informatique à votre rythme.

**VICTOR TECHNOLOGIES**

**14, 15, 16 NOVEMBRE  
PALAIS DES CONGRÈS, PARIS.**



# ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

## La grève des mineurs s'essouffle, mais les nouvelles lois syndicales sont battues en brèche

Londres. - Tandis que de nouveaux incidents violents se sont produits lundi 12 novembre entre mineurs et policiers, le gouvernement et la direction des charbonnages affirment que la grève dans les houillères « est en train de s'effriter », et ils espèrent que le mouvement de reprise du travail, constaté en divers endroits depuis une semaine, va rapidement s'accroître. Mais cette attente a déjà été déçue à plusieurs reprises depuis huit mois.

La « dissidence » de certains bassins miniers - comme celui du Nottinghamshire - où la production n'a jamais cessé, s'est déclarée dès le début de la grève, mais ne s'est pas étendue par la suite. Il est sans doute encore trop tôt pour le dire, car les chiffres qui viennent d'être enregistrés n'ont qu'une importance relative. Deux mille deux cents mineurs ont repris la semaine dernière le chemin de la mine (contre 365 la semaine précédente) et 1900 au cours de la seule journée du 12 novembre, ce qui explique la colère des piquets de grève. La direction des charbonnages (NCB), qui a révisé ces chiffres - « exagérés » selon les grévistes, - a beau jeu de souligner que cette augmentation est « de loin » la plus forte depuis le mois de mars. Mais il n'en reste pas moins vrai que cent trente mille mineurs continuent de respecter le mot d'ordre de leur syndicat, soit près des trois quarts.

Il semble toutefois que M. Arthur Scargill, le président de l'Union nationale des mineurs (NUM), a du mal à maintenir le moral de ses troupes, alors que les négociations sont au point mort. Les dirigeants du NCB déclarent avoir été jusqu'au bout des concessions possibles et persistent fermement à rejeter l'exigence essentielle de la NUM : le retrait de tout projet de fermeture des puits jugés trop peu rentables. Le gouvernement et le NCB se montrent plus que jamais résolus à « tenir bon » et paraissent avoir les moyens d'éviter pendant plusieurs mois encore les consé-

De notre correspondant

quences les plus graves que pourrait avoir sur l'économie du pays la prolongation de la grève. Un approvisionnement minimum des centrales électriques est toujours assuré.

Ici et là se manifestent des signes de lassitude parmi les grévistes, et c'est pourquoi M. Scargill a entrepris l'organisation d'une série de rassemblements dans les principaux bassins. Il s'agit d'une campagne d'explication d'autant plus nécessaire que l'appui total - promis par le Parti travailliste et les autres syndicats ne se traduit toujours pas dans les faits. Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, vient de décliner l'invitation que lui a lancée M. Scargill pour participer aux réunions de la NUM. Le désaccord entre les deux hommes n'a jamais été aussi évident. A la confédération nationale des syndicats, le TUC, on dissimule de moins en moins le souci de rechercher un compromis. Récemment l'un des dirigeants du TUC a même critiqué ouvertement l'attitude - à ses yeux extrémiste - de M. Scargill.

Grève chez Austin-Rover

Mais le NCB connaît lui aussi les dissensions. M. Ian Mac Gregor, dont la forte personnalité a souvent été à l'origine de polémiques, est de plus en plus souvent accusé par son entourage de se comporter de façon trop autoritaire, ce qui hypothèque les chances de trouver une issue au conflit. Le nouveau porte-parole, récemment nommé, a été quasiment dévoté par M. Mac Gregor, et, quelques jours plus tard, le directeur des relations publiques du NCB a préféré prendre une retraite anticipée.

Une autre grève précoce du gouvernement, celle qui paralyse depuis une dizaine de jours les usines automobiles Austin-Rover. Les syndicats ont rejeté, comme insuffisantes, les

propositions d'augmentation faites par la direction et, à l'instar de la NUM, ils ont déclaré la grève sans consulter l'ensemble de leurs adhérents, comme l'exige la nouvelle législation.

C'est donc un nouveau défi de la part des organisations ouvrières aux lois qu'elles jugent « sélectives ». Austin-Rover et les Charbonnages sont des entreprises nationalisées, mais leurs directions ont adopté des attitudes différentes. Tandis que le NCB estime curieusement qu'il est inutile d'aggraver la tension et s'est toujours refusé à engager des poursuites contre la NUM pour non-respect de la loi, les dirigeants d'Austin-Rover s'y sont résolus et ont obtenu un jugement de la Haute Cour sommant les syndicats d'annuler leur mot d'ordre, à moins d'organiser un vote. Un seul syndicat sur huit a obéi, ce qui constitue un échec pour le gouvernement de M. Thatcher qui a fait adopter ces nouvelles lois très controversées. Leur inefficacité semble se confirmer.

Dans le cas des Charbonnages, ce sont les mineurs qui ont eux-mêmes pris l'initiative d'entamer des procédures contre leur syndicat. Le mois dernier, M. Scargill et la direction de la NUM ont été condamnés à payer de lourdes amendes. Celle-ci n'ayant pas été réglée, la saisie des fonds dont dispose la NUM a été ordonnée. Mais, jusqu'à présent, seule une somme infime (quelque 8 000 livres) a pu être récupérée.

Il s'avère que la NUM, prévoyant de telles mesures, est parvenue depuis longtemps à transférer la majeure partie de ses fonds, soit près de 8 millions de livres (environ 100 millions de francs) dans des banques étrangères, en Irlande et vraisemblablement aux Etats-Unis, où la justice britannique aura du mal à obtenir un rapatriement.

FRANCIS CORNU.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	9,6170	9,6190	+ 105	+ 128
DM	6,8523	6,8594	- 24	- 3
Yen (100)	3,7477	3,7591	+ 142	+ 155
DM	3,6991	3,6788	+ 135	+ 146
Mark	2,7289	2,7223	+ 115	+ 123
F.L. (100)	35,1464	35,1753	+ 13	+ 61
F.S.	3,7322	3,7346	+ 267	+ 222
L. (1 000)	4,9260	4,9236	- 280	- 179
E...	11,4624	11,4740	+ 52	+ 56

	9 5/16	9 7/16	9 5/16	9 7/16	9 5/16	9 7/16	9 5/16	9 7/16
SE-IL	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4
DM	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4
Yen (100)	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4
DM	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2	1 1/4	1 1/2
Mark	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
F.L. (100)	10 3/8	10 5/8	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 3/8
F.S.	11 7/8	11 1/8	11 5/8	11 7/8	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

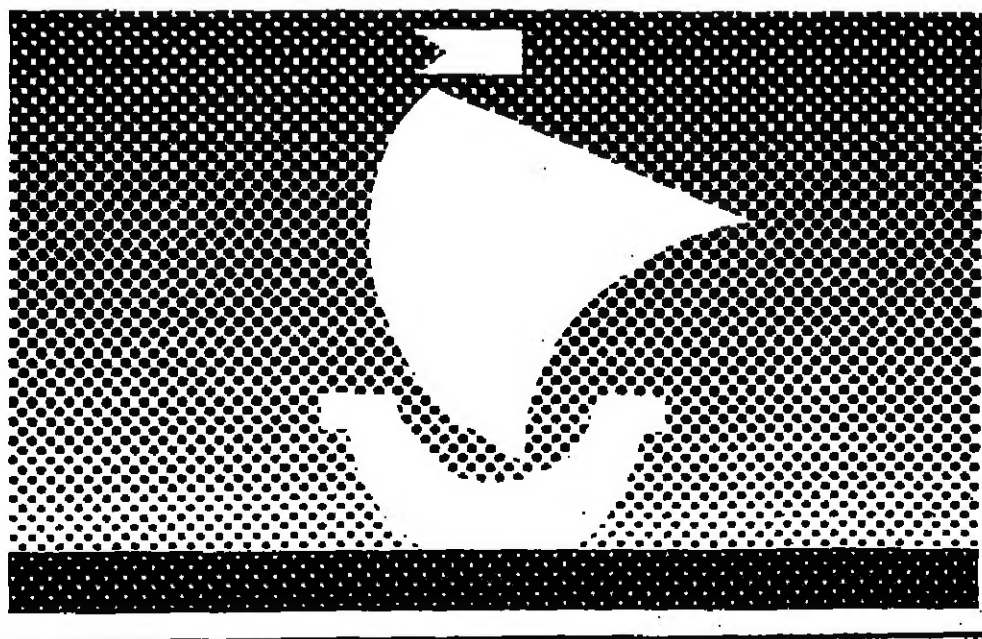
## EMPRUNT VILLE DE PARIS

12 novembre 1984 - 500 millions de F.

- Jouissance, règlement : 26 novembre 1984. Durée 10 ans.
- Taux variable : 90 % du T.M.O. avec minimum garanti de 6,5 %.
- Amortissement in fine.

PRIX D'ÉMISSION : 4.874 F par obligation

une note d'information (vue C O B N° 272 du 6 11 1984) peut être obtenue sans frais auprès de la Banque INDOSUEZ %o. Ed. Hausmann 75008 Paris et des établissements chargés du placement



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE



COLAS

Le conseil d'administration de Colas s'est réuni le vendredi 9 novembre 1984 à 10 h 30, au siège social de la société, 39, rue du Calvaire, 75008 Paris.

Au cours de ce conseil, M. Robert Charial a présenté sa démission, pour raison de santé, de ses fonctions de président-directeur général, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Le conseil a désigné M. Jean-Pierre Buisson comme président-directeur général à compter de cette même date.

BANQUE WORMS

La Banque Worms en Chine populaire

Invitée par la Banque de Chine, une délégation de la Banque Worms, conduite par son président, M. Jean-Michel Bloch-Lainé, s'est rendue en Chine populaire du 5 au 12 octobre. Les entretiens directs et amicaux avec les responsables au plus haut niveau de la Banque de Chine, du ministère des relations économiques extérieures et des différents ministères et corporations concernés, ont permis de constater le vaste champ de collaboration possible entre la troisième banque d'affaires française, membre du Groupe UAP, et les autorités chinoises.

Des possibilités d'investissement, de financement et d'assistance à l'exportation chinoise ont été évoquées. D'ores et déjà, des projets concrets et touristiques sont à l'ordre du jour. Soucieuse de l'importance des échanges avec la Chine, la Banque Worms s'est, depuis de nombreuses années, attachée à assurer une présence, et vient récemment de créer une structure chargée plus particulièrement des relations avec la Chine, avec, pour ce faire, une entente particulière à Hongkong au sein de son agence.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS VIE

« A.G.P. VIE »

Les actionnaires vont être prochainement convoqués en assemblée générale extraordinaire pour statuer, dans le cadre du mois de décembre prochain, sur les projets de convention de transfert et d'apport, annoncés par le communiqué diffusé le 19 octobre dernier.

Ces projets - qui visent d'être approuvés le 29 octobre par les conseils d'administration d'A.G.P. VIE d'une part, de CAPREVIE et T.E.V. d'autre part - prévoient le transfert à CAPREVIE de la totalité du portefeuille de contrats d'assurances individuelles et collectives souscrites auprès de l'A.G.P. VIE par l'intermédiaire des agents généraux et des courtiers.

Les provisions techniques de ces contrats, compte tenu de divers autres passifs y afférents, s'élèvent à F 2 420 446 530,82. En sus d'un ensemble d'éléments d'actifs assurant la couverture de ces engagements, et satisfaisant les règles de placement édictées par la réglementation des assurances, CAPREVIE bénéficie d'un apport supplémentaire d'actifs représentant F 253 000 568,26, lequel sera rémunéré par la remise à A.G.P. VIE de 2 300 000 actions nouvelles, nominal 100 F, créées par CAPREVIE le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

T.E.V., de son côté, recouvrera la totalité du portefeuille de contrats souscrite directement par les réseaux salariés. Le montant des provisions techniques et autres passifs transférés s'élève à F 765 642 198,36. L'excédent d'actif apporté en sus de ce montant représente F 27 501 951,69. Il sera rémunéré par la remise à A.G.P. VIE de 250 000 actions nouvelles, nominal F 100, émises par T.E.V. le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Ces opérations seront réalisées à effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier 1984. Elles deviendront définitives avec la signature des arrêtés ministériels prévus par l'article L 324 - 1 du Code des Assurances. Comme conséquence de ces transferts, les actionnaires d'A.G.P. VIE seront invités, lors de l'assemblée extraordinaire de décembre 1984, à apporter diverses modifications aux statuts de la société, laquelle poursuivra provisoirement son existence sous la dénomination Holding du Groupe de Paris, avant d'être absorbée dans le cadre du second semestre 1985 par la COMPAGNIE DU MIDI qui détient près de 92 % de son capital.

C'est pour préparer cette absorption que l'exercice au cours d'A.G.P. VIE sera prorogé jusqu'au 31 août 1985 afin que sa clôture coïncide avec celle de la COMPAGNIE DU MIDI, qui arrête chaque année ses comptes à cette date. Les actionnaires d'A.G.P. VIE seront avisés ultérieurement des parties qui seront proposées pour la fusion de la société avec la COMPAGNIE DU MIDI.

Visite de M. René Thomas, Président de la B.N.P. en Afrique

M. René Thomas, Président de la Banque Nationale de Paris, qu'accompagnait M. Jean-Louis Hauwouet et M. Emmanuel Moutere, vient d'effectuer un voyage en Afrique. Sur ce continent, la présence de la B.N.P. est assurée dans dix-huit pays par un réseau particulièrement dense de filiales et de banques associées, qui occupent un rôle de premier plan dans le système bancaire de chacun de ces pays.

C'est le cas en particulier au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, pays que M. Thomas a visités successivement. La B.N.P. participe au capital des B.I.C.I. (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie) aux côtés d'importants intérêts nationaux et de la Société Financière pour les pays d'Outre-Mer.

Au Cameroun, comme en Côte d'Ivoire et au Sénégal, M. Thomas s'est entretenu avec les plus hautes autorités de l'Etat, ainsi qu'avec les responsables des Banques centrales. Il a également rencontré de nombreux dirigeants d'entreprises.

Avec ses différents interlocuteurs, il s'est particulièrement attaché à l'examen des mesures prises ou à prendre pour que le système bancaire demeure un élément solide de leur dispositif économique et financier, malgré les difficultés conjoncturelles que ces pays peuvent connaître et grâce à une coopération plus étroite que jamais entre la B.N.P. et ses banques associées.

### Sociétés d'Investissement à Capital Variable BNP

au 28 septembre 1984

SICAV (orientation)	ACTIF NET (en francs)	VALEUR LIQUIDATIVE (en francs)	DIVIDENDE GLOBAL (dernier payé le)
EPARGNE-VALEUR (*)	2.995.843.168	337,92	F 18,30 30 mars 1984
EPARGNE-OBLIGATIONS (*)	5.045.084.524	171,86	F 18,23 30 mars 1984
EPARGNE-CROISSANCE	986.495.107	1.334,16	F 54,92 14 octobre 1983
EPARGNE-INTER	1.211.098.558	634,25	F 26,79 30 mars 1984
NATIO-VALEURS (*)	7.477.537.082	492,63	F 38,05 30 mars 1984
NATIO-INTER	951.868.588	893,46	F 32,67 2 avril 1984
NATIO-EPARGNE (*)	3.297.824.676	12.452,86	F 1.164,01 11 avril 1984
NATIO-RENTABILITE (*)	8.771.004.661	61.233,36	F 4.848,75 11 janvier 1984
NATIO-ASSOCIATIONS (*)	2.743.230.907	25.221,17	-
EPARGNE-CAPITAL (*)	1.525.494.237	5.821,57	-
NATIO-OBLIGATIONS (*)	485.004.696	432,25	-

\* actions susceptibles d'être souscrites par les Fonds Communs de Placement constitués en application de la loi sur la participation des salariés à la création et gérées par la BNP, le Crédit du Nord et Lazard Frères.

UNE DOCUMENTATION PLUS COMPLÈTE SUR CHAQUE SICAV EST DISPONIBLE DANS TOUS LES SIÈGES DE LA BNP.

COFIMEG

Les actionnaires sont informés que la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1984 d'adopter la forme exclusivement nominative pour l'ensemble des titres de la société a pris effet, selon les modalités d'application retenues par le conseil d'administration, à compter du 5 novembre 1984.

En raison des contraintes matérielles inhérentes à cette opération, et dans le but d'éviter des difficultés à l'occasion des transactions sur le marché boursier, il a été décidé, en accord avec la chambre syndicale des agents de change, de fixer au 22 mars 1985 la date à partir de laquelle les négociations portant sur les titres de la société s'opéreront exclusivement sous la forme nominative.

### L'ORDINATEUR PERSONNEL

- Au sommaire du N° 10
- 170 machines, 84 logiciels : lequel acheter ?
- Minitel, ça sert aussi à travailler
- MS/DOS : la véritable ascension d'un système
- Cahier spécial : l'informatique et la pub.

Chez votre marchand de journaux.

### Epargne Industrie

SICAV DU CRÉDIT MUTUEL

RCS PARIS 8 313 711 160

88/90, rue Cardinal 75017 PARIS

Situation au 28 septembre 1984

Nombre d'actions en circulation : 2 985 381,00

Actif net en millions de francs : 1 231,34

Valeur liquidative de l'action en francs : 412,48

Dernier dividende global en francs : 33,01

Date de paiement : 30 mars 1984

### AUJOURD'HUI

numéro 70 novembre 1984

Le magazine du changement social

### Conditions de travail

Au centre des conflits, le travail.

Expériences syndicales : dans la région Nord,

dans la pharmacie, dans l'habillement,

dans les mines, dans les secrétariats.

L'expertise conditions de travail.

Un numéro de 96 pages - 33 F. En vente chez votre marchand de journaux ou à commander à Administration de cft-AUJOURD'HUI,

4, boulevard de la Villette - 75005 Paris cedex 19.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### COMMENTAIRES

2. « Présomption d'innocence », par Bertrand Le Gendre; « L'apocalypse sous perfusion », par Jean Baudrillard; Courrier.

### ÉTRANGER

34. EUROPE  
- YUGOSLAVIE : le procès de six intellectuels à Belgrade  
- Tribune internationale : « Je suis mille fois plus coupable », par Milovan Djilas
45. AMÉRIQUES  
6. DIPLOMATIE  
7-8. AFRIQUE  
- Le vingtième sommet de l'OUA à Addis-Abeba.

### DOSSIER

12. La famine dans le monde.

### POLITIQUE

13. « Le brouillard des idées » (II), par Philippe Labadie.  
14. Le projet de budget pour 1985 à l'Assemblée nationale.

### SOCIÉTÉ

15. Neuf vieilles dames assassinées à Paris.  
16. Trois incupations après le meurtre d'un ouvrier turc à Epône.  
22. ÉCHOS.

### CULTURE

17. EXPOSITIONS : Archéologie chinoise au Grand Palais.

**89 FM**  
à Paris  
« ANO « le Monde »  
232-14-14  
mardi 13, 19 h 30 :  
« LE POLSKARIO »  
PAUL BALTA  
et DANIEL JUNQUA  
répondent aux questions  
des auditeurs et des lecteurs

### UN SEUL MONDE

- 35 à 38. Le dialogue Nord-Sud dix ans après.

### ECONOMIE

- 39-40. SOCIAL : la grève du personnel navigant d'Air France.  
40-41. AFFAIRES : les difficultés de l'Union méditerranéenne de banques.  
- L'internationalisation du Crédit agricole.

**RADIO-TELEVISION (20)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (22) :  
- Vie associative; « Météorologie; Mots croisés; « Journal officiel ».  
Annonces classées (23 à 34);  
Carnet (34); Programmes des spectacles (18-19); Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1984 a été tiré à 506 151 exemplaires

(Publicité)  
**1500 mach. écrire**  
**Duriez**  
TOUTES les meilleures marques, les plus ou moins chères : Olympia, Hermès, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Canon, Triumph, Adler, Erika... Mamelles (Olympia 390 F tic) ou électroniques (Olivetti 1990 F tic), à barres, sphères, marguerites, touches correction, mémoire, écran, etc. 31 styles de caractères. Sur stock.  
Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires, 112, Bd. St-Germain, M° Odéon.  
Dernière Heure : Toute électronique pour sac à main, 2,5 kg, épaisseur 4,5 cm : 3.642 caractères en mémoire (connectable ordinateur et terminal) 2690 F ttc

**TRADUCTIONS**  
angl. allem. esp. ital. port. holland. norv. suéd. rus. tchèque. slov. pol. serb. croat. bulg. roum. hongr. fin. grec. lat. arab. turc. pers. malg. malai. viet. lao. camb. thaï. ind. cor. jap. chin., etc.  
44 R. N. D. DES VICTOIRES  
PARIS 2. TEL. 236.13.03  
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

**ABC**  
Distributeur  
37, Avenue de la République • 75011 PARIS  
Métro Parmentier • Tél. 357.46.35

## UN SUCCÈS DE LA MISSION DISCOVERY « Repêchés » au harpon

« Accostage réussi, accostage réussi ! » C'est par ce cri de joie que Joseph Allen prévenait, lundi 12 novembre, le Centre de contrôle de Houston (Texas), qu'il avait réussi à « harponner » le satellite indonésien Palapa-B2, dérivant dans l'espace depuis février dernier. Six heures et deux minutes plus tard, l'équipage de la navette spatiale américaine Discovery avait achevé sa délicate mission : il avait « repêché » un satellite défectueux et l'avait fixé sur un châssis dans la soute de la navette afin de le ramener sur Terre.

Il ne s'agit pas réellement d'un « repêchage ». Déjà, au avril dernier, deux astronautes américains avaient repêché le satellite astronomique Solar Max, à l'aide d'un « stinger », sorte de harpon de 2 mètres de long - qu'il fissa dans la tyrode du moteur d'apogée de Palapa, il freina et arrêta le satellite qui tournait sur lui-même à raison de deux tours par minute. Cette opération de harponnage, qui avait posé des problèmes, lors de la récupération de Solar Max (le Monde du 11 avril) et avait demandé deux sorties dans l'espace à l'astronaute de Challenger, George Nelson, a été cette fois effectuée sans difficulté. « Le stinger est beaucoup plus simple dans sa conception que ne l'était le T-pod (employé pour sauver Solar Max), selon Georges Nelson, et il donne un rôle beaucoup plus actif à l'astronaute qui ouvre lui-même les crochets de son harpon. »

Quelques minutes après que Joe Allen ait accompli la première partie de la manœuvre, Anna Fischer,

depuis l'intérieur de la cabine, « repêchait » à son tour l'astronaute et satellite à l'aide du bras articulé de la navette et les ramenait dans la soute. C'est alors que, ce qui semblait, a priori, une manœuvre relativement simple - la fixation de Palapa sur un berceau installé dans la soute - s'est révélée plus délicate que prévu en raison d'une difficulté rencontrée sur une pièce placée sur le bras. Joe Allen et Dale Gardner ont alors fait preuve d'astuce et ont dû « relever leurs manches » pour que tout rentre dans l'ordre. Une performance peu commune, puisqu'il leur a fallu moins de six heures pour « venir à bout » de Palapa. Une manœuvre qui donne un nouvel argument aux partisans de la présence de l'homme dans l'espace.

### Une bonne affaire

La récupération de Palapa-B2 est incontestablement une réussite spectaculaire pour la NASA qui, a ainsi montré que, si il lui arrivait de « perdre » des satellites dans l'espace, elle pouvait aussi les récupérer. Elle devrait aussi combler d'aise les compagnies d'assurances propriétaires du satellite, qui, une fois Palapa remis en état, estiment qu'il vaudra 30 à 40 millions de dollars. Une bonne affaire, si l'on pense que les assureurs avaient payé 187 millions de dollars à la suite de la mise en orbite incorrecte de Palapa-B2 et de Westar-6, et qu'ils n'auront versé que 5,5 millions de dollars à l'agence spatiale américaine pour leur récupération. « Si la NASA démontre qu'elle est capable d'effectuer des réparations dans l'espace, les primes d'assurance pourraient, sinon diminuer, du moins cesser d'augmenter », comme l'a souligné un expert de la Lloyd's de Londres.

Il reste que, dans l'immédiat, la navette limitée par son altitude maximale (1 000 kilomètres) ne peut espérer aller « repêcher » des satellites de télécommunications géostationnaires, qui croisent à 36 000 kilomètres d'altitude.

ELISABETH GORDON.

## Le temps des mécanos

Après l'ère des héros, celle des Gagarine et des Armstrong, comment pour avoir effectué l'un des premiers pas dans l'espace, l'autre le premier pas sur la Lune, après l'ère des expérimentateurs, ces « sans gloire » qui, mission après mission, ont répété les mêmes gestes pour faire avancer la conquête de l'espace, voici que celle de nouveaux pionniers : les ouvriers de l'espace. Tour à tour plombiers, mécaniciens ou dépanneurs, ils accumulent les prouesses techniques sous l'œil charmé des spectateurs peu concernés des incidents en jeu.

Charmé, mais aussi quelque peu indifférent. Une preuve ? Qui se souvient de cet équipage soviétique qui, non content d'avoir, voilà un peu plus d'un mois, accompli le plus long séjour dans l'espace, a passé vingt-deux heures et cinquante minutes hors de la station orbitale Saliout-7 pour effectuer diverses réparations sur ce véhicule ? En six sorties, ces cosmonautes ont posé un revêtement de protection thermique, coupé une canalisation d'alimentation en combustible, travaillé sur un panneau solaire, prélevé un morceau de ce panneau et remplacé certaines pièces du système de propulsion.

Ces trois hommes avaient pour noms : Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Atkov. On les a oubliés, tout comme leurs collègues américains, George Nelson et James Van Houten, qui, en avril dernier, ont capturé en orbite un satellite scientifique en panne, de 2,3 tonnes, Solar-Max, l'ont réparé, puis ramené en orbite, permettant ainsi à la NASA d'économiser plusieurs dizaines de millions de dollars. En effet, 240 millions de dollars auraient été nécessaires pour construire un nouveau satellite de ce type, alors que le « dépannage » n'a coûté que la bagatelle de 50 millions de dollars.

Oubliés aussi les Conrad, les Weitz et les Korwin, qui, voici un

peu plus de onze ans, jouèrent les pionniers en déployant un écran thermique de 25 mètres carrés pour sauver la mission américaine Skylab. Oubliés encore les astronautes de la navette Challenger qui, en octobre de cette année, ont mené à bien des opérations de transfert d'hydrogène à l'image de celles qui, demain, seront nécessaires pour réapprovisionner en orbite les satellites des réservoirs de carburant sont vides.

Pourtant, toutes ces opérations préfigurent ce que seront les tâches des équipes qui, dans une vingtaine d'années peut-être, auront la charge de construire en orbite des ateliers de fabrication de matériaux et de composés chimiques, des stations orbitales et - qui sait ? - des satellites géants. Tous ceux là disposeront alors de matériels adaptés à leurs conditions de travail et pourront répéter plus aisément et avec une plus grande précision sans doute les gestes spectaculaires et parfois maladroits de leurs aînés.

A les regarder, adriens, mobiles, filmés depuis la soute de la navette spatiale, peut-on imaginer les difficultés et les contraintes techniques de ces équipes ? Un exemple : les trois heures pendant lesquelles les astronautes sont tenus de s'hyperoxygéner, avant toute sortie, pour purger leur organisme de l'azote qu'il contient. Un autre : les difficultés qu'il y a, en apesanteur, à manier un outil, fût-il un tournevis, sans point d'appui, problème que les plongeurs sous-marins connaissent d'une certaine manière. Un dernier enfin : essayer donc de visser un boulon avec des gants de latex, et vous aurez une idée plus précise de la fatigue qu'entraînent de telles manœuvres en orbite.

J.-F. AUGEREAU.

## M. PIERRE JOXE PRÉVOIT DE CRÉER « CENT À CENT CINQUANTE » CANTONS

M. Joxe rappelle, lundi 12 novembre sur France-Inter, que le redécoupage cantonal n'aura pas une grande ampleur. Invité de l'émission « Face au public », le ministre de l'intérieur a précisé : « Bien que la procédure ne soit pas achevée, je peux vous dire que je vois déjà très bien comment elle se dessine, et j'ai choisi de réduire énormément les possibilités d'intervention qui étaient contenues dans une circulaire qui a fait couler beaucoup d'encre et qui ouvrait très largement la possibilité de créer jusqu'à plus de 700 cantons. Je pense que j'en créerais 100 à 130, et chacun pourra constater... qu'il y a plus de 50 départements dans lesquels il y aura un, ou deux, ou trois cantons ; dans très peu, il y en aura plus de cinq. »

Les accusations de « charcutage » que n'ont pas manqué de porter certaines personnalités de l'opposition ne troublent pas M. Joxe, qui se déclare « tranquille ». « Qu'on veuille bien attendre la fin du processus, a-t-il affirmé, et on constatera que ce qui s'est fait sous certains de mes prédécesseurs... on ne le reverra plus. »

Invité à nommer ces prédécesseurs, M. Joxe a cité M. Pompidou, ancien ministre de l'intérieur. « Tout le monde, a-t-il ajouté, peut regarder la carte des cantons en France et s'apercevoir qu'il existe des cantons - et pas un ! - qui sont parfois faits de trois morceaux de territoire qui ne se touchent même pas, que certains ont la forme d'un papillon parce que cela arrangeait un de mes prédécesseurs de faire des papillons sur la carte des cantons car cela permettait de faire élire un tel plutôt que tel autre. »

M. Joxe a précisé que le processus de redécoupage sera achevé d'ici la fin de l'année.

### Redécoupages dans le Val-de-Marne...

Le conseil général du Val-de-Marne, que préside M. Michel Germa (PC), a adopté, lundi 12 novembre, le projet de remodelage cantonal qui prévoit la création de dix nouveaux cantons. Les propositions de redécoupage, qui ont été présentées par le commissaire de la République du Val-de-Marne, ont été approuvées par 21 voix (PC-PS) contre 18 (RPR-UDF et non-inscrits). Si ce projet est définitivement retenu, le département du Val-de-Marne comptera 49 cantons et deviendra, par le nombre de ces cantons, le premier département de la région parisienne.

### ...et les Hautes-Pyrénées

L'assemblée départementale des Hautes-Pyrénées, en revanche, a le même jour rejeté, par 24 voix contre 9 et une abstention, le projet de redécoupage des cantons. Au sein de la gauche, majoritaire au conseil général, seuls les neuf élus socialistes ont approuvé les propositions présentées par le commissaire de la République qui prévoyait la création d'un canton. Les douze conseillers MRG et les six conseillers communistes ont voté contre.

« Démision du président de Fiat France. - Le président du groupe Fiat France, M. Vittorio Chiusano s'est démis de l'ensemble de ses fonctions dans le groupe italien pour se consacrer à ses activités de parlementaire européen. M. Chiusano vient d'être nommé vice-président du groupe démocrate chrétien italien à Strasbourg.

## Sur le vif

### Profession tueur

Ils sont marriants, les Américains, ils ont été cent cinquante, dont plusieurs femmes, à répondre à une petite annonce, une offre d'emploi, « cherche tueur », passée par la prison du Kentucky, l'un des trente-sept États à avoir rétabli la peine de mort autorisée par la Cour suprême en 1976. Partout c'est le branle-bas de combat. Les actions en recours engagées à l'époque, les poursuites ont fini par être rejetées, et, aujourd'hui, comme l'écrit très joliment le Wall Street Journal, le quartier des condamnés affiche complet. A l'étage de l'administration, on ne sait plus où donner de la tête.

D'autant qu'un bon bourgeois, ça ne court pas les rues. En l'occurrence, trois candidats ont été retenus. Critères de sélection : maturité, contrôle de soi, calme et fermeté. Il ne s'agit pas de tuer à la dernière minute, il faut avoir les nerfs solides et le cœur bien accroché.

D'ailleurs, tout est mis en œuvre pour épargner les scrupules de ces braves volontaires, pour leur éviter d'avoir plus tard des états d'âme ou des cauchemars.

Au lieu de tuer en solitaire et d'assumer seul la responsabilité de ce meurtre rituel, ils s'y mettent à plusieurs. Ils travaillent en équipe. Ainsi, en Géorgie, ils seront trois. Chacun appuiera sur un bouton de la chaîne électrique. Aucun ne saura lequel était le bon. Idem dans l'Utah. Deux des cinq fusils du peloton d'exécution sont chargés à blanc. Et dans le New-Jersey, une des deux seringues enfoncées dans les veines du condamné ne contiendra que de l'eau distillée.

On n'écoute pas partout de la même façon, vous le savez. En Caroline du Sud, ça se passe dans un fauteuil ; au Missouri, dans une chambre à gaz ; en Louisiane, c'est sur le coup de minuit et en Floride, ainsi le veut la tradition, le bourreau porte une longue robe noire surmontée d'une cagoule. En revanche, dans les coins où l'on endort ces animaux nuisibles, la blouse blanche est exigée. Dites donc, j'y pense, ça serait un bon débouché pour nos anesthésistes.

CLAUDE SARRAUTE.

## La régie Renault présente aux syndicats un projet d'accord-cadre sur l'emploi

La négociation sur l'emploi engagée entre la direction de la régie Renault et les organisations syndicales va entrer dans une nouvelle phase. La direction a soumis aux syndicats, mardi 13 novembre, un projet d'accord-cadre.

Ce projet replace la mobilité dans l'ensemble de la politique de la Régie : recherche d'une meilleure compétitivité, réorganisation du travail, réajustement des fabrications et des effectifs. En ce qui concerne la mobilité elle-même, le texte précise qu'il serait pour l'instant fait appel uniquement aux volontaires, et que cette mobilité pourrait s'accompagner d'une formation continue rémunérée sur le temps de travail. De façon générale, la formation serait considérablement développée, et la direction de la Régie propose la création d'une commission des métiers chargée d'identifier les métiers à venir et les métiers déficitaires à l'horizon 1986-1987, qui demanderait l'aide du Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile. Une commission paritaire serait chargée du suivi de l'accord.

D'autre part, le groupe de travail paritaire constitué dans le cadre de la négociation a proposé une liste assez générale d'aides matérielles à la mobilité : notamment une indemnité de mobilité égale à un mois de salaire, mais de 10 000 francs au minimum par salarié, plus un demi-mois par personne à charge (minimum 5 000 francs), plus une indemnité forfaitaire de 5 000 francs pour les mutations avant juin 1985, une indemnité compensatrice de loyer, une indemnité d'attente, un congé de déménagement de quatre jours.

Le projet d'accord-cadre présenté ce mardi vise notamment à répondre aux inquiétudes exprimées par les syndicats. Outre le caractère volontaire de la mobilité, il affirme l'intention de la Régie de concourir à la promotion de l'emploi, en particulier des jeunes, et de participer à la création d'entreprises nouvelles à mesure que sa situation économique s'améliore. La direction s'engage aussi à présenter au conseil d'administration sa politique à l'égard des four-

niers : en effet, elle a annoncé qu'elle exigerait d'eux, en échange d'une aide technique et de l'assurance de débouchés, une amélioration de productivité de 5 % par an.

Plusieurs syndicats, notamment la CGC et la CGT, ont réagi en effet de pouvoir discuter de la politique industrielle de la Régie. La CGT, qui a présenté lundi à la presse les résultats du vote des salariés sur ses propositions, a réaffirmé à cette occasion qu'elle « ne souscrirait pas à un plan prévoyant des suppressions d'emplois ». Dans la lettre qu'il avait adressée la semaine dernière à M. Bernard Hanon, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, reprochait au président de Renault « une stratégie d'affaiblissement du potentiel industriel et commercial qui place la Régie en position de repli sur le marché ». La CGT réclame enfin un « statut social » unique dans les entreprises de la Régie, garantissant les salariés contre une perte de pouvoir d'achat en passant de l'une à l'autre.

Les responsables de la CGT Renault ont estimé que le vote a renforcé leur audience : 41 217 salariés, ont-ils indiqué, y ont participé dans onze usines et une partie du réseau commercial ; 38 625 ont approuvé les propositions de la CGT. 1 943 seulement ont voté contre. Sur les onze établissements de la Régie concernés, qui comptent environ 80 000 personnes, ses propositions auraient recueilli 32 334 voix.

G. H.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
**PANTALONS**  
A partir de 580 F  
**COSTUMES et PARDESSUS**  
MESURE  
A partir de 1 750 F  
**NOUVELLE COLLECTION**  
3 000 pièces  
Luxe et élégance  
Fabrication traditionnelle  
Boutique Femme  
**TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX**  
sur mesure  
**UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES**  
Prêt-à-porter Homme  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 742-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

(Publicité)  
**Une curieuse façon de faire sa publicité...**  
En publicité, il faut faire grand ou rien... beaucoup d'annonces le prouvent et pourtant vous êtes en train de lire cette annonce et cela prouve le contraire. Nous pouvons vous le démontrer de bien d'autres manières. Téléphoner à J. Lasserre, D.G. Publicité (1) 742-10-30.

**Préservez votre dos fragile avec Pirelax**  
de PIRELLI  
Sommer articulé à lattes de bois sur rotules à bilancettes à triple effet, avec matelas latex, recommandé pour les dos fragiles, soutient idéalement LA COLONNE VERTÉBRALE.  
DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN  
**CAPÉLOU** 37, Avenue de la République • 75011 PARIS  
Métro Parmentier • Tél. 357.46.35

**SAINT-MAXIME**  
UNE RESIDENCE DE QUALITE DANS UN SITE PRIVILEGE.  
**Le Domaine du Préconil**  
Dans une propriété de 4 hectares, en bordure d'une charmante rivière, à l'ombre des pins parcs et à quelques mètres du centre et des plages.  
**APARTEMENTS 2 et 3 PIECES HABITABLES IMMEDIATEMENT**  
Une excellente affaire à un prix très exceptionnel pour une qualité certaine.  
**2 PIECES**  
cette offre spéciale est valable jusqu'au 31 décembre 1984.  
**287.000 F**  
Rendez-vous sur place : LE DOMAINE DU PRECONIL  
Champs des Vigiles - 83200 Saint-Maxime  
Tél. (04) 43.81.18  
Cordialement, Jacques et Pénélope.

مكتبة الأنجلو